



La voix de l'opposition de gauche

L'émancipation des travailleurs sera l'oeuvre des travailleurs eux-mêmes



Causeries novembre 2010

janvier	février	mars	avril	mai	juin	juillet	août	septembre	octobre	novembre	décembre
---------	---------	------	-------	-----	------	---------	------	-----------	---------	----------	----------

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26
27	28	29	30									

Le 2 novembre

Je n'ai pas vraiment envie de causer, à quoi bon ! Toutes les analyses ou articles que j'ai pu lire ces derniers jours consistent à ne surtout pas aborder les questions que je m'acharne à poser depuis des années, et que j'ai évoquées encore une fois dans les trois dernières contributions que j'ai mises en ligne. Parler d'analyses est exagéré, car on n'en trouvera pas la moindre trace en réalité, on nous sert des commentaires mille fois réchauffés du genre : c'est la faute des appareils, c'est la faute du PS, parce qu'il faudrait en attendre quelque chose, c'est désespérant, quelle incurie politique, quelle lâcheté aussi !

Mais au fait, pourquoi tous les syndicats sont-ils dirigés par des bureaucrates vendus au régime ? Pour quoi se syndique-t-on aujourd'hui ? Pourquoi n'y a-t-il pas un seul syndicat combattant pour en finir avec le capitalisme ? Pourquoi les dizaines de millions de travailleurs, jeunes et retraités qui rejettent le projet de loi du gouvernement ne sont-ils pas descendus dans la rue, pourquoi les millions de travailleurs qui pouvaient se mettre en grève ont-ils préféré continuer de travailler ? Toutes les réponses à ces questions figurent dans le site, je les ai traitées en long, en large et en travers, sous tous les angles ou rapports possibles, à des moments différents, à de multiples reprises dans des démonstrations où nous partions des faits, nous avons vérifiées et revérifiées des dizaines de fois la validité des réponses que nous avons trouvées, nous les avons parfois affinées, précisées, complétées, nous avons fait en sorte de ne rien oublier, de ne sous-estimer ou surestimer aucun facteur, chaque fois nous nous sommes évertué à reprendre à zéro notre analyse de la situation, à tout remettre à plat, pour finalement parvenir toujours aux mêmes conclusions, en vain.

Il y en a aujourd'hui qui vont jusqu'à reproduire dans le titre d'un article l'appel à la "grève générale" de syndicalistes de la CGT le 19 octobre, ce qui pourrait laisser croire aux lecteurs qu'ils y ont appelé également, alors que ce ne fut jamais le cas ! Mais jusqu'où iront ces dirigeants dans la manipulation des militants et des travailleurs, jusqu'où ?

Si maintenant vous me demandiez ce que je pense de ce mot d'ordre, je vous répondrais qu'on ne pouvait pas faire autrement que l'avancer au regard de l'évolution de la situation, mais si vous avez encore en mémoire ce que j'en disais quelques mois plus tôt, vous vous souviendrez que je prétendais que c'était se faire de graves illusions que de croire que les masses étaient prêtes à se mobiliser à ce niveau-là, que la grève générale ne se décrétait pas, etc. Le meilleur ouvrier du monde avec de mauvais outils ou un bras dans le plâtre ne produira jamais une oeuvre d'art !

Certes, la question des retraites cristallisait tout les ressentiments accumulés par les travailleurs contre le régime au cours des dernières années et promettait une grande bataille, mais en demeurant lucide. Vous pensez franchement que c'était faire preuve de lucidité de faire croire aux travailleurs que tout était possible ? C'était les induire en erreur, leur cacher la vérité. Dès le début de ce combat j'ai écrit que Sarkozy ne renoncera jamais à sa loi scélérate, sauf si le régime était en danger, or pour qu'il soit en danger il aurait fallu que la mobilisation se situe sur le terrain politique pour affronter Sarkozy, or cette condition était quasi impossible à remplir compte tenu de la faiblesse du niveau de conscience politique des masses, de l'état du mouvement ouvrier profondément divisé, gangrené par le réformisme, subordonné au capitalisme et aux institutions, en l'absence du parti

et d'issue politique à leur portée, sans parler de l'incapacité des masses à s'organiser en dehors du contrôle des appareils, etc. J'avoue ne pas avoir insisté pour ne pas décourager les militants qui n'avaient sans doute rien compris ou pas grand chose à mon argumentation. Aujourd'hui, leur parle-t-elle davantage ? Je n'en sais rien.

Que dire de plus ? Quels mots faut-il employer pour se faire comprendre ? Je n'en sais rien. Le PS était calé sur la position de Sarkozy dès le départ avec l'allongement de la durée de cotisation pour finalement se transformer en briseur de grève (Marseille et Paris avec les éboueurs en grève), cela n'a pas empêché le POI d'appeler au front unique avec le PS ou le NPA de signer des appels communs ou d'apparaître à ses côtés. Il n'y a rien à ajouter sur le PS.

S'agissant des appareils pourris des syndicats, on prend les paris que tous les partis vont continuer d'entretenir avec eux les mêmes rapports ? Le meilleur moyen de les combattre, c'est d'aider la classe à comprendre ou à prendre conscience de la nécessité de liquider le capitalisme synonyme désormais de régression sans fin, de relier chaque revendication à cette perspective, de l'organiser comme essaie de le faire le POI.

Il faut aussi réfléchir à la meilleure manière d'aborder les travailleurs et jeunes. C'est bien de vouloir les associer à des actions, mais si leur niveau de conscience politique n'évolue pas, cela ne servira strictement à rien. Croire que cela se réalise mécaniquement est faux ou qu'il suffirait de discussions régulières avec eux pour qu'ils parviennent à une compréhension claire du fonctionnement de la société, c'est se leurrer. Il faut mettre en place un programme de formation pratiquement sur mesure adaptée à chaque travailleur ou nouveau militant, à un contact ou un nouveau militant doit être associé un militant expérimenté, un tuteur qui suit pas à pas sa progression. Il faut aussi cesser de considérer les travailleurs comme des gens qui seraient forcément intéressés par la politique en leur balançant des tracts où l'on récite finalement notre leçon. Ah ils sont d'accord avec vous, mais ils n'y comprennent rien et ne vous suivent pas ! Vous voulez convaincre qui avec des arguments à l'emporte-pièces ou en assénant des mots d'ordre ? J'ai déjà expliqué cela sous toutes les coutures, en vain également. Vous êtes contents, vous vous êtes retrouvés entre vous dans la rue pour le gros des manifestants, mais sans les masses, vous vouliez faire quoi de plus ? Arrêtez de vous gargariser en comparant le nombre de manifestants dans une ville de province avec sa population, vous oubliez que des travailleurs de tout le département aux alentours y ont participé, votre calcul est faussé, Sarkozy lui il sait compter ! Même avec un parti de 100 000 militants, sans les masses nous n'aurions pas vaincu Sarkozy. Vérifiez-le en étudiant notre histoire. A suivre.

(Je n'ai pas pris le temps de corriger les fautes, j'ai cavallé toute la journée après des papiers d'un bureau à l'autre et je suis complètement crevé.)

A propos du site.

J'ai réparé plusieurs liens vers des fichiers que vous n'avez pas pu télécharger, avec mes excuses. J'ai repéré ces erreurs en consultant la page des statistiques qui répertorie tous les fichiers ou pages visités ou téléchargés. J'avoue ne pas comprendre pourquoi vous ne me signalez pas ces problèmes, mais bon, nous vivons dans un drôle de monde et ce n'est pas en agissant de la sorte ou en ayant une telle mentalité qu'on le changera, si vous me permettez de vous dire ce que j'en pense.

Les camarades qui utilisent Opera ou Konqueror comme navigateur peuvent rencontrer des problèmes pour télécharger certains documents, parce qu'ils ne reconnaissent pas les signes employés dans les adresses des fichiers, dans ce cas-là essayez avec Mozilla ou Explorer. C'est notamment le cas avec les adresses comportant des crochets "[]" ou parfois des adresses trop longues. Je précise que je n'emploie jamais ces signes, ni le tiret ni les majuscules ni les accents dans l'adresse de mes fichiers. Ces signes ne sont pas forcément reconnaissables par les différents navigateurs (IE, Mozilla, Opera, Konqueror, etc.) dans une autre langue que le français, ce qui est mon cas puisque tous mes logiciels sont en anglais. A ne pas confondre avec le code source des pages internet qui concerne le formatage de leur contenu et que l'utilisateur peut modifier à sa guise.

Je signale également aux camarades qui m'adressent des documents que lorsqu'ils laissent un espace entre deux lettres ou mots dans l'adresse de leur fichier, si je ne le vois pas et que je ne le supprime pas, si je le charge tel quel dans le serveur, il sera peut-être impossible aux militants de le télécharger. Je précise aux camarades qu'outre les adresses que je dois vérifier, je dois formater pas mal de documents que je reçois ce qui me fait du boulot supplémentaire et une source d'erreur supplémentaire.

J'ignore comment fonctionne un blog ou un site fabriqué à partir d'un logiciel puisque le mien est entièrement fait sur mesure, je n'appuie pas sur un bouton pour mettre un mot en couleur ou en italique par exemple, je dois l'encadrer par ce qu'on appelle des balises <...> comportant un ou plusieurs caractères, chaque page comporte ainsi des dizaines ou des centaines de balises qu'il faut écrire correctement. La moindre erreur se traduit par un défaut d'affichage à l'écran, reste ensuite à en chercher l'origine, cela peut prendre de trois secondes à une heure ou plus, avec l'expérience on repère les erreurs de plus en plus rapidement. Vous comprendrez mieux pourquoi j'y attache plus d'importance qu'aux fautes dues essentiellement à des copier/coller. Pour finir, je ne suis pas informaticien, le site est comme il est, s'il n'apparaît pas en pleine page vous pouvez réduire la résolution d'affichage pour remédier à cet inconvénient.

Social.

1- Voter PS = voter pour les briseurs de grève.

"*Nous pouvons tenir jusqu'à Noël*": une vingtaine d'éboueurs de la ville de Paris opposés à la réforme des retraites bloquaient toujours samedi le centre de traitement de déchets d'Ivry-sur-Seine (Val-de-Marne), le plus important de France. A l'entrée du site, en bordure du périphérique parisien, un panneau indique "12e jour d'occupation".

Le syndicaliste dénonce les "*mesures anti-grève*" prises par Bertrand Delanoë, notamment l'appel à des camions-bennes privés pour la collecte des déchets, rendant les effets du blocage presque insensibles aux Parisiens.

Depuis le début du mouvement, 11.700 tonnes de déchets ménagers ont été détournés du centre d'Ivry, selon une porte-parole du Sycotm, syndicat intercommunal de traitement des déchets qui regroupe 84 communes d'Ile-de-France.

"Nous avons obtenu trois points de plus, soit une augmentation de 15 euros pour environ 350 agents sur 5.000, a déclaré à l'AFP Régis Vieceli, secrétaire général CGT-Nettoieement.

"*C'est maigre, trop maigre pour qu'on lâche l'affaire*", a-t-il ajouté, évoquant un "*changement de mode d'action*" si la mairie de Paris n'accédait pas aux revendications des grévistes qui portent également sur les salaires.

Le centre d'Ivry-sur-Seine a incinéré 662.000 tonnes d'ordures ménagères en 2009 et en a recyclé 38.000 autres.

Treize communes franciliennes et douze arrondissements de Paris acheminent chaque année sur le site les déchets de près de 1,2 million de personnes.

"*C'est le premier centre de France*", indique-t-on au Sycotm. (Libération.fr 30.10)

Tiens donc, Delanoë briseur de grève, non, qui l'aurait cru ?

2- Paroles de milliardaire.

Extrait d'un entretien au *Monde* de Claude Bébéar, président d'honneur de l'assureur Axa – groupe qu'il a créé et dirigé – qui figurait au sein de la commission Attali.

Le PS a fournie des armes aux capitalistes pour combattre la retraite par répartition... depuis 30 ans !

"*Il y a trente ans, nous, les assureurs, avons confié à deux jeunes économistes, Denis Kessler et Dominique Strauss-Kahn, une étude sur le financement des retraites. Ils concluaient à la nécessité de créer des fonds de pension.*"

Les travailleurs sont des fainéants.

"*Les Français ont une relation très particulière au travail. Ils sont productifs, appréciés comme tels à l'étranger. En même temps ils dénigrent le travail, se disent fatigués, aspirent aux congés, à la retraite. Au Canada, aux Etats-Unis jamais vous n'entendez un tel discours.*" ; et dans le Grand Nord où il n'y a pas de chauffage central, personne ne s'en plaint, j'ajoute.

Il faut liquider le contrat de travail à durée indéterminée.

"*Les difficultés que connaissent les jeunes ont des causes multiples, qui tiennent à l'éducation, aux erreurs d'orientation, au mauvais fonctionnement du marché du travail, à cette stupidité que représente le contrat à durée déterminée, devenu le moyen d'utiliser le personnel comme variable d'ajustement. Il faut le supprimer et le remplacer par un contrat de travail unique, avec des droits renforcés au fil des ans.*" (Lemonde.fr 30.10)

Politique.

1- La politique au ras du gazon ou quand la beaufitude se met au vert.

Daniel Cohn-Bendit rejoindra l'équipe de consultants de Canal + sur le football en janvier prochain.

Une nouvelle carrière à la télévision? "*Sur le principe, l'idée m'amuse beaucoup*", explique le député européen, qui a déjà commenté des matches pour la télévision allemande et participé à de nombreuses émissions sportives en France.

Après les fêtes, il figurera parmi les consultants attirés de l'émission "*Les spécimens*", diffusée le vendredi soir sur Canal +.

Il travaille actuellement, selon le *Journal du dimanche*, à la préparation d'un film consacré à la Coupe du monde 2014, qui doit se dérouler au Brésil. (Reuters 31.10)

Il a raison, il y a tellement de pognon brassé dans le monde corrompu du foot, que c'est un vrai bonheur de fréquenter ce milieu là. En haut, ils lui fournissent une tribune pour faire sa campagne électorale...

C'est vrai que pour regarder des types jouer à la baballe, il faut en avoir dans la tête... et pas grand chose à faire de mieux !

2- Cohésion sociale, dialogue social, consensus : une obsession chez eux.

2.1- Jean-Louis Borloo interrogé sur Canal+ : "*Il faut reprendre le chemin de la cohésion sociale*". (Reuters 31.10)

2.2- "*Les syndicats auront du mal à relancer un mouvement de cette ampleur puisque le mouvement n'a rien obtenu, encore qu'ils aient été responsables et modérés en face d'une partie de leur base*", a jugé François Bayrou, lors du "*Grand rendez-vous Europe 1/Le Parisien*".

"*Le pouvoir se trouve dans une situation où il a ruiné la perspective du dialogue social dont pourtant il faisait un totem, verbal certes, mais un certain nombre de gens l'avait cru*", a-t-il attaqué. (Reuters 31.10)

2.3- "*Ce qui s'est produit avec la réforme des retraites a profondément altéré le dialogue social, la confiance n'est pas là*" a estimé M. Hollande sur «Dimanche soir politique» I-Télé/France Inter/Le Monde.(Libération.fr 31.10)

Quel dommage ! Comme on voudrait bien avoir confiance dans l'hystérique du Palais et le Medef !

Qu'ils se rassurent, Chère que le jaune et le PS assument !

3- NPA. Euphémisme.

Besancenot interviewé par Le Parisien : "*dire, comme les socialistes qu'il faut défendre la retraite à 60 ans tout en appelant à un allongement de la durée de cotisation, c'est illogique et totalement contradictoire*" (Lemonde.fr 31.10)

C'est plus qu'"*illogique et totalement contradictoire*", cela confirme que le PS défend les mêmes intérêts de classe que l'UMP... ou Claude Bébéar par exemple, qu'il est prêt à monter au créneau pour combattre la classe ouvrière au côté de son ennemi.

L'allongement de la durée de cotisation est la négation de la retraite à 60 ans, Sarkozy repousse la retraite à 62 ans, l'UMP et le PS sont donc bien alignés sur la même position, tout le reste était du baratin destiné à favoriser le passage de cette contre-réforme. C'était la seule raison de la présence du PS dans les manifestations, il aurait fallu l'en chasser !

Société.

Selon un sondage, 94% des Français sont favorables à une loi pour légaliser l'euthanasie selon un sondage Ifop pour Sud-Ouest Dimanche. (Lexpress.fr 30.10)

[Haut de page ↗](#)

Le 3 novembre

La causerie et les infos en bref ainsi que les articles de presse d'octobre sont en ligne au format pdf. J'ai aussi actualisé la page économie du site.

Peu d'infos, inutile de commenter les élections qui ont eu lieu au Brésil ou en Côte d'Ivoire, car elles ne présentent que peu d'intérêt. En revanche la victoire des conservateurs aux Etats-Unis va se traduire par une nouvelle offensive de l'impérialisme américain sur tous les fronts. Si le programme ultra réactionnaire du Parti républicain était mis en oeuvre, il amplifierait encore les effets de la crise du capitalisme et sèmerait le chaos sur tous les continents. On pourrait s'en réjouir si le prolétariat était en ordre de bataille pour affronter le capital, ou tel n'est pas le cas, aux Etats-Unis moins qu'ailleurs.

Les conservateurs ont déjà annoncé qu'ils allaient revenir sur les timides "réformes" entreprises par Obama, notamment

celles concernant la santé, les impôts payés par les plus riches ou plus généralement l'industrie financière. On peut envisager à court terme de nouvelles tensions entre les Etats-Unis et la Chine ou l'Iran, mais aussi avec le reste du monde dont l'UE, où la situation sociale et politique est déjà tendue dans de nombreux pays sous fond de chômage de masse. Iront-ils jusqu'à prendre le risque de tout faire péter pour conserver leur suprématie sur la scène mondiale, si c'était le seul moyen pour y parvenir, on peut penser qu'ils en seraient parfaitement capables.

Peut-on parler de crise politique aux Etats-Unis ? Ce serait exagéré dans la mesure où Obama a poursuivi la politique de Bush. Il va seulement devoir la droitiser davantage, ce qui va rendre la situation encore plus insupportable à des dizaines de millions de travailleurs américains. On peut émettre l'hypothèse que dans cette situation le mouvement ouvrier américain va tenter de se recomposer, mais rien n'est moins sûr s'il demeurerait incapable de se donner une orientation politique en rupture avec le capital, là non plus il ne faut pas se faire d'illusions.

En France, il y a encore quelques jours certains affirmaient que la mobilisation ne faiblissait pas, qu'on allait voir ce qu'on allait voir dans les jours ou les semaines qui viennent, on se demande dans quel monde ils vivent, c'est complètement délirant ! Et dire que ce sont des responsables syndicaux ou de formations politiques qui tiennent un tel discours, et qu'il se trouve encore des militants pour les écouter ou leur faire confiance. Cela donne une idée assez précise de l'état déplorable dans lequel se trouve le mouvement ouvrier.

Ces critiques ne plaisent pas aux militants qui pratiquent l'autosatisfaction ou la masturbation intellectuelle ou encore qui prennent leurs désirs pour la réalité, de notre côté, on préfère observer lucidement la situation aussi cruelle soit-elle. Les uns et les autres font comme si nous n'avions pas subi une nouvelle défaite, dès lors ne vous attendez pas à ce que nos dirigeants soient capables d'en tirer le moindre enseignement ou qu'ils en manifestent la volonté, mille fois hélas !

A chacun ses boucs émissaires.

Sarkozy a les siens, les Roms et les travailleurs issus de l'immigration, légale ou illégale, les grands malades, les vieux, les handicapés, etc., les couches les plus faibles de la société ; les appareils ont les leur, les travailleurs qui ne se sont pas suffisamment mobilisés et qui sont d'horribles individualistes ; le PS et ses satellites, l'évolution du capitalisme mondiale contre lequel on ne peut pas lutter ; et pour le POI, le NPA et LO, les affreux appareils et le PS.

La difficulté que nous rencontrons pour redonner une orientation correcte au combat du mouvement ouvrier provient du fait que pour y parvenir il doit opérer un virage à 180° et rompre avec plus d'un demi-siècle de collaboration de classe ancrée dans les esprits et les comportements.

En vivant dans mon trou en Inde loin de la lutte des classes, pour survivre, il me faut cependant défendre mes intérêts et parfois mes droits. Je suis en train de revendre ma maison à un membre de la classe dominante, il réalise un chiffre d'affaire de 700 millions de roupies par mois, et il me fait tout un cinéma pour que je lui concède une nouvelle ristourne, alors que je brade déjà ma maison. J'ai le choix entre écouter ses lamentations pitoyables et lui donner satisfaction ou rester bloquer sur ma position au risque de laisser passer cette occasion de quitter ce village pourri. J'ai décidé de ne plus négocier avec lui, et pour ne pas le braquer j'ai évité d'évoquer sa situation de privilégié, en revanche j'ai mis en avant la mienne particulièrement délicate en lui précisant qu'il n'était pas le seul à avoir des intérêts à défendre dans cette transaction et que de nous deux il n'était pas le plus mal loti. Finalement, ce matin nous avons signé une promesse de vente et il m'a remis un acompte sans que je baisse à nouveau mon prix. Je m'étais fixé une limite en dessous de laquelle je perdrais trop pour estimer mes intérêts respectés.

Le mouvement ouvrier a franchi cette limite le jour où son combat a cessé d'être orienté dans la perspective d'en finir avec le capitalisme et les institutions au profit des seules réformes dans le cadre du respect du régime et des institutions en place. Après vous vous étonnez ou vous ne comprenez pas pourquoi les masses sont légalistes ou fatalistes, mais tout a été fait pour qu'il en soit ainsi, minutieusement, patiemment et non sans un certain acharnement et cynisme. Les travailleurs respectent les patrons et les institutions qui les exploitent et piétinent leurs droits ouvertement, ne leur en voulez pas, on les a éduqués dans ce sens.

Lors de la bataille sur les retraites, les uns et les autres se sont donnés beaucoup de mal pour démonter les arguments du gouvernement et du patronat, ils se sont placés sur leur terrain pour critiquer ce projet de loi, mais ont-ils été capables de se situer strictement sur celui de la classe ouvrière, c'est l'impression qu'ils ont donné en procédant de la sorte, mais en réalité ils ont été totalement incapables de prendre en compte les besoins de la classe qui se situaient bien au-delà de la situation actuelle des retraites ; comment se satisfaire d'une situation où un conducteur de train part à la retraite à 55 ans et un métallo bossant en usine 5 ans plus tard par exemple, sans parler des années prises en compte pour le calcul de la retraite, à aucun moment ils ont défendu l'alignement du privé, de l'ensemble des travailleurs sur les conditions les plus favorables dont bénéficient certaines couches de travailleurs.

Il existait des arguments chocs pour défendre la retraite par répartition et le départ à la retraite à taux plein à 50 ou 55 ans (pour tous), 30 à 35 annuités, 1600 euros nets minimum : du travail pour les jeunes, les vieux à la retraite, à bas le chômage et la précarité ; augmentation générale des salaires de 20 ou 30%, le Smic à 1600 euros nets, à bas la pauvreté et l'indigence. Aberrant, déjà qu'il était difficile de défendre les 60 ans, alors avancer 50 ou 55 ans, vous n'avez pas les pieds sur terre mon

pauvre monsieur... Au contraire, où est-il écrit que l'on devrait consacrer les meilleures années de sa vie, pour ne pas dire toute sa vie à se crever au boulot, alors qu'on aurait envie de faire autre chose, qui et qu'est-ce qui peut justifier que l'on devrait demeurer l'esclave d'un patron ou de l'Etat toute notre vie ? On bosse donc on engraisse un capitaliste, on consomme donc on engraisse d'autres capitalistes, la vie devrait-elle se résumer à cela ? Ce qui est complètement dingue, c'est qu'on s'interdit de nos jours de poser des questions que les travailleurs se posent tous à un moment donné de leur vie. Et pourquoi devrait-on travailler 5 jours et se reposer 2, pourquoi pas l'inverse, la productivité a été multiplié par quatre en quelques décennies, non ? Ah mais elle a progressé ainsi pour enrichir davantage les patrons ! On comprend, on comprend, il faut s'incliner... devant l'ordre établi.

Certes, ces arguments ont été évoqués par les différents partis, à la marge seulement, ils étaient noyés dans un ensemble d'arguments. Pourquoi ? Quelles questions posaient-ils ? Chômage, précarité, pauvreté, comment les résoudre sans entrevoir la nécessité de liquider le capitalisme et les institutions, sans se dresser contre le régime pour le renverser, impossible évidemment, dès lors c'était directement donné une orientation politique à la mobilisation des masses, vous n'y pensez pas sérieusement, quelle horreur ! Et puis, imaginez, les travailleurs ne vous auraient pas suivi. Qu'est-ce que vous en savez ? La majorité n'aurait pas suivi, et alors, on se serait bien contenté d'une minorité que l'on aurait pu organiser et recruter sur cette base, c'était peut-être mieux qu'un combat et une défaite dont finalement on sera incapable de tirer le moindre profit, non ? Quel dommage penserez-vous peut-être, ne vous tracassez pas trop quand même, c'est chaque fois la même histoire et on n'en est pas mort, pas encore, pas tout à fait, mais on s'en rapproche dangereusement, voyez dans quel état se trouve le prolétariat des autres pays qui sont soumis à la même politique, c'est à peine s'il remue encore, donc tant qu'il y a de la vie il y a de l'espoir !

Autre sujet.

Pendant ma pause thé, j'ai lu deux articles du NPA sur Internet. Le premier intitulé *Intersyndicale: se confronter ou accompagner ?* est datée du 27 novembre.

Une histoire d'amour qui dure...

Le NPA se félicite que cette intersyndicale ait duré tout au long de la mobilisation sur les retraites. Ils sont évidemment incapables de la caractériser, puisqu'ils se refusent à admettre qu'il s'agissait d'une coalition contre-nature, dans la mesure où la CFDT s'était prononcée pour l'allongement de la durée de cotisation, dès lors tous les syndicats qui acceptaient de s'asseoir à la même table que Chérèque en était l'otage ou le complice quoi qu'ils puissent dire ou écrire à côté. Accepter la présence de Chérèque dans cette intersyndicale revenait à envoyer le message suivant en direction de Sarkozy : rassurez-vous tout n'est pas perdu, en acceptant ma présence à leur table, les autres dirigeants syndicaux acceptent indirectement les positions que je défends au détriment des leurs, la seule question importante est de tenir bon jusqu'au bout et votre loi passera.

Rappelons aux autistes du NPA la déclaration au *Monde* de Chérèque du 12 octobre : " *L'intersyndicale n'a jamais appelé aux grèves reconductibles* " et elle « *n'appelle pas au retrait de la réforme* ». Clair, non ? Vive l'intersyndicale jaune !

Et ses bavards de terminer par un constat d'impuissance : " *On le voit encore à travers ce mouvement, les directions syndicales n'ont pas choisi clairement la confrontation pour maintenir un acquis social aussi important que celui des retraites. Mais est-ce bien étonnant?* ", ah ben alors ! ils ne l'ont pas choisi du tout, pire, ils ont tout fait pour l'éviter ! Et après ? Rien, le néant !

J'ai apprécié particulièrement la fin d'un éditorial du « *Socialist Worker* », journal de l'International Socialist Organisation (ISO) des États-Unis, reproduit sur le site du NPA : " *Seule une alternative politique à la gauche du Parti Démocrate offrira aux partisans de la justice sociale une forme adéquate de s'affranchir de ce dilemme pourri* ", parce que ces gens-là se situent par rapport au Parti Démocrate ! Bravo, vous êtes sur la bonne voie... de garage ! J'exagère en parlant d'incurie politique ou je suis encore en dessous de la vérité ? A vous de juger.

Les infos en bref demain seulement.

[Haut de page ↗](#)

Le 4 novembre

Pas le temps de causer car j'ai de nouveaux ennuis dans mon village.

Retraites.

1- Mobilisation.

Le ministère de l'Enseignement supérieur fait état de trois universités perturbées à des degrés divers : Le Mans, Nantes et Limoges.

Pour l'Unef, premier syndicat étudiant, au moins quatre universités sont bloquées, a dit une porte-parole citant les établissements de Pau, Limoges, Saint-Etienne et Grenoble.

L'Union des étudiants communistes (UEC) affirme dans un communiqué que les universités de Rennes-2, Tours, Caen et Toulouse-2 Le Mirail sont également bloquées. (Reuters 03.11)

2- Déclaration.

2.1- CGT. "*Nous serions partisans, par exemple, de reprogrammer une autre journée de mobilisation interprofessionnelle dans le courant du mois de novembre*" a déclaré Bernard Thibault dans une interview accordée à Reuters.

La CGT propose la multiplication d'initiatives plus locales, au niveau des entreprises ou des agglomérations, afin de rendre permanente la protestation contre la réforme.

Bernard Thibault évoque "*une mobilisation tous azimuts qui sache coller au terrain, une protestation plus décentralisée, multiforme, qui restent des initiatives de masse*". (Reuters 03.11)

2.2- FO. "*Parler de nouvelles formes de mobilisation, c'est de la langue de bois syndicale. Ça veut dire qu'on plie les gaules*", tempête Jacques Valladon, de Force ouvrière.

"*Nous ne lâchons pas les retraites, on ne passe pas à autre chose*", prévient le secrétaire confédéral du syndicat qui ne siège pas au sein de l'intersyndicale mais s'est joint à toutes les initiatives communes depuis le début de la contestation, au printemps.

2.3- CFTC. Jacques Voisin, qui dirige la CFTC, tempère. "*On ne va pas continuer à faire des manifestations tous les huit jours comme cet automne*", souligne-t-il.

2.4- CFE-CGC. La CFE-CGC a ouvert le bal cette semaine. D'autres rendez-vous sont fixés entre le patronat et la CFTC, FO et la CFDT, qui veut l'ouverture de négociations sur l'emploi des jeunes et des seniors, a-t-on appris de sources syndicales.

2.5- UNSA. Dans les semaines qui viennent, "*il faut mettre le Medef sous pression*", prescrit Alain Olive, secrétaire général de l'Unsa. (Reuters 03.11)

2.6- MEDEF. Quasiment silencieuse de bout en bout de la réforme, la présidente du Medef, Laurence Parisot, a commencé à recevoir les syndicats pour des "*délibérations sociales bilatérales*".

Social.

Délinquant dès la naissance.

Délinquance: Le débat sur la détection des troubles chez les 2-3 ans est relancé.

L'idée est régulièrement évoquée par la majorité. Dans son rapport sur la prévention de la délinquance juvénile, commandé après le discours sécuritaire de Nicolas Sarkozy à Grenoble et remis ce mercredi à l'Élysée, le secrétaire d'État à la Justice relance le débat sur la détection précoce des enfants dits difficiles, âgés de deux ou trois ans.

En des termes choisis, Jean-Marie Bockel propose que, dès l'école maternelle ou avant, des psychologues, professeurs et assistants sociaux puissent procéder au "*repérage précoce des enfants en souffrance*". (20minutes.fr 03.11)

Politique.

Le *Canard enchaîné* écrit mercredi que Nicolas Sarkozy a chargé Bernard Squarcini, patron de la Direction centrale du renseignement intérieur (DCRI), de surveiller la presse concernant le traitement par les médias de l'affaire visant l'héritière de L'Oréal Liliane Bettencourt.

Un groupe spécialisé a été constitué, selon l'hebdomadaire, avec d'anciens policiers des Renseignements généraux, service aujourd'hui dissous et fondu dans la DCRI en 2008 avec la DST. (Reuters 03.11)

Economie.

1- France. Le gouvernement des patrons.

Selon nos informations, Bercy a décidé de faciliter la vie aux entreprises en matière de TVA. Et c'est dans le projet de loi de finances rectificative pour 2010, qui va être présenté à la mi-novembre en Conseil des ministres, que serait intégrée la mesure. Celle-ci consisterait à compenser les plus et les moins en matière de TVA au sein d'un groupe.

En clair, si une filiale est en attente d'un remboursement de TVA de la part du fisc et qu'une autre filiale doit, elle, de la TVA, le groupe n'aurait à régler que le solde entre la créance et la dette des deux filiales. Il s'agit donc d'une mesure plutôt favorable à la trésorerie des entreprises. (Lefigaro.fr 03.11)

2- Etats-Unis. La fuite en avant continue.

La Réserve fédérale a, comme prévu, annoncé mercredi un nouveau train de mesures d'assouplissement quantitatif (QE2), s'engageant à racheter encore pour 600 milliards de dollars d'emprunts d'Etat d'ici à la mi-2011 afin de relancer la croissance aux Etats-Unis.

La Fed a réaffirmé également son engagement à maintenir des taux ultra-bas pendant une période prolongée et conserve ainsi pour le taux des Fed funds une fourchette de 0% à 0,25%.

Le président de la Fed de Kansas City Thomas Hoenig est une fois de plus allé contre le consensus en jugeant que les rachats d'actifs mobiliers n'étaient pas pertinents.

Quant au plan de rachat de Treasuries proprement dit, dont la maturité moyenne devrait être de cinq à six ans, il intégrera également le réinvestissement d'actifs échus, et la Fed de New York pense ainsi racheter au total 850 à 900 milliards de dollars de Treasuries jusqu'à la fin du deuxième trimestre 2011. (Reuters 03.11)

[Haut de page ↗](#)

Le 5 novembre

Extrait du communiqué de l'intersyndicale jaune d'hier (en ligne dans le site) : "*Le gouvernement porte seul la responsabilité de la situation actuelle. Il doit entendre qu'un véritable débat sur le devenir des retraites reste indispensable.*". Ils veulent encore "*débattre*" avec Sarkozy ! Il faut les pilonner à défaut de pouvoir les supprimer maintenant.

Non seulement ce sont ces dirigeants syndicaux qui portent la responsabilité du vote de cette loi avec leurs complices du PS et leurs satellites, de plus, ils n'exigent même pas son abrogation. Nous n'appellerons pas travailleurs et syndicats à participer aux prochaines actions décidées par cette intersyndicale, pas plus qu'au 6 novembre.

Ne rigolez pas, c'est petit, minable, misérable, le NPA a écrit le 27 octobre dans un article intitulé *Intersyndicale: se confronter ou accompagner?* : "*Seuls la FSU et Solidaires revendiquent clairement le retrait de la loi.*". Pour notre part, sans a priori mais en se basant sur les faits seulement, on constate que seul FO a refusé de signer le communiqué de l'intersyndicale du 4 novembre et les précédents qui n'appelaient pas au retrait. Vous lirez plus loin que nous n'épargnons pas Mailly pour autant.

Camarades, vous pensez sérieusement qu'en employant de tels procédés le mouvement ouvrier va se recomposer sur des bases correctes ? Rassurez-nous, c'est une mauvaise plaisanterie, n'est-ce pas ? Un peu de rigueur, bordel, il y en a plus que marre de ces méthodes qui ne font que discréditer davantage notre combat.

Après s'être encanaillé avec le PS, la fondation Copernic, le PG, les Verts, etc., on comprend que le NPA doit camoufler auprès de ses militants le coup de main qu'ils ont apporté à Sarkozy pour arriver à ses fins. On ose espérer que les autres dirigeants ne recourront pas ou plus à ces méthodes indignes du mouvement ouvrier, qu'ils veilleront scrupuleusement à nous éviter cette honte dans le futur.

Social.

1- Ils prétendent qu'une "**véritable concertation**" est possible avec Sarkozy et Parisot !

Les principaux syndicats de Pôle emploi appellent à un mouvement de grève nationale le 9 novembre pour dénoncer les conditions

de travail des personnels et de suivi des chômeurs, et la suppression de quelque 1.800 postes en 2011.

Après la CGT, FO, et Sud, notamment, la CGC et l'UNSA de Pôle emploi ont appelé, ce jeudi dans un communiqué, les personnels à la grève le 9 novembre pour exiger l'amélioration des conditions de travail, "*la transparence et une véritable concertation sur les objectifs stratégiques de Pôle Emploi (évolution de l'offre de services, de l'organisation du travail et des sites)*", ou encore "*le maintien, a minima, des effectifs de 2010*". (AP 04.11)

Ils appellent à une "*véritable concertation sur les objectifs stratégiques de Pôle Emploi*", avec Sarkozy et Parisot, parce qu'ils seraient capables de prendre en compte d'autres intérêts que ceux du patronat ?

2- L'intersyndicale jaune ou le front unique avec Sarkozy et Parisot.

Les syndicats français ont appelé jeudi à l'organisation d'une journée d'action dans la semaine du 22 au 26 novembre, dont elles préciseront lundi les modalités et le contenu. Le communiqué publié à la fin de la réunion au siège de la CFE-CGC a été signé par sept centrales, mais pas par Force ouvrière.

Cette journée d'action ne concernera pas que les retraites et sera élargie à des revendications sur le salaire et la pénibilité, selon un communiqué lu par sept centrales syndicales (Unsa, CFDT, CFE-CGC, CFDT, CFTC, Solidaires, FSU).

Dans ce texte, l'intersyndicale réitère sa «détermination face à une réforme gouvernementale qui demeure injuste, inefficace, inacceptable et qui ne répond pas aux enjeux actuels».

«*Les organisations syndicales, comme les salariés, sont attachées au travail intersyndical qui perdure depuis deux ans et aux actions unitaires. Elles décident de poursuivre le travail commun sur l'emploi, les salaires, le pouvoir d'achat et les conditions de travail en actualisant leur déclaration commune du 29 janvier 2009*», ajoute le texte.

"*Le leadership de certains sur le groupe des sept a disparu*", a commenté un membre de FO, laissant entendre que la CGT, la centrale la plus puissante, n'avait plus l'emprise sur les autres.

"*On est satisfait de cette prise de position unitaire et de cette unité qui perdure*", a assuré Nadine Prigent, secrétaire confédérale de la CGT.

"*On pense, nous à la CGT, qu'il y a en effet une mobilisation contre les retraites (...) mais aussi une exigence d'une autre démocratie sociale dans ce pays sur d'autres sujets revendicatifs*", a-t-elle ajouté. (Reuters et 20minutes.fr 04.11)

Mailly écrit dans son éditorial daté du jeudi 4 novembre : "*Nous savons aussi que le dialogue social avec les pouvoirs publics a du plomb dans l'aile. Comment pourrait-il en être autrement? Enfin, nous savons que face au couple CFDT/CGT lie à la représentativité, nous pouvons être fiers que Force Ouvrière, clairement, défende les couleurs et la pratique de l'indépendance syndicale.*"

Comment peut-on revendiquer le "*dialogue social*" qui légitime la régression sociale sur tous les fronts et un gouvernement minoritaire et illégitime ayant entrepris de démolir systématiquement tous nos droits ou acquis, et prétendre "*défendre les couleurs et la pratique de l'indépendance syndicale*" ? C'est un tour de passe-passe grotesque qui ne sert qu'à camoufler la subordination de FO au capital et sa capitulation devant ses représentants au pouvoir.

Il écrit encore revenant sur la mobilisation sur les retraites : "*Dans de nombreux endroits, des salariés se demandaient s'ils n'auraient pas été plus utile de faire grève plusieurs jours d'affilée plutôt que de manière séquencée. D'autres, et parfois les mêmes, attendaient un appel clair et commun des confédérations à cesser le travail*", c'est un euphémisme des plus cynique.

Mais monsieur Mailly, les grèves et les manifestations sans lendemain n'ont pas été moins "*utiles*" qu'une grève illimitée jusqu'à satisfaction, dites-le franchement, elles ont été totalement inutiles, sauf bien sûr pour Sarkozy qui a obtenu gain de cause. La question de l'évolution des rapports entre la classe et le pouvoir ou les appareils ou encore avec les différents partis au cours de cette bataille ou à son issue est autre chose.

La question est maintenant de savoir pourquoi l'ensemble des dirigeants n'ont pas été à la hauteur de leurs responsabilités du point de vue des intérêts de la classe ouvrière. Cette question est tabou. Pourquoi la majorité des délégués syndicaux sont sur la ligne Chèreque-Thibault ? Encore une question tabou. Page 4 du n°122 d'*Informations ouvrières*, ils reproduisent les propos d'un travailleur sans y apporter de réponse : "*Il y a une complicité des organisations syndicales avec le gouvernement. Chèreque, on le savait... Mais Thibault est aussi d'accord avec lui*", pourquoi ? Mystère !

Question : Faut-il laisser le moindre doute dans la tête des travailleurs et des syndiqués sur la nature des dirigeants

syndicaux inféodés au régime, leur véritable maître, ou faut-il au contraire leur expliquer les raisons exactes et profondes qui sont à l'origine de leur ligne politique de capitulation ? Pourquoi, puisque les travailleurs et les syndiqués posent cette question tout à fait légitime, ne pas profiter de cette occasion pour leur faire comprendre quelle est la nature sociale des dirigeants syndicaux ?

Les traiter de "*racaille*" ne sert à rien, si on n'explique pas aux travailleurs et particulièrement à ceux qui sont syndiqués, que l'orientation politique des dirigeants syndicaux n'est pas le produit d'une erreur ou d'une faiblesse quelconque de leur part, mais provient bien de leur subordination inconditionnelle et irréversible au capitalisme et aux institutions de la Ve République, à l'ennemi qu'ils sont censés combattre et renverser. Leur soumission totale au capital est l'antithèse du combat du mouvement ouvrier qui se fixait comme objectif au début du XXe siècle l'émancipation du capital, autrement dit le socialisme.

C'est parce que les dirigeants syndicaux estiment que le capitalisme est le seul modèle économique possible à l'échelle de l'humanité, qu'ils s'y adaptent et bradent finalement tous nos droits ou acquis sociaux pour assurer sa survie.

Le respect de nos droits ou la satisfaction de nos revendications étant antinomiques avec les intérêts des capitalistes, dès lors se pose la question : soit accepter la régression sociale sans fin que veulent nous imposer le capital et ses représentants, donc accepter l'aggravation des inégalités et des injustices qui découlent de la survie du système économique capitaliste, soit le combattre et préparer les conditions qui permettront de remettre en causes les fondements du capitalisme, afin de réorganiser la société sur la base des besoins de la majorité de la population en procédant à l'appropriation sociale collective des moyens de production.

Quand on examine pas à pas le cours de la lutte des classes au cours du XXe siècle, sans même avoir besoin d'entrer dans les détails, on s'aperçoit au premier coup d'oeil que les dirigeants syndicaux ont toujours défendu les intérêts de la classe des capitalistes, et que même lorsqu'ils ont semblé se placer au côté de la classe ouvrière en reprenant ses revendications, c'était finalement pour empêcher que sa mobilisation ne prenne une tournure politique et pose la question déterminante du pouvoir, bref, pour garantir la stabilité du régime et assurer le retour à la paix sociale le plus rapidement possible, afin que les capitalistes puissent continuer tranquillement de vaquer à leurs affaires. C'est notre devoir de mettre cette analyse à la portée des travailleurs syndiqués ou non, afin que leur conscience politique progresse. Les masses ne peuvent par leurs propres moyens comprendre qu'est-ce qui est à l'origine du double langage et jeu des appareils.

La totalité des négociations qui se sont déroulées depuis 1945 ou des accords signés entre les syndicats (ainsi que le PS et le PCF) d'une part, les différents gouvernements et le patronat d'autre part, ont consisté à marchander des avantages sociaux en échange du désarmement politique de la classe ouvrière afin de préserver le régime en place. C'est bien la raison pour laquelle nous ne nous réclamons pas de 36, 45 ou 68 qui ont finalement été des défaites pour la classe ouvrière. C'était des marchés de dupe dont la classe ouvrière était la seule perdante, ce qu'elle ne pouvait pas soupçonner étant donné la faiblesse de son niveau de conscience politique...

Les dirigeants syndicaux se sont employés à manipuler sans cesse les masses jusqu'à présent, en leur faisant croire que leur combat ne pouvait consister qu'à revendiquer une amélioration de leurs conditions de travail ou d'existence dans le cadre du régime capitaliste, que c'était le seul objectif qu'elles pouvaient se fixer "raisonnablement", ce qui sous-entendait que le capitalisme était le seul système économique possible, pour l'éternité ! Une fois les masses solidement enchaînées ou subordonnées au capitalisme, plus sûrement que jamais, elles ne devaient plus entrevoir une issue politique au-delà du capitalisme ou concevoir leur combat dans la perspective de le renverser ou d'une société débarrassée de l'exploitation, une utopie de nos jours pour l'immense majorité, dès lors le capitalisme et ses lieutenants, les dirigeants syndicaux, devaient apparaître comme leurs bienfaiteurs auxquels ils doivent l'amélioration de leurs conditions, cela vaut pour le mouvement ouvrier uniquement, à l'exception des syndicats quand il s'agit de l'immense majorité des travailleurs qui n'ont jamais participé à la moindre grève ou manifestation ou exceptionnellement au cours des six décennies précédentes.

Sur les 99% ou plus de syndiqués qui sont subordonnés au capitalisme, la majorité d'entre eux estiment logiquement que les dirigeants syndicaux ont fait un bon travail au cours des derniers mois, ils ont essayé de sauver ce qui pouvait l'être, sans pouvoir réfléchir au-delà puisqu'ils considèrent qu'il n'existe aucune alternative au capitalisme. Ils leur reprocheront peut-être d'avoir commis quelques erreurs tactiques, mais pas davantage, leur réflexion n'ira pas plus loin. L'immense majorité des travailleurs ne pensent pas autrement. Si vous vous demandiez sur qui ou quoi reposait la politique du tandem Chérèque-Thibault ou de l'intersyndicale, vous avez là la réponse. Ils connaissent parfaitement l'état d'esprit des travailleurs et leur niveau de conscience politique, comme ils savent pertinemment qu'ils ne sont pas encore en mesure de se saisir d'une issue politique à la crise du capitalisme.

C'est la raison pour laquelle il ne faut s'attendre à aucun changement dans les rapports entre la classe et les appareils à court terme ou s'imaginer que la mobilisation pourrait repartir de plus belle et franchir une étape décisive en s'orientant résolument contre le gouvernement et les institutions.

Pour qu'un tel changement se produise, pour que la conscience de classe du prolétariat progresse, il faut donner un contenu et une orientation politique à son combat, il faut l'organiser... Puisque tel est semble-t-il l'objet de la conférence pour l'unité ouvrière le 11 décembre prochain proposée par le POI, nous soutenons cette initiative et nous appelons tous les militants à y participer pour en faire un succès.

Politique.

1- France.

1.1- Le parti de l'ordre règle ses comptes avec un larbin indélicat et ingrat.

La joute entre Jean-François Copé et Martin Hirsch au sujet des conflits d'intérêt se poursuit sur le terrain législatif. Examiné vendredi, l'amendement n°II-94 à l'article 48 de la loi des Finances prévoit de «*supprimer dans les charges de l'agence [de service civique] l'indemnité du président de l'agence*», rapporte *Libération* ce jeudi.

Or, cet amendement a été signé par Messieurs Debré, Giscard d'Estaing et Dhucq, «*trois proches de Jean-François Copé*», selon le quotidien. Il s'agirait là, pour *Libération*, d'une petite vengeance du chef de file des députés UMP qui n'avait pas vraiment apprécié () les accusations de conflit d'intérêts portées contre lui par Martin Hirsch dans son livre «*Pour en finir avec les conflits d'intérêts*». (*Libération.fr* 04.11)

1.2- Le parti de l'ordre a la hargne tenace, la vengeance féroce, la haine viscérale du prolétariat.

Le procès de 13 syndicalistes de la Poste poursuivis pour séquestration, violences et outrages à huissier lors d'une action à Bègles (Gironde) en 2005, s'est ouvert jeudi à Bordeaux.

Les syndicalistes, déjà sanctionnés par la Poste de peines d'exclusions de 6 mois à 2 ans et de mutations d'office ainsi que du licenciement du seul agent contractuel, encourent pour certains d'entre de lourdes peines de prison.

"*Les incidents ont été minimes et la répression a été disproportionnée. Il s'agit d'un piège monté par La Poste pour se débarrasser d'une quinzaine de syndicalistes, pour casser un mouvement social*", estime l'un des avocats des prévenus, Me Gérard Boulanger.

Le conflit social était tendu et des salariés ont retenu cinq cadres, dont le directeur du site, pour obtenir l'ouverture de négociations. L'action s'est terminée le lendemain par l'intervention des policiers du GIPN et le placement en garde à vue de neuf des syndicalistes.

Gérard Boulanger parle d'acharnement et plaidera la relaxe.

"*La séquestration ne tient pas juridiquement. On poursuit les responsables syndicaux qui étaient à l'intérieur et pas ceux qui bloquaient les accès à l'extérieur. Les cadres prétendent avoir été empêchés d'aller aux toilettes, ce qui n'est pas vrai, et ils ont refusé les sandwiches qui leur avaient été fournis*", dit l'avocat, qui dénonce les 440.000 euros de dommages et intérêts demandés par La Poste en tant que personne morale.

La CGT indique dans un communiqué que "*l'action des salariés et de leurs militants syndicaux était juste et légitime*".

"*Prendre les responsables syndicaux comme boucs émissaires est inacceptable. La CGT, qui a combattu depuis le début cette répression syndicale, exige aujourd'hui la relaxe pour nos 13 camarades*", peut-on y lire. (*Reuters* 04..11)

1.3- Des barbouzes en action pour étouffer l'affaire Woerth-Bettencourt-Sarkozy.

Deux journalistes de *Mediapart*, enquêtant sur les affaires Karachi et Bettencourt, ont été pistés et «*géolocalisés*» par les services français lors de leurs déplacements pour rencontrer leurs informateurs, ont affirmé jeudi le site d'informations *Mediapart* et les intéressés.

«*Nous avons appris que nous avons été géolocalisés lors de nos déplacements en mars-avril, alors que nous enquêtons sur les rétrocommissions et l'attentat de Karachi avec Fabrice Arfi*», a expliqué Fabrice Lhomme, journaliste à *Mediapart*.

«*A l'époque, nous avons des rendez-vous aussi bien avec Claude Guéant, Brice Hortefeux ou Bernard Squarcini, mais aussi avec des informateurs discrets comme d'anciens responsables des services secrets*», a-t-il ajouté.

Ces opérations «*ont été réactivées quand à partir de juin nous avons commencé à travailler sur l'affaire Bettencourt*», a-t-il ajouté.

Dans un éditorial de *Mediapart*, son fondateur Edwy Plenel interpelle jeudi Nicolas Sarkozy sous le titre «*Espionnage d'Etat des journalistes: Monsieur le Président, cela vous concerne*».

«Des confidences anonymes ne sont certes pas des preuves probantes, et c'est bien pourquoi nous sommes jusqu'ici restés prudents et discrets», écrit Edwy Plenel.

«Reste qu'aujourd'hui, ces témoignages de sources au cœur de l'Etat sont trop insistants et les faits qu'ils rapportent sont trop concordants pour que nous gardions cette réserve professionnelle», ajoute le directeur de *Mediapart*. (20minutes.fr 04.11)

1.4- La Talonnette à quatre pattes devant le dictateur Hu Jintao : l'argent n'a pas d'odeur !

"Les Chinois sont incontournables, autant être avec eux", souligne un conseiller de Nicolas Sarkozy.

«La Chine ne doit pas être vécue comme un risque mais comme une opportunité» a dit pour sa part Sarkozy.

Hu Jintao a déclaré au dîner que la France et la Chine étaient convenues de doubler leurs échanges commerciaux d'ici 2015 pour les porter à 80 milliards de dollars par an.

Les entreprises chinoises et françaises vont signer pour «plus de 20 milliards de dollars» de contrats, à l'occasion de la visite d'Etat en France du président chinois, Hu Jintao, comme l'a annoncé sa vice-ministre chinoise des Affaires étrangères, Fu Ying.

Le dialogue franco-chinois "n'a aucune limite, aucune frontière, aucun sujet tabou", a assuré Nicolas Sarkozy.

Les sujets qui fâchent, comme les droits de l'Homme, seront éclipsés. D'ailleurs, il n'y aura qu'une prise de parole publique ' les toasts des deux présidents lors du dîner ' et aucune conférence de presse qui pourrait permettre à des journalistes d'embarrasser Nicolas Sarkozy. Un dispositif là aussi exceptionnel mais dont ne s'est pas vanté l'Elysée.

Contacté par Le Post, l'ex-président UMP du groupe d'information du Sénat sur le Tibet "ami du Tibet" illustre ce type de "Realpolitik" à la française.

Si Louis de Brossia pense que "Nicolas Sarkozy évoquera les droits de l'Homme en privé avec Hu Jintao", il résume la position française en une phrase : "La diplomatie, c'est assurer les droits de l'Homme, tout en prenant en compte les impératifs économiques", déclare-t-il au Post.

Lors de sa visite à Troyes, Nicolas Sarkozy a justifié sa volonté de ne pas braquer la Chine, déclarant qu'une compréhension mutuelle était la base de tout compromis : "Quand on reçoit quelqu'un, pour bien le recevoir, ce n'est pas en reprochant aux gens les choses qu'on fait avancer les dossiers. C'est en essayant de les comprendre que eux vous comprennent aussi." L'objectif étant de "trouver un compromis qui soit à l'avantage des deux partenaires". (Reuters et Lepost.fr 04.11)

Economie.

1- France. Dictature du capital, suite.

Philippe Marini, rapporteur général UMP du budget au Sénat, a plaidé en faveur d'une réduction de moitié du poids de l'impôt sur la fortune, dans une interview parue ce jeudi dans *Les Echos*.

«Il faut réduire significativement le poids de l'ISF», a ajouté Philippe Marini. Il suggère notamment de «relever le seuil de déclenchement de l'impôt, de 770.000 à 1 million d'euros par exemple» et préconise d'"accroître, de 30% à 50%, l'abattement prévu pour la résidence principale». (20minutes.fr 04.11)

2- G20 de Séoul les 11 et 12 novembre. La quadrature du cercle. Chacun pour soi !

"Tant que le monde ne s'efforcera pas de limiter les émissions de devises internationales telles que le dollar - ce qui n'est pas facile - il est inévitable qu'une nouvelle crise ait lieu, comme le déplorent quelques Occidentaux éclairés", a commenté un conseiller de la banque centrale chinoise, Xia Bin, dans une publication de la Banque populaire de Chine.

Le ministre sud-coréen des Finances a quant à lui prévenu qu'il envisagerait "de façon résolue" un contrôle des flux de capitaux.

A Brasilia, son homologue brésilien, Guido Mantega, a estimé que la décision de la Fed ne favoriserait sans doute pas la croissance mondiale et qu'elle risquait d'aggraver les déséquilibres internationaux.

Quant à la Thaïlande, elle a évoqué la possibilité d'une action concertée destinée à lutter contre l'afflux de dollars attendu sur

les marchés émergents.

Le ministre turc de l'Economie a estimé que la décision de la Fed risquait de se retourner contre les Etats-Unis et un haut responsable indien a souligné que, si Washington avait le droit de relancer son économie, les autres pays avaient celui de défendre leurs intérêts.

Tout accord qui sera conclu à Séoul, a-t-il ajouté, devra représenter "*une victoire pour les deux camps*".

Les ministres des Finances et grands argentiers du G20 ont cherché le mois dernier à concilier les points de vue diamétralement opposés de Washington et de Pékin sur les changes en appelant les Etats à éviter les dévaluations compétitives et à mettre au point des mesures politiques de rééquilibrage des balances commerciales.

Mais leur communiqué s'est gardé d'appeler explicitement à une appréciation de certaines devises, et notamment du yuan chinois.

Jeudi, Xia Bin a prévenu que Pékin poursuivrait ses intérêts propres. "*Nous devons penser à ce qui est bon pour nous*", a-t-il souligné.

Les analystes n'attendent donc guère de résultat lors du sommet de Séoul.

"*Il ne me semble pas que l'environnement actuel soit de nature à inciter les pays à annoncer des objectifs*", a déclaré Olivier Desbarres, stratège changes au Credit Suisse.

Officiellement, les autorités sud-coréennes se disent optimistes quant aux chances d'un accord significatif à l'issue du sommet du G20. En privé, les responsables reconnaissent que l'introduction d'objectifs chiffrés sera rendue difficile par l'opposition de la Chine et de l'Allemagne.

"*Il est très difficile de dire que nous aurons des chiffres*" à l'issue du sommet, a déclaré sous couvert d'anonymat un responsable sud-coréen proche des négociations. (Reuters 04.11)

Le 6 novembre

J'ai l'habitude de dire ce que je pense et je commente rarement les articles que je mets en ligne dans la Tribune libre. Le jeu qui consisterait à les commenter pourrait s'appeler chercher l'erreur, mais je n'ai pas vraiment envie de jouer à ce jeu-là, car il nous entraînerait sur un autre terrain que celui de la lutte des classes. Quant aux articles que je reçois et qui s'écartent de notre objectif ou plutôt qui nous en proposent un que l'on ne peut pas partager, je ne les mets pas en ligne. C'est ainsi que je peux mettre en ligne certains articles d'une formation politique et pas d'autres que j'estime contraire à notre combat. Je fais donc preuve, me semble-t-il, d'une grande tolérance ou ouverture d'esprit, mais sans pour autant tomber dans le laxisme ou l'opportunisme.

Hier j'ai brocardé le NPA pour son comportement indigne d'un parti ouvrier, j'ai constaté que deux formations politique au moins, je ne les nommerai pas ici, s'employaient à nommer tous les partis dits ouvriers, en oubliant systématiquement de citer le POI, comme si leurs responsables avaient un problème à la fois personnel et politique avec ce parti, ce qui n'est pas la meilleure façon de procéder pour faire avancer la discussion au sein du mouvement ouvrier. Ajoutons que cette méthode contribue à disqualifier d'avance leurs auteurs aux yeux des militants, ce qui est franchement dommage puisque les idées qu'ils développent sont très souvent d'une grande qualité et utiles à tous les militants. Je ne veux pas là m'ériger en redresseur de torts ou en donneur de leçons, disons que cette censure d'un parti est trop grosse pour qu'on la passe sous silence.

Quand on est en désaccord avec un parti, on se doit d'expliquer pourquoi et d'argumenter loyalement la position que l'on défend, sans déformer celle du parti que l'on critique. Qu'on ait quitté ce parti en plus ou moins bons termes avec ses dirigeants hier ou autrefois, ne peut justifier non plus une telle pratique.

Les camarades savent que j'ai milité à l'OCI à la fin des années 70, que j'ai quitté cette organisation pour des raisons purement personnelles et non sur la base d'un désaccord politique, et qu'après une traversée du désert de plus de 20 ans, après avoir pris contact avec le PT, j'ai rompu mes relations avec ce parti en 2005. Ne me reconnaissant pas ou plus dans ce parti, j'ai entrepris d'essayer de comprendre l'origine de notre désaccord politique le plus honnêtement possible, je veux dire par là, en laissant de côté les a priori qui pouvaient fausser les conclusions de mon analyse sur l'évolution du PT en remontant jusqu'aux années 40.

Je ne vais pas retracer ici chaque étape ou détail de ce travail laborieux effectué dans des conditions particulièrement difficiles étant donné mon éloignement, je ne prétends pas non plus qu'il ait été mené avec toute la rigueur qui aurait été souhaitable pour

le mener à bien, d'autant plus que simultanément j'ai entrepris de me réapproprier l'essentiel du marxisme, ce qui me prenait beaucoup de temps, sans oublier que parallèlement j'animais le site que j'ai créé à la fin 2004. Bref, ma position vis-à-vis de ce parti a évolué, parfois ambiguë ou contradictoire, elle est le produit d'un processus intellectuel semé d'embûches et d'interrogations sans toujours trouver immédiatement des réponses cohérentes ou satisfaisantes, j'en avais parfaitement conscience et je ne l'ai jamais caché aux militants qui se connectaient sur le site. Je n'ai cessé de les mettre en garde et de ne pas m'accorder une confiance aveugle.

J'ai commis de nombreuses erreurs que je me suis employé à corriger au fur et à mesure... Je ne suis pas dans la même situation que les camarades qui ont quitté l'OCI, le PCI ou le PT en de mauvais termes avec leurs dirigeants sur la base de désaccords politiques et dont certains ont constitué des groupes de militants, du coup je n'aborde pas ce parti et ses dirigeants sous le même angle, comment dire, avec la même expérience. Sans prétendre que ce serait leur cas, je n'ai personnellement aucun compte à régler avec le POI ou ses dirigeants, je n'ai pas d'appareil à défendre ou de militants à perdre, rien à vous vendre, je suis guidé par un seul objectif : faire triompher notre cause, le socialisme.

Je ne suis pas là pour vous livrer mes états d'âme, mais vous devez savoir à quel point je suis malheureux quand on en vient à se déchirer entre nous, cela me rend littéralement malade, comment peut-on en arriver-là ? Je ne peux m'empêcher de penser ou d'en conclure qu'on a perdu le sens de la mesure parce que l'on s'est écarté de notre objectif, je n'ai pas trouvé à ce jour une meilleure explication. Cette explication pourrait peut-être convenir pour comprendre l'origine de l'éclatement de l'avant-garde en une multitude de formations politiques et l'incapacité dans laquelle nous sommes aujourd'hui de nous rassembler dans le même parti. Il faudrait préciser pour éviter tout malentendu, que chacun a bien encore en tête cet objectif, mais que c'est sur l'analyse de la situation (mondiale) et la stratégie à mettre en oeuvre pour l'atteindre que porte l'essentiel de nos désaccords.

Maintenant, avec le développement de la lutte des classes et l'approfondissement de la crise du capitalisme, les différents points de vue devraient se rapprocher et l'avant-garde se rassembler. Si la défense de la démocratie ou de la République n'est pas vraiment notre tasse de thé, en revanche rassembler militants et travailleurs dans la perspective d'en finir avec le capitalisme et les institutions de la Ve République en posant la question du gouvernement ouvrier, ouvre une perspective politique à la classe et à tous les militants combattant pour le socialisme. Le POI a avancé cette perspective politique dans son document qui sert à la préparation de la conférence ouvrière du 11 décembre. On ne peut donc pas faire comme si elle n'existait pas. Elle correspond à la politique défendue par les uns et les autres depuis de nombreuses années. Devrait-on mettre en doute la sincérité de leur engagement politique ? Telle n'est pas notre intention évidemment. Dès lors pourquoi censurer le POI, pourquoi ne pas s'associer à cette initiative, pourquoi ne pas souhaiter le succès de cette conférence ? Comment faudrait-il interpréter une autre attitude ? Et si les dirigeants ou cadres du POI refusaient que l'on s'associe à leur initiative, cela ne justifierait-il pas notre attitude envers ce parti ? Le diaboliser, certainement pas. Il faudrait d'abord que ce refus soit acté pour ensuite le dénoncer, mais avant d'en arriver à cette situation que personne ne souhaite, il faudrait peut-être au préalable en discuter avec eux.

Je ne sais pas si vous avez à l'esprit ce que j'ai appris autrefois je ne sais plus où, qu'en tout état de cause on s'adressait au meilleur des travailleurs et qui plus est des militants, à leur intelligence, à leur capacité à réfléchir, à comprendre les tenants et les aboutissants d'une situation, à faire preuve de discernement, à faire la part des choses, à évoluer dans leur jugement, etc. Si maintenant on considère que tel n'est pas le cas dès que la discussion s'engage entre dirigeants ou responsables de différentes formations politiques, autant dire tout de suite qu'ils sont complètement pourris et leur parti avec et qu'on ne tient pas à avoir des relations avec eux de ce fait.

Je suis peut-être naïf au point de croire qu'une discussion serait possible avec les dirigeants du POI. J'ai parfois pensé le contraire je ne m'en cache pas, j'ai certainement manqué d'impartialité à leur égard, je l'avoue et je m'en excuse, je n'avais pas alors trouvé le meilleur moyen d'aborder nos désaccords ou de défendre mes propres positions, j'ai cédé à la facilité. Je me suis peut-être laissé influencer involontairement. Ils ont leur tort aussi, dans la mesure où ils n'ont jamais été capables de poser publiquement les questions légitimes que les travailleurs et les militants pouvaient se poser, de se mettre à leur hauteur...

On attend toujours qu'ils nous expliquent par exemple, pourquoi leurs militants ont voté des motions incorrectes sur les retraites proposées par les appareils de la CGT ou de la FSU, alors que d'autres militants avaient proposé des motions correctes. Partant de là, il est légitime que le doute s'installe dans la tête des militants sur les réelles intentions du POI et qu'ils en viennent à traiter ce parti comme les appareils pourris des syndicats. Le POI doit ces explications aux militants et aux travailleurs. Les dirigeants de ce parti en ont-ils conscience ? Je n'en sais rien. Les dirigeants du POI donnent ainsi l'impression qu'ils auraient quelque chose à cacher, qu'ils jouent un double jeu, qu'ils reconnaissent que les militants sont en droit de le penser, que faudrait-il penser de militants qui ne se poseraient pas ces questions, que ce sont des bénis oui-oui s'ils sont adhérents du POI, des crétiens qui n'ont rien remarqué d'anormal dans tous les autres cas, ce serait peu frateur pour les uns et les autres, on n'ose pas imaginer que les dirigeants du POI seraient animés par un état d'esprit aussi méprisable envers tous les militants, y compris ceux de leur parti.

J'ai l'impression qu'ils ne comprennent pas du tout la psychologie des masses et donc des militants, qu'ils sont enfermés dans leur bulle (intellectuelle) ou leur conception de la lutte de classe qui n'est pas ou plus adaptée à notre époque, si elle le fut un jour d'ailleurs, ce que je réfute. Si on devait schématiser, on pourrait dire qu'ils nous balancent leur politique, ensuite tu y adhères ou non, tu suis le troupeau ou non, après moi le déluge, eux ce sont la tête, et les militants les jambes. On ne va pas revenir ici sur ce sujet, ils ont liquidé le PCI au milieu des années 80 parce qu'il ne correspondait pas ou plus à la situation selon eux, mais ils

ont conservé la même manière de s'adresser aux militants et aux travailleurs, absolument rien n'a changé dans leur conception des rapports du parti aux masses, comme si rien n'avait changé dans la société.

Ce n'est pas parce que les travailleurs n'ont pas réussi jusqu'à présent à élever leur niveau de compréhension de la société dans laquelle nous vivons au niveau des tâches historiques qu'ils ont à accomplir, qu'ils se poseraient moins de questions qu'autrefois ou que leurs exigences sur le plan intellectuel seraient demeurées figées à ce qu'elles étaient il y a un siècle ou il y a 70 ans. Au contraire, avec le formidable développement des moyens d'informations, hier la multiplication des chaînes de télévision, aujourd'hui avec Internet, chaque déclaration ou article est analysé, osulté à la loupe, épluché, décortiqué par une multitude de commentateurs plus ou moins bien intentionnés ou autorisés, la moindre contradiction est mise en lumière, la moindre expression qui porte à confusion est interprétée comme la preuve de l'usage d'un double langage, etc.

Les masses s'emparent de tous les sujets de la société, elles sont informées sur tout ce qui se passe dans le monde pour peu qu'elles en manifestent la volonté, ce qui est de plus en plus le cas si l'on en croit le succès des sites Internet d'information, sans oublier que tous les travailleurs sont passés par l'école et de plus en plus par l'université... Que faut-il penser d'un article qui ne reprend pas les questions que se posent les travailleurs ? Son auteur prétendra le contraire, ce qu'il ne comprend pas, c'est que pour les travailleurs il se présente sous un autre angle. Que faut-il penser d'un article qui pose davantage de questions qu'il n'en résoud ? Il plonge son lecteur dans la perplexité et c'est légitime. Que faut-il penser de la lecture d'un article qui vous laisse sur votre faim, qui se réduit à un commentaire de la situation et qui se termine systématiquement par ce qui ressemble à un mot d'ordre d'un parti ? Il sera troublé, il se dira : peut-être qu'ils ont écrit tout cela pour finalement m'amener sur leur terrain, au lieu de se forger une certitude, on ne fait qu'entretenir le doute dans sa tête.

Le travailleur aujourd'hui se fout de savoir ce que vous pensez, il se fout éperdument des conclusions auxquelles vous êtes parvenus, il veut savoir ou comprendre comment vous en êtes arrivés à ces conclusions ou cette synthèse, il veut vérifier que vous ne le roulez pas, il est méfiant presque jusqu'à la paranoïa, il n'est pas nihiliste, il n'a plus confiance en personne, ce n'est pas du tout la même chose, il a une réaction saine, il veut pour ainsi dire que vous mettiez à sa portée ou maîtriser le processus, le mécanisme, la méthode que vous avez employée pour parvenir à vos conclusions.

Il existe une multitude de formations politiques dont une bonne partie tiennent un discours très proche, c'est en tout cas ainsi que les travailleurs les perçoivent. Ils sont totalement incapables de s'y retrouver. Et pour cause, ils utilisent tous la même méthode qui consiste à occulter systématiquement leurs véritables intentions, on pourrait résumer ainsi le fait de ne pas expliquer comment on est parvenu à telle ou telle conclusion ou position.

Personnellement, je suis désolé de me mettre encore une fois en avant car je déteste cela, j'ai pris délibérément le parti de livrer aux militants et aux travailleurs qui se connectent sur le site, la totalité des faits, des arguments, des idées ou des hypothèses qui me viennent à l'esprit au cours de mes réflexions ou études, ainsi chacun dispose du même matériel que moi pour reprendre à son origine chaque analyse et la poursuivre pour en tirer les conclusions qui lui semblent satisfaisantes, sans bien sûr qu'elles correspondent forcément aux miennes, chacun demeurant libre de penser ce qu'il veut.

Quand on dit qu'il nous faut convaincre les travailleurs d'adhérer au socialisme ou de rejoindre notre combat, la formule est inexacte et trompeuse, car en réalité c'est à eux de s'en convaincre, c'est à eux de faire le chemin qui nous a conduit au socialisme, et comme nous ne pouvons pas nous mettre à leur place, on peut seulement essayer de mettre le socialisme à leur portée, c'est seulement par leurs propres moyens à partir de leurs propres expériences qu'ils peuvent y parvenir. Procéder autrement revient à ne pas avoir confiance dans leur capacité à y parvenir ou à vouloir leur imposer notre point de vue, point de vue qu'ils disent volontiers partager... pour quelque temps plus tard les perdre ou disparaître dans la nature !

On devrait consacrer une causerie entière à la dialectique... Qu'est-ce qui définit le mieux *Le Capital* de Marx et Engels ? Le mouvement, c'est l'étude du mouvement du capital, son évolution, son développement à travers ses contradictions, etc. Le mouvement c'est aussi ce qui caractérise la vie, toute forme d'existence matérielle, y compris minérale, serait impossible sans mouvement. Sans mouvement l'univers n'existerait pas. Le développement des sciences est l'étude du mouvement dans tous les domaines, y compris les sciences sociales dont fait partie le socialisme scientifique ou marxisme.

Dans la vie quotidienne nous devons tous faire face à des contradictions, nous en avons plein la tête, personne ne peut y échapper, la manière dont elles évoluent nous échappe très souvent, elles appartiennent à notre inconscient... Nous devrions prendre le temps de nous pencher sur cette question en l'abordant sous l'angle de notre choix, pour ensuite transposer sur le plan politique les leçons que l'on aurait tirées de cette étude ou réflexion, à condition de le faire sérieusement. Peut-être qu'ensuite on pourrait mieux se comprendre, non ? Comment comprendre que je critique parfois férocelement le POI et que j'invite les militants à participer à son combat, sans forcément adhérer à ce parti ? Voilà un mystère que j'espère avoir résolu.

Bon week-end à tous.

Politique.

1- Sarkozy l'ignare, aveuglé par sa haine de la classe ouvrière.

Dire du mal des 35 heures est un plaisir que Nicolas Sarkozy se refuse rarement, y compris quand cela n'a rien à voir avec le sujet de ses interventions.

Le 21 octobre, lors d'une table ronde avec les maires ruraux d'Eure-et-Loir, le Président s'est ainsi laissé aller à une digression sur son sujet favori : «*Quand on est les seuls au monde à expliquer qu'en travaillant trente-cinq heures, on préservera nos emplois, nos cadres de vie et nos salaires, on a menti aux Français. D'ailleurs, les syndicalistes allemands, lorsque la France a connu les 35 heures, ont dit : "Les 35 heures en France, c'est une bonne nouvelle pour les ouvriers allemands."*»

En 1984, après sept semaines de grèves dans la métallurgie et treize dans l'imprimerie, le syndicat allemand de la métallurgie IG Metall obtenait le passage progressif à la semaine de trente-cinq heures dans la sidérurgie, l'imprimerie et la métallurgie. Dans les années qui suivirent, bon nombre d'accords prévoyant un passage de quarante à trente-huit ou trente-cinq heures furent signés. Fin 1993, Volkswagen lança la semaine des quatre jours, soit trente-deux heures.

Mieux, en 2002, suite à la généralisation de la réduction du temps de travail à l'ensemble de l'économie française, Frank Bsirske, président du plus grand syndicat allemand, Ver.di (représentant le secteur tertiaire), déclarait au quotidien Die Welt que la semaine des trente-cinq heures devait être introduite «*le plus tôt possible*» en Allemagne, parce qu'elle répondait aux souhaits des actifs, et qu'elle permettait de combattre efficacement le chômage. L'année suivante, IG Metall lançait une grève - qui sera un échec - pour la mise en place des 35 heures dans l'ex-Allemagne de l'Est.

Au milieu des années 2000, la crise aidant, le mouvement s'inverse outre-Rhin. Les patrons de certaines entreprises industrielles obtiennent alors des syndicats un allongement de la durée du travail en échange de la préservation de l'emploi. Il n'empêche : l'Allemagne fait encore partie, comme les Pays-Bas, des pays européens affichant une durée moyenne du travail inférieure à celle de la France. Selon l'Insee (Institut national de la statistique et des études économiques), la durée annuelle moyenne du travail en 2007 était de 1 559 heures pour les actifs français, contre 1 432 heures en Allemagne. (Libération. fr 05.11)

2- Sarkozy l'intox.

Contrats signés entre la France et la Chine.

Les Echos avancent le chiffre de 14,125 millions d'euros. *Libération* explique que l'Elysée évoque "16 milliards d'euros" de contrats "mais seulement 14 milliards selon les Chinois". Si même les principaux intéressés ne sont pas d'accord ! Enfin dans *Le Parisien*, il est question de 20 milliards d'euros.

Airbus : Pour un tiers, il s'agit déjà d'anciennes commandes remontant à fin 2007, tempère France Info.

Areva : Un contrat qui prolonge un accord signé en novembre 2007, indique TF1news. Areva a aussi signé un accord pour la construction en Chine d'une usine de retraitement des déchets nucléaires. Mais aucune date n'étant avancée, nous n'en sommes qu'à l'état de projet.

Total : Signature d'une lettre d'intention portant sur un projet pétrochimique. Rien ne dit, donc, que cela se concrétisera.

Groupama : Un contrat cadre prévoyant la création d'une société d'assurance dommages commune, montant non précisé, indique Le JDD.fr.

Beaucoup de contrats signés entre la France et la Chine sont assortis de clauses de transferts de technologies, détaille *France Info*.

Cela signifie que les groupes français devront aussi exporter leurs recettes et leur savoir-faire. "Et les Chinois apprennent très vite" ne manque pas de souligner France Info. (Lepost.fr 05.11)

Selon Jean-Joseph Boillot, économiste spécialiste de l'Asie, sur les montants, ce sont des effets d'annonce. C'est en réalité entre 5 et 10 milliards d'euros sur trois à cinq ans. Si on le rapporte au déficit commercial de la France avec la Chine, c'est une petite goutte d'eau.

Le PIB de la Chine en parité de pouvoir d'achat est en gros de 8 000 milliards de dollars. Celui de la France est de 2000 milliards de dollars. Nous sommes dans un rapport de 1 à 4, et de 1 à 10 dans une dizaine d'années. (Publicsénat.fr 05.11)

3- Sur le G20 des 11 et 12 novembre prochain.

La Chine est une puissance qui en 2020 va peser 20 000 milliards de dollars. Pour donner un ordre d'idée, les Etats-Unis

présent aujourd'hui 13 à 14 milliards de dollars. Et en-dessous, il n'y a plus rien. L'Union européenne est trop divisée en général, le Japon est paralysé par sa proximité avec la Chine, et la plupart des autres pays, à l'exception notable de l'Inde, se contentent plutôt de compter les points. (Publicsénat.fr 05.11)

Nicolas Sarkozy a jugé vendredi à Nice devant la presse "*bien difficile*" d'être optimiste dans la perspective du G20, dont la France prendra prochainement la tête avec pour ambition de réformer le système monétaire international et la gouvernance mondiale. (20minutes.fr 05.11)

Social.

Etat et patrons voyous.

1- Viré par SMS.

Treize salariés travaillant en Indre-et-Loire pour ERDF via le sous-traitant Energy 30 ont été licenciés par ce simple SMS, selon France 3 : « *Rendez-vous demain, 16 heures à l'entrepôt.* ».

La méthode est choquante, le contenu du message est illégal.

Car le licenciement n'est pas évoqué dans le message téléphonique. Une fois arrivés au rendez-vous, ils ont découvert, dans un courrier remis en main propre, qu'ils seraient mis à la porte quelques jours plus tard.

La direction, contactée par *France Soir*, a regretté « *un oubli malheureux* ». (Rue89 05.11)

2- 22 ans de CDD.

Un facteur corrézien, qui a aligné 22 ans (de 1976 à 2001) de contrats à durée déterminée, a obtenu jeudi du Conseil de prud'hommes de Tulle la condamnation de La Poste, qui devra lui verser un total de 36.577 euros pour « *comportement fautif* ».

Jean-Claude Vialle, atteint aujourd'hui d'une grave maladie, avait travaillé au service de La Poste pendant 22 ans en CDD, dont « *un nombre très important présentaient des irrégularités* », puis, pendant 3 ans en contrats à durée indéterminée à temps partiel qui « *présentaient les mêmes désagréments* » que les CDD, selon le jugement des prud'hommes.

« *La Poste, malgré une direction des ressources humaines disposant de tous les moyens juridiques et humains, a un comportement fautif en ignorant, volontairement ou pas, de nombreux éléments du droit social* », estime le Conseil des prud'hommes, qui juge que « *M. Vialle a subi un réel préjudice moral et financier pendant 22 ans* ». (Libération.fr 05.11)

[Haut de page ↗](#)

Le 8 novembre

Complément de la mi-journée avec les dernières infos en bref.

J'invite tous les camarades à lire le témoignage de L. A., étudiante à l'Ecole Normale Supérieure, Master Sociologie, *A propos des événements de la place Bellecour du jeudi 21 octobre à Lyon : la violence d'Etat contre les travailleurs et la jeunesse* . (groupe CCI-T).

J'ai lu attentivement ce témoignage bouleversant. Les faits relatés par cette étudiante ne m'ont pas étonnés, encore moins choqués, j'ai à l'esprit en permanence depuis mai 2007 que c'est un flic qui est installé au Palais, un dictateur qui n'attend que son heure pour réprimer et écraser le mouvement ouvrier dans un bain de sang. Quand le lumpenprolétariat de la bourgeoisie, l'aristocratie financière, se donne un flic pour représenter et défendre ses intérêts, ce n'est pas pour laisser la plèbe lui en compter.

Je n'ai eu de cesse de le répéter et de mettre en garde les camarades sur la nature du régime depuis 2007, sur la tentation du pouvoir en place de recourir aux mêmes moyens qu'une dictature sur le plan politique et judiciaire. J'étais excessif dans mes propos, un gauchiste quoi, qui alertait inutilement les militants... J'ai aussi insisté sur la nécessité de préparer travailleurs et militants à la dérive policière de l'Etat, en vain.

J'ai enfoncé le clou, en expliquant que puisque seule une révolution pourrait venir à bout du régime, elle serait forcément violente et déboucherait inmanquablement sur une guerre civile, que pour vaincre, cela exigerait des sacrifices de la part du prolétariat, etc. Les révolutionnaires, jeunes et moins jeunes doivent en avoir parfaitement conscience insistais-je, en vain, à l'opposé, on leur a fait miroiter que le passage du capitalisme au socialisme s'effectuerait tranquillement au cours d'un processus "*démocratique*" ou par les "*urnes*" (Mélenchon, irresponsable et criminel à la fois).

Aujourd'hui, ils sont "*choqués*" par la brutalité dont ont fait preuve les forces de police à leur égard dans les récentes manifestations. On les invite à lire ou relire attentivement le développement de la lutte des classes au cours de la deuxième moitié du XIXe siècle jusqu'aux années 40 en France, en Grande-Bretagne et en Allemagne notamment, ils comprendront peut-être qu'est-ce que signifie réellement la dictature du capital et de quoi les représentants du capital sont capables, des pires atrocités, qu'ils relisent aussi l'histoire de la guerre civile en Espagne, comment Franco, soutenu militairement par Hitler et Mussolini, à organiser le massacre systématique du mouvement ouvrier révolutionnaire espagnol, le bombardement de Guernica...

Sur la subordination sociale de la classe ouvrière au capital est venue se greffer l'idée criminelle que le combat (politique) de classe serait une balade tranquille contre un ennemi loyal et démocratique, qui vous céderait le pouvoir pour peu qu'on lui demande poliment, alors qu'en réalité il est totalement dépourvu de scrupules et peut faire preuve d'une férocité impitoyable dans la lignée des barbares d'autrefois, dès qu'il estime que son régime serait menacé. Le mouvement ouvrier gangrené par le réformisme, adepte de la négociation tout azimut sans combat préalable, il est devenu comme un couteau dont la lame est en guimauve. D'où l'urgence de réarmer théoriquement les militants, car certaines illusions peuvent être fatales !

Quand on parle de "*guerre de classe*", qu'est-ce que vous croyez, que ce serait un simple effet de style, non, c'est une véritable guerre que nous livrons, ce n'est pas une expression ou une formule creuse que l'on emploierait à la légère, c'est un processus dialectique qui passe par plusieurs étapes de l'agitation et la propagande jusqu'au combat les armes à la main, jusqu'à la liquidation physique de l'un des deux protagonistes en présence...

Si cela pouvait au moins vous servir de leçon. Cela s'adresse à tous ceux qui nient que sans le parti nous ne vaincrons jamais.

Vous comprendrez peut-être pourquoi il faut impérativement construire un parti de combattants révolutionnaires aux caractères indestructible ou trempés comme de l'acier, qui ne seront pas effarouchés et ne prendront pas leurs jambes à leur cou quand l'ennemi se déchaînera sur la classe ouvrière. Vous imaginez un peu la débandade dans un parti dont les militants ne seraient pas préparés psychologiquement à cette situation. Il éclaterait infailliblement, il se disloquerait au premier coup de canon, et cela en serait fini de la révolution, du socialisme...

Alors camarades, on le construit ce parti communiste sur le modèle de l'armée de combattants qu'était le parti de Lénine et Trotsky, ou on continue de bricoler (chacun dans son coin) avec des lavettes (démocrates, républicains, laïcs, syndicalistes réformistes, anarchistes sachant pouvoir comptés sur papa et maman pour assurer les lendemains, etc.) qui fuiront les combats pour tenter de sauver les avantages individuels que le régime leur avaient consentis ?

Voilà une expérience enrichissante qui nous donne raison, merci aux camarades du groupe CCI-T.

Politique.

1- Tension à l'UMP.

La charge de Dominique de Villepin contre Nicolas Sarkozy, qualifié de "*problème*" pour la France, ne doit pas permettre à l'ancien Premier Ministre de remplir l'espace médiatique, a jugé dimanche dans la matinée sur Europe 1, le secrétaire général de l'UMP, Xavier Bertrand.

"*Je dis que Nicolas Sarkozy est aujourd'hui un des problèmes de la France, et parmi les principaux problèmes qu'il faut régler*", a-t-il déclaré. "*Cette parenthèse politique que nous vivons depuis 2007 doit être refermée.*"

"*Les résultats ne sont pas là, notre pays est amoindri, nous sommes divisés, nos principes sont affectés*", a-t-il estimé. (Reuters 07.11)

Si au moins les "*résultats*" étaient là !

2- Réaction cléricale.

"*L'Eglise résiste à toute forme de déni de la vie humaine et accorde son soutien à tout ce qui promeut l'ordre naturel dans le domaine de l'institution familiale*", a déclaré le pape lors de la messe de consécration de la Sagrada Familia (Sainte Famille), qu'il a qualifiée d'"*espace de beauté, de foi et d'espoir*".

"*L'amour indissoluble d'un homme et d'une femme forme le contexte véritable de la vie humaine, dans sa gestation, sa naissance, sa croissance et sa fin naturelle*", a souligné Benoît XVI, faisant clairement allusion au mariage homosexuel.

Benoît XVI, dont c'est la seconde visite en Espagne, pays à 76% catholique, s'est attiré les critiques des commentateurs de gauche pour avoir dénoncé le "laïcisme agressif" du pays, à bord de l'avion qui l'amenait samedi à Saint-Jacques-de-Compostelle, sa première étape.

Les autorités espagnoles n'ont pas réagi au parallèle qu'il a dressé avec le mouvement anticlérical des années 1930 mais certains commentateurs y ont vu un soutien implicite au franquisme qui a fait barrage au mouvement républicain espagnol.

"*L'Etat dépense chaque année six milliards d'euros pour financer des activités catholiques - écoles, cours de religion, reconstructions d'églises, salaires des évêques. Est-ce du laïcisme agressif ou une menace anticléricale?*", s'interroge l'éditorialiste Juan G. Bedoya dans l'édition dominicale du journal *El País*. (Reuters 07.11)

Les deux faces de la même pièce.

D'un pile, Benoît XVI n'hésite pas à avouer qu'il est nostalgique du franquisme, ce qui n'a rien d'étonnant. Côté face, l'Etat dirigé par le PSOE finance l'Eglise catholique à coup de milliards d'euros avec des fonds publics.

3- Corée du Sud. A bas le capitalisme mondial !

Entre 20.000 et 40.000 personnes ont participé à une manifestation dimanche à Séoul pour protester contre le sommet du G20 prévu jeudi et vendredi dans la capitale sud-coréenne.

Quelque 10.000 participants, dont 32 dirigeants politiques et chefs d'organisations internationales, sont attendus pour cette réunion.

L'armée nationale est, elle, en état d'alerte maximum et environ 50.000 policiers - le tiers des effectifs nationaux - sont mobilisés pour des patrouilles renforcées depuis samedi. (Reuters 07.11)

4- Birmanie. Mauvaise farce électorale.

Un quart des sièges du Parlement étant réservé aux généraux en activité, les deux partis, le Parti de la solidarité et du développement de l'Union (USDP) et le Parti de l'unité nationale (UNP), tous deux appuyés par l'armée, n'ont besoin de glaner que 26 % de ceux restant pour assurer à l'armée et à ses pendants politiques une majorité absolue.

La Chine est le principal soutien politique et partenaire commercial de la junte au pouvoir depuis 1962. (Lemonde.fr 08.11)

Social.

Grande-Bretagne. Le ministre du Travail est une ordure !

L'objectif affiché du ministre britannique du Travail, Iain Duncan Smith, est ambitieux : réduire la facture des allocations, qui coûtent chaque année 190 milliards de livres sterling (220 milliards d'euros), et «casser le cycle de la dépendance».

Iain Duncan Smith décrit ce nouveau plan anti-chômage comme un «*contrat*» qu'il entend passer avec les 1,4 million de chômeurs de longue durée qui touchent des allocations hebdomadaires de 65 livres sterling (75 euros). Ces derniers se verraient contraints d'effectuer 30 heures par semaine de travail bénévole, donc non rémunéré, comme le ramassage d'ordures, le balayage des rues ou l'entretien des parcs et jardins. Et ce, pendant quatre semaines. En échange, le gouvernement compte garantir au bénévole un nouveau «*crédit universel*» qui remplacerait les catégories d'allocations existantes. Si le demandeur d'emploi ne se présentait pas à son poste, en revanche, il perdrait ses allocations pendant au moins trois mois.

«*Il s'agit simplement de redonner aux chômeurs une routine de travail, ce qui rendra leur profil bien plus intéressant pour un employeur qui cherche à pourvoir un poste*», explique une source proche du ministère britannique du Travail au *Guardian*. Par ailleurs, des sanctions comme la suppression des allocations existent déjà pour les bénéficiaires qui refuseraient de participer à une formation ou de se rendre à des entretiens d'embauche. (JDF 07.11)

Ce ne sera pas un travail "*bénévole*" puisque s'ils refusent de le faire, leurs maigres allocations chômages leur seront supprimées.

300 euros mensuels pour 120 heures de travail, cela fait 2,5 euros de l'heure. C'est beaucoup trop, en Allemagne G. Schröder a inventé les petits boulots de misère à 1 euro de l'heure.

L'idée généreuse d'Iain Duncan Smith doit être que les chômeurs qui font déjà les poubelles pour survivre seront en plus payés pour les faire, que demande de plus la plèbe, vous être trop bon mon prince ! Imaginez un peu, jusqu'à maintenant vous plongiez le bras jusqu'au fond des poubelles sans toujours en retirer quelque chose, c'était franchement frustrant, là grâce à l'infime bonté du ministre du Travail, ce sera bingo à tous les coups, vous repartirez avec 2,5 euros par jour, la gloire quoi ! C'est cela le progrès social, l'avenir !

Au fait, si les chômeurs passent leur temps à bosser pour ainsi dire gratis pour l'Etat, au passage, gageons qu'ils remplaceront les postes de fonctionnaires qui auront été supprimés, quand est-ce qu'ils vont trouver le temps pour chercher un travail ?

Economie.

Le pillage impérialiste continue.

Le G20 subit un nouveau revers, peu avant le sommet des chefs d'État et de gouvernement qui se tiendra jeudi et vendredi à Séoul. Selon un rapport publié par le bureau d'études Global Trade Alert et intitulé «*des tensions contenues... jusqu'à présent*», les pays les plus riches de la planète seraient de plus en plus protectionnistes, en dépit des mesures prises pour permettre une plus grande ouverture des marchés. Une tendance qui nuit avant tout aux pays les moins développés.

Depuis leur dernier sommet en juin, les pays du Groupe des Vingt qui réunit les pays industrialisés et les principales puissances émergentes, ont mis en œuvre 111 mesures qui nuisent aux échanges internationaux, établit le rapport de Global Trade Alert. Le nombre de mesures de ce type prises durant la crise et dans les mois qui ont suivi dépasse 500, souligne encore le texte publié avant le sommet. «*Le franchissement de ce triste seuil jette de nouveaux doutes sur la qualité du leadership du G20 en matière de protectionnisme*», estime Simon Evenett, professeur d'économie à l'université de Saint-Gall, en Suisse, et membre fondateur de GTA.

Ce groupe d'économistes indépendants exhorte ainsi les membres du G20 à s'assurer que les mesures prises par les pays les plus riches ne soient pas prises au détriment des pays les moins développés. (JDF 07.11)

La causerie mise en ligne en début de journée.

Cette causerie a été écrite hier matin, j'ai dû l'interrompre en raison de fortes pluies et d'une coupure de courant qui a duré 24h. Je l'ai relue ce matin avant de la mettre en ligne. J'ai profité de la journée d'hier pour préparer une autre contribution sur la bataille des retraites, je la mettrai en ligne demain.

Il y a l'appréciation que portent sur l'intersyndicale jaune les dizaines de millions de travailleurs, retraités, étudiants ou lycéens qui n'ont participé à aucune mobilisation tout en les soutenant, et il y a celle ultra minoritaire (5% environ) des militants et des syndiqués qui ont participé aux différentes grèves ou manifestations, et enfin il y a celle de l'avant-garde réduite à une poignée de militants, quelques milliers. Confondre les trois, penser qu'elles ne font qu'une, nier ou écarter la première serait une grave erreur, qui ne permettrait pas de comprendre le jeu des appareils ou encore la situation.

L'intersyndicale jaune a pris acte de la détermination de millions de travailleurs, pour la plupart syndiqués ou militants dans un parti, de rejeter le projet de loi des retraites de Sarkozy. Pour leur donner le change, ils ont appelé à des journées de mobilisation sans lendemain en espérant qu'ils finiraient par se lasser, tandis qu'ils observaient semaine après semaine que le gros des bataillons ouvriers ne s'engageait pas dans la bataille et se contentait de compter les points en quelque sorte.

Fort de ce constat et après avoir tout fait pour qu'il en soit ainsi, l'intersyndicale s'est estimée légitime pour ne pas en rajouter et appeler à la grève générale, puisque finalement le nombre de manifestants et de grévistes n'a jamais atteint le niveau qui les y aurait obligés.

Je n'étais pas sur place pour prendre la température exacte de la situation et je comprends l'enthousiasme des camarades qui parlent d'une formidable mobilisation depuis le début septembre, mais il faut rester lucide si on veut tirer les leçons de cette bataille.

L'intersyndicale dirigée par le tandem Chérèque-Thibault s'est appuyée sur la non-mobilisation de ces dizaines de millions de travailleurs, retraités, étudiants ou lycéens pour rejeter le mot d'ordre de grève générale, donc sur le manque de détermination de ces travailleurs ou jeunes à s'engager dans la bataille. La question est de savoir ce qu'il y a derrière ce manque de détermination, quel en est le contenu, pourquoi alors même qu'ils le pouvaient (un samedi), pourquoi ne sont-ils pas descendus dans la rue ? S'agissant de ces travailleurs ou jeunes qui ne sont pas organisés, qui ne sont ni syndiqués ni militants dans un parti ouvrier, sur lesquels les syndicats et les partis n'ont qu'une influence secondaire ou pas du tout, l'argumentation qui consiste à dire que ce serait l'absence d'un appel à la grève de la part des appareils qui serait la cause de leur refus de se mobiliser ne tient pas. Cet argument est sans doute valable s'agissant des syndiqués ou des militants qui n'ont pas fait grève, car ils estimaient qu'ils allaient perdre une ou des journées de salaire pour rien étant donné la stratégie adoptée par l'intersyndicale qui n'a rien fait pour unifier les grèves, ce en quoi ils n'avaient pas totalement tort.

Maintenant il ne faut pas se raconter d'histoires, en dehors de certains secteurs comme les raffineries, à ma connaissance je précise, à aucun moment les appels à la grève n'ont été suivis à 70, 80% ou plus, alors que si tel avait été le cas, la question de leur reconduction dans le contexte d'un mouvement d'ensemble de la classe aurait été d'actualité, cette réflexion était à la portée des travailleurs (fonctionnaires et grandes entreprises) qui avaient la possibilité de se mettre en grève sans qu'on ait besoin de leur souffler. Les transports n'ont jamais été bloqués à cause du faible taux de grévistes, pas davantage les écoles ou les universités, on n'a pas entendu parler du secteur automobile, ce ne sont que quelques exemples qui illustrent ce qui vient d'être dit. Là aussi, la question est de savoir pourquoi.

On ne se mobilise pas si on ne sent pas concerné, si on est convaincu par les arguments du gouvernement, tel n'était pas le cas de l'immense majorité des travailleurs, si on estime qu'il sera impossible d'aboutir au retrait de ce projet de loi infâme, cet argument est déjà plus plausible, mais pourquoi le pensaient-ils : parce que les conditions n'étaient pas réunies pour imposer le retrait à Sarkozy, pourquoi, parce qu'ils estimaient qu'il ne s'y résoudrait jamais, pourquoi, parce qu'ils le perçoivent comme un chef d'Etat coriace et incapable d'envisager une défaite, autrement dit, soit il en faudrait plus pour le battre et ils ne savaient pas comment s'y prendre, soit il faudrait le chasser pour que cette loi ne passe pas et cela leur paraissait impossible dans la situation actuelle où il n'y étaient pas préparés politiquement, au-delà, la crainte du vide politique en l'absence d'une alternative crédible à leurs yeux ne les poussait pas à se mobiliser.

S'imaginer qu'un appel à la grève générale conduirait automatiquement à la paralysie du pays pendant plusieurs jours ou semaines est une vue de l'esprit, voyez ce qui s'est passé en Grèce, en Espagne ou au Portugal. Camarades, les grèves générales de 36 et 68 ont été traitées le plus souvent comme des fables où l'on nous a voulu nous faire croire que la totalité de la classe était en grève, alors que du seul fait de la paralysie des transports et des pompes à essence à sec, plus personne ne pouvait aller bosser, mais parmi tous ceux qui n'allaient pas bosser et qui ont été comptés comme grévistes, combien étaient véritablement en grève ou participaient à ce mouvement, combien la soutenaient au point de se mobiliser et de participer aux manifestations, combien avait acquis une conscience politique qui aurait permis d'aller plus loin, jusqu'au bout, jusqu'à envisager de renverser le régime ? (A suivre)

Retraites.

1- Mobilisation.

Près de 245 manifestations étaient prévues dans toute la France.

Les manifestations contre la réforme des retraites ont rassemblé samedi 1,2 million de personnes dans toute la France, a annoncé la CGT. Le ministère de l'Intérieur a annoncé de son côté 375.000 manifestants.

2- Déclarations.

2.1- CGT. Jusqu'au boutisme... au côté de Sarkozy et du patronat ! Le cynisme en prime.

M. Thibault. *"Certains poussent à des alternatives qui consistent soit, à se donner rendez-vous aux élections présidentielles, soit à prendre pour argent comptant le rendez-vous de 2013 fixé par le gouvernement pour remettre à plat le système de retraite". S'il s'avérait impossible de continuer la bataille sur les retraites avec un engagement unanime de tous les syndicats, la CGT continuerait le combat avec ceux qui le souhaitent"*, a-t-il déclaré dans un entretien paru, samedi, dans l'Humanité.

«C'est jusqu'au bout, c'est jusqu'à obtenir des négociations pour d'autres mesures pour l'avenir de nos retraites», a-t-il expliqué. «Nous allons tout faire pour empêcher ces nouvelles mesures d'entrer en application.»

Pour Bernard Thibault, *"l'échéance principale est celle du 1er juillet 2011 à partir de laquelle les mesures que nous contestons entreront en application". "D'ici là, nous avons largement la possibilité de créer le rapport de forces nécessaire pour obtenir l'ouverture de négociations"*

Il estime que l'adoption du texte de loi n'aura pas automatiquement un effet démobilisateur car *"toutes [les lois] sont révisables en permanence". "Il y a aujourd'hui unanimité syndicale, non pas pour remettre en cause la légitimité institutionnelle des représentants du peuple, mais pour considérer qu'ils ne peuvent pas légiférer en ignorant ce que dit justement le peuple"*, explique-t-il.

"Le caractère injuste de la loi va s'appliquer rapidement. Je ne vois donc pas pourquoi il faudrait renoncer à tout faire pour empêcher son application. D'ailleurs beaucoup de salariés considèrent que ce n'est pas possible d'en rester là", conclut le patron de la CGT, regrettant au passage que *"la plupart des médias ont tiré le rideau"* sur la mobilisation. Car, à ses yeux, *"le mouvement est profondément installé dans le pays"*.

"Il n'est pas aberrant qu'il y ait dans une séquence de long combat du flux et du reflux", a-t-il dit tout en soulignant que la

mobilisation avait été exceptionnellement longue.

2.2- CFDT. Pour le jaune Chérèque, battre Sarkozy relève désormais du «**rêve**»... hier, aujourd'hui comme demain !

Vendredi sur Canal +, Chérèque "on va maintenant s'éloigner petit à petit malheureusement du sujet des retraites". Selon lui, penser faire reculer le président de la République relève désormais du «**rêve**».

«*Il est normal qu'il y ait une mobilisation légèrement inférieure, compte tenu du fait que la loi a été votée*», a reconnu le secrétaire général de la CFDT François Chérèque à la presse.

"*La CFDT sera toujours, comme on l'a fait, comme l'intersyndicale l'a décidé, dans ce mouvement unitaire*", a-t-il ajouté. Selon lui, "*cette manifestation est un élément comme un autre pour dire qu'on est en désaccord sur les politiques économiques de notre pays*".

2.3- FO. Entre euphémisme et vérité.

Selon Jean-Claude Mailly , «*il y a eu un certain gâchis dans la conduite du mouvement*» par les syndicats.

Pour le secrétaire général de Force ouvrière, la CGT et la CFDT portent la responsabilité de la faiblesse des cortèges.

"*Ça signifie quoi ? Ça signifie qu'aujourd'hui il y a des dissensions entre les organisations syndicales*", a-t-il dit. "*Si la CGT voulait vraiment cogner sérieusement et exiger le retrait, ce qu'elle n'a jamais demandé, il fallait aussi accepter d'appeler à la grève*".

Bernard Thibault l'a renvoyé à ses "erreurs".

"*Depuis le début du mouvement, FO cherche à diviser le mouvement qui a pris de l'ampleur*", a-t-il dit. "*Ils ont fait une erreur en étant à côté dès le départ, maintenant ils cherchent à rattraper le temps passé en se présentant comme étant les plus radicaux*".

Commentaire.

Un syndicat ne craindrait pas d'être isolé et d'apparaître à contre-courant aux yeux des masses au début d'un mouvement s'il était réellement indépendant de l'Etat et si son existence ou son fonctionnement ne dépendait que des syndiqués, mais voilà, il y a la tirelire, les milliers de postes de permanents, les prébendes, tout ce qui gangrène le syndicalisme, qui, s'il s'en privait, le réduirait à une portion congrue ou conduirait à sa disparition.

Il faut le répéter, il ne peut y avoir de syndicats indépendants financés par l'Etat, on peut ici en mesurer les conséquences dramatiques.

2.4- Solidaires. "**Jusqu'au bout**" de la capitulation avec Chérèque et Thibault

"*Les manifestations sont numériquement plus faibles*", mais "*on ne capitule pas, on ira jusqu'au bout*", martèle, à Paris, Annick Coupé, porte-parole de l'Union syndicale Solidaires.

2.5- UNSA.

Pour sa part, l'Unsa met en garde ses partenaires les plus déterminés contre «*des modalités d'action qui ne correspondraient pas à la situation*» et risqueraient de provoquer un effondrement de la participation.

2.6- CFTC.

La mobilisation doit "*passer à d'autres formes de démarches*", car "*la manif peut tuer la manif*", estime le président de la CFTC, Jacques Voisin, qui défile à Paris.

2.7- CFE-CGC.

Le président de la CFE-CGC, Bernard Van Crayenest, affirme avoir déjà appelé l'intersyndicale "*à faire preuve d'imagination pour trouver d'autres formes d'expression pour maintenir ce débat*". Observant que le patronat avait été "*silencieux*" ces derniers mois, il l'invite à se mettre autour de la table "*pour débattre des questions d'emploi des jeunes, des seniors et un vrai débat sur*

la qualité de vie au travail".

Politique.

Le monarque empêtré dans les scandales veut museler la presse.

Accusé par Mediapart de piloter des opérations illégales de surveillance de journalistes, le bras droit du président Nicolas Sarkozy, Claude Guéant, a décidé de porter contre le site d'information en ligne. Le secrétaire général de l'Elysée explique qu'il porte plainte pour "diffamation". "Je poursuis Mediapart pour diffamation par voie de citation directe", détaille-t-il, en précisant que ce serait "fait la semaine prochaine".

"C'est l'hôpital qui se moque de la charité", a aussitôt réagi le patron de Mediapart, Edwy Plenel. "Si [Guéant] maintient cette décision, ce sera une superbe occasion d'un procès où la liberté de l'information mettra en évidence la part d'ombre de cette présidence".

Dans son édition de samedi, le *Journal du Dimanche* affirme que non seulement Claude Guéant mais aussi Bernard Squarcini, directeur de la DCRI, le contre-espionnage français, déposent plainte et visent le *Canard Enchaîné*. "On ne peut pas laisser dire n'importe quoi, il y a des limites à tout. Et puis, il y a tellement de journalistes disant du mal du Président, je le déplore, que cette tâche que l'on m'impute serait gigantesque!", explique Claude Guéant au JDD. Bernard Squarcini ajoute que ces informations visent à "déstabiliser la boutique à un moment où la menace terroriste n'a jamais été aussi forte". Selon l'hebdomadaire, il a demandé à son avocat, Me Patrick Maisonneuve, de rédiger une plainte en diffamation. (Lexpress.fr 06.11)

[Haut de page ↗](#)

Le 9 novembre

Je ne peux pas travailler normalement à cause de coupures de courants très longues et quasi quotidiennes. J'ai dû commencer à préparer la suite de mes contributions sur la bataille des retraites sur le papier. Je profite que le courant soit revenu, il est 10h42, pour écrire quelques mots.

Chacun aura pu remarquer que le mouvement ouvrier se positionne par rapport au gouvernement et aux appareils ou se place systématiquement sur son terrain, on discute et on critique leurs arguments, on explique bien qu'ils ne sont pas conformes à ceux de la classe ouvrière, mais on renâcle à se positionner délibérément et strictement sur celui du prolétariat, on évoque ses besoins (au rabais !) au passage, mais on prend bien soin de ne pas en faire le point de départ d'une bataille ou de les mettre en avant, un peu comme s'il fallait absolument demeurer dans les limites fixés par le régime, car au-delà il faudrait poser les conditions nécessaires pour le renverser et préciser par quoi il faudrait le remplacer, questions, qui, parce qu'elles ne sont pas posées directement par la classe ne mériteraient pas d'être abordées ou seulement en coup de vent, alors qu'elles indiquent quel objectif politique le prolétariat doit se fixer pour en finir avec le chômage, la précarité et la pauvreté notamment.

En finir avec le chômage par exemple, ce serait parfaitement possible, comment et dans quelles conditions, on peut très bien l'expliquer simplement, mais plus personne ne veut y croire pense-t-on, du coup on finit par tellement s'en convaincre soi-même qu'on s'imagine que plus personne ne peut plus ou ne veut plus entendre dorénavant ce discours, donc on n'ose même plus combattre sur cette ligne. C'est quelque part déjà capituler, le pessimisme et le fatalisme ont envahi le mouvement ouvrier. En réalité, on se comporte inconsciemment ou non comme si on ne croyait plus dans les idées que l'on prétend défendre, à force d'hésiter à aller au bout de nos analyses on s'arrête de nous-même en chemin, ce qui rend notre discours encore plus incompréhensible, car c'est l'objectif politique que l'on s'est fixé qui en assure la cohérence.

La mobilisation des masses peut spontanément atteindre un certain niveau en dehors de toute orientation précise ou même sur la base d'une orientation incorrecte, mais si à un moment donné elles demeurent incapables de s'en donner une correcte qui lui permette d'aller plus loin, la mobilisation s'essouffle et le mouvement se disloque.

Dès le départ de la bataille sur les retraites, donc dès le mois de mai, il était entendu que Sarkozy ne retirerait jamais son projet de loi, nous le savions pertinemment. Il s'attaquait, contrairement à 1995 avec les régimes spéciaux ou en 2006 avec le CPE, à la totalité des travailleurs et jeunes, donc pour le mettre en échec, il fallait une réponse, une mobilisation de l'ensemble de la classe, or les conditions objectives et subjectives n'étaient pas réunies pour qu'une telle mobilisation ait lieu. On n'a pas voulu en tenir compte, on a préféré se convaincre du contraire en prétendant que le seul obstacle pour y parvenir était les appareils, il s'agissait d'une grave erreur d'appréciation des rapports entre la classe et le capitalisme ou les institutions.

La mobilisation s'est amplifiée jusqu'au moment crucial où elle devait se donner un contenu politique, les masses n'y étant pas préparées, elles ont été incapables de franchir cette étape et d'imposer la grève générale aux appareils. Complètement

obnubilés par les appareils, dans vos calculs vous avez tout simplement oublié les masses qui à plus de 90% ne sont organisées nulle part, pour être plus précis encore, vous ne vous êtes même pas donnés la peine de faire ce calcul, puisque vous avez reproduit fidèlement la même erreur que l'on répète depuis maintenant plus d'un demi-siècle. En schématisant, la mobilisation a fait le plein ou presque de tout ce que comptait le pays de travailleurs organisés dans les syndicats et les partis dit ouvriers, mais sans les masses, dans le cas contraire, ce ne sont pas deux ou trois millions qui seraient descendus dans la rue mais dix millions ou beaucoup plus.

En gros, la mobilisation est restée cantonnée à la mobilisation du seul mouvement ouvrier organisé. Celui-ci étant sous la coupe des Thibault, Chérèque et consorts, réélus triomphalement récemment lors des congrès de leurs syndicats, ils conservaient la main et le contrôle de la situation pour mener à bien leur sale besogne au profit de Sarkozy-Parisot, et ils pouvaient traiter avec le mépris habituel les appels des syndicats ou intersyndicaux d'entreprises, de services ou d'administrations les sachant minoritaires, exactement comme lors de leurs congrès. Je ne sais pas si l'on peut taxer ces appels d'opportunisme, ce qui est certain en revanche, c'est que d'en avoir attendu quelque chose l'était effectivement.

Autre réflexion.

Peut-on organiser la classe sans qu'elle soit engagée dans une lutte ? Sur quel contenu, quelle base politique et dans quel objectif précis, que peut-on ou doit-on en attendre ? Cette question mériterait d'être développée. Pour y répondre il faudrait se poser au préalable de nombreuses autres questions, se fixer le cadre dans lequel on doit l'aborder pour ne pas partir dans tous les sens et se perdre, tout dépend au départ de l'analyse que l'on fait de la situation et de l'évolution des rapports entre les classes depuis le début des années 80 ou plus loin encore, quelle transformation a subi la société, comment les masses la perçoivent, qu'est-ce qu'elles en attendent, etc.

Peut-on concevoir l'existence permanente d'un réseau de comités (d'action ou autre) à l'échelle nationale qui aurait pour principal objectif d'aider la classe à comprendre le fonctionnement de la société pour la changer ? Est-ce que cela correspond à un besoin et lequel ? Cela n'a jamais existé dans le passé, une sorte d'institution où l'on entreverrait ce que pourrait être une société débarrassée du capitalisme, un monde meilleur. Elle ne remplacerait pas le parti, mais serait un creuset formidable pour le construire. Ce qui caractérise la situation se résume à la faiblesse d'organisation des travailleurs et de leur niveau de compréhension de la société, il faut donc essayer d'y remédier par tous les moyens, et il faut bien admettre que les moyens actuellement à leur disposition ne peuvent remplir cette fonction ou qu'ils les rejettent.

On peut évidemment concevoir que ces comités participeraient à des batailles politiques, mais ce ne serait pas leur fonction principale. Des millions de travailleurs participent à des associations très diverses, mais aucune ne se fixe pour objectif d'élever leur niveau de conscience de classe. Pour qu'un tel projet soit mené à bien, cela nécessiterait au départ une approche psychologique adaptée à chaque travailleur, donc il faudrait que les militants qui animeraient ces comités soient formés à cet effet. Ces comités s'adresseraient à toutes les couches exploitées, ils seraient animés par un esprit de fraternité et de profond respect entre elles, que l'on soit ouvrier, employé, étudiant, ingénieur, intellectuel, médecin ou artisan par exemple, l'idée étant que c'est ensemble et uniquement ensemble que l'on pourra agir pour changer cette société...

A l'heure où plus personne ou presque ne peut plus exercer son métier ou être satisfait de son travail, car c'est le résultat immédiat qui compte, la productivité et la concurrence qui prime sur la qualité, cela permettrait à chacun de redonner un sens à sa vie, d'acquiescer un nouvel idéal, de prendre conscience qu'il n'est pas un cas isolé et de ne plus penser que tous ceux dans la société qui ne leur ressemblent pas leur sont hostiles ou indifférents à leurs problèmes, etc. Entre le comité de quartier, l'association à but humanitaire, la section du parti, on pourrait concevoir quelque chose calqué sur les GER (groupe d'études révolutionnaires), mais en plus souple, plus diversifié par les sujets qui y seraient traités, où le terrain de classe serait le seul principe qui guiderait discussions et travaux de ces comités, le fil conducteur qui servirait de lien et de repère permanent à chacun pour évoluer ensemble, chacun à son rythme.

Bon, tout cela est peut-être utopique, car pour animer un tel comité, il faudrait avoir acquis de sérieuses compétences aussi bien théoriques (en politique) que psychologiques, posséder si possible de solides connaissances générales, il faudrait être équilibré ou bien dans sa tête, modeste, et considérer chacun tel qu'il est vraiment et non tel qu'on voudrait qu'il soit ou avec des a priori, il faudrait maîtriser la dialectique, autant de qualités qui se rencontrent assez rarement chez le même individu ou militant ou plutôt cadre.

Apprendre pour comprendre, et comprendre pour agir disait Lénine. Acquiescer la méthode, le matérialisme dialectique, qui permet de comprendre le monde pour ensuite envisager de le changer... Contourner l'obstacle de l'hétérogénéité de la classe, son atomisation, mettre à mal l'individualisme ambiant, lui faire prendre conscience de sa force, combattre sa tendance au fatalisme, la rassembler, l'aider à défendre sa dignité, à se redonner un idéal (humaniste), un sens à sa vie qui ne se réduise pas à accumuler des biens matériels ou à trouver son plaisir le plus souvent éphémère dans des choses superficielles... Savoir écouter et faire parler les autres plus que parler à leur place, un exercice qui n'est apparemment pas à la portée de chacun, mais avec un peu d'entraînement on peut y arriver, faut-il encore concevoir au départ qu'on a toujours quelque chose à apprendre des autres... (A suivre)

Syndicat.

L'intersyndicale a acté lundi soir un programme de mobilisation a minima pour le 23 novembre.

Cinq des sept syndicats membres de l'intersyndicale appellent à des "*actions multiformes*" localement mais pas à des manifestations nationales.

Les modalités exactes sont renvoyées aux "*organisations territoriales et professionnelles*", qui pourront décider de faire des rassemblements, des meetings, des conférences de presse, des manifestations ou appeler à des arrêts de travail.

"*Rester visible, rester mobilisés, rester en intersyndicale avec des formes adaptées qui parlent aux salariés*", c'était l'objectif et il est atteint, s'est félicitée Laurence Laigo, de la CFDT, qui ne veut plus entendre parler de grève.

Au terme d'une réunion de près de trois heures au siège de la CGT, la CFE-CGC et la CFTC n'ont pas signé l'appel commun, prenant soin d'expliquer qu'il ne fallait pas y voir le signe d'une implosion de l'intersyndicale.

Simplement, a plaidé Joseph Stouvenel de la CFTC, "*des appels aux arrêts de travail, ça ne nous semblait plus adapté*".

"*Le combat n'est pas fini*", a renchéri Carole Couvert, qui représentait la CFE-CGC, mais son syndicat voulait "*sortir des manifestations pour porter nos revendications*".

A l'unisson avec les six autres confédérations, la CFE-CGC a insisté sur la "*responsabilité*" des syndicats dans la conduite de ce mouvement "*exceptionnel*".

"*Nous avons changé la donne par cette mobilisation sociale*", a estimé la secrétaire générale de Solidaires, Annick Coupé.

"*La légitimité est du côté de ceux qui luttent, le rapport de force est du côté des syndicats. Le gouvernement et le patronat peuvent se réjouir de promulguer la loi mais pour autant je pense qu'ils auraient tort de penser qu'ils en ont fini avec le mouvement*", a-t-elle ajouté lors de la conférence de presse commune.

Avec la journée du 23 novembre, "*et d'une, nous indiquons que jusqu'au bout nous ne sommes pas d'accord (sur la réforme des retraites), et de deux nous restons ensemble et de trois l'intersyndicale continue son travail sur des questions essentielles*" telles que l'emploi des jeunes et des seniors, a justifié Jean Grosset, de l'Unsa.

Le syndicat de Jean-Claude Mailly, qui parle désormais ouvertement de "*gâchis*" dans la gestion du conflit, a refusé de prendre part à l'intersyndicale, dont il ne faisait pas formellement partie même s'il s'était joint à tous les appels à la mobilisation

"*Force ouvrière ne saurait s'engager ni dans une stratégie d'oubli ou d'épuisement*", a déclaré la confédération, qui militait depuis le printemps pour une journée de grève générale.

Parler de l'emploi des jeunes, des seniors, du pouvoir d'achat relève de "*l'opération de diversion à laquelle nous refusons de nous livrer*", a souligné le secrétaire confédéral Jacques Valladon. (Reuters 08.11)

A quoi bon commenter ? On a envie de dire : on a les dirigeants syndicaux qu'on mérite quand on se refuse à regarder la réalité en face et d'en tirer les conclusions qui s'imposent. Je vous laisse vous époumonner à leur lancer des appels... aussi inutiles que stériles !

Social.

Leur moral et la nôtre.

Interrogé lundi sur RMC et BFM TV, Benoist Apparu s'est dit séduit par le principe retenu par le gouvernement britannique du travail obligatoire pour les chômeurs recevant une allocation de l'Etat. «*Que, moralement, celui qui reçoit une allocation de la collectivité redonne quelque chose à la collectivité et reste dans la mécanique du travail me paraît plutôt une bonne chose*», a-t-il martelé. (20minutes.fr 08.11)

Avant d'être des chômeurs, ces travailleurs travaillaient et consommaient donc ils rapportaient de la plus-value aux capitalistes ou leur permettaient de l'encaisser, de plus ils payaient des impôts directs et indirects à l'Etat, il serait donc "*moralement*" normal que les capitalistes et l'Etat qui les privent autoritairement de leur seul moyen de subsistance subviennent à tous leurs besoins en leur octroyant une allocation chômage correspondant au minimum à 1600 nets par mois sans avoir de compte à leur rendre.

A l'opposé, c'est à l'Etat et au capitalisme de justifier le sort épouvantable qu'ils réservent à la classe ouvrière en la vouant au chômage, à la précarité et à la pauvreté, mission évidemment impossible, comme il est impossible de justifier l'existence de l'exploitation de l'homme par l'homme.

Politique

1- France.

"Le mouvement sur les retraites a illustré qu'il n'y avait pas deux gauches irréconciliables", a dit Benoît Hamon dimanche au grand Jury RTL-Le Figaro-LCI. "Et ce serait une faute politique que de continuer à vouloir le faire croire", a-t-il ajouté à l'adresse de Jean-Luc Mélenchon en évoquant "une gauche de gouvernement et une gauche radicale".

Mais, a-t-il ajouté, "le point le plus important pour moi, c'est que Jean-Luc Mélenchon clarifie la question de savoir si oui ou non à ses yeux il existe aujourd'hui deux gauches irréconciliables, notamment sur le plan programmatique".

"C'est ce discours-là que je n'apprécie pas et qui pourrait être à mes yeux extrêmement dommageable pour la gauche s'il devait se confirmer", a-t-il ajouté en disant espérer que l'ancien ministre de l'Enseignement professionnel du gouvernement Jospin appelle à voter PS au second tour de la présidentielle de 2012.

"En tout cas, il est clair que, pour les socialistes, la place du Parti de Gauche est au coeur demain, s'il le souhaite, d'une majorité qui gouverne", a-t-il précisé. (Lexpress.fr 08.11)

Il a raison parlant du PS et ses satellites : ils soutiennent tous le régime !

2- Russie.

Un journaliste de la banlieue de Moscou a été sauvagement agressé dans la nuit de dimanche à lundi. Anatoli Adamtchouk, violemment frappé par deux inconnus dans la ville de Joukovski, "souffre d'un traumatisme crânien et d'une commotion cérébrale", a déclaré son collègue Sergueï Grammatine à la radio indépendante Echo de Moscou.

Deux jours plus tôt, le correspondant de Kommersant Oleg Kachine était lui aussi passé à tabac. Il est toujours plongé dans un coma artificiel. Le Comité d'enquête du parquet a indiqué là aussi privilégier "la piste de l'activité professionnelle du journaliste et de son engagement civique". (Lexpress.fr 08.11)

3- Maroc.

Des affrontements sanglants entre police marocaine et manifestants ont éclaté lundi dans la principale ville du Sahara occidental après le démantèlement par les autorités d'un campement provisoire ayant servi pendant un mois de lieu de revendication à des habitants de la région.

Ces violences sont survenues peu de temps avant le début, près de New York, de nouvelles négociations sous l'égide des Nations unies au sujet du Sahara occidental, ancienne colonie espagnole annexée par le Maroc en 1975.

Pendant un mois, environ 20.000 personnes ont séjourné dans ce campement de 8.000 tentes, selon les estimations d'un journaliste de Reuters qui était ce week-end sur place, pour exiger des emplois et de meilleures conditions de vie.

Les forces de sécurité marocaines ont pénétré dans le camp aux premières heures de la journée de lundi pour en déloger les manifestants.

"Le gendarme et le pompier ont été tués au moment où les forces de sécurité entraient dans le camp. Ils ont été poignardés à mort à l'intérieur du camp", a dit un responsable marocain à Reuters. "C'est la première fois que des manifestants (au Sahara occidental) utilisent des armes blanches pour tuer des agents de sécurité gouvernementaux", a-t-il ajouté. (Reuters 08.11)

Economie.

L'or a atteint lundi un nouveau record, au-dessus de 1.400 dollars l'once, les investisseurs jouant le métal précieux comme protection contre l'inflation après le nouveau programme d'achat de dette souveraine de la Réserve fédérale des Etats-Unis.

La banque centrale américaine a annoncé le 3 novembre son intention d'acheter pour 600 milliards de dollars d'obligations du Trésor américain, une utilisation de la 'planche à billet' techniquement inflationniste. (Reuters 08.11)

Haut de page ↗

Le 10 novembre

J'ai essayé de suivre au fil des mois les différentes étapes de la mobilisation sur les retraites et de m'en sortir comme je le pouvais entre info et intox (sur Internet), pas facile de ne pas commettre des erreurs en n'étant pas sur le terrain, j'espère que les camarades le comprendront. Je n'ai ni télévision française en dehors de TV5Monde Asie, ni radio ni journaux à l'exception d'*Informations ouvrières*, je glane mes infos sur le Net uniquement et le temps m'est compté.

Cette bataille a mis une nouvelle fois en relief la stérilité des appels en direction des appareils des syndicats, bien qu'ils étaient justifiés, en attendre quelque chose l'était beaucoup moins, un euphémisme. Ce qui est inqualifiable en revanche, c'est de ne pas avoir expliqué aux travailleurs pourquoi ils ont refusé d'appeler au retrait et à la grève générale jusqu'à satisfaction ; l'explication selon laquelle ils faisaient le jeu de Sarkozy ne suffisait pas à faire comprendre aux travailleurs syndiqués ou non la véritable nature sociale des dirigeants des syndicats. Était-ce bien le meilleur moment pour essayer leur faire comprendre ? S'ils ne parviennent pas à le comprendre au cours d'une bataille pour peu qu'on leur fournisse les éléments pour le comprendre, d'après vous à quel moment pourraient-ils le comprendre ? Réponse : jamais ! C'est peut-être le but du jeu de certains, qui sait ?

Quant aux appels en direction du PS et ses satellites, ils relevaient de l'opportunisme.

Estimer que le mot d'ordre de retrait avait un contenu politique était correct, à moitié seulement, car ce constat reposait sur une analyse faussée ou tronquée de la situation, de la même manière que considérer que les appareils étaient le seul obstacle pour vaincre Sarkozy, ou encore qu'il était possible qu'il retire son projet de loi était une vue de l'esprit, alors que l'une des conditions déterminantes pour y parvenir faisait défaut : l'absence de toute perspective politique du fait de la subordination des masses au capitalisme et aux institutions, et si l'on avait bien voulu faire preuve d'un minimum d'honnêteté intellectuelle, on aurait constaté que seule une infime partie des travailleurs, retraités et jeunes s'étaient mobilisés, moins de 5% de l'ensemble des personnes concernées par cette loi dans le pays. On a pu lire que "*la masse des travailleurs s'étaient rassemblés*"... au balcon sans doute, mais certainement pas dans la rue !

Evidemment que pas un travailleur n'a envie de travailler plus longtemps ou de percevoir une retraite misérable, encore fallait-il être capable de faire la distinction entre ce que les travailleurs ne veulent pas ou plus, et le fait qu'ils ne savent pas ce qu'ils veulent ou comment l'obtenir, c'est sur ce second élément que se sont appuyés tous ceux qui ont prêté main forte à Sarkozy et Sarkozy lui-même pour que cette loi soit adoptée.

Dès le départ il aurait fallu dire la vérité en face aux travailleurs et aux militants au lieu de leur faire miroiter que tout était possible, en leur expliquant que les conditions politiques n'étaient pas remplies pour que Sarkozy retire son projet de loi, mais qu'en s'organisant et en se rassemblant on pouvait réunir ces conditions et le vaincre, autrement dit le forcer à le retirer, le chasser du pouvoir, à démissionner ou/et à dissoudre l'Assemblée nationale dans la foulée...

Ce n'est pas parce qu'une bataille semble perdue d'avance qu'il ne faudrait pas la mener, tout dépend comment on l'aborde et on l'organise, sur quelle orientation et dans quelle perspective politique, afin que les travailleurs et militants puissent en tirer tous les enseignements nécessaires pour la suite de leur combat. C'est mieux que de dire et faire n'importe quoi, par exemple appeler le PS à prendre position pour le retrait, alors qu'au même moment ses dirigeants expliquaient qu'ils étaient sur la même ligne que Sarkozy, signifiant par là dans quel camp le PS se situait et qu'il n'en changerait pas évidemment. A croire que les travailleurs n'écoutent pas la radio, ne regardent pas la télévision, ne lisent pas de journaux ou n'ont pas de connexion Internet !

On a assisté en fait à la même funeste mascarade qui dure depuis 70 ans et qui nous a conduit à la situation que nous connaissons aujourd'hui.

Des camarades ont très justement signalé qu'il ne fallait pas tomber dans le piège de la mobilisation "*par en bas*" pour ensuite faire porter aux travailleurs la responsabilité de cette défaite, la tactique adoptée par les stalinien, les néo stalinien, les crypto-stalinien et autres gauchistes de tous poils. La responsabilité écrasante des appareils dans cette défaite, les travailleurs et les militants ne pouvaient le comprendre et en tirer les leçons nécessaires, qu'à partir du moment où on allait au bout de notre analyse sur le rôle des appareils, s'arrêter à mi-chemin ne signifiait pas autre chose que leur laisser le champ libre pour remettre cela la prochaine fois, répétons-le une énième fois, cela fait des lustres que l'on commet la même erreur. Dirigeants du POI, NPA, LO rompez avec les appareils pourris des syndicats !

De la même manière que Sarkozy n'aurait jamais retiré son projet de loi, jamais les appareils des syndicats, le PS et ses satellites ne rompent avec le capital et les institutions, ils n'existent que par les liens qu'ils entretiennent avec eux, ils en sont le produit en quelque sorte, alors faire croire que ce serait possible dans certaines circonstances est criminel et ne peut que concourir à

faire naître dans la tête des travailleurs et des militants des illusions dans ces agents du capital et leurs partis. Si les traiter de tous les noms ne sert à rien - on comprend toutefois que les militants aient parfois besoin de se défouler, les caractériser précisément pour ce qu'ils sont n'est pas interdit, c'est même le devoir de tout militant qui se réclame du socialisme.

Une question pour continuer la discussion : 100% des travailleurs refusent de travailler plus longtemps, 70% d'entre eux soutiennent la mobilisation sur les retraites, moins de 5% se mobilisent en réalité. Vous en tirez quelle conclusion ?

Social.

L'appel à la grève à Pôle Emploi a été bien suivi mardi, la direction faisant état de plus de 36% de grévistes quand les syndicats évoquent entre 40 et 45% de participation au mouvement.

"On s'apprête à reconduire des mouvements", a dit à Reuters Philippe Sabater, du Snu-FSU, le premier syndicat de Pôle emploi.

"On ne baisse pas la garde car on n'a eu aucune réponse satisfaisante", a-t-il ajouté à l'issue d'une réunion de l'intersyndicale après une rencontre avec le directeur de Pôle emploi, Christian Charpy.

"On n'a absolument rien obtenu. Le directeur est resté intransigeant sur les effectifs ou sur les moyens, il n'a rien lâché", a ajouté Philippe Sabater.

Les syndicats dénoncent les 1.800 suppressions de postes prévues en 2011, sur les 49.000 que compte Pôle emploi, qui devraient se traduire par la non reconduction de 1.500 contrats à durée déterminée et 300 CDI en moins.

Ils dénoncent également l'augmentation de la charge de travail qui nuit selon eux à la prise en charge des chômeurs.

Une manifestation à Paris a rassemblé 2.000 personnes mardi selon les syndicats et 1.300 selon la police.

Selon Christian Charpy, les effectifs sont passés de 45.000 personnes avant la fusion Assedic-ANPE qui a donné naissance à Pôle emploi en janvier 2009 à plus de 49.000 aujourd'hui.

"Fusionner deux grandes maisons au moment d'une crise économique que personne n'avait vue venir, c'est forcément compliqué (...) mais je pense qu'aujourd'hui les choses se sont très largement améliorées", a-t-il déclaré sur RTL.

Alors qu'il était prévu qu'un conseiller Pôle emploi puisse suivre 60 demandeurs d'emploi, "nous sommes autour de 105-110, pour certaines personnes on est à 150-200" notamment en région parisienne, a-t-il ajouté. (Reuters 09.11)

Politique.

1- France.

1.1- Abrogation de la Constitution de la Ve République !

Le Conseil constitutionnel a levé mardi le dernier obstacle à la promulgation de la réforme des retraites en la jugeant conforme à la Constitution. (Reuters 09.11)

1.2- La nostalgie de l'Ancien Régime.

«Le président de la République est le premier depuis Louis XIV à avoir soumis le budget de l'Élysée à l'appréciation de la Cour des comptes», a lancé M. de Raincourt mardi dans l'hémicycle de l'Assemblée nationale. (20minutes.fr 09.11)

1.3- Etat barbouze.

Le Canard enchaîné porte mardi de nouvelles accusations concernant les supposées opérations de surveillance de la presse par l'Élysée, affirmant être l'objet d'une enquête et parlant même d'une "conspiration".

Le patron du Canard enchaîné, Claude Angeli, spécialiste du monde du renseignement qui avait lancé le sujet la semaine dernière, affirme dans un nouvel article qu'une enquête a été lancée pour identifier la source de ses premiers écrits.

Il cite un cadre de la Direction centrale du renseignement intérieur (DCRI) qui parle de "suspicion généralisée".

L'hebdomadaire impute aussi à l'Elysée une manoeuvre qui a permis selon lui à la police de se passer d'autorisation pour examiner les factures d'appels téléphoniques de journalistes.

Selon le Canard enchaîné, le secrétaire général de l'Elysée Claude Guéant a organisé en septembre 2009 une réunion avec des représentants de la DCRI, un membre du cabinet du Premier ministre François Fillon et un conseiller de Nicolas Sarkozy.

Il s'agissait selon lui de trouver une parade à l'interdiction faite aux opérateurs téléphoniques de livrer sur demande à la police les factures détaillées de téléphone.

La Commission nationale de contrôle des interceptions de sécurité (CNCIS), instance indépendante, venait de rappeler à ces opérateurs une loi de 1991, qui impose son autorisation préalable.

Il aurait été décidé entre l'Elysée, Matignon et les principaux services de police de faire valoir un "*intérêt supérieur de l'Etat*" pour se passer d'autorisations, alors que la loi de 1991 ne prévoit cette dérogation que dans certains cas limités d'écoutes ou de surveillance hertziennes.

L'Elysée aurait ensuite nommé en octobre 2009 un président de la CNCIS plus "*accommodant*" que le précédent, Hervé Pelletier. Sur ordre de l'Elysée, il a fait adopter en catimini selon le Canard la nouvelle interprétation de la loi, lors d'un vote technique le 21 janvier 2010.

Depuis, la police examine sans autorisation les factures détaillées de téléphone des journalistes, affirme le Canard.

Ainsi, la DCRI a reconnu avoir identifié l'été dernier par des "*vérifications techniques*" une source du journal Le Monde dans le dossier de l'héritière de L'Oréal Liliane Bettencourt.

La DCRI invoque le "*secret-défense*" pour refuser de livrer les éléments de cette enquête au procureur de Paris, qui les demande après une plainte du Monde. (Reuters 09.11)

1.4- D'où vient peut-être l'inspiration du ministre du Travail forcé britannique ?

Programme du candidat Sarkozy en 2007. Page 7, section 4 intitulée "*Réhabiliter le travail*" de son projet pour la France.

L'actuel président de la République avait écrit : "*Je ferai en sorte que les revenus du travail soient toujours supérieurs aux aides sociales et que les titulaires d'un minimum social aient une activité d'intérêt général, afin d'inciter chacun à prendre un emploi plutôt qu'à vivre de l'assistanat*". (Lexpress.fr 09.11)

2- Etats-Unis.

2.1- Les Etats-Unis ont rejeté mardi les appels de pays membres du Conseil des droits de l'homme de l'ONU demandant aux autorités américaines d'abolir la peine de mort.

D'autres pays ont demandé aux autorités américaines de réduire la surpopulation carcérale, de ratifier des traités internationaux sur les droits des femmes et des enfants et de prendre des mesures supplémentaires pour lutter contre le profilage racial. (Reuters 09.11)

2.2- Les Etats-Unis se sont engagés mardi à s'attaquer aux discriminations raciales et à humaniser leurs prisons, conformément à des recommandations énoncées la semaine dernière au Conseil des droits de l'homme de l'Onu.

"*Même si la tâche qui reste à accomplir nous appelle à l'humilité, les Etats-Unis sont fiers de leur bilan (en matière de droits de l'homme), déterminés à le prolonger et à poursuivre ce dialogue*", a dit Harold Hongju Koh, conseiller juridique du département d'Etat. (Reuters 09.11)

Economie.

L'agence d'évaluation financière chinoise Dagong a abaissé la note de «AA» («qualité de crédit très élevée» selon son échelle) à «A+» («qualité de crédit élevée»), avec une perspective «*négative*».

Dans un rapport disponible sur son site internet et extrêmement pessimiste sur la première économie mondiale, Dagong justifie l'abaissement de la note des Etats-Unis par «*la détérioration de leur capacité de remboursement et le recul très fort de l'intention de l'Etat fédéral de s'acquitter de sa dette*».

L'agence juge que Washington, avec la décision de la Fed de se lancer dans une politique de création monétaire, fait délibérément baisser la valeur du dollar, décision qui «*va dans la direction opposée des intérêts des créanciers*».

«*Par essence, la dépréciation du dollar choisie par l'Etat américain indique que la solvabilité de celui-ci est au bord du gouffre, et qu'il souhaite par conséquent diminuer sa dette par une dévaluation, conformément à la volonté nationale*», ont affirmé les analystes de Dagong.

Selon eux, «*les Etats-Unis pourraient être confrontés à des risques imprévisibles pour leur solvabilité sous un an ou deux*».

Pour l'économie du pays, ils tablent sur «*une récession de long terme*». (20minutes.fr 09.11)

Le 12 novembre

Lu sur Internet : "*Depuis la fin de l'étalon or, les pays industrialisés se sont développés sur l'endettement qui ne repose sur rien.*

Le recours à la planche à billet depuis deux ans s'apparente à de la fausse monnaie, crée une bulle obligataire sans précédent, une dévaluation de la monnaie dollar qui est la monnaie de référence dans les échanges internationaux mettant les pays satellites (monnaie indexée en dollar) dans une situation difficile et prépare à une hyperinflation."

On reviendra sur le G20 demain... quand la petite souris sera sortie !

Politique.

1- Opération récupération-séduction ou visite dans la poubelle du Palais. La matraque et la carotte.

Nicolas Sarkozy a rendu hommage jeudi à des lycéens résistants à l'occasion des cérémonies de commémoration de l'Armistice du 11 novembre 1918 à Paris.

Ce 11 novembre 2010 est aussi l'occasion d'un hommage aux quelque 100.000 combattants musulmans morts pour la France lors des deux guerres mondiales. (Reuters 11.11)

2- A se tordre de rire ou presque.

«*Il faut vraiment être tordu pour se dire que Dominique n'est pas de gauche*», s'est insurgée l'épouse du directeur du FMI, mercredi sur le plateau du Grand Journal. (Lefigaro.fr 22.11)

Il n'est plus possible de se dire de gauche sans provoquer l'hilarité ou la colère de notre interlocuteur ou de nous adresser un bras d'honneur qui se passe de commentaires. C'est à coup sûr se ridiculiser ou passer pour quelqu'un de pas très sérieux. Il faut être un fou furieux pour se réclamer du capitalisme ou de l'économie de marché.

Se prétendre socialiste, communiste ou marxiste n'est pas plus crédible de nos jours notez bien, à ceci près que c'est le capitalisme qui est aux commandes et qui pourrit la vie quotidienne des travailleurs et non le socialisme. Dès lors qu'ils sont amenés à s'interroger de plus en plus souvent sur les conséquences de la décomposition du capitalisme et celle de la société en générale, il est facile de leur glisser à l'oreille qu'on leur a peut-être menti à propos du socialisme et que ce qu'ils ont entendu dire ou ce qu'ils ont lu à son sujet n'était peut-être pas la vérité, et que contrairement au capitalisme, s'il existe plusieurs versions du socialisme, il ne doit finalement n'en exister qu'une qui corresponde au véritable socialisme, le socialisme scientifique.

Il est tellement facile dans la vie de se faire passer pour ce qu'on n'est pas ou de se prendre pour ce qu'on n'est pas, qu'une méprise est toujours possible, qu'on peut se tromper ou avoir été trompé à notre insu, cette hypothèse mérite qu'on s'y arrête et qu'on vérifie ce qu'elle vaut. Si l'on part de l'objectif du socialisme qui est de porter au pouvoir la classe ouvrière, force est de constater que tel est le cas nulle part dans le monde, or des Etats se proclament socialistes ou communistes, donc ils sont forcément autre chose.

La révolution russe de 1917 dirigée par le parti bolchevik avait bien porté le prolétariat et la paysannerie pauvre au pouvoir, mais dès le milieu des années 20, après la mort de Lénine et l'arrivée au pouvoir de Staline, ils en ont été chassés, dès lors l'expérience du socialisme s'est arrêtée nette et n'a pas pu être menée à son terme. Pour qu'il en fut autrement, il aurait fallu que le prolétariat parvienne au pouvoir dans d'autres pays, notamment dans les pays les plus développés, mais tel ne fut pas le

cas malheureusement. Du coup une caste de bureaucrates, véritables parasites, s'empara du pouvoir et de l'Etat pour imposer sa dictature à la classe ouvrière. Le même scénario se réalisa en Europe centrale, en Chine, à Cuba, à la différence près avec la Russie qu'à aucun moment la classe ouvrière ne détiendra le pouvoir, il sera chaque fois usurpé dès le départ par une caste de bureaucrates qui imposera à son tour une féroce dictature. Conclusion : il n'a jamais existé le moindre Etat socialisme ou communiste dans le monde depuis 1924...

Maintenant, le socialisme est l'antithèse du capitalisme, autrement dit ils sont inconciliables. Le socialisme repose sur la propriété collective des moyens de production, le capitalisme sur la propriété privée des moyens de production. Le socialisme organise la production sur la base des besoins de la population afin de pouvoir les satisfaire, tandis que le capitalisme l'organise dans le seul but de permettre aux propriétaires des moyens de production qui constituent une infime partie de la population de réaliser toujours plus de profit, de s'enrichir toujours davantage.

Dans une société ou un Etat socialiste, ce sont les travailleurs qui détiennent réellement le pouvoir à travers les organismes politiques qu'ils ont constitués au cours de leur révolution, dans un Etat capitaliste les travailleurs ne détiennent aucun pouvoir, c'est la classe ultra minoritaire des capitalistes qui le détient à travers des institutions politiques qu'elle a créées à cet effet, et dans un Etat ouvrier dégénéré ou sous la coupe d'une caste bureaucratique, c'est soit un parti qui s'appuie sur les institutions créées initialement par la classe ouvrière pour assumer le pouvoir après l'en avoir chassée qui détient le pouvoir (Russie stalinienne), soit un parti qui a créé des institutions sur le modèle de ceux de la Russie révolutionnaire ou soviétique pour parvenir au pouvoir et dont il est le seul à tirer profit, sans que la classe ouvrière n'ait à aucun moment la possibilité d'assumer le moindre pouvoir (Chine, Cuba, etc.).

Quant au socialisme dont se réclame le PS et ses satellites, pour faire bref, il repose sur la théorie selon laquelle le capitalisme se transformerait petit à petit en socialisme ; il suffit d'observer l'évolution de l'URSS et ses satellites d'Europe de l'Est ou de la Chine pour comprendre immédiatement qu'on est en présence d'une théorie frauduleuse, elle confirme également qu'il est impossible à terme que la propriété privée et la propriété collective des moyens de production se côtoient dans le même pays, d'où la seule alternative possible : capitalisme ou socialisme. Ajoutons, que l'on prenne la phase ascendante ou déclinante du capitalisme, le capitalisme demeure à ce jour synonyme de chômage, précarité, pauvreté, inégalités et injustices grandissantes, guerres et mille autres terribles souffrances imposées à tous les peuples sur tous les continents, nous sommes en présence d'un témoignage accablant et sans contestation possible qui contredit la théorie du passage progressif du capitalisme au socialisme.

Voilà qui en réalité n'est pas bien compliqué à comprendre et à expliquer aux travailleurs et militants pour peu qu'on veuille bien s'en donner la peine. Cela tient en une page. Ensuite du doute à l'espoir, au socialisme, il n'y a qu'un pas ! Attention, tout le boulot reste à faire pour parvenir à une compréhension claire de la nécessité historique de passer au socialisme. Le nôtre est d'aider les travailleurs à avancer dans cette compréhension, il s'arrête là sur le plan théorique, c'est à eux ensuite de progresser par leurs propres moyens, leur participation à la lutte de classe doit favoriser cette évolution, d'où l'importance de les organiser.

Les adeptes de l'activisme forcenés, qui nous ont conduit à la situation ou impasse actuelle, considèrent que toute approche, toute discussion qui n'aurait pas exclusivement un contenu politique seraient inutiles ou nous écarteraient de l'objet du militantisme, que seule la lutte compterait, ils nient ou ne veulent pas voir les transformations qu'a subi la société en un ou un demi-siècle, de la même manière qu'ils ne tiennent pas compte de l'extrême hétérogénéité des travailleurs ou de l'existence d'une multitude de couches de travailleurs, ils sont tellement aveuglés par leur conception élitiste ou obsolète du militantisme qu'ils sont incapables de concevoir qu'il existerait une manière simple de s'adresser à ces millions de travailleurs et jeunes, qu'ils ne vivraient peut-être pas exactement la même chose au quotidien, mais qu'ils percevraient bien la réalité de la même manière, aussi sûrement qu'on doit s'alimenter quotidiennement pour survivre par exemple sans qu'on ait à se poser de questions politiques, avant même de s'en poser, je ne sais pas si je me suis exprimé clairement. Ce que je voulais dire, c'est que chacun quotidiennement est amené à se poser des questions d'ordre pratique, matériel, le plus souvent sans qu'elles débouchent sur une réflexion politique. C'était d'ailleurs sans doute l'état d'esprit de ces dizaines de millions de travailleurs et jeunes qui ne se sont pas mobilisés sur les retraites, bien qu'ils rejettent le projet de loi de Sarkozy pour en avoir compris les conséquences sur leur destin.

Parmi tous les tracts ou articles que j'ai mis en ligne dans la Tribune libre au cours du mois d'octobre, d'après vous, répondez franchement, combien étaient accessibles à ces dizaines de millions de travailleurs et jeunes ? Vous voulez ma réponse : aucun. Je n'ai même pas eu besoin de poser cette question à toutes les personnes que je connais ou aux membres de ma famille qui sont tous issus du milieu ouvrier, mais qui ne sont organisés nulle part, quelques mots de leur part au téléphone ou par courriel m'a suffi à le comprendre sur le champ. Chaque fois, je me dis : mais c'est dingue, on a l'impression qu'ils ne vivent pas dans le même monde, qu'ils ne vivent pas la même chose, alors qu'ils sont tous soumis aux mêmes lois, je parle des militants et des personnes avec lesquelles je suis en relation. C'est de là qu'est partie la réflexion que je viens de vous soumettre, je n'ai rien inventé ou sorti de ma tête pour me distinguer, ce n'est d'ailleurs pas la première fois que j'aborde cette question.

On ne veut pas comprendre que pour que les travailleurs se situent sur le terrain politique, on pourrait dire plus simplement pour qu'ils s'y intéressent, il faut s'y prendre autrement, car pour eux politique = mensonges, magouilles, trahison, pouvoir obscur d'intérêts qui leur échappe et ils n'aiment pas cela du tout, ils sont devenus plus que méfiants, en dehors de ce qu'ils peuvent toucher ou voir de leurs propres yeux, ils ne croient plus en rien et c'est normal, on ne peut pas les en blâmer, ils en ont tant vu et entendu !

Quant à ces dizaines de millions de travailleurs et jeunes qui étaient opposés au projet de loi de Sarkozy sur les retraites et qui n'ont pas du tout envie de bosser plus longtemps, que ce sont-ils dit, pourquoi ne se sont-ils pas mobilisés, qu'avaient-ils réellement dans la tête, ne se seraient-ils pas dit par hasard : on nous dit qu'il doit retirer son projet, on est d'accord avec cela, mais on ne nous propose rien à la place, rien qui pourrait être mis en oeuvre maintenant, or si on ne fait rien nous n'aurons peut-être pas de retraite, alors il vaut mieux encore une mauvaise "réforme" et admettre la mort dans l'âme qu'il faudra bosser plus longtemps plutôt que pas de retraite du tout, qui sait ! Ces travailleurs ont tout entendu et son contraire sur la question des retraites, et qu'en ont-ils retenu au juste, car c'est là la question déterminante, que finalement il leur était impossible de faire la part des choses parce que les partis politiques étaient vraiment trop pourris dans ce pays, entre une situation encore pire ou l'aventure, ils ont préféré s'en tenir à la première solution, répétons-le la mort dans l'âme, car pas un travailleur n'a envie de crever au boulot. Ils ont manifesté leur méfiance envers le mouvement ouvrier qu'ils ont dit pourtant soutenir, mais avait-il vraiment le choix, non évidemment, leur compréhension de la société n'allait progresser d'un coup de baguette magique sachant d'où elle partait.

Un autre élément déterminant, s'il en est, que je n'ai pas encore abordé et que les uns et les autres fuient comme la peste : après tout, peut-être que ma retraite basée sur les seules cotisations sur mon salaire ne me permettra pas d'arrêter de travailler à la date que je m'étais fixé ou conformément à la loi, mais ce n'est pas vraiment un problème, j'ai une assurance vie, j'ai les moyens de cotiser à une assurance ou un fond de pension, finalement la loi ne changera rien pour moi, je vais me payer ma retraite, je partirai à la retraite quand je le déciderai. En gros, chacun pour soi ! Combien de travailleurs se sont faits cette réflexion ? Combien de millions en avaient les moyens financiers ? On touche là aux conditions objectives, alors que jusqu'à présent on n'avait abordé que les conditions subjectives, les appareils, l'état d'esprit des masses, leur niveau de conscience politique, l'absence du parti. Qui a osé mettre cette question sur le tapis ? Vous voyez que l'on commet toujours la même erreur depuis un demi-siècle, je m'adresse là aux lecteurs de longue date du site. Quand je dis "on", je veux parler de nos dirigeants.

Ces dizaines de millions de travailleurs qui ne veulent pas s'impliquer dans la politique, vous leur dites quoi, vous leur répondez par un grand discours politique ou vous essayez de les aborder sous un autre angle en employant leur langage ? Vous continuez de les ignorer, ils vous l'ont bien rendu mais cela ne vous a pas servi de leçon apparemment. Ah vous vous dites que si à quelques millions on bloquait le pays, tout serait alors possible, qu'ils vous suivraient spontanément comme un seul homme, ben voyons, parce qu'en face la classe dominante resterait les bras croisés et oublierait du même coup qu'elle peut compter sur leur indécision, leur passivité ou leur neutralité, elle n'aurait pas les moyens de les manipuler et de les retourner comme des carpes, etc. La spontanéité des masses a des limites, mais on peut toujours se fourvoyer et penser le contraire. Vous pouvez aussi aller fleurir la tombe de Blanqui pendant que vous y êtes... (A suivre)

3- Verts-Europe Écologie.

3.1- Poubelle recyclable. De "*l'entre-soi*" à l'entrejambe UMP-PS-MoDem.

Interview du *Figaro* du député Verts Yves Cochet, extraits.

Question : En attendant, ce nouveau parti semble être fait pour les militants. Ne craignez-vous pas d'oublier les nouveaux électeurs d'Europe Écologie venus de divers horizons ?

Réponse : Bien au contraire ! L'entre-soi a été le drame des Verts durant des années. Notre nouvelle organisation est donc moins partisane que nous ne l'étions. Plus de la moitié de nos organes, comme ceux de la Coopérative, est ouverte aux non-adhérents. L'appartenance à un autre parti, que ce soit l'UMP, le PS ou le MoDem, est même possible pour les coopérateurs ! C'est dire si nous sommes ouverts...

Question : La primaire pour désigner votre candidat en 2012 devrait être organisée à l'automne 2011. Êtes-vous toujours candidat à la candidature ?

Réponse : (...) En revanche, si Nicolas Hulot, qui doit venir ce week-end à Lyon, se déclare avant le printemps, je retire ma candidature. Il serait un bon candidat, mais il doit se décider vite ! (Lefigaro.fr 11.11)

Ils ne réussiraient même pas à faire un bon compost, les vers n'en voudraient pas !

3.2- La décomposition de la société comme modèle.

Le député européen Daniel Cohn-Bendit a affirmé dans *Le Parisien* de jeudi que «*le sectarisme n'a pas disparu chez les Verts*». «*L'idée avec cette fusion, c'est d'organiser un parti de réseau, une coopérative politique*», a-t-il expliqué sur RTL. «*La construction est encore devant nous*».

«*Je me bats pour qu'on mette une forme d'organisation souple qui existe réellement dans la société*», a-t-il ajouté. Daniel Cohn-Bendit a affirmé par ailleurs ne pas comprendre les critiques émanant de son propre camp liées à sa décision de participer à

des émissions sur le football sur la chaîne Canal +.

Signe de divisions qui coûtèrent électoralement cher aux Verts par le passé, plusieurs mouvances écologistes ne seront pas représentées à Lyon. C'est le cas de Génération écologie, du Mouvement écologiste indépendant (MEI), fondé et présidé par Antoine Waechter et de Corinne Lepage, députée européenne et présidente de CAP 21.

«*Toute la frange modérée de l'Ecologie politique ne s'y retrouve pas*», a estimé l'ancienne ministre sur France 2. «*En fait c'est un "relookage" des Verts, ce qui est en train de se passer, c'est une OPA des Verts sur Europe Ecologie. On a une "gauchisation" du discours qui vient à la gauche du parti socialiste*», a-t-elle déploré.

Dans une tribune intitulée «*Pourquoi je n'irai pas à Lyon*» publiée mercredi dans *Libération*, Gabriel Cohn-Bendit, le frère de Daniel, explique lui aussi les raisons de son absence, évoquant «*un verre à peine à moitié vide*». «*Le rassemblement écologiste a pour l'instant échoué*», déplore-t-il. «*Nombreux sont ceux qui nous ont déjà tourné le dos, le PS peut se froter les mains (...)* Nous allons de nouveau jouer dans la cour des petits». (20minutes.fr 11.11)

La coupe du populisme est pleine, n'en jetez plus ! A vomir ces gens-là !

3.3- Cohneritude.

Cohn-Bendit à l'encontre de Jean-Luc Mélenchon "ce qu'il dit sur les Boches (dans son livre -Ndlr), c'est insoutenable, intolérable, je trouve même que son discours va labourer sur les terres du Front National".

Réponse du PG dans un communiqué : «*Daniel Cohn-Bendit ment : c'est lui (...) qui utilise le terme de "boche", ce qui est absolument inadmissible, et non Jean-Luc Mélenchon dans son livre*». (Libération.fr 11.11)

A côté du très réactionnaire Cohn-Bendit, Mélenchon nous serait presque sympathique !

Le 11 novembre

Les camarades de Lyon peuvent-ils nous en dire plus sur Fabien Philipoff, 22 ans, condamné à 12 mois de prison dont six avec sursis pour "rébellion". Il a également été condamné à deux mois de prison ferme supplémentaires pour avoir refusé de se soumettre à des tests ADN. Le tribunal a également prononcé une peine de deux ans de privation de ses droits civiques, civiles et de famille ainsi que 3.500 euros de dommages et intérêts. (Reuters 10.11)

Au Nigéria, travailleurs et syndicats exigent une augmentation du salaire minimum de 700%, vous avez bien lu, 700%, de 50 à 150 dollars environ. Ils sont fous ces travailleurs, gauchistes va ! (lire plus loin l'article de presse dans cette page). En France, on se contente de 2% et on dit merci patron encore. Cherchez l'erreur !

Guerre au capital !

"*L'argent est devenu le bourreau de toutes choses.*" - "*La finance est l'alambic qui a fait évaporer une quantité effroyable de biens et de denrées pour faire ce fatal précis.*" - *L'argent déclare la guerre à tout le genre humain. Dissertation sur la nature des richesses, de l'argent et des tributs*, édit. Daire; Economistes financiers, Paris, 1843, p. 413, 417, 419.) (Extrait - K. Marx : Le Capital (Livre I - Section I)

Extraits du n°123 d'*Informations ouvrières*.

Et c'est reparti !

"organiser des délégations auprès des élus et des partis sur l'exigence de l'abrogation de la loi". Ben voyons ! Ils se sont prononcés pour l'allongement de la durée de cotisation, sont-ils au moins au courant au POI ? Ah, ils l'ont déjà oublié !

"Si les directions syndicales ne veulent pas entendre, il va falloir leur dire un peu plus fort". Citation d'un intervenant dans une réunion. Réponse du POI : néant. Ben voyons ! Ils doivent être sourds, c'est cela, c'est cela et leurs prédécesseurs depuis 70 ans aussi, faites attention cela doit être héréditaire et c'est peut-être contagieux !

Et le cauchemar des illusions de reprendre de plus belle :

"Alors n'est-il pas temps de se donner les moyens d'imposer aux dirigeants cette volonté de millions de travailleurs ?"

A quoi servent-elles ? A en faire naître de nouvelles et ainsi de suite, c'est une façon comme une autre de soutenir le régime :

"Alors, ce n'est pas possible qu'aucun parti n'ait proposé autre chose que 2012". Citation d'un intervenant dans une réunion.
Réponse du POI : néant.

"Si on veut avancer, il faut leur donner des coups de pied dans le c...". Citation d'un intervenant dans une réunion. Réponse du POI : néant. Parce qu'au POI on se refuse à vous expliquer ce que sont réellement ces partis, le PS et ses satellites inféodés au régime, criminel !

"Les gens se demandent finalement pour qui ils roulent. J'ai l'impression qu'ils tirent tous dans leur sens, alors que c'est pour la classe ouvrière qu'il faut se battre". Citation d'un intervenant dans une réunion. Réponse du POI : néant. L'immense masse des travailleurs et jeunes qui ne se sont pas mobilisés ne sauraient-ils pas plutôt à quoi s'en tenir, à savoir qu'il n'y a rien à attendre de ces partis vendus au capital ? Dans cette histoire, lesquels ont le plus d'illusions et s'emploient à en colporter ?

La déclaration du POI du 6 novembre en apparence radicale, qui en réalité se situe sur la même ligne opportuniste :

"C'est le sens que le Parti ouvrier indépendant donne à son combat pour la rupture avec les institutions antidémocratiques de la Ve République et de l'Europe, pour un gouvernement à même de prendre en charge les mesures d'urgence de défense de la population.

Telle est la contribution que le POI apporte à la légitime discussion engagée avec les travailleurs et les militants de toutes tendances, hier dans le combat pour l'unité pour le retrait, aujourd'hui et demain dans le combat pour l'unité pour l'abrogation de l'infâme contre-réforme."

Le POI serait pour l'abrogation des institutions de la Ve République, dès lors qui devraient rompre avec ces institutions ? Le PS et ses satellites qui n'existent que parce qu'ils sont inféodés au régime, c'est une mauvaise plaisanterie ou quoi ? Trotsky, dont vous vous réclamez, expliquait que les réformistes et les staliniens pourraient dans certaines circonstances aller plus loin qu'ils ne le voulaient..., en ajoutant que jamais ils ne s'attaqueront aux fondements du capitalisme, ce qui signifiait et c'est nous qui le rajoutons, qu'ils ne rompent jamais avec les institutions politiques qui servent exclusivement ses intérêts. Pourquoi vous acharnez-vous à faire croire le contraire aux travailleurs et aux militants ?

Vous voulez faire l'unité avec des partis qui se sont placés délibérément au côté de Sarkozy conformément à leur nature sociale-libérale ? Sachant qu'ils mettraient en place un nouveau gouvernement de Front populaire en 2012 s'ils parvenaient au pouvoir, afin de pouvoir continuer la politique du gouvernement Sarkozy-Fillon-Kouchner ? Il faut que les jeunes militants sachent que la situation actuelle et l'absence du parti révolutionnaire est justement le produit de cette politique.

Nous soutenons l'initiative du POI d'organiser une conférence ouvrière, mais cela ne doit pas pour autant nous empêcher de dire ce que l'on pense de l'orientation politique de ce parti.

Cela ne plaît évidemment pas à ses dirigeants et ses militants, qu'ils lisent ou relisent attentivement les déclarations des différentes tendances (une dizaine, excusez du peu !) du parti bolchevik à la veille de la révolution d'Octobre, ils découvriront peut-être avec stupeur que les opposants à l'insurrection s'exprimaient librement (publiquement) dans les organes du parti contre la ligne défendue par Lénine. Notez bien, à un moment crucial pour la révolution. Mais à la différence de nos dirigeants, Lénine avait une confiance totale aussi bien dans son analyse de la situation que dans la capacité des cadres, la base du parti et les travailleurs de faire la part des choses et finalement de s'en saisir, pour être plus précis, la politique impulsée par Lénine s'appuyait sur la classe ouvrière et la base du parti qui étaient plus révolutionnaires que la plupart des dirigeants de son parti, partant de là, il ne doutait pas qu'elle triompherait et qu'il finirait par se rallier la majorité du comité central du parti bolchevik, ce en quoi il ne s'était pas trompé.

Social.

1- France.

Deux cents employés d'une entreprise de Pavilly (Seine-Maritime) ont bloqué les accès de Rouen mercredi midi pour soutenir leur patron en grève de la faim depuis lundi, après que l'Inspection du travail lui a refusé le licenciement pour vols d'un de ses salariés.

Les salariés de cette entreprise de couverture et de charpente ont, de leur propre initiative, bloqué les entrées de Rouen (Seine-Maritime) avec les camions et camionnettes de la société et ont distribué des tracts aux automobilistes.

Comme leur patron, ils ne comprennent pas la décision de l'Inspection du travail qui a refusé le licenciement pour vols et fautes graves d'un salarié protégé, délégué du personnel.

Ce dernier, interpellé par les gendarmes, avait été mis en examen en septembre dernier pour le vol de matériel dans l'entreprise, à hauteur de 50.000 euros.

Pour l'Inspection du travail, la procédure de licenciement n'a pas été respectée. (AP 10.11)

On se demandait pourquoi 95% des travailleurs, retraités ou jeunes n'ont pas participé à la mobilisation sur les retraites, vous avez là sous les yeux un début de réponse, faut-il encore les garder ouverts ! Quand je dis 95%, c'est une approximation bien sûr, disons entre 80 et 95% si vous préférez, cela ne remet pas en cause mon analyse.

2- Grande-Bretagne. Inégalité insupportable, la sélection par l'argent ou la dictature des banksters.

Des incidents se sont produits lors d'une manifestation organisée contre le projet gouvernemental d'augmenter les frais de scolarité dans les facultés anglaises qui rassemblait, selon la police, au moins 20.000 étudiants. Il s'agit de la plus importante manifestation organisée depuis l'entrée en fonction du gouvernement du conservateur David Cameron, en mai dernier.

«*Les politiques semblent se foutre (de ce qui se passe). Ils devraient prendre l'argent des personnes qui en gagnent beaucoup, qui ont des salaires à sept chiffres, pas aux étudiants qui n'ont pas d'argent*», a déclaré Anna Tennant-Siren, une étudiante de l'université d'Ulster à Coleraine.

«*Les députés devraient y penser à deux fois avant de mener cette politique scandaleuse*», a affirmé le président du Syndicat national des étudiants, Aaron Porter. Actuellement, les frais d'inscription pour les étudiants britanniques et européens dans les universités anglaises ne peuvent pas dépasser 3.290 livres (3.777 euros, 5.275 dollars) par étudiant et par an.

Mais le gouvernement du conservateur David Cameron veut autoriser les universités à les fixer à 6.000 livres maximum, et dans «*des circonstances exceptionnelles*» à 9.000 livres (10.500 euros).

Le gouvernement de coalition formé par les conservateurs et les libéraux démocrates compte réduire de 2,9 milliards de livres l'aide financière publique aux universités, ceci pour contribuer à juguler un déficit budgétaire atteignant près de 11% du produit intérieur brut (PIB) du fait de la crise financière internationale. (Libération.fr et 20minutes.fr 10.11)

Commentaire.

Tu es fils d'ouvrier, comme en Inde, ne rêve pas, les études supérieures ne sont pas pour toi. Et si tu te retrouves au chômage, estime-toi heureux, on t'imposera un boulot d'éboueur ou de cantonnier pour 300 euros par mois ! Elle n'est pas belle la vie en régime capitaliste ?

3- OIT-ONU.

L'Organisation internationale du travail (OIT), cette agence de l'ONU chargée de promouvoir les droits au travail, fait face mercredi à un rare mouvement social sur le plan mondial.

"*Alors que nous, le personnel et les chercheurs de l'OIT, écrivons et voyageons dans le monde entier pour promouvoir le dialogue comme réponse à la crise financière mondiale, ici [à l'OIT], chez nous, nos propres droits sont érodés*", souligne le syndicat du Bureau international du travail.

Syndicat et direction du personnel divergent quant aux procédures de recrutement et sélection, les représentants des employés critiquant une utilisation croissante des contrats à court terme notamment. (Lemonde.fr 10.11)

L'OIT une agence de l'ONU, mais alors, les syndicats collaborent avec le principal organisme politique international du capital... qu'ils prétendent combattre ? Non, qui l'aurait cru ?

Politique.

1- Coup de force et contrevérité.

"*J'ai signé hier soir le décret de promulgation de la loi portant réforme des retraites, qui a été publiée ce matin au Journal officiel*", a déclaré le chef de l'Etat en conseil des ministres, selon un court texte diffusé par l'Elysée.

Cette loi, qui recule de deux ans l'âge légal de la retraite, à 62 ans, et l'âge de la retraite à taux plein, à 67 ans, "*devient ainsi la loi de la République*", a-t-il ajouté.

"*En 2018, le risque existait que les pensions baissent de 15% (...) or, grâce à cette réforme, les retraités pendant les dix ans à venir n'ont aucun risque de voir baisser leur retraite*", a expliqué le conseiller présidentiel.

"*En 2018, l'heureux gouvernement qui sera là n'aura plus aucune dette sur les retraites nées entre 2010 et 2020*", s'est-il félicité.

La bataille "*a été rude*" mais c'est normal parce que "*c'était la plus importante réforme des retraites jamais entreprise en France*", a estimé Raymond Soubie, qui a conseillé quasiment tous les gouvernements et présidents de droite au cours des trente dernières années.

"*Je pense que les Français n'aiment pas beaucoup ce genre de mesures mais qu'ils savent que c'était nécessaire et que c'était dans leur intérêt*", a-t-il expliqué. "*Le temps passant, comme pour toutes les autres réformes des retraites, les Français les accepteront*". (Reuters 10.11)

2- République bananière du général-président... au flic-président, les barbouzes du Palais à pied d'oeuvre, une tradition, de Gaulle n'est pas mort !

Après le refus de Bernard Accoyer de transmettre des documents à la justice, c'est le rapporteur de la mission d'information parlementaire sur l'attentat de Karachi, Bernard Cazeneuve, qui s'est fait voler son ordinateur portable, révèle Le Point.

Le vol a eu lieu il y a un an, le 26 novembre 2009, dans son bureau de la communauté urbaine de Cherbourg, dont le député PS de la Manche est le président. Mais cela n'avait jamais été rendu public. "*Je ne dispose strictement d'aucun élément qui me conduise à relier (ce vol) à mes activités parlementaires, ni a fortiori à la mission d'information sur l'attentat de Karachi*", a indiqué à l'hebdomadaire Bernard Cazeneuve.

L'ordinateur n'a jamais été allumé.

D'après *Le Point*, le vol, accompli peu après le début des travaux de la mission parlementaire, s'est déroulé "*sans effraction*" et son auteur reste introuvable. En effet, "*le dispositif de géolocalisation contenu dans l'appareil n'aurait jamais été déclenché, ce qui signifie qu'il n'a pas été allumé depuis qu'il a été dérobé*", explique l'hebdomadaire qui écarte ainsi l'hypothèse "*d'un simple acte crapuleux*". Seul le contenu serait visé. (20minutes.fr 10.11)

Je ne suis pas informaticien mais je sais un peu comment fonctionne un ordinateur, j'ai été technicien en bureautique pendant une quinzaine d'années. Le "*dispositif de géolocalisation*" est situé dans le microprocesseur si je ne dis pas de bêtise et non dans le disque dur où figurent tous les fichiers, il suffit donc de connecter celui-ci sur un autre ordinateur et le tour est joué, cela prend deux minutes.

3- Rétention d'informations. Un régime aux abois.

Des familles de victimes de l'attentat de Karachi vont porter plainte contre le président de l'Assemblée nationale, qui refuse de remettre des auditions parlementaires à la justice, a dit mercredi leur avocat.

Pour Olivier Morice, avocat de familles de victimes, le président UMP de l'Assemblée cherche à empêcher l'enquête d'avancer car elle pourrait impliquer des hommes politiques.

"*On considère que la motivation du refus de transmission des auditions est totalement non fondée et, qu'en réalité, c'est une décision politique pour éviter de transmettre à la justice des infos compromettantes sur un certain nombre d'hommes politiques français*", a-t-il dit à Reuters.

La plainte pour "*délit d'entrave à la justice*" vise également le député UMP Guy Teissier, président de la commission de la Défense, qui a le premier refusé de remettre au juge les procès-verbaux d'auditions.

"*Le rôle du contrôle du Parlement au travers notamment de missions parlementaires doit être complémentaire mais distinct de celui de l'autorité judiciaire*", a dit Bernard Accoyer, mis au courant de cette plainte, aux agences de presse.

Cette justification "*est un leurre*", a répondu Olivier Morice, visant à "*masquer une décision qui est politique et n'a aucun fondement juridique sérieux*".

Dans l'enquête sur l'attentat ayant déclenché le génocide rwandais, en 1994, le juge Jean-Louis Bruguière avait d'ailleurs obtenu la transmission d'informations de même nature, avance l'avocat. (Reuters 10.11)

4- Aveu. Sarkozy-Hortefeux ont pété les plombs. Fillon colmate les fuites !

Les services du Premier ministre ont rappelé en octobre au ministère de l'Intérieur qu'il était interdit de se procurer directement les factures détaillées auprès des opérateurs téléphoniques, révèle mercredi France Info.

Pour la radio, cette note de Matignon est la preuve que cette pratique a non seulement existé mais qu'elle est illégale alors qu'elle a notamment permis aux services de renseignement de se procurer cet été la liste des appels d'un journaliste enquêtant sur l'affaire Bettencourt.

Fin septembre, la commission nationale des interceptions de sécurité (CNIS), chargée du contrôle des écoutes administratives en France, avait déjà rappelé cette interdiction.

La note de Matignon signée par Jean-Paul Faugère, le directeur de cabinet de François Fillon, est classée "*confidentiel défense*" et a été envoyée courant octobre, précise France Info.

Le document rappelle que "*l'article 20 de la loi de 1991 sur les interceptions de sécurité ne peut être invoquée pour recueillir des données personnelles*", ajoute la radio.

Le *Canard enchaîné* et Mediapart accusent la Direction centrale du renseignement et l'Elysée d'avoir organisé la surveillance des journalistes couvrant l'affaire Woerth-Bettencourt.

Dans son édition de mercredi, le *Canard enchaîné* renouvelle ses accusations et affirme qu'il fait l'objet d'une enquête pour identifier la source de ses premiers écrits sur l'affaire. (Reuters 10.11)

5- En famille chez les intégristes de la loi des marchés.

En 2007 François Pupponi (PS) a succédé à l'Assemblée nationale et à Sarcelles à Dominique Strauss-Kahn.

"*Pupponi est un intégriste du strauss-kahnisme, comme moi du sarkozysme*", résume Pierre Charon, conseiller à l'Elysée. Les deux hommes se connaissent bien: ils se rencontrent fréquemment au Café de Flore; lors d'un séjour en Corse, Pupponi a invité le proche du président dans sa maison familiale. (Lexpress.fr 10.11)

- Je ferais bien un petit front unique avec ce parti ouvrier...

- L'UMP ?

- Mais non crétin, avec le PS voyons !

-Mais dis-moi, pour avoir de telles idées, tu dois militer dans un parti indépendant de l'Etat et tous ces partis ?

- Qu'est-ce que tu crois, mais enfin, cette question ne se pose même pas, tu me calomnies...

- Non, je pose simplement une question, c'est interdit ?

- Et puis on peut soutenir le PS quand il a de bonnes idées...

- Tu peux soutenir aussi l'UMP ou le FN quand il en a, cela lui arrive, il a appelé à voter non en 2005.

- Oui mais ce n'est pas pareil, attention aux amalgames, le PS n'est pas le FN ou l'UMP.

- Tu me prends pour un demeuré ou quoi, je le sais, il n'empêche que le FN ou l'UMP et le PS représentent bien les intérêts de la même classe, je parle fondamentalement. Si tu soutiens l'UMP, tu soutiens le régime et quand tu soutiens le PS qui le soutient aussi, tu fais quoi au juste, tu veux nous faire croire que tu défends les intérêts de la classe ouvrière, tu te fous de ses intérêts en réalité ou tu nous prends pour des imbéciles, non ?

- Pas de réponse.

6- Le bal des courtisans continue.

Dans *Le Point*, il publie un "plaidoyer" pour le chef de l'Etat, dans lequel il estime que "Nicolas Sarkozy a montré qu'il savait résister aux défilés et aux manifestations" sur la réforme des retraites.

"Par ailleurs, Sarkozy a montré qu'il savait aussi ne pas plier pour défendre un ministre qu'il juge capable et honnête. C'est une vraie innovation !", écrit l'ancien ministre de l'éducation, dans une défense d'Eric Woerth.

Pour M. Allègre, Nicolas Sarkozy a "créé le G20 (...), entraîné l'Europe dans une action solidaire de recapitalisation des banques (...), stoppé net la panique qui avait saisi les épargnants". Il salue également la politique internationale de la France, "de nouveau en bons termes avec les Etats-Unis, la Russie, la Chine, l'Inde ou le Brésil".

"Dans les circonstances de cette terrible crise, qui aurait fait mieux pour la France ? Celle que l'on n'a pas élue ? Chaque Français doit réfléchir à cette question !", s'interroge-t-il. (Lemonde.fr 10.11)

Rien à ajouter au précédent commentaire.

Economie.

1- France. Impôts déguisés ou racket de l'Etat des banquiers, suite.

Dans un entretien au journal le *Figaro*, mercredi le rapporteur général UMP de la commission des Finances du Sénat, Philippe Marini, souhaite que la redevance audiovisuelle touche les résidences secondaires et plus seulement l'habitation principale. Mais le rapporteur de la commission des Finances milite surtout pour qu'elle concerne également ordinateurs et tablettes.

«Il faut en outre tenir compte de l'évolution des modes de consommation des médias, en fonction de la technologie. Aujourd'hui, on ne regarde plus seulement les programmes sur un poste de télévision traditionnel. Ordinateurs et autres tablettes qui reçoivent la télévision doivent aussi être taxés. Il n'y aurait néanmoins qu'une seule contribution par résidence, quel que soit le nombre de supports récepteurs», explique Philippe Marini. (20minutes.fr 10.11)

2- G20. Jeu de dupes. Opération médiatique à l'usage de la plèbe internationale.

Pour cadrer ce sujet, une réflexion.

Hier soir pour résumer les différentes déclarations à la veille du G20, aux infos de TV5Monde Asie, le journaliste a tout d'abord précisé qu'une dernière réunion préparatoire avait eu lieu mardi entre les différents protagonistes de ce vilain drame et qu'elle s'était soldée par un nouvel échec, selon lui ce qu'il en est ressorti ou le seul point d'accord auquel ils sont parvenus, c'est qu'en l'absence de toute solution il faudrait s'en remettre au marché pour réguler le marché des changes. Sachant que c'est l'impérialisme américain avec le dollar qui mène la danse, je vous laisse apprécier les éléments ou prises de position qui suivent.

C'est marrant, aucune agence de presse hier après-midi n'a repris les propos de ce journaliste qui ne les avait pourtant pas inventés. Il en a trop dit ou pas assez. On a le droit d'en sourire pour se détendre, on en a franchement besoin.

2.1- Sur fond de crise persistante.

A la veille de l'ouverture du sommet du G20 à Séoul, les participants fourbissent leurs armes. Les chefs d'Etat et de gouvernement s'apprentent à publier une liste sur laquelle figure une vingtaine d'institutions financières «too big to fail» selon le célèbre adage américain(que l'on pourrait traduire par «trop importantes pour qu'on les laisse faire faillite»car une faillite aurait des répercussions mondiales) , a affirmé le Financial Times.

Les deux françaises BNP Paribas et Société Générale figurent sur cette liste. Une banque allemande (Deutsche Bank), quatre établissements britanniques (Barclays, HSBC, Royal Bank of Scotland, Standard Chartered), deux italiennes (Banca Intesa, UniCredit) deux espagnoles (Santander, BBVA), les deux suisses Credit Suisse et UBS ainsi que la néerlandaise ING devraient ainsi compter également parmi les banques d'importance mondiale. Les établissements américains sont minoritaires puisque la liste compte cinq établissements américains (Bank of America-Merrill Lynch, Citigroup, Goldman Sachs, JPMorgan Chase, Morgan Stanley) et un canadien (RBC). En Asie, seules quatre banques japonaises font partie du classement : Mitsubishi UFJ, Mizuho, Nomura et Sumitomo Mitsui.

L'objectif des membres du G20 est de demander aux régulateurs nationaux d'être particulièrement attentifs à ces établissements. Toutefois, aucun accord sur les moyens de coordonner un plan d'action international entre régulateurs pour gérer

de telles faillites ne devrait être spécifié, précise le quotidien britannique. La question est jugée trop complexe.

De fait, l'adoption des accords de Bâle III, qui est l'un des objectifs du sommet du G20, est une véritable partie de poker. «*Le G20 est parti pour reporter cette décision*», rapporte le *Financial Times*. Pourtant, ces nouvelles normes imposent aux établissements de relever le niveau de leurs fonds propres afin d'éviter de connaître une nouvelle faillite d'établissements financiers, après l'impact colossal du dépôt de bilan de la banque américaine Lehman Brothers, en septembre 2008.

Les grands établissements bancaires ont pointé du doigt une réduction de leurs marges engendrée par Bâle III et des effets négatifs sur l'emploi. Certains pays dont le secteur bancaire est concentré, comme la France, estiment en outre qu'ils subiraient une concurrence déloyale en cas de promulgation de ces lois.

Outre la régulation bancaire, les membres du G20 discuteront de plusieurs autres dossiers : la réforme du Fonds monétaire international et de la Banque mondiale, d'une plus grande coordination économique, d'un encadrement des hedge funds, d'une plus grande surveillance des paradis fiscaux. La « *guerre des changes* » devrait toutefois venir chambouler l'agenda. (JDF 10.11)

2.2- Un "G2".

Marc Touati, économiste chez Global Equities, interviewé par Publicsénat.fr sur le G20. Extraits.

Question d'une perspicacité confondante : Il y a semble t-il beaucoup d'attente autour de ce G20...

R. "Il y a un rôle médiatique à jouer pour la France".

Plus loin : "Les G20 accouchent régulièrement d'une souris. Depuis le G20 de Londres d'avril 2009, ils n'ont servi à rien. Ça va donc surtout être du marketing."

Q. Les Etats-Unis et la Chine n'ont ils pas intérêt à jouer le jeu pendant ce G20 ?

R. Ils ont intérêt à jouer le jeu mais ensemble. Donc pour l'instant, c'est un G2 que nous avons parce que l'Europe n'a pas de pouvoir politique pour agir. (Publicsénat.fr 10.11)

2.3- Un "énorme problème". S'ils le disent eux-mêmes...

BCE. "Nous avons à affronter une crise mondiale qui remet en cause la gouvernance mondiale, la gouvernance continentale, et les gouvernances nationales", a dit mercredi Jean-Claude Trichet, lors des Journées de l'économie, à Lyon.

"Donc nous avons un énorme problème au niveau mondial, au niveau continental et au niveau national, c'est de rendre leurs systèmes de gouvernance, leurs structures, leur solidité beaucoup plus établie", a-t-il ajouté. (Reuters 10.11)

2.4- L'empire et ses vassaux. Puisqu'ils le disent...

Interview du *Figaro* du gouverneur de la Banque de France, Christian Noyer. Extraits.

Q. La Réserve fédérale américaine a mis la semaine dernière 600 milliards de dollars sur la table et a été vivement critiquée. Comment jugez-vous cette décision?

R. Ils nous ont assuré qu'ils n'avaient donc aucune intention délibérée de faire baisser le dollar. Et je n'ai pas de raison de ne pas les croire.

Q. Reste que le dollar baisse et que l'on semble s'éloigner de la concertation qui était de mise entre banques centrales au moment de la crise...

R. D'abord, tout ne se résume pas au dollar. (...) Ensuite, si chaque banque centrale mène une politique adaptée à la situation de son pays, personne ne veut s'éloigner de l'objectif de cohérence. (...) Comme l'a réaffirmé le dernier G20 des ministres des Finances et des gouverneurs de banques centrales, personne ne doit ni ne peut manipuler sa monnaie.

Q. L'euro n'est-il pas la grande victime des évolutions récentes des changes?

R. Mais il n'y a pas que l'euro qui «flotte» vis-à-vis de toutes les autres monnaies. (...) Cette idée, que j'entends, selon laquelle l'euro serait la variable d'ajustement du reste du monde me paraît... bizarre.

Q. Le G20 pourra-t-il avancer sur le terrain monétaire alors que le climat est pour le moins tendu?

R. La solution ne passe pas que par la politique monétaire. (...) Et pour ce qui concerne le système monétaire international, nous avons tous intérêt à le réformer, mais de façon structurelle, méthodique, apaisée, et certainement pas dans la précipitation. C'est un travail de longue haleine...

Q. Ce G20 devrait aussi être l'occasion de valider les nouvelles normes prudentielles dites de Bâle 3. Sont-elles pour vous satisfaisantes?

R. Nous avons abouti à un accord équilibré. Il est hors de question d'être confronté à une situation où les États voleraient à nouveau au secours des banques. C'est pourquoi nous renforçons à la fois la quantité et la qualité des fonds propres exigés aux banques. Mais en même temps, nous avons prévu une très longue période d'adaptation pour éviter une baisse artificielle des financements.

Q. Êtes-vous favorable à des exigences renforcées pour les grandes banques, considérées comme systémiques?

R. Cela ne doit pas être automatique, mais être seulement une option.

Q. Les États-Unis vont-ils appliquer Bâle 3?

R. Nous y serons très attentifs. Je n'ai aucun doute sur l'engagement de l'Administration américaine et de la Fed. (Lefigaro.fr 10.11)

Commentaire.

Naïf, hypocriquer, menteur ou tout simplement ignare ? Le tout à la fois sans doute !

3- Irlande.

Le redressement de l'Irlande sera long, a déclaré mercredi le gouverneur de la banque centrale, ajoutant que les emprunts d'Etat irlandais ne retrouveraient jamais leurs rendements d'avant-crise, quand le pays était encore considéré comme le "tigre celtique".

S'exprimant devant une commission parlementaire, Patrick Honohan, a cependant déclaré que le rendement des obligations souveraines irlandaises était actuellement des niveaux de crise qui ne devraient pas durer.

Il a ajouté qu'il était possible que les garanties d'Etat apportées aux banques soient encore nécessaires pendant deux trimestres.

L'écart de rendement entre les obligations d'Etat irlandaises à 10 ans et le papier équivalent allemand était en hausse de plus de 50 points de base dans l'après-midi, à 632 pdb, un niveau sans précédent dans l'histoire de la zone euro, en raison d'une hausse du rendement du papier irlandais à plus de 8,75%.

Patrick Honohan a également déclaré devant les parlementaires qu'il fallait s'attendre à ce que le redressement des comptes publics du pays s'étale sur une longue période.

"Les banques, les ménages, les entreprises et le gouvernement se sont tous trouvés sous pression, et une longue période de redressement des comptes par la consolidation des dépenses a débuté", a-t-il dit. (Reuters 10.11)

4- Portugal.

Le Portugal a adjugé mercredi pour 1,242 milliard d'euros d'obligations à six et 10 ans, non loin du montant maximal indicatif, mais il a dû payer son rendement le plus élevé depuis son intégration à la zone euro.

Le rendement de la tranche à 10 ans a été de 6,846% contre 6,251% lors de la précédente adjudication fin septembre. Celui de la tranche à six ans a bondi à 6,194% contre 4,407%.

L'organisme de gestion de la dette publique (IGCP) a indiqué que les banques étrangères avaient acheté environ 70% des

obligations émises.

"Nous devons concentrer nos efforts sur la réduction du déficit budgétaire afin de ne pas envisager un recours au FMI", a déclaré à la presse mercredi, le ministre des Finances portugais Fernando Teixeira dos Santos.

"Nous devons prendre les mesures nécessaires pour atteindre cet objectif, aussi dur cela soit-il."

Le vote du budget est désormais assuré, a-t-il ajouté, à la suite d'un accord trouvé avec le parti d'opposition. Cet accord était nécessaire car le gouvernement ne détient par la majorité au Parlement. (Reuters 10.11)

[Haut de page ↗](#)

Le 13 novembre

Suite de l'offensive gouvernementale, l'ennemi se dispose : Titre du *Figaro* : Sarkozy élabore son «*gouvernement de combat*». Répondre qu'on l'attend de pied ferme serait exagéré puisqu'on vient de démontrer qu'on n'était pas en ordre de bataille pour l'affronter et que le mouvement ouvrier demeurerait toujours aussi divisé.

Dans le respect de l'appartenance de chacun à des formations politiques différentes, il est aberrant que les dirigeants de partis ou responsables de tendances ou courants qui partagent pour l'essentiel les mêmes convictions et objectifs, ne trouvent pas les moyens politiques de constituer au moins une plate-forme commune d'action pour mener le combat ensemble contre Sarkozy.

Chacun s'emploie comme il peut à justifier cette nouvelle défaite et au passage sa politique, en refusant obstinément de prendre en compte la totalité des facteurs qui ont concouru à cet échec et qui constituaient en toile de fond la situation, de telle sorte que les travailleurs et militants ne pourront en tirer aucune leçon pour la suite. A les entendre, ils auraient tous eu raison de leur côté, cela nous fait une belle jambe ! Pour parvenir à ce constat qui ne contentera que leurs auteurs, ils ne sont pas vraiment embarrassés de scrupules, les uns ont fait passer le POI à la trappe, les autres FO ou encore leur alignement sur les appareils ou leur tendance au gauchisme, bref, on va aller loin avec de tels procédés.

Chacun savait, on ose l'espérer mais on se fait peut-être des illusions, que Sarkozy ne capitulerait jamais et que le seul moyen pour y parvenir était de dresser l'ensemble de la classe pour le chasser du pouvoir, dans le cas contraire on allait droit à une défaite, ce qu'évidemment personne n'a osé dire ouvertement aux travailleurs et aux militants, pensez donc, ils en auraient été effarouchés et ne se seraient pas mobilisés, c'est sans doute l'arrière-pensée qui animait les uns et les autres, à moins qu'ils ne pensaient que "tout" était possible. Pour eux, cette bataille et les enseignements qu'ils en retirent se résument à l'impossibilité de réaliser un front unique des partis dits ouvriers sur les mots d'ordre du retrait, de la grève générale et la montée sur Paris, à l'obstacle infranchissable des appareils syndicaux, et dans certains cas au refus des organisations et des partis de rompre avec Sarkozy ou les institutions.

Pourquoi des travailleurs qui rejettent le projet de loi de Sarkozy ne se sont-ils pas mis en grève ou ne se sont-ils pas mobilisés alors qu'ils en avaient les moyens matériels et financiers ?

On nous répond : parce que l'intersyndicale n'a pas appelé au retrait, encore moins à une grève franche de 24h. Avaient-ils vraiment besoin qu'on les prenne par la main pour se mettre en grève ou ont-ils estimé que le projet de loi de Sarkozy s'attaquant à l'ensemble des travailleurs du pays, il ne serait possible de le vaincre que si l'ensemble de la classe participait à cette mobilisation ? Voir plus loin l'autre explication que je fournis. N'étaient-ils pas portés à le penser, vivaient-ils dans un bocal étanche complètement séparée du reste de la classe, qui elle n'était manifestement pas prête à en découdre bien qu'elle rejetait le projet de Sarkozy, autrement dit, l'état d'esprit de l'immense majorité des travailleurs qui soutenaient la mobilisation mais sans intention de la rejoindre, n'a-t-elle pas pesé également sur leur détermination ? Ce serait donc la conjonction d'un ensemble d'éléments qui serait la cause de cette défaite dont personnellement je n'ai jamais douté, car je ne partageais pas du tout l'analyse de la situation qu'avaient faite les dirigeants.

Cette expérience ne devrait-elle pas inciter chacun à revoir sa copie ? On croirait que la lutte de classe se réduit aux appareils, que ce serait le seul facteur déterminant de la situation dans un pays qui ne compte que 8% à peine de syndiqués (en comptant les cadres), divisez ce chiffre par quatre et mettez un zéro et une virgule devant pour le nombre de militants combattant sur le terrain politique, laissons de côté les doublons, ceux qui sont syndiqués et militent également dans un parti, leur nombre est insignifiant, si après vous continuez de penser que la situation se réduit à ce seul facteur, toute discussion entre nous est impossible. Il faut être un furieux dogmatique pour tenir une telle position. C'est désolant à la fin.

On ne va pas s'éterniser sur cette question puisque finalement cela ne sert strictement à rien, autant pisser dans un violon au moins cela soulage !

Le document que je mettrai en ligne demain et qui retrace à grands traits les mots d'ordre et la tactique du POI de fin mai à novembre 2010, ne doit pas être interprété comme une attaque en règle contre ce parti, il sert uniquement de support à la réflexion sur la bataille des retraites. J'apporte cette précision pour les camarades du POI qui pourraient me prêter des intentions qui ne sont pas les miennes, mais surtout à destination des militants malintentionnés vis-à-vis de ce parti, qui ne comprennent pas ou ne veulent pas comprendre ma démarche pour des raisons que je connais plus ou moins et que je ne partage pas forcément ou pas du tout. Je suis d'autant plus critique envers le POI que je l'ai en sympathie et que je suis exigeant envers ses dirigeants, ce qui me semble légitime.

En dehors des responsables de quelques groupes de militants issus du PCI ou du PT ou encore du NPA, j'estime que le courant communiste internationaliste du POI rassemble les militants et les intellectuels les plus qualifiés du mouvement ouvrier, je l'ai déjà dit dans d'autres termes, je le répète puisque c'est mon intime conviction, donc tout désaccord avec eux me désole profondément, sans prétendre rivaliser avec eux notez bien, je ne suis qu'un modeste ouvrier qui essaie de penser, et si j'y parviens tant bien que mal, c'est parce que je consacre la totalité de mon temps à mon activité politique.

Les profs qui font l'éloge de Rimbaud se foutent bien qu'il ait été marchand d'armes ou d'esclaves, quand ils célèbrent le philosophe J-J Rousseau, ils se foutent bien qu'il ait abandonné ces quatre ou cinq gosses (selon les sources), ils appartiennent à un autre siècle ou ils sont morts, seule leur oeuvre compte, bien des génies ont été des tyrans pour leur entourage ou ont eu un comportement fort discuté au cours de leur vie... Je me suis toujours refusé à adopter cette attitude préférant faire la part des choses, à moins de vouloir se priver de ce que l'homme a produit de mieux à une époque donnée, dans ce cas-là, il ne nous resterait plus qu'à patauger éternellement dans le marais de la médiocrité, ce serait franchement dommage. Vladimir Horowitz était plutôt raciste, je crois me souvenir, et un être irascible à la fois, mais c'était un pianiste exceptionnel, tiens, cela me rappelle que le journaliste et romancier J. London l'était aussi envers les Noirs, j'ai lu cela récemment, je ne l'ai pas vérifié ensuite, mais c'était un conteur formidable. Et madame Badinter, pourquoi avoir reproché au POI de lui avoir consacré une page dans IO, n'aurait-elles pas des qualités ? Chez nos contemporains, certains se servent de leur talent ou de leur position dans la société pour se donner bonne conscience, ils se servent de la classe ouvrière aux mêmes fins tandis qu'ils la combattent, dès lors il est impossible de traiter un volet de leur personnalité et d'occulter l'autre.

Il y en a qui passe leur temps à chercher de nouveaux maîtres, comme si chaque siècle en créait à profusion ou à suivre des disciples qui n'arrivent pas à la cheville des leurs, des charlatans très temps, dans mon cas, je m'en tiens au principe que je me suis fixé il y a plus de 30 ans et qui m'a permis de sortir de ma crasse ignorance et de progresser en recherchant la compagnie de ce qui se faisait de mieux dans tous les domaines, y compris en politique. Quand j'évoque les marxistes, en fait je veux parler de Marx, Engels, Lénine et Trotsky uniquement, en dehors de Rosa Luxembourg, le reste ne m'intéresse pas, je l'assume, je n'ai pas de temps à perdre. Quand on est animé par un idéal aussi élevé que le nôtre, on n'a pas le droit d'être aveuglé par ses déceptions passées ou ses désaccords présents, ses petits états d'âme, absolument rien ne doit nous détourner de l'objectif que l'on s'est fixé.

La dureté parfois de mes propos est à relier à la dureté de la vie, je pourrais me contrôler, adopter un autre style, rien de plus facile, mais j'aurais franchement l'impression d'être coupé de ce que les masses vivent au quotidien, de vivre dans un autre milieu que le mien, je n'en vois pas l'intérêt. Les imperfections qui sont nombreuses dans ma manière de m'exprimer peuvent être utiles aux intellectuels pour leur permettre de mieux comprendre comment peut penser un ouvrier ou comment il appréhende la réalité. Nous avons chacun nos faiblesses, pourquoi s'en cacher, c'est stupide.

On arrêtera là pour aujourd'hui. Je ne propose évidemment à personne d'adopter cette conduite, chacun est libre de mener sa vie comme il l'entend.

Social.

A propos des retraites.

J'ai lu dans un site qu'environ 30 millions de personnes avaient souscrit un contrat d'assurance-vie. Ce contrat peut servir à améliorer sa retraite en cas de faible retraite, de décote due à divers facteurs, manque d'annuités ou décision de partir à la retraite avant d'avoir cotisé suffisamment pour percevoir une retraite à taux plein par exemple.

On remarquera au passage que parmi le nombre de personnes ayant souscrit un contrat d'assurance-vie et bien d'autres contrats par capitalisation figurent des dizaines de millions de travailleurs, sans doute plus des trois quarts de ces 30 millions ; on entend par travailleurs tous ceux qui vivent de leur travail, blouses bleues, grises ou blanches, ouvriers, cadres ou intellectuels, artisans ou commerçants, professions dites libérales, médecins, etc.

Hypothèse. Ne pensez-vous pas que des millions de travailleurs opposer à la loi de Sarkozy sur les retraites se seraient dit que finalement ils la contourneront et partiront à la retraite quand ils le décideront, et qu'ils compenseront la décote sur leur retraite par l'argent qu'ils auront capitalisé via différents placements ? Combien ont-ils fait ce calcul, un calcul qui correspond à l'individualisme ambiant qui règne maintenant depuis deux décennies ou plus ? Ne serait-ce pas un des éléments qui aurait affaibli

leur détermination à combattre le projet de loi de Sarkozy avec lequel ils étaient en désaccord ? Ce n'est qu'une supposition ou une hypothèse, il me semble qu'elle ne soit pas dépourvue de fondement, non ? Bien entendu, elle ne concerne pas la masse des plus pauvres qui sont les éternels et principales victimes du capitalisme.

Quand on prétend analyser la situation ou une question particulière, définir une tactique ou une stratégie, on se doit de prendre en compte l'ensemble des facteurs (et leurs rapports) qui entrent ou qui peuvent entrer en ligne de compte, surtout quand on a des comptes à rendre à des militants ou aux travailleurs, c'est la moindre des choses pour qu'ensuite chacun puisse examiner librement en fonction des propres éléments en sa possession, si aucun facteur n'a été oublié, sous-estimé ou surestimé et vérifie ainsi la validité ou le sérieux de l'analyse qu'on lui a proposé. Qu'on se situe sur le terrain de la lutte des classes est une chose, que l'on avance des mots d'ordre (agitation) pour sensibiliser ou mobiliser les travailleurs sur une question en est une autre, qu'on développe des arguments au titre de la propagande en est encore une autre, mais rien ne peut justifier que l'on cède à la tentation d'occulter ou tronquer la réalité, ce qui semble avoir été le cas une fois de plus à des degrés divers sur la question des retraites.

La croissance du marché français de l'assurance-vie a atteint 7% au cours des huit premiers mois de l'année, avec des cotisations totalisant 100,8 milliards d'euros, selon les chiffres publiés mardi par la Fédération française des sociétés d'assurance (FFSA). (<http://www.agefi.fr> 28.09)

A fin septembre, la collecte atteint 111,6 milliards d'euros, soit une progression de 6 %. (<http://www.ffsa.fr>)

Commercialisés depuis 2004, les Perp connaissent une croissance relativement modeste mais régulière avec aujourd'hui 2,1 millions de plans en cours. Le montant des sommes épargnées par les souscripteurs s'élève à ce jour à près de 5,7 milliards d'euros.

A la différence de l'assurance-vie, le Perp prépare exclusivement à la constitution d'un complément de revenus versé pendant la retraite. Si la loi va bientôt permettre une sortie en capital à hauteur de 20%, le Perp privilégie le versement d'une rente. (20minutes.fr 12.11)

Politique.

La grande famille.

Après Yves Cochet qui expliquait avant-hier que l'appartenance à l'UMP n'était pas incompatible avec l'adhésion à Europe Écologie (voir la causerie d'hier), c'était au tour hier du numéro 2 des Verts d'embrayer sur le même registre.

"Ce n'est pas la même écologie que celle que nous portons, mais je ne suis pas pour la politique du pire et si, effectivement, Alain Juppé est nommé et qu'il relance la politique par un Grenelle III ou un Grenelle IIbis, eh bien j'en serai très content", a lancé sur LCI le n°2 des verts, Jean-Vincent Placé. (Lexpress.fr 12.11)

Economie.

1- G20. Une crise qui n'en finit pas.

Au terme de deux journées de débats tendus et houleux, grandes puissances économiques anciennes et émergentes ont convenu d'établir de vagues *"directives indicatives"* destinées à rendre compte des déséquilibres entre elles.

Elles ont toutefois laissé à leurs ministres des Finances le soin d'être plus explicites à ce sujet dans le cadre de discussions qui auront lieu au premier semestre 2011.

Le communiqué final du sommet de Séoul, le cinquième du G20 depuis la crise financière de 2008, ratisse large.

Les chefs d'Etat et de gouvernement s'y engagent à évoluer vers des taux de change qui soient davantage déterminés par le marché.

Il juge enfin qu'il existe une possibilité importante, mais limitée, de conclure les négociations commerciales du Cycle de Doha lancé en 2001 dans le cadre de l'Organisation mondiale du commerce (OMC).

"Le travail que nous accomplissons ici n'apparaît pas forcément toujours spectaculaire", a déclaré le président Barack Obama lors d'une conférence de presse donnée à l'issue du sommet.

"Ça ne peut pas changer le monde tout de suite à tous les coups mais ce que nous faisons, pas à pas, c'est de bâtir des mécanismes et institutions internationaux plus solides, qui permettront de stabiliser l'économie, d'assurer la croissance économique et de réduire certaines tensions."

Le président Nicolas Sarkozy a pour sa part parlé d'un "accord qui vaut mieux qu'un désaccord (mais) qui ne résout pas suffisamment les problèmes qui sont posés".

Après des semaines de joutes verbales, Washington et Pékin, deux capitales mises en cause à des degrés divers pour les déséquilibres mondiaux de la planète, ont tenté d'arrondir les angles.

"Les taux de change doivent refléter les réalités économiques (...) Les pays émergents doivent faire en sorte d'avoir des monnaies qui évoluent en fonction du marché", a encore dit Barack Obama. "C'est quelque chose que j'ai évoqué avec le président chinois Hu (Jintao) et nous surveillerons de très près l'appréciation de la monnaie chinoise."

Il demeure que les dirigeants du G20 n'ont pu se mettre d'accord sur la manière de déterminer à partir de quand les déséquilibres mondiaux représentent une menace pour la stabilité économique, renvoyant à des discussions sur une batterie d'indicateurs économiques témoins au premier semestre 2011.

"La crédibilité du G20 dépend vraiment de la production de résultats (...) On ne peut pas s'en sortir en faisant du chacun pour soi", a dit le Premier ministre canadien Stephen Harper. "Il faut au contraire continuer à coordonner nos actions; la reprise est fragile."

"Je ne pense pas que le fait que nous n'ayons pas résolu tous ces problèmes implique que nous rechuterons."

Pour Tim Condon, responsable de la recherche d'ING Financial Markets à Singapour, il est "difficile de ne pas être d'accord" avec les vœux exprimés par le G20 mais il n'a pas répondu aux attentes.

"Ils ont décidé de coucher par écrit bon nombre d'objectifs louables, dans l'espoir de faire mieux et d'accomplir davantage lors des futurs sommets", a-t-il dit. (Reuters 12.11)

L'espoir fait vivre... la lutte des classes aussi ! On a perdu une bataille sur les retraites, mais on n'a pas perdu la guerre de classe, désolé monsieur W. Buffet !

La Talonnette a dit.

Le chef de l'Etat, qui va assurer la présidence du G20 pendant un an, a par ailleurs relevé que « ce qui était important, c'était de se mettre d'accord sur la création d'un mécanisme de surveillance des déséquilibres persistants ». «La première étape sera l'élaboration d'indicateurs permettant d'identifier les déséquilibres ». Ceci devrait intervenir au premier semestre 2011, a-t-il précisé.

Commentaire. Parce qu'ils ne sauraient pas que ce sont les banksters qui mènent la danse !

« Nous poursuivrons les priorités qui ont toujours été les nôtres », a ajouté le chef de l'Etat, faisant référence à « la moralisation du capitalisme » et « à une stricte surveillance des rémunérations des traders et des paradis fiscaux ».

Commentaire. De la part d'un président dont la première mesure a été d'augmenter son salaire de 172%, c'est tout à fait crédible !

Le chef de l'Etat, qui recevra Dominique Strauss-Kahn à l'Elysée courant décembre, a déclaré souhaiter « travailler main dans la main avec le FMI », a-t-il assuré. (Publicsénat.fr 12.11)

Commentaire. On n'en attendait pas davantage !

Attention monsieur Sarkozy, quand à faire les choses proprement, la Bourse pourrait se choisir Strauss-Kahn comme candidat en 2012, pardon, j'oubliais qu'il pourrait être le candidat du PS, il est vrai qu'il n'y a pas vraiment là d'incompatibilité.

Le G20 en titre dans la presse.

- ONU-G20 - D'un "machin" à l'autre - LePoint.fr
- Le G20 accouche d'un accord a minima - Libération.fr
- Les bonnes résolutions du G20 de Séoul - L'Express
- Le G20 accouche d'une souris mais reste pertinent - Reuters
- Le G-20 accouche d'une souris - AP

Après le Fouquet's, pour le prochain G20, Sarkozy choisit Cannes (source : LePoint.fr 12.11)

Versailles aurait été mieux, mais bon ! Il a dû se souvenir que le monarque va au soleil et non l'inverse.

En marge du G20. Je te prête ce que je t'ai volé et estime-toi heureux !

Nicolas Sarkozy a annoncé vendredi la restitution des archives royales coréennes, à l'issue du sommet du G20 qui se tient à Séoul. Le président français a promis à son -homologue, Lee Myung-bak, de retourner sous la forme d'un prêt renouvelable de cinq ans les 297 livres qui avaient été pillés par la marine de Napoléon III en 1866.

Jack Lang a salué la percée et le geste «noble» de Nicolas Sarkozy. (Lefigaro.fr 12.11)

Encore un nostalgique de l'Ancien Régime ! A défaut d'un titre de noblesse, Lang se contentera de celui de valet.

2- Grèce.

La Grèce s'enfonce un peu plus profondément dans la récession. Son PIB trimestriel est en chute de 4,5% sur un an. Il s'agit de loin de la plus mauvaise performance des 27 pays de l'Union européenne (UE), qui donne à la crise grecque une allure de quasi-dépression.

Alors que les magasins ferment les uns après les autres à Athènes, que l'inflation et le chômage s'envolent, le pays, qui prévoit pour 2011 une troisième année consécutive de croissance négative, n'en finit pas d'aligner les mauvais indicateurs, malgré un relatif assainissement de ses finances budgétaires imposé par l'UE et le FMI.

Le décrochage est d'autant plus sévère que ces trois années noires interviennent après 13 ans de croissance ininterrompue, où la moyenne de hausse du PIB grec s'élevait à 3,7% par an.

Vendredi, en publiant les chiffres du troisième trimestre 2010, l'autorité des statistiques grecque (Esa) a noirci le tableau des deux trimestres précédents en affichant des contractions plus sévères du PIB qu'annoncées initialement.

Par ailleurs, une série d'indicateurs publiés depuis le début de la semaine illustrent tous l'ampleur du ralentissement subi par le pays: chute de 7,1% de la production industrielle en septembre sur un an, hausse du chômage à un taux record (12,2%) en août. Les jeunes grecs sont les plus touchés, avec près du tiers de la génération des 15-24 ans non scolarisés, qui sont sans emploi.

Seule l'inflation a semblé marquer le pas en octobre, mais à un niveau très élevé, plus de double de la moyenne des pays de la zone euro (+5,2% sur un an contre +1,9% en moyenne dans les 16 pays de la zone euro).

«Le sentiment de confiance dans l'économie aussi bien du côté des consommateurs que des aspirations des chefs d'entreprise, s'est considérablement détérioré», note Dimitrios Maroulis, économiste à la banque Alpha.

«Nous avons besoin de faire renaître la confiance afin que les consommateurs soient persuadés que le pays ne va pas à la faillite et recommencent à dépenser» ajoute-t-il en espérant que les réformes passées en 2010 (flexibilité du marché du travail, ouverture des professions fermées à la concurrence, etc.) allaient porter leur fruit en 2013.

Mais pour Jens Bastian, économiste à la Fondation hellénique pour les politiques européennes (Eliamep), les chiffres montrent plutôt «une accélération de la récession» qui n'a «pas encore atteint son point de non retour».

«Réalistement je crains une chute sévère de la consommation» au moment de Noël, ajoute-t-il, qualifiant la situation «d'inquiétante». Selon lui, les Grecs ont le sentiment que le gouvernement, qui se trouve de fait sous tutelle budgétaire de l'UE et du FMI depuis le prêt de 110 milliards d'euros accordé en mai, «ne leur dit pas tout».

A part la Chine et le Qatar, qui ont, selon lui, «les poches pleines», aucun investisseur étranger ne veut actuellement investir en Grèce, «ni même rester en Grèce», souligne Jens Bastian. Les industriels italiens, allemands et d'autres pays européens sont «en train de regarder comment ils pourraient quitter le pays».

Après la décision l'été dernier de la Fnac (France) de fermer ses magasins, les supermarchés Aldi (Allemagne) ont annoncé la fermeture de leurs succursales en Grèce. (AFP et 20minutes.fr 12.11)

3- Cuba.

Le «Projet d'orientation de la politique économique et sociale» vient d'être adopté par un groupe d'experts et de hauts responsables

du Parti communiste cubain, sous la présidence de Raul Castro. Il sera discuté à partir de décembre dans le pays afin d'être adopté par le VIe congrès du Parti communiste cubain qui se réunira en avril prochain.

«L'armée est la seule institution capable de prendre en charge les secteurs économiques en déshérence, explique un économiste occidental en poste sur l'île. Elle a déjà mis la main sur le tourisme. Il faut maintenant lui permettre d'élargir son action sur l'ensemble des secteurs. Mais, pour cela, les chefs militaires exigent que les entreprises publiques soient assainies. Il faut démanteler les conglomérats non rentables. D'où le projet de licencier un million de personnes, dont 500.000 dans les 12 prochains mois ! Parallèlement, il faut intégrer les activités informelles dans la sphère formelle pour ouvrir des opportunités aux personnes qui vont perdre leur emploi.»

Cuba connaîtra un déficit commercial de 11 milliards de dollars en 2010.

Le projet qui doit être discuté et surtout «vendu» aux Cubains d'ici à avril est particulièrement sévère. Toutes les sociétés publiques non rentables doivent disparaître au profit d'entreprises mixtes. L'État favorisera le développement des petites exploitations agricoles pour lutter contre l'important déficit de Cuba en matière de productions agricoles. Pour cela, des services bancaires vont être créés pour permettre l'attribution de prêt au secteur privé. Le projet prévoit une baisse de la participation publique et une hausse de celle des travailleurs dans le financement de la sécurité sociale. Cette société vieillissante connaît des besoins de financement chaque jour croissants en matière de retraites.

Le projet confirme aussi l'ouverture assez large de nouvelles activités au secteur privé. L'initiative privée sera notamment favorisée dans le tourisme contre le paiement d'impôts sur les profits générés. Les restaurants et les hôtels privés subissent aujourd'hui de lourdes contraintes qui les confinent à un rôle marginal. Pour stimuler la productivité, il est prévu que le revenu des employés d'entreprises publiques soit «lié aux résultats obtenus», sans précision de la façon dont seront mesurés ces résultats.

Enfin la réforme prévoit de supprimer la libreta, le «carnet d'alimentation». Il permet de se fournir à des prix très bas en denrées de première nécessité (farine, huile, sucre, café, etc.). Pour beaucoup de Cubains, cette mesure est catastrophique, la libreta compensant des salaires très faibles que le projet de loi ne prévoit pas d'augmenter. Washington a dit «voir d'un bon œil» ces changements par la voix de son secrétaire d'État adjoint pour l'Amérique latine, Arturo Valenzuela. (Lefigaro.fr 12.11)

En Inde si le gouvernement supprimait l'équivalent du «carnet d'alimentation», le pays serait immédiatement à feu et à sang !

Le 14 novembre

Politique.

1- Europe Ecologie-les Verts. Le bonheur est dans le pré... du capitalisme.

Un titre de Reuters qui tombe à pic : Un nouveau parti pour faire rêver les écologistes

1.1- La béquille du régime.

"*Bienvenue dans ce monde écolo que nous construisons ensemble*" : c'est avec ces mots que les Assises nationale du rassemblement des écologistes se sont ouvertes, samedi 13 novembre, au palais des congrès de Lyon. Une grande messe unissant toutes les figures qui ont fait le succès d'Europe Ecologie et des Verts depuis les Européennes de 2009 : on a ainsi vu poser ensemble sur scène José Bové, Antoine Waechter, Cécile Duflo, Yannick Jadot, Jean-Paul Besset, Daniel Cohn bendit, Dominique Voynet, avec Noël Mamère en Monsieur Loyal.

Les avis ne sont pas les mêmes sur les contours des alliances et du projet. Mais l'heure n'était pas aux débats.

Sur place, vingt urnes transparentes avaient été disposées pour permettre aux 2 000 militants présents de se prononcer. C'est finalement Europe Ecologie-les Verts qui a été choisi avec 53 % des voix. (Lemonde.fr 13.11)

1.2- Ils sont tout simplement des adeptes du capitalisme.

«Nous ne sommes pas de gauche, nous ne sommes pas de droite. Nous sommes nous, intransigeants avec les productivistes qu'ils soient de gauche ou de droite.» Et l'ex-leader de 68 de réclamer un droit d'inventaire sur le clivage droite/gauche: *«Si on prend la pauvreté, l'inégalité, il ya un vrai clivage traditionnel. Si on prend les problèmes sociaux, l'écologie politique se place sur le terrain de la gauche et contre la droite qui fait grandir les inégalités»* a-t-il lancé.

En revanche « *si on prends la lutte pour la démocratie et les droits de l'homme, le clivage ne veut plus rien dire. Rappelez-vous tous ceux de gauche qui ont soutenu je ne sais quel totalitarisme de gauche. Nous ne sommes pas de droite nous ne sommes pas de gauche nous sommes pour l'écologie politique intransigeante sur les droits de l'homme.* » (Libération.fr 13.11)

1.3- Ils bouffent à tous les râteliers !

Philippe Meirieu, vice-président Europe Ecologie de la région Rhône-Alpes, explique à notre partenaire LyonCapitale.fr l'enjeu de ce rassemblement lyonnais :

Q. Quels peuvent être les points essentiels en vue d'un accord avec le PS ?

R. Je pense que nous ne nous mettrons pas d'accord sur un programme commun, mais sur un contrat de mandature. (Rue89 13.11)

Les petits-bourgeois instables et indécis par nature mais soucieux de leur petit confort tournent le dos au PS dont la politique et le programme sont de plus en plus calqués sur celui de l'UMP, maintenant il ne faudrait pas qu'ils soient tentés par l'idée de lorgner à gauche ou vers d'autres partis, disons qui ont repris à leur compte le réformisme que le PS a abandonné au profit du social-libéralisme ou pire, vers un parti comme le POI, Europe écologie-Les Verts a donc pour fonction de maintenir l'illusion que le capitalisme ne serait pas incompatible avec les intérêts particuliers du petit-bourgeois, les garder au bercail en quelque sorte.

1.4- Institutionaliser la collaboration de classes qui profite toujours à la classe dominante.

Entretien avec l'eurodéputé Jean-Paul Besset, proche de Nicolas Hulot, pressenti pour présider le parlement du nouveau parti.

Q. Quel est le sens de la présence de Nicolas Hulot à Lyon samedi ? (Hulot grand "ami" de Chirac, Bouygue et Cie.,)

R. (...) Il connaît l'histoire de ce mouvement et sait que son action n'est pas pour rien dans sa naissance. Dès ce jour du baptême d'Europe Ecologie-les Verts, il s'agit pour lui de rappeler la nécessité d'un dialogue permanent entre cette nouvelle force de l'écologie politique et les représentants de la société civile, les ONG et les associations.

Q. Pourquoi avoir claqué la porte au nez de Corinne Lepage ? (ex-ministre de l'Environnement d'un gouvernement de droite (1995-1997))

R. Beaucoup de militants de Cap 21 sont déjà avec nous. On veut que ce soit un mouvement souple et ouvert sur la société. Tout le monde est là. Antoine Waechter sera là. Je ne comprends pas que Corinne Lepage préfère rester dans son huis-clos.

Q. Cette maison de l'écologie est-elle à gauche ?

R. Le défi, c'est de constituer une force d'influence à partir du projet de transformation écologique de la société. Qui ne se définit pas par rapport à la gauche et à la droite. L'enjeu est de confirmer l'existence de l'autonomie stratégique et programmatique de l'écologie politique. Comme c'est le cas en Allemagne ou au Brésil. Ensuite, on passe des alliances et des partenariats. (...) Face au ronron binaire gauche-droite, on compte faire entendre un rythme à trois temps.

Q. Pourquoi faut-il un mouvement autonome de l'écologie au lieu d'«écologiser» les partis ?

R. Après l'intervention de Nicolas Hulot et son pacte écologique, signé par 750 000 personnes, on aurait pu choisir de pousser à la roue en intégrant le PS ou l'UMP pour les alimenter en biocarburant. On a choisi de jouer en autonome, en créant une force indépendante pour affirmer l'irréductibilité du paradigme écologiste sur le dogme productiviste. (Libération.fr 13.11)

Economie.

L'or a la peau dure. Trois réflexions d'internautes.

1- " L'or est d'une instabilité notoire."

C'est justement l'inverse ! L'or est d'une stabilité notoire !

" Par exemple, son prix vient de doubler en deux ans."

Ceci prouve une méconnaissance totale du marché de l'or et de la finance ... Voyez-vous l'or à une particularité : sa quantité n'a pas varié avec le temps, 90% environ de l'or extrait depuis 4000 ans existe toujours, certes sous forme différente (fonte et refonte). Le stock d'or mondial tiendrait dans un cube de 25m de côté et représente environ 24g par habitant de la terre. L'or ne se crée pas, il ne se détruit pas. Sa quantité est fixe, c'est ce qui en fait un élément d'échange parfait. Mieux, on connaît les quantités dans les gisements et on connaît donc le stock mondial. C'est l'étalon parfait car sa quantité est donc ... FIXE ! Et qui dit quantité fixe, dit prix fixe.

Non, l'or n'est pas instable, c'est l'argent qu'il faut pour l'acquérir qui l'est !

S'il faut 2 fois plus d'euros en 2010 pour en acheter qu'en 2008, c'est parce que l'euro a perdu de sa valeur. L'or lui, a toujours la même valeur !

Si vous avez 1 milliard d'euro en circulation et que vous en imprimez 1 autre sans créer de la richesse en contre partie, vous doublez la valeur des choses. Si avant il fallait 1 euro pour acheter une baguette, après l'impression il en faut 2, mais la baguette, elle reste la même. Cela s'appelle de l'inflation ! Si l'or a tant monté depuis des mois/années, c'est parce que les américains (et les européens) ne savent pas créer de la richesse, mais seulement imprimer en masse des billets. Et après on s'étonne d'avoir de l'inflation !

2- Le problème est que le système monétaire actuel s'apparente à une planification centralisée du crédit fondée sur la création ex nihilo de monnaie. Les taux directeurs sont déterminés par des logiques politiques (échéances électorales) et non économiques (loi de l'offre et la demande) et cette déconnexion de la réalité génère des bulles de mal-investissement qui finissent inexorablement par éclater lorsqu'il faut remonter les taux.

Ce modèle de l'argent bon marché encourage la consommation et l'endettement tandis qu'il décourage l'épargne et l'investissement composantes indispensables d'un développement économique durable et équilibré et pourtant ignorées par les Keynésiens ou les socialistes. Cette inflation s'apparente à une spoliation de l'épargnant et profite en priorité au gouvernement et à toutes les institutions, privées ou non, qui savent obtenir les faveurs du pouvoir politique (lobby militaro-industriel, Wall Street etc...). C'est un transfert de richesse immoral et destructeur des classes pauvres et moyennes vers les plus puissants et les plus riches.

Dans ces conditions il ne paraît pas aberrant de préférer l'étalon-or à l'étalon-Bernanke. Adosser la monnaie à une contrepartie tangible, comme ce fut le cas pendant plusieurs siècles, permet de limiter les cycles économiques de boom et bust. Il est normal que cette option déplaise fortement aux keynésiens ou aux politiciens puisqu'elle les prive d'un financement majeur de leur sorcellerie économique.

3- Pour ce qui est de l'épisode de 1971, il est bon de rappeler qu'il s'agissait en réalité d'un semi-étalon or mis en place lors des accords de Bretton Woods. Le dollar était remboursable en or auprès des institutions bancaires étrangères mais cela était associé à la possibilité d'inflater la monnaie ce qui rendait ce système voué à l'échec dès le début.

Dans les années 60 le gouvernement a usé de cette facilité pour financer ses programmes sociaux massifs et la guerre du Viet-Nam.

En imprimant d'énormes quantités de dollars, Johnson a naturellement perdu la confiance des étrangers qui commencèrent à réclamer le remboursement en or conformément aux accords de Bretton Woods. Au bout du compte les USA se sont retrouvés avec 36milliards de dette étrangères en or tandis qu'ils ne disposaient plus que de 18 milliards de dollars de réserves en or. Plutôt que de réaliser des budgets équilibrés Nixon a préféré suspendre les remboursements. Ce fut la fin de Bretton Woods et de la modération monétaire, 25 ans après 1971 l'inflation cumulait à 300%. Le principe de l'étalon-or est au contraire de borner l'émission monétaire en adossant la monnaie à une contrepartie physique.

4- Mais pourquoi vouloir encore libéraliser les échanges internationaux ? Depuis 20 ans et une Super Crise on sait maintenant parfaitement que cela augmente bien les échanges, mais que l'apport de richesse n'est qu'apparent et temporaire ! Les échanges se résument à drainer tout l'argent dans une seule poche en appauvrissant tout le reste... Si le mirage s'est maintenu si longtemps c'est à cause des bulles de crédits, qui finissent par exploser, révélant la désertification laissée derrière.. (Slate.fr 13.11)

[Haut de page ↗](#)

Le 15 novembre

Le monarque minoritaire dans le pays et illégitime a reconduit logiquement ses ministres qui pourraient figurer dans un gouvernement présidé par monsieur Le Pen et qui ne cachent pas leur haine du prolétariat et leur xénophobie, Bertrand, Hortefeux, Besson, il a reconduit ou rajouté quelques aboyeurs aux relents fascisants, Lellouche, Morano, Mariani, Lefebvre, il

a conservé la représentante de la Bourse et du Medef, Lagarde, et pour finir les va-t-en-guerre sont à l'honneur, Alliot-Marie et Juppé. Tout est dans l'ordre des choses.

Non, le peuple n'a pas le gouvernement qu'il mérite, il est le gouvernement que méritent l'intersyndicale jaune ainsi que le PS et ses satellites, véritables béquilles d'un régime en crise. Ce gouvernement est le produit de leur refus d'aller à l'affrontement avec le gouvernement sur la question des retraites ou de se positionner au côté de la classe ouvrière pour défendre ses intérêts et vaincre Sarkozy.

C'est aussi le genre de gouvernement qui arrive logiquement au pouvoir à la suite de la défaite d'un front populaire, en quelque sorte la politique mise en oeuvre par l'intersyndicale jaune et le PS et ses satellites sur les retraites en s'alignant sur les besoins du capital avec lequel ils sont évidemment incapables de rompre.

C'est un gouvernement de combat, de guerre, nécessaire à Sarkozy pour poursuivre son oeuvre de destruction de tous nos droits.

Gageons que Lefebvre marchera sur les pas de Pujade, que le zélé Mariani redoublera d'imagination pour imposer de nouveaux impôts ou nouvelles taxes, que Bertrand taillera à la hache dans ce qui reste de la législation du travail encore favorable au prolétariat, qu'Hortefeux continuera de terroriser des couches entières de la population et de s'attaquer aux différentes formes de la liberté d'expression, etc.

Voilà ma réaction "à chaud". Que dire d'autres, que les syndicats et les partis dits ouvriers devraient rompre leur relation avec Sarkozy et son gouvernement, avec les institutions de la Ve République, certainement, en sachant qu'ils en seront toujours incapables puisqu'ils sont inféodés au régime et lui doivent leur survie, encore faut-il expliquer aux travailleurs et aux militants pourquoi. Notez bien que je n'appelle pas à s'adresser à ces parasites.

Sarkozy a dit à droite toute, le mouvement ouvrier devrait décider à gauche toute, mais chacun sait qu'il en est incapable, pour cela il faudrait qu'il se positionne strictement sur les besoins de la classe ouvrière, autrement dit qu'il cesse d'être subordonné au capitalisme et aux institutions et qu'il renoue avec le socialisme, il ne faut pas rêver camarades. Tenez, hier je suis allé sur les sites Internet de plusieurs groupements de militants de la CGT opposés à la ligne de Thibault, ils sont tous en panne sèche, KO debout, incapables de tirer le moindre enseignement de la défaite de la bataille sur les retraites. Même constat chez LO et au NPA. Ne parlons pas du PS et ses satellites qui n'ont jamais mené le combat au côté de la classe ouvrière sur les retraites et qui n'ont plus d'yeux que pour 2012. Il reste la proposition du POI.

Le PS et ses satellites accusent régulièrement le NPA et LO de ne pas vouloir prendre leur responsabilité et de refuser tout compromis qui permettrait de les associer à un gouvernement de front populaire, de ne pas vouloir gouverner pour être bref. Le POI devrait faire preuve de davantage d'audace et prétendre combattre pour prendre le pouvoir au nom de la classe ouvrière, ce qui n'aurait rien de grotesque puisque tous les autres partis prétendent combattre pour accéder au pouvoir et gérer la société pour le compte des capitalistes.

Qu'est-ce qu'un parti qui ne combat pas pour arriver au pouvoir, quelles sont ses réelles intentions, son objectif, c'est la question légitime que peuvent se poser les travailleurs et les militants. Objection : cette démarche pourrait être perçue comme antidémocratique. Parce qu'il y aurait quelque chose de démocratique dans celle de l'UMP ou du PS et ses appendices ? Se refuser à combattre dans cette perspective, ne serait-ce pas se plier à "l'opinion publique" façonnée par les médias aux ordres, par le pouvoir lui-même ?

Un parti qui prétend combattre pour le socialisme sait pertinemment qu'il devra renverser par une révolution la démocratie en place, une démocratie au rabais ou étriquée qui ne représente que les intérêts de la classe dominante ultra minoritaire dans la société, qui n'est finalement que l'expression de la dictature du capital, pour imposer une démocratie représentant les intérêts de l'immense majorité de la population, de tous ceux qui ne vivent que de la vente de leur force de travail, les ouvriers et les intellectuels. A l'opposé, ne pas combattre résolument dans la perspective de prendre le pouvoir, ne pas oser l'affirmer, revient à reconnaître ou accepter la légitimité du pouvoir en place ou en tout cas c'est ainsi qu'on peut l'interpréter.

La révolution n'est pas un acte démocratique, c'est un coup de force qui brise la légalité démocratique dont se pare le régime en place, de la même manière qu'il est impossible d'établir une véritable démocratie au cours ou dans la foulée d'une révolution socialiste, il faut au préalable que la classe ouvrière devienne la classe dominante et qu'elle en ait pris pleinement conscience ce qui ne se fait pas en un jour ou par un coup de baguette magique, qu'entre temps face au déchaînement féroce de la réaction, seul le ou les partis ayant été portés à la direction de la révolution par les masses, parce qu'il est ou qu'ils sont à même d'avoir pleinement conscience de l'évolution des rapports entre les classes et de définir à chaque étape du développement du processus révolutionnaire les tâches que la classe révolutionnaire doit accomplir pour aller de l'avant et vaincre, seul ce ou ces partis doivent détenir provisoirement le pouvoir, former un gouvernement ouvrier révolutionnaire ou socialiste, sachant que tout autre scénario est voué infailliblement à l'échec, comme nous l'enseigne plus d'un siècle de lutte de classe.

Voilà ce que tout militant se réclamant du socialisme, du communisme, du trotskisme, du léninisme, se disant révolutionnaire ou anticapitaliste devrait absolument avoir conscience. Les discours sur la démocratie ou la République ne peuvent

qu'embrouiller davantage les travailleurs et militants ou ramollir leur cerveau, entamer leur détermination, les détourner de la révolution socialiste...

Quelle différence existe-t-il entre les théories qui prétendent que par étapes successives en régime capitaliste ou par les urnes on pourrait atteindre les objectifs du socialisme, et la théorie qui prétend qu'on pourrait les atteindre par un processus démocratique, une Assemblée constituante tout droit sortie d'une pochette surprise ? Finalement aucune, le socialisme demeurera en devenir éternellement.

Une révolution et la guerre civile qu'elle déclenche à l'initiative de la classe des capitalistes, n'a rien d'une ballade tranquille, c'est une guerre de classe qui ne s'achève que par l'écrasement militaire, la mort violente de l'un des deux protagonistes. L'heure n'est plus au dialogue ou au compromis, si elle l'a été un jour, les amabilités de salon du genre, je vous en prie monsieur après vous, mais non mon brave tirez donc le premier, nous sommes vous et moi des démocrates, ce temps-là est résolu, c'est le premier qui tire qui reste en vie et l'emporte, toute hésitation ou état d'âme peut être fatale à la révolution. Prétendre que finalement n'importe qui ou n'importe quel parti pourrait très bien diriger un processus permettant d'avancer sur la voie du socialisme est totalement irresponsable ou criminel, il n'existe d'ailleurs aucun exemple dans le monde qui pourrait corroborer cette théorie opportuniste.

Pour vaincre Sarkozy, pour vaincre le capital, pour renverser les institutions de la Ve République, pour constituer un Etat ouvrier, pour former un gouvernement ouvrier révolutionnaire, pour avancer vers le socialisme, pour pouvoir entrevoir la satisfaction des besoins ou aspirations des masses exploitées, seule une révolution permettra d'atteindre ces objectifs, mais sans un parti de militants conscients combattant pour atteindre ces objectifs et s'appuyant sur les masses organisées, jamais nous n'y parviendrons. Notre priorité demeure la construction de ce parti et d'associer à notre combat toujours plus de travailleurs et militants qui ne sont pas encore prêts à adhérer au socialisme.

S'inspirer de la révolution russe, s'inspirer du parti de Lénine et Trotsky, adapter les enseignements qu'ils nous ont transmis à notre époque, en préserver l'esprit et non les copier bêtement à la lettre, voilà ce que je propose, inlassablement !

Politique.

1- France. Gouvernement : à droite toute !

François Fillon apparaît dimanche comme le principal vainqueur d'un remaniement marqué par un virage à droite qui lance la deuxième phase du quinquennat de Nicolas Sarkozy en tournant le dos à l'ouverture.

Le portefeuille de l'Immigration est désormais rattaché au ministère de l'Intérieur et l'intitulé "Identité nationale" a purement et simplement disparu.

Le nouveau gouvernement, fait unique dans l'histoire politique française, comprend un couple dans la vie civile, Michèle Alliot-Marie, aux Affaires étrangères, et Patrick Ollier, son compagnon, qui fait son entrée comme ministre chargé des relations avec le Parlement.

Sans surprise, Bernard Kouchner ne fera pas partie du nouveau gouvernement Fillon, annoncé dimanche soir. *"Kouchner n'avait pas été choisi pour sa meilleure compréhension du monde, mais parce que l'Élysée voulait faire une opération de politique politicienne"*, résume Dominique Moïsi, de l'Institut français des relations internationales (Ifri).

Eric Woerth est sorti dimanche du gouvernement français après huit mois compliqués au ministère du Travail, où il a dû défendre la réforme des retraites en même tant que sa probité dans l'affaire Bettencourt.

Le ministre sortant de l'Ecologie a renoncé à rester au gouvernement après d'ultimes tractations avec le président Nicolas Sarkozy et repris une liberté de parole dont il a aussitôt fait usage contre le Premier ministre.

Jean-Louis Borloo a publié un communiqué en forme de rupture enrobée dans les amabilités d'usage : *"Je préfère (...) retrouver ma liberté de proposition et de parole au service de mes valeurs, qui ne sont pas de circonstances, au premier rang desquelles je place la cohésion sociale."*

"L'ambiance entre Jean-Louis Borloo et François Fillon et entre leurs entourages était devenue si délétère qu'il était difficile pour Jean-Louis Borloo de rester au gouvernement", a ainsi dit à Reuters un député UMP sous couvert de l'anonymat.

Alors que le nouveau gouvernement n'est pas encore annoncé, Hervé Morin a déjà annoncé son départ.

"La France a besoin de pluralisme, et la démocratie a besoin d'équilibre. Depuis avril 2010, le président est en désaccord avec

cette démarche: je ne pouvais pas rester au gouvernement", a-t-il déclaré devant les caméras.

"J'attendais une représentation plus juste au gouvernement. J'attendais une représentation plus équilibrée des sensibilités de la majorité et des Français. Alors que la France traverse une crise majeure (...), j'attendais un geste de rassemblement. Au lieu de ce geste de rassemblement, j'ai vu apparaître une équipe de campagne, une équipe de campagne électorale UMP et j'ai vu apparaître une équipe de campagne UMP proche du RPR."

Fadela Amara, écartée du nouveau gouvernement, a affirmé, dimanche, dans un communiqué avoir *"pu mesurer"* à son poste de secrétaire d'État à la Ville depuis 2007, *"les limites que constitue le poids de l'inertie et du sectarisme"*.

Rama Yade a déclaré dimanche soir qu'elle quittait *"sans regret"* le gouvernement.

"J'ai toujours fait le choix délibéré de rester fidèle à mes valeurs humanistes et républicaines. Je ne regrette absolument rien. Je n'ai jamais voulu renier les idéaux auxquels je crois profondément", souligne dans un communiqué l'ex-secrétaire d'Etat.

(Source : Reuters, AP, Lepoint.fr, Lefigaro.fr, Libération.fr, 20minutes.fr 14.11)

2- Grèce.

Les socialistes du Pasok, au pouvoir en Grèce, étaient en tête dimanche soir dans une majorité des régions du pays, mais le taux d'abstention a atteint un niveau record, selon les premières estimations.

Alors qu'un tiers des bulletins de vote avaient été dépouillés, le taux de participation s'établissait à seulement 45%, un record à la baisse qui reflète le mécontentement de nombre d'électeurs face aux mesures d'austérité draconiennes prises par le gouvernement Papandréou. (Reuters 14.11)

3- Bangladesh.

De violents affrontements ont opposé manifestants et forces de l'ordre dimanche à Dacca et dans d'autres villes du Bangladesh, où le parti d'opposition BNP avait appelé à une grève générale pour dénoncer l'expulsion de chez elle de sa dirigeante, la bégum Khaleda Zia.

Des milliers de manifestants ont défilé dans les rues de la capitale. La police a fait usage de gaz lacrymogènes et a dû charger pour disperser la foule. Il y a eu des blessés et des interpellations, ont rapporté des témoins. Plusieurs véhicules, dont des bus, ont été détruits par les manifestants.

La grève générale d'une journée décrétée par le Parti nationaliste du Bangladesh (BNP) a quasiment paralysé les transports à Dacca, ville de 12 millions d'habitants.

L'expulsion de Khaleda Zia, ancien Premier ministre, fait suite à une décision de justice. La maison, située dans l'enceinte d'une caserne à Dacca, lui avait été allouée par le gouvernement après la mort de son mari, le général-président Ziaur Rahman, tué lors d'une tentative de putsch en mai 1981. (Reuters 14.11)

Economie.

APEC. La loi des marchés ou l'esclavage au XXIe siècle.

Les dirigeants des 21 pays membres du Forum de coopération économique Asie-Pacifique (APEC) sont convenus dimanche d'accélérer l'évolution vers une zone de libre échange tandis que la Chine mettait en garde contre les incertitudes entourant la reprise de l'économie mondiale et la montée du protectionnisme.

L'APEC regroupe en son sein trois des économies les plus puissantes du monde (les Etats-Unis, la Chine et le Japon) et certains pays connaissant des taux de croissance parmi les plus élevés du moment. Au total, les pays de l'APEC représentent plus de 40% du commerce mondial.

"Libéraliser et faciliter le commerce et les investissements continueront d'être l'objectif central de l'APEC", réaffirment-ils dimanche.

"Nous nous dirigerons vers des systèmes de taux de change davantage déterminés par les marchés, améliorerons une flexibilité des taux qui reflète les fondamentaux économiques sous-jacents et nous abstiendrons de dévaluation compétitive des devises", peut-on lire dans leur déclaration finale. (Reuters 14.11)

Internationale.

Haiti. Le cauchemar au quotidien de la survie du capitalisme.

Le dernier bilan de l'épidémie de choléra fait état de 917 morts à Haïti, où la maladie est présente désormais dans six des dix départements, a annoncé dimanche le ministère haïtien de la Santé.

A la date du 12 novembre, selon la dernière actualisation du site du ministère, on dénombrait 917 morts et plus de 14.600 cas d'hospitalisations pour cause de choléra depuis le début de l'épidémie, voici plus de trois semaines.

Près de 200.000 Haïtiens risquent de contracter le choléra, qui commence à se propager parmi les dix millions d'habitants du pays.

Haïti présente tous les facteurs de risque classiques en ce qui concerne cette maladie : camps surpeuplés regroupant des personnes déplacées par le séisme, rareté de l'eau potable, élimination insuffisante des déchets et contamination d'aliments pendant ou après leur préparation. (Reuters 14.11)

Le 16 novembre

Réflexions lucides ou désabusées de quelques internautes :

1- "Au fur et à mesure que vous montez d'un niveau dans la société vous profitez de plus en plus du système jusqu'à que vous soyez arrivé au sommet où vous bénéficiez de tous les systèmes, c'est ce que l'on appelle un système pyramidal.

Ce système n'est pas prêt d'être remis en cause par les politiques et autres oligarques qui ont totalement verrouillé le système et confisquent pour leur seul intérêt tous les biens du pays, parce que plus il y a de marches à monter, plus ils s'éloignent de la première et donc plus ils se protègent.

Par contre, eux l'ont très bien compris et pour mieux se protéger et mieux profiter de tous les systèmes ils nous divisent."

2- "Jusqu'à il y a peu de temps, la majorité des gens pensaient que l'avenir serait meilleur que le présent. Ce n'est plus le cas, et la plupart ont compris que nous allons vers un futur des plus incertains.

Nous avons laissé l'Empire financier mondial s'emparer des gouvernements. Cela va se traduire par une paupérisation des peuples. Les jeunes, manipulés et formatés, privés de leçons d'histoire, ont déjà accepté, même s'ils ont parfois des coups de colère dans les zones où la nouvelle société a le plus avancé, c'est-à-dire les banlieues.

Les vieux ont encore leur retraite, mais elle fondra pour se mettre au niveau de la pauvreté sociale ambiante.

Les actifs seront de plus en plus pressés et exploités. La plupart fermeront leur g..., car pris en otages par leurs crédits immobiliers.

Ils auront juste le droit de se défouler en regardant les spectacles sportifs ou en participant à des journées de manifestations syndicales...

Les seuls qui s'amuseront vraiment, ce sont ceux qui lutteront contre cette dictature douce de la Finance.

Si j'ai bien compris, quelques manifestations récréatives bien encadrées, un peu de pain rassis et des jeux suffiront à anesthésier les plus remuants.

Demain prolongeant aujourd'hui, nous sommes tentés de croire qu'il lui ressemblera, parce que nous voyons plus l'avenir comme prolongement de la situation vécue que la rupture qui se manifeste parfois.

Et si les pains et les jeux du cirque d'autrefois étaient aujourd'hui les "infos" et la "communication" à outrance - un même endormissement ?"

3- "La campagne électorale, c'est d'abord un spectacle au même titre que les autres spectacles que nous montre la télé, comme celui de vingt-deux millionnaires derrière un ballon rond.

C'est un spectacle destiné à nous détourner des vraies questions importantes, que nous nous poserions si on nous laissait un instant penser tout seul.

Ainsi, chacun dans la foule s'emballe pour l'un des gladiateurs. Ce spectacle se termine dans l'isolement, où, à la manière des Romains, nous allons lever ou baisser le pouce pour les concurrents.

Mais, vous l'avez deviné, il existe des organisateurs de ce spectacle, car les acteurs n'improvisent pas. Si nous avions levé un peu le rideau qui se trouvait en arrière plan de la scène, nous aurions découvert les vrais patrons du cirque, des patrons qui ne sont nullement les politiques que nous connaissons, même si derniers se démènent à la manière de la mouche du coche.

Que nous élisions l'un ou l'autre des hommes politiques, les patrons resteront les mêmes, et notre vie quotidienne ne changera pas.

D'ailleurs, ces organisateurs du spectacle font tout ce qui est en leur pouvoir pour formater notre pensée. A cet effet, ils ont acheté l'ensemble de la presse télévisée et écrite, par l'intermédiaire des grandes multinationales. Et bien sûr, il ne faut pas s'étonner que les journalistes ne posent pas les questions qui nous intéresseraient vraiment, car ils ont peur d'être virés si – par extravagante hypothèse - ils désobéissaient.

Une petite envie de manif, oui, mais cela ne servira à rien... Je crois que même les manifestations font partie du système, car l'envie de révolte est partiellement assouvie après une manif, comme le petit téton de la cocotte minute est là pour réduire la pression quand celle-ci devient trop importante.

Les manifs aussi, ce sont les jeux du cirque... en complément éventuel de leur incontournable « donnez leur du pain et des jeux ».

Et puis, une manif contre Sarko ? Sarko n'est que le fruit du système financier global, et si ce n'était lui, ce serait un autre qui mènerait la même politique. Il suffit de voir ce qu'on fait les "socialistes".

Ne nous trompons pas quand nous cherchons le sommet de la pyramide, car il est bien plus haut que Sarko. Il faut le chercher du côté du système financier global."

Commentaire.

Je n'ai plus le temps de commenter ces réflexions qui semblent refléter assez bien la réalité ou l'état d'esprit de la majorité de la population, sans forcément les partager entièrement évidemment.

Politique.

1- France.

1.1- Un parti dirige le pays : l'UMP.

L'entourage de Nicolas Sarkozy fait déjà savoir que « *l'organigramme du parti présidentiel se décide à l'Élysée* ».

Une seule chose est sûre: la passation de pouvoir au secrétariat général de l'UMP entre Xavier Bertrand et Jean-François Copé aura lieu mercredi, au cours d'un bureau politique auquel doit participer François Fillon. (Lefigaro.fr 15.11)

Voilà encore un argument qui peut servir à démontrer aux ignorants ou aux naïfs en quoi le parti est important, déterminant en fait pour chaque classe. C'est marrant, c'est exactement ce que je me suis encore employé à expliquer dans la causerie d'hier.

C'est un parti qui devra diriger le gouvernement ouvrier provisoire issu de la révolution en attendant que les masses aient constitué leurs propres organismes de pouvoir... On nous rétorquera que ce n'est pas très démocratique, soit, mais si c'est un parti construit sur le modèle du parti bolchevik qui détient le pouvoir avec des éléments issus de différentes tendances révolutionnaires d'autres formations politiques, il sera toujours plus légitime et démocratique que n'importe quel gouvernement issu des institutions de la Ve République, non ?

1.2- Le capital en ordre de bataille... contre la classe ouvrière.

Nadine Morano : " *C'est plutôt un gouvernement de combat*". (Reuters 15.11)

1.3- Ce qui est " **révolutionnaire**", c'est une ministre de l'Economie nulle en calcul !

Christine Lagarde a déclaré que le nouveau gouvernement Fillon est "*totalemment révolutionnaire*." Etant donné que "*le principe de la révolution est de faire un tour complet à 360 degrés*", ajoute-t-elle. "*On est revenu à l'impératif de la solidarité et du professionnalisme*", a-t-elle insisté, affirmant qu'il n'y avait "*pas de place pour l'improvisation*". (Lexpress.fr 15.11)

Quand on fait "*un tour complet à 360 degrés*", on revient exactement au point de départ, on se retrouve exactement à la même place ou position. Elle a peut-être voulu dire que le gouvernement Fillon avait viré deux fois à 180°... à droite, se rapprochant un peu plus de l'extrême droite, ce qui expliquerait pourquoi les Yade, Amara et Kouchner ne pouvaient plus y avoir leur place. Pour le "*professionnalisme*", elle devait penser sans doute à Lefebvre !

1.4- Travail forcé des chômeurs, des jeunes, des vieux, des handicapés, grâce au "**dialogue social**".

Emploi. Xavier Bertrand a souligné qu'"*on ne pourra pas réussir sans le soutien des partenaires sociaux*" et précisé qu'il avait déjà pris contact avec eux et qu'il multiplierait les rencontres dans les prochains jours. (Reuters 15.11)

«*Le dialogue social est important pour rechercher des solutions et moderniser notre pacte social*», a affirmé Xavier Bertrand. (Lefigaro.fr 15.11)

Question à cent balles : pourquoi tous les opposants à la ligne de Thibault, tous ceux qui se réclament d'un syndicalisme de classe n'engagent-ils pas le combat pour la rupture des syndicats avec le régime, contre le financement des syndicats par l'Etat ? Voilà deux éléments qui pourraient servir de trame au combat de tous les syndicalistes pour en finir avec la soumission des syndicats au capital, non ? S'ils répondent négativement, ne faut-il pas alors entourer le mot *opposant* de guillemets ?

1.5- Quel dommage que l'identité nationale est disparue de l'intitulé du ministère de l'Intérieur !

L'arrivée au gouvernement de Thierry Mariani, membre de la frange dure de l'UMP, montre d'ailleurs que celle-ci a toujours l'oreille du président. Pour autant, Lionnel Luca n'y trouve pas son compte. «*C'est dommage, le débat sur l'identité nationale n'est pas clos*», regrette le député UMP des Alpes-Maritimes et membre du «*collectif de la droite populaire*», interrogé par lefigaro.fr.

Alors pourquoi ce revirement de Nicolas Sarkozy, moins de deux ans avant la présidentielle ? «*Cela prouve simplement que la création du ministère de l'Identité nationale n'était portée que par des considérations électoralistes*», poursuit Olivier Le Cour-Grandmaison. «*Mais la montée du FN dans les sondages a montré que l'opération était un échec et Nicolas Sarkozy a considéré qu'il fallait trouver un autre biais*» pour siphonner le parti d'extrême droite. En attendant, pronostique le chercheur, «*les mêmes orientations politiques vont être poursuivies*». Le politologue en veut pour preuve la reprise des dossiers liés à l'immigration par Brice Hortefeux, qui était titulaire du ministère de l'Identité nationale à sa création. (Lefigaro.fr 15.11)

Les nazillons de l'UMP et du gouvernement sont rassurés, en liant l'immigration à l'Intérieur, donc à la sécurité et la lutte contre le "terrorisme", les boucs émissaires demeurent les mêmes... comme au FN, c'est le principal !

1.6- Après les gaullistes et les radicaux de "**gauche**", le capitalisme à "**visage humain**" (avec une touche de vert éventuellement !), Marie-Ségolène Royal invente les "**centristes humanistes**" !

En marge d'une réunion de l'Internationale socialiste, Ségolène Royal a estimé qu'à l'occasion du remaniement, les centristes ont été «*très mal traités*».

Et la présidente de Poitou-Charentes de lancer un appel explicites aux centristes : «*Nous avons la lourde tâche de rassembler les socialistes, de rassembler toute la gauche, les écologistes et les centristes humanistes(...)* J'espère qu'ils auront le courage d'aller jusqu'au bout de cette démarche. *Il faut absolument battre Nicolas Sarkozy en 2012 et tout ceux qui pensent qu'il faut redresser la France (...)* tous ceux là devront se rassembler dans l'entre deux tours de la présidentielle ». (Publicsénat 15.11)

Tout un programme ! Qu'elle garde ce genre de discours pour ses amis francs-maçons ! Au fait, ceux qui appellent à rompre avec les institutions de la Ve République, quand est-ce qu'ils rompent avec la franc-maçonnerie où l'on trouve aussi bien des bureaucrates syndicaux pourris, des patrons des multinationales du CAC 40, des banquiers, des militaires, tout ce que comptent de racailles les partis institutionnels du capital et assimilés de "**gauche**" ?

2- Crises politiques

2.1- Union pour la Méditerranée plombée et condamnée par la politique de l'Etat sioniste, l'impérialisme américain quoi !

Malgré de nombreuses tentatives de conciliations diplomatiques, le deuxième sommet de l'Union pour la Méditerranée, prévu dimanche 21 novembre à Barcelone, a été une nouvelle fois reporté. La coprésidence franco-égyptienne de l'UPM, ainsi

que l'Espagne, en ont pris la décision lundi, face à "*l'évidence que le blocage actuel du processus de paix au Proche-Orient*" rendrait impossible la tenue du rendez-vous dans des conditions satisfaisantes.

Les experts s'accordent à dire que ce nouvel ajournement constitue un coup dur pour l'UPM : l'Egypte, la France et l'Espagne ont certes appelé lundi "*à une reprise rapide des négociations entre Israéliens et Palestiniens*", mais n'espèrent pas que le sommet puisse être organisé à Barcelone avant "*les prochains mois*". (Lemonde.fr 15.11)

2.2- Union européenne.

Toujours à la recherche d'un compromis, les membres de l'Union européenne tentaient, lundi 15 novembre, d'arracher un accord sur son budget 2011.

Le traité de Lisbonne a renforcé les pouvoirs du Parlement européen dans les négociations budgétaires avec les Etats, le mettant sur un pied d'égalité avec les Vingt-Sept pour s'entendre sur les dépenses de l'UE.

Le Parlement veut aussi un engagement des Vingt-Sept à débattre de la question de nouvelles ressources propres pour le budget européen qui remplaceraient au moins partiellement les contributions nationales. Ce que lui ont clairement refusé jeudi une poignée de pays conduits par la Grande-Bretagne, hostiles à tout nouveau impôt européen, et qui rappellent que les eurodéputés n'ont qu'un pouvoir consultatif en matière de ressources. (Lemonde.fr 15.11)

L'argent c'est le nerf de la guerre, c'est celui qui le détient qui détient réellement le pouvoir.

Alors qui détient le pouvoir à l'UE ? Pardi, les Chefs d'Etat ! Ah bon ! Mais on nous a expliqué pendant de longues années qu'ils n'avaient plus aucun pouvoir, qu'ils devaient accepter les diktats de Bruxelles, qu'ils étaient eux aussi pris au "*piège*" de cette institution supranationale malfaisante... Ah, c'était une blague de dirigeants en panne d'inspiration pour déterminer la politique de leur parti ou qui ne voulait pas axer leur combat contre le gouvernement et les institutions de la Ve République... Rassurez-vous, par la force des choses ils sont ou seront obligés d'y venir comme nous l'écrivions alors.

3- Haïti. Dehors les forces d'occupation !

Des émeutes ont éclaté lundi dans deux villes haïtiennes mettant en cause la responsabilité des casques bleus des Nations unies dans l'épidémie de choléra qui ravage actuellement le pays.

La Mission de stabilisation des Nations unies en Haïti a été contrainte de démentir des rumeurs généralisées selon lesquelles la maladie aurait été introduite sur l'île par des casques bleus asiatiques.

Selon la police et des témoins, les manifestants ont incendié un commissariat de police à Port-Haïtien, deuxième ville de l'île caraïbe située dans le Nord, après s'être heurté à des casques bleus de la Minustah

"*Toute la ville est paralysée, les commerces et les écoles sont fermés, des véhicules ont été incendiés*", a raconté à Reuters un homme d'affaires de Cap-Haïtien, Georgesmain Prophete. "*C'est le chaos ici*".

Joaney Caneus, directeur de la police pour la région Nord dont fait partie Cap-Haïtien, a indiqué que la foule avait mis le feu au commissariat de police de Pont-Neuf.

"*Vous pouvez imaginer combien c'est difficile ici alors qu'on ne dispose pas du soutien habituel des forces de l'Onu parce qu'elles sont elles-mêmes en grande difficulté*", a-t-il confié à Reuters.

A Hinche, dans le centre, des casques bleus népalais ont été accueillis par des jets de pierres et des manifestants leur demandant de quitter le pays. (Reuters 15.11)

Social.

Le produit du capitalisme.

Alors que les cours ont tout juste repris ce lundi au collège Volney, à Craon, en Mayenne, un autre établissement de réinsertion scolaire fait parler de lui.

La semaine dernière, c'est à Portbail, dans la Manche, que des incidents ont éclaté. Selon *Le Parisien*, deux élèves ont été renvoyés jeudi dernier pour s'en être pris au patron du bar-tabac local. Samedi, ce sont les six élèves restants qui sont retournés

dans leur famille après une nouvelle altercation dans ce même bar-tabac.

A Craon, cinq élèves, également originaires de Seine-Saint-Denis, avaient été renvoyés après un affrontement avec des collégiens dans la cour de récréation. Ce lundi matin, entre 50 et 75% des élèves sont tout de même restés chez eux, selon l'inspection académique et les syndicats. (20minutes.fr 15.11)

Economie.

Chine.

La Chine pourrait être en mesure de concevoir et construire elle-même un modèle d'hélicoptère civil d'ici 2020, a jugé lundi le directeur général d'Eurocopter, leader mondial du secteur.

"Je pense que la Chine construira de nouveaux hélicoptères dans les années 2020, et je prévois un hélicoptère entièrement développé en Chine d'ici la fin de la décennie", a déclaré lundi à la presse Lutz Bertling, le directeur général d'Eurocopter, leader mondial du secteur.

La plupart des modèles d'hélicoptères chinois actuels comportent des éléments conçus à l'étranger ou sont produits sous licence.

On ne compte en Chine que 200 hélicoptères en service commercial, contre 12.000 aux Etats-Unis.

L'industrie aéronautique table cependant sur une réforme des textes en vigueur dans les deux ou trois ans à venir, qui entraînerait l'explosion du marché en faisant venir de nombreux constructeurs étrangers mais aussi en incitant l'industrie locale, a déclaré Lutz Bertling, directeur général d'Eurocopter.

Le salon aérien de Zhuhai s'ouvre mercredi en Chine, non loin de Hong Kong, et Pékin devrait y déployer ses ambitions en matière d'aviation en annonçant d'importantes commandes pour son premier modèle d'avion de ligne civil, le C919.

Selon les dirigeants présents à Zhuhai, le constructeur public chinois Comac devrait annoncer les premières commandes de cet appareil, émanant probablement des grandes compagnies nationales.

Le C919, d'une capacité de 150 passagers et devant entrer en service en 2016, est en concurrence directe avec la série A320 d'Airbus et le Boeing 737. Selon des analystes, il est peu probable que des compagnies étrangères l'achèteront tant qu'il n'aura pas fait ses preuves en vol et que le réseau de maintenance du constructeur ne sera pas reconnu mondialement. (Reuters 15.11)

Le 17 novembre

Je n'ai pas vu la prestation télévisuelle de La Talonnette apparemment dans ses petits souliers ou plutôt feignant la modestie pour la commenter. Ce que j'ai lu des agences de presse ne m'inspire pas.

On pourrait dire que le nouveau gouvernement est un gouvernement de crise, de crise politique au sein même du parti de l'ordre prêt à sacrifier celui qu'ils avaient élevé au pinacle en 2007, qui traduit la contradiction entre la nécessité et la volonté de continuer l'offensive contre la classe ouvrière et tenter de demeurer au pouvoir en 2012, mission pour le moins délicate pour ne pas dire impossible.

Après s'être affiché tel qu'il est vraiment et s'être mis à dos l'immense majorité de la population, Sarkozy aura du mal à redorer son blason, du coup c'est Fillon qui monte en première ligne pour prendre les coups... et connaître rapidement le même sort !

Il pensait profiter de la présidence du G20 pour se refaire une santé, pas de bol, il va lui falloir gérer simultanément plusieurs crises : le sommet de l'Union pour la Méditerranée est reporté sine die, aucun accord n'a été trouvé sur le budget 2011 de l'UE, l'Irlande, le Portugal et l'Espagne sont au bord de la banqueroute, et pour finir le sommet de Séoul qui s'est terminé dans la confusion, un nouvel échec avec en prévision de nouvelles tensions entre impérialismes peu propices à résorber la crise qui ne cesse de s'approfondir à l'échelle mondiale.

C'est encore le parti qui nous a le plus manqué au cours de la bataille sur les retraites. Le parti qui aurait pu contrebalancer le PS et ses satellites, prendre la direction d'un front unique ou lui donner un contenu et une orientation politique correcte. Le construire devrait être notre priorité absolue. Des désaccords profonds existent sur la stratégie à mettre en oeuvre pour le construire. Cependant, ne pourrait-on pas concevoir un accord sur un plan d'action et une ligne politique face au gouvernement ?

On n'est pas obligé d'adhérer à la totalité de la politique d'un parti pour y militer ou pour s'associer aux actions qu'il propose, appuyons-nous sur ce qui nous unit pour organiser la classe et oeuvrons ensemble à favoriser le mûrissement de sa conscience politique au lieu de diviser nos forces déjà très faibles. Le temps joue en notre faveur, sachons en profiter car ce ne sera pas toujours le cas. A quoi bon lancer en direction des travailleurs *Prolétaires de tous les pays, unissez-vous* si on ne montre pas l'exemple à notre niveau ? Je croyais que c'était la lutte des classes qui confirmerait ou infirmerait les différentes théories en présence et rien d'autre, alors pourquoi s'obstiner à vouloir faire en sorte qu'il en soit autrement ? Mais bon, on a l'impression de brasser du vent et c'est désespérant.

Collaboration de classes, suite

Le Conseil d'orientation pour l'emploi (COE).

Que font les syndicats dans cet organisme sinon légitimer par avance les mesures qu'il préconisera au gouvernement et qui se transformeront en projets de loi, comme ce fut le cas avec le Conseil d'orientation de retraites (COR) ? Notez que la composition et le fonctionnement de tous ces "conseils" sont calqués sur ceux de l'OIT, à la différence près que ce sont des élus et des représentants de différentes administrations qui font office de représentants de l'Etat.

Parmi les missions du Conseil d'orientation pour l'emploi (COE) "*placé auprès du Premier ministre*", on trouve "*formuler un diagnostic*", "*formuler des propositions*" au gouvernement. Y participe notamment, pour la CGT, M. Thierry Le Paon, secrétaire général de l'union des syndicats CGT du Calvados M. Nasser Mansouri-Guilani, responsable des activités économiques, pour FO, M. Stéphane Lardy, secrétaire confédéral Mme Sylvia Veitl, assistante confédérale.

La méthode : celle employée pour s'attaquer à nos retraites.

Dimanche sur Europe 1 la présidente du Medef a déclaré : «*nous croyons à la force du paritarisme*», autrement dit à l'institutionnalisation de la collaboration de classes ou à la participation (pour ne pas dire intégration) des syndicats à la gestion de l'Etat qui a fait merveille depuis 1945, *Le Figaro* de préciser qu'elle va inviter les leaders des différentes organisations syndicales à se réunir pour établir un «*agenda social sur les deux années à venir*» comme l'a fait (avec succès) le gouvernement avec son agenda sur les retraites sur lequel s'étaient callés les dirigeants syndicaux pour orchestrer des journées de mobilisation dispersées pour assurer le passage du projet de loi de Sarkozy.

Elle a également affirmé ou repris les termes inclus dans la présentation du COE «*nous ferons un diagnostic du marché de l'emploi*» qui sera soumis à l'impératif fixé par Fillon dans un communiqué «*s'engager avec détermination dans un nouvelle étape qui doit permettre à notre pays de renforcer la croissance de son économie au service de l'emploi*», qui une fois traduit signifie : subordonner la politique de l'emploi à l'impératif de diminuer le déficit, autrement dit une détérioration des conditions de travail, une aggravation de la précarité et une amplification de l'exploitation, c'est ce que les syndicats sont appelés une fois de plus à légitimer. Pour parvenir sans encombre, elle a appelé le gouvernement à "*établir plus de concorde dans notre pays*", à ménager ses partenaires syndicaux qui pourront ainsi justifier auprès de leurs troupes leur participation à cette énième mascarade.

Comme madame Parisot était en verve ce dimanche, elle a lâché que «*sur la réforme des retraites, le patronat et les syndicats n'ont pas cessé de discuter*», plus discrètement que d'habitude car même les médias nationaux généralement bien informés de ces rencontres avaient cru le contraire et nous avec par voie de conséquence.

Après cela, s'en trouvera-t-il encore pour oser prétendre que les malheureux dirigeants syndicaux seraient tombés dans un "piège", eux qui siègent délibérément dans cet organisme et une multitude d'autres ?

Qui osera prétendre combattre le chômage et la précarité sans engager immédiatement le combat pour la rupture des relations entre les syndicats et le gouvernement et le patronat ? Si vous en êtes incapables, cessez donc vos discours sur le syndicalisme de classe qui ne servent finalement qu'à masquer votre propre capitulation, nous ne sommes pas dupe !

Politique.

1- Paquette au sommet.

1.1- Les députés ont désavoué mardi le ministre du Budget et porte-parole du gouvernement, François Baroin, qui voulait limiter les exonérations de cotisations sociales (environ 200 millions d'euros) dont bénéficient hôpitaux et maisons de retraites en milieu rural.

Dans le détail, il s'agissait de limiter aux structures de moins de dix salariés «*l'exonération de cotisations sociales dont bénéficient les organismes d'intérêt général ayant leur siège social dans les zones de revitalisation rurale (ZRR)*». Une exonération évaluée à 219 millions d'euros. (Libération.fr 17.11)

1.2- Le groupe public France Télévisions va conserver sa publicité en journée avant 20h00, ont décidé mardi les députés.

Ces amendements modifient le projet de loi de finances pour 2011 qui prévoyait de reporter la suppression de la publicité avant 20h00 au début de l'année 2014. Ils proposent de maintenir la publicité en journée de façon permanente. (Reuters 17.11)

2- Un gouvernement de combat.

"C'est un gouvernement de combat contre l'endettement, c'est un gouvernement de combat contre le chômage, c'est un gouvernement de combat contre l'injustice, c'est un gouvernement de combat contre l'insécurité", a dit François Fillon aux députés.

En matière économique, *"nous devons relancer l'économie. Nous devons réduire les déficits. Nous devons protéger notre modèle social"* a-t-il dit. (Reuters 17.11)

3- Union sacrée... derrière Sarkozy qui dirige le parti de l'ordre.

A la suite d'un accord conclu dimanche avec Nicolas Sarkozy, Jean-François Copé va quitter ses fonctions de président du groupe UMP de l'Assemblée pour prendre la tête du parti.

"Le mot d'ordre, c'est de dire qu'au lendemain de ce remaniement, où il y a eu quelques petites difficultés, l'heure est maintenant à l'union sacrée parce que nous sommes à 16 mois de l'élection présidentielle, que nous avons un objectif: c'est de contribuer tous ensemble à la réélection du président de la République et à celle de notre majorité parlementaire pour poursuivre les réformes", a-t-il dit. (Reuters 17.11)

Social.

1- La pauvreté soit-disant stable gagne du terrain en réalité.

L'Insee, dans son étude «France Portrait social», rapporte que le quart de la population aux revenus les plus bas a un risque 53 % supérieur à la moyenne d'avoir une qualité de vie dégradée. Bref, la pauvreté «monétaire» et la mauvaise qualité de vie vont de pair. Plus inquiétant, 22 % des adultes ont été une fois entre 2004 et 2007 «pauvres en condition de vie», c'est-à-dire pauvres selon les critères de qualité de vie. Néanmoins, seulement 4 % des personnes l'ont été quatre ans d'affilée. La pauvreté est donc assez souvent transitoire. C'est le cas par exemple pour les jeunes ménages avec enfants.

Le quart des salariés les moins bien payés ne gagne sur une année que 73 % d'un smic annuel.

En 2006, le coût du logement (loyers, charges, remboursements d'emprunt diminués des allocations) a absorbé 39 % du budget des ménages à faibles ressources, contre 27 % en moyenne nationale. Il faut dire qu'en dix ans, les loyers des foyers les plus modestes ont augmenté de 42 % et de seulement 28 % pour les autres ménages ! L'amélioration de la qualité des logements (surface, chauffage...) est loin d'expliquer toute cette hausse. Il y a bien eu un dérapage des loyers en France ces dernières années. (Lefigaro.fr 17.11)

2- Discrimination et racisme.

"Le taux d'emploi des Français descendants d'immigrés du Maghreb est beaucoup plus faible que celui des Français dont les parents sont Français de naissance: 56% contre 74% pour les femmes, et 65% contre 86% pour les hommes", note ainsi l'Institut national de la statistique et des études économiques (INSEE).

"Les différences d'expérience, de diplôme, de situation familiale et de lieu de résidence entre les deux populations n'expliquent qu'un tiers de cet écart", précise l'INSEE.

Pour l'institut, *"le reste peut provenir de l'existence de discrimination, mais aussi de tout ce qui n'est pas mesurable directement (réseaux professionnels, capital culturel, etc.)"*.

L'INSEE constate également que cette situation est spécifique *"aux Français descendants d'immigrés du Maghreb"*. Ainsi, *"les Français dont au moins un des parents est originaire d'Europe de l'Est, du Nord ou du Sud ont quant à eux des taux d'emploi plus proches de ceux des Français de parents français de naissance"*. (AP 17.11)

Economie.

1- Zone euro : en sursis ?

L'Irlande pressée d'accepter d'urgence une aide financière de ses voisins européens, le Portugal menacé par la contagion, la Grèce incapable de réduire son déficit budgétaire, la croissance qui s'annonce anémique en 2011... La zone euro traverse la pire crise de son histoire, au point de faire planer le spectre d'une éclatement. Le sujet n'est, en tout cas, plus tabou parmi les dirigeants européens.

Le président de l'UE, Herman Van Rompuy, a lancé un cri d'alarme très inhabituel : *«Nous devons tous travailler de concert afin de permettre à la zone euro de survivre. Car si la zone euro ne survit pas, l'Union européenne ne survivra pas non plus»*. *«Mais j'ai confiance dans le fait que nous allons surmonter cela»*, a-t-il ajouté.

Pour les ministres des Finances, réunis à Bruxelles, il s'agit d'abord de gérer l'urgence, c'est-à-dire de réagir vigoureusement pour soigner le nouvel accès de fièvre des marchés financiers inquiets du déficit public irlandais. Déjà, les investisseurs réclament des taux d'intérêt de plus en plus élevés afin d'acheter de la dette irlandaise, portugaise et même espagnole... (Lepoint.fr 17.11)

2- Irlande.

Selon une information du Wall Street Journal, les responsables européens réfléchissent à un plan de sauvetage pour l'Irlande de 80 à 100 milliards d'euros, spécifiquement destiné aux banques du pays.

Une chose est sûre, «l'aide ne serait pas gratuite», rappelle Benjamin Carton, économiste au Cepii (Centre d'études prospectives et d'informations internationales). L'UE et le FMI ne manqueraient pas d'exiger de Dublin des hausses d'impôt et des réductions de dépense assez sévères pour garantir sa capacité de financement. Ce qui équivaldrait à une mise sous tutelle de l'économie, un changement dur à faire accepter à une opinion qui vit déjà une ère d'austérité sans précédent.

Pire, l'économiste rappelle que *«demander de l'aide, c'est reconnaître que le pays ne va pas s'en sortir seul»*. Pas franchement rassurant, alors que le but est justement de redonner confiance aux investisseurs sur la solidité du pays. *«Il est certain que le déblocage d'une aide va faire augmenter les taux d'emprunts du pays»*, avance même Benjamin Carton. L'Irlande, qui fait partie des pays européens les plus en difficulté, n'a donc pas très envie d'être aidée à ce prix. Mardi soir, le Premier ministre du pays Brian Cowen reconnaissait qu'il *«travaille à des questions relatives à la zone euro»*, mais assurait qu'un plan de sauvetage *«n'est pas inévitable»* et que le pays n'a formulé aucune demande. *«L'Irlande sait déjà ce qu'elle va y perdre, mais elle n'est même pas sûre de ce qu'elle peut y gagner»*, poursuit-il.

Si l'Irlande ne demande pas d'aide, l'UE pourrait envisager d'autres solutions, comme l'injection directe de liquidités dans les banques irlandaises. *«Cela aurait l'avantage de montrer que le problème de l'Irlande vient de ses banques, et non pas d'un défaut structurel. On rassurerait alors les investisseurs sur la situation économique du pays»*, analyse Céline Antonin. C'est cette solution que semblent privilégier les ministres des Finances européens, comme les autorités irlandaises. (20minutes.fr 17.11)

Le 18 novembre

Deux sujets de causerie aujourd'hui. Je ne suis pas très en forme, mais comme il pleut tous les jours j'ai le terrain en moins à nettoyer et arroser donc plus de temps pour bosser. Au fait, je suis toujours en négociation pour vendre mon terrain, ce sont les voyous de mon village qui veulent me racketter qui retarde la conclusion et peuvent la faire avorter.

On reviendra plus tard sur la mobilisation sur les retraites car tout n'a pas été dit, il faut dire que j'ai toutes les peines du monde pour m'y retrouver entre infos et intox. J'ai pu donner l'impression que j'avais minimisé cette mobilisation, cela serait involontaire, disons que je me méfie de ce je lis, et des gauchistes qui se sont manifestés bruyamment à cette occasion.

1- Parti radical, Nouveau Centre, MoDem, leurs principaux dirigeants se sont relayés ces derniers jours pour commenter le remaniement ministériel et rappeler qu'ils existaient encore. La fable du centrisme est épuisé depuis la crise du capitalisme des années 70, à cet égard l'élection de Giscard avait davantage correspondu au crépuscule qu'à l'aube du centrisme, une anomalie spécifique à la France en proie à la crise de ses institutions.

L'évolution du capitalisme mondial depuis le début des années 90 a fini par réduire à néant l'espace politique jusqu'alors réservé au centrisme. La radicalisation de la guerre de classe du capital sous la direction de l'aristocratie financière aurait dû le faire disparaître si en réponse la guerre de classe du travail s'était développée, mais tel ne fut pas le cas, lui offrant ainsi un nouveau sursis.

Ardents partisans de l'Union européenne, cultivant l'illusion de son indépendance face à l'impérialisme américain qu'ils vénèrent par ailleurs, les centristes connaissent en quelque sorte le sort qui était réservé à l'UE dès sa fondation.

La radicalisation de la guerre de classe du capital sous la direction de l'aristocratie financière a mis fin également au réformisme,

cette fois en réduisant à une peau de chagrin l'espace politique dans lequel peut évoluer le PS, au point de devoir proclamer ouvertement qu'il se réclamait de l'économie de marché, du capitalisme, c'était en 1983. Face à cette situation, l'avant-garde du prolétariat aurait dû elle aussi se radicaliser, le terme n'est pas approprié ici, disons plutôt qu'elle aurait dû prendre acte de cette évolution et en profiter pour changer de tactique, or elle fit exactement l'inverse en continuant sur la ligne du front unique en direction du PS et du PCF au nom du combat pour des réformes, alors que l'ère des contre-réformes et de la liquidation de tous les droits acquis ou concédés par le capital à la classe ouvrière depuis la fin de la Seconde guerre mondiale avait sonné.

La réforme bancaire américaine de 1990, le développement du capitalisme en Asie du Sud-Est, l'implosion de l'URSS et le traité de Maastricht à la même époque, annonçait ou précédait une nouvelle offensive du capitalisme contre le prolétariat mondial. Dès lors, sur le plan économique et social la classe ouvrière devait engager une lutte défensive pour conserver tous ces acquis ou droits, et sur le plan politique elle devait passer à l'offensive et se regrouper dans un parti menant une lutte à mort contre les partis parlant en son nom et liés au régime qui avait décidé d'avoir sa peau, de lui reprendre un à un tout ce qu'il avait dû lui concéder au cours de la lutte des classes depuis 1945.

Aucun parti n'a décidé de se positionner sur cette ligne, les uns et les autres préférant collaborer avec les appareils du PS ou du PCF et ceux des syndicats qui leur étaient liés, colportant des illusions criminelles dans ces partis, qui à les écouter, étaient encore des partis ouvriers ou pourraient le redevenir un jour indéterminé. Cette confusion savamment entretenue jusqu'à l'heure où nous écrivons ces lignes a eu notamment pour conséquence de ne jamais pouvoir construire le parti. Cette politique mise en oeuvre dès les années 83-84 avait pour objectif de regrouper dans le même parti les militants provenant de ces partis et opposés à la ligne politique de leurs directions, elle a totalement échoué, un constat que l'on peut dresser près de trois décennies plus tard.

"Dans la Neue Rheinische Zeitung, Engels exprimant cet état d'esprit – à savoir qu'il fallait accepter l'idée que pendant un temps indéterminé tout espoir révolutionnaire était interdit – écrivait : " *En présence de cette prospérité générale où les forces de la production de la société bourgeoise s'épanouissent avec toute la luxueuse somme possible dans le cadre bourgeois, il ne saurait être question d'une véritable révolution* ". (J. Droz, *L'Internationale ouvrière de 1864 à 1920*)

Si l'amélioration du sort de la majorité de la classe ouvrière ainsi que celle de la petite-bourgeoisie renvoyait la révolution à plus tard, nous n'irons pas jusqu'à dire que tous les partis ont alors abandonné cette perspective, ils ont profité de ce rapport entre les classes pour se détourner des couches les plus défavorisées du prolétariat, les plus aptes à rompre avec le capitalisme et les institutions, au profit de ses couches les plus favorisées dont finalement la résistance ou le combat s'inscrivait uniquement dans la perspective de la survie du capitalisme auquel elles étaient totalement subordonnées.

Ainsi ces partis se sont de plus en plus éloignés de la cheville ouvrière indispensable à la construction d'un véritable parti communiste, au profit d'éléments petits-bourgeois davantage préoccupés par leur propre sort que par celui de la classe ouvrière dans son ensemble, au point d'occulter désormais totalement le combat pour le socialisme. Il ne faut pas s'étonner ensuite que cette dérive opportuniste se soit traduite par l'absence de toute issue politique à proposer aux travailleurs. Gouvernement PS-PCF, gouvernement ouvrier composé de ces partis et d'autres, Assemblée constituante dont l'essentiel des représentants seraient issus de ces partis, voilà en gros tout ce qu'ils ont été capables de proposer aux travailleurs qui depuis des lustres n'ont plus aucune illusion dans ces partis pour les conduire au socialisme ou transformer radicalement la société.

Ils n'ont pas été capables de trouver la bonne combinaison pour s'adresser aux couches du prolétariat les plus durement frappées par la crise du capitalisme et susceptibles d'être gagnées au socialisme, et de situer chaque combat comme une étape sur la voie du socialisme et non une fin en soi.

Il y avait dans le n°123 d'*Informations ouvrières* à la page 6, une réflexion intéressante d'une étudiante en première année de droit que j'ai relevé et qui conforte mon analyse : "*Je me dis que les gens qui se sont battus dans le temps pour avoir ce qu'on a, ils ne l'ont pas fait pour que tout soit remis en cause. (...) Tout cela, ç'aura été fait pour rien ?*"

Mais comme ils ne l'ont pas fait dans la perspective du socialisme, ce qui arrive aujourd'hui était parfaitement prévisible malheureusement.

Pourquoi ne pas le dire franchement aux travailleurs et jeunes et se contenter d'une citation ? Parce qu'aucun parti n'est sur une ligne politique de rupture avec le capitalisme et ses institutions politiques malgré les déclarations de certains d'entre eux.

Et cette étudiante de conclure après avoir pointé "*La classe moyenne est en train d'être détruite. Il n'y aura plus que des très riches ; et nous, qu'est-ce qu'on a comme avenir ? SDF ?*", "*C'est peut-être exagéré, ce que je dis, mais pour faire changer les choses, il faudrait une révolution.*"

Elle a raison, il faut l'encourager à approfondir sa réflexion, le conditionnel en moins, la révolution, c'est la seule solution !

Cette étudiante en droit se lamente parce qu'elle aspire à faire partie de la classe moyenne, elle observe qu'elle est en train de fondre et de se prolétarianiser au fur et à mesure que le capitalisme s'enfonce dans la crise, si tel n'était pas le cas, sans doute qu'elle porterait un autre regard sur la situation et qu'elle serait indifférente au sort de la classe ouvrière dont elle ne sera sans

doute jamais vouée à partager le triste sort qu'elle se rassure.

Le POI est-il un parti ouvrier ou un parti représentant les intérêts de la petite-bourgeoisie ou des couches moyennes ?

On conçoit très bien que les militants du POI se soient abstenus de répondre dans cette réunion aux propos de cette étudiante, elle et l'assistance auraient pu le prendre de travers ou n'y rien comprendre, mais dans les colonnes d'un journal qui en rend compte c'est parfaitement possible en y mettant la forme bien entendu, nous ne sommes pas là pour formuler des jugements ou jouer les procureurs, mais pour aider la conscience de classe des travailleurs à progresser.

Il était facile de relier l'affirmation contenue dans sa première question à la nécessité d'abattre la Ve République, elle vous avait tendu la perche, pourquoi ne l'avez-vous pas saisie ? Et après vous vous étonnez que l'on puisse affirmer que le POI ne combat pas vraiment les institutions ?

Cette critique que je formule ici, on pourrait la renouveler plusieurs fois à la lecture de chaque numéro de ce journal. Ce Parti fonctionne comme une chambre d'enregistrement des illusions des masses que finalement il ne combat pas vraiment.

Les masses abordent la situation avec leurs illusions, le constat qu'elles dressent de la réalité est souvent juste, mais dès qu'il s'agit de l'interpréter, c'est là qu'elles s'emmêlent les crayons et que leurs illusions remontent à la surface. Notre devoir est alors de les aider à les repérer dans un premier temps, pour qu'ensuite elles en comprennent elles-mêmes la signification politique, ensuite seulement la discussion peut continuer, procéder autrement serait perdre son temps.

Dans le même registre et pour confirmer ce qui vient d'être dit.

Lu IO n°123 page 9, à propos du Bureau national du POI du 6 novembre : "*En effet, dans le combat contre la réforme des retraites, les travailleurs se sont heurtés au refus des dirigeants des partis de gauche de rompre avec les diktats des institutions capitalistes internationales (Union européenne, FMI...) — soumission aux impératifs de la dette, exigence d'une « bonne réforme » —, ce qui a permis de faire passer la réforme de Sarkozy.*"

Essayons de comprendre.

Les dirigeants des partis dits de "*gauche*" - c'est déjà plus précis et conforme à la réalité comme formulation, ont cédé à l'exigence d'une « *bonne réforme* » souhaitée également par les représentants du capital en France, Sarkozy et Parisot, à moins qu'ils aient été contre ou qu'ils soient eux-mêmes tombés dans le "*piège*" tendu par l'UE et du FMI, hypothèse totalement invraisemblable évidemment mais que peut sous-entendre le discours du POI, car il n'est plus question ici de la rupture des partis dits de "*gauche*" avec les institutions de la Ve République dont Sarkozy est le sommet et le chef d'orchestre, le Bonaparte de service.

Ni les travailleurs ni les partis dits de "*gauche*" ne se sont heurtés aux institutions de la Ve République, ce qu'il fallait lire et comprendre finalement. A part cela, le POI ne chercherait pas à ménager les institutions...

Ne cherchez pas non plus la réponse à la question de savoir pourquoi les partis dits de "*gauche*" ne tiennent pas à "*rompre avec les diktats des institutions capitalistes internationales*, car il faudrait affirmer que l'existence de ses partis est liée organiquement à celle du régime et que pour cette raison ils ne rompent jamais avec lui, la chute du régime et une révolution menée à son terme entraîneraient la disparition de ces partis, véritables appendices du capital, quelle horreur, ils sont tellement indispensables à la classe ouvrière selon le POI, et puis cela en serait fini du front unique en direction de ces partis et le POI est incapable de mettre en oeuvre une autre tactique pour en avoir fait une stratégie, ceci expliquant cela.

2- Le NPA ne propose rien aux travailleurs et militants à part perdre leur temps dans des discussions interminables, vérifions-le.

Déclaration de la direction du NPA : *A celles et ceux qui luttent et qui ne lâchent rien* - 15 novembre

Que les autres, les passifs et les capitulards, l'immense majorité des travailleurs, aillent se faire foutre autrement dit, cet article n'est pas pour eux ! Merci pour eux quand même !

Elle se termine ainsi : "*C'est pourquoi le NPA en appelle au regroupement pour construire et imposer l'alternative anticapitaliste. Nous proposons que toutes celles et ceux qui luttent et ne lâchent rien, jeunes, salariés, précaires, chômeurs, retraités, équipes de militantEs radicaux du mouvement social, formations engagées dans la lutte en débattent ensemble pour avancer dans cette voie.*"

Le mot *socialiste* doit leur brûler la langue ! Quelle forme de regroupements propose-t-il ? Aucun. Propose-t-il de préparer une conférence ou quelque chose d'autre du même genre ? Rien. Des bavards, quoi !

Le PS a défendu l'allongement de la durée de cotisation, peu importe, on ne peut pas s'en passer : "*Le Parti Socialiste présent aux manifs – et c'est tant mieux*", pour dire plus loin que c'est un parti pourri et infréquentable !

L'hystérique du Palais a fait des émules parmi les médias, par exemple sur TV5Monde Asie les journalistes qui se relaient au journal de 20h30 ne peuvent pratiquement plus faire une phrase sans employer au moins un superlatif absolu ou une expression à valeur de superlatif jusqu'à l'extravagance, grotesque, tout y passe, substantifs, adjectifs, adverbes, ils y mettent même le ton pour être plus persuasifs quand ne s'y mêlent pas des grimaces, des sourires débiles ou déplacés qui étonnent parfois leurs invités, à croire qu'ils sont sous l'emprise d'amphétamines ou de la cocaïne ou ses dérivées, pour montrer qu'ils sont bien à la hauteur des attentes de leur cher président, Sarkozy, et recevoir les félicitations du directeur de l'information de leur chaîne. !

J'ai relevé trois superlatifs absolus dans cet article du NPA totalement déplacés : "*hyper-austérité*", "*manifestations multimillionnaires*", "*ultra majorité de la population*".

S'il existe un régime d'hyper-austérité en France, comment alors qualifier le régime infligé aux travailleurs par le gouvernement Papandréou en Grèce, d'hyper hyper hyper-austérité : ridicule ! ; les manifestations les plus importantes ont rassemblé au mieux peut-être trois millions de participants, et encore ce chiffre paraît peu crédible, il était annoncé avant même le début des manifestations sur les coups de 10h du matin, il est vrai qu'au-delà de un commence la multitude ! quelle expression faudrait-il donc employer pour parler des dizaines de millions de travailleurs, retraités ou jeunes qui ne se sont pas mobilisés ? ; quant à la proportion de la population soutenant les mobilisations elle a atteint selon des sondages 70%, il s'agissait de sondages qui n'avaient qu'une valeur purement indicative à prendre au conditionnel sur les intentions réelles des personnes sondées, donc pas de quoi en faire un plat !

On a l'impression qu'ils veulent absolument se convaincre de quelque chose, dans un autre article du 10 novembre intitulé Colère intacte, pouvoir discrédité..., j'ai relevé les expressions suivantes : à propos de la mobilisation sur les retraites "*l'expérience cumulée est colossale*", gigantesque aurait été mieux, ils n'ont pas été capables de capitaliser celle de 2005 sur le TCE, de 2006 sur le CPE ; Sarkozy fait face à "*une grande très grande impopularité*", une hyper impopularité aurait été du meilleur effet, mais quel est son contenu réel, cela ne les intéresse pas ; le 6 novembre "*la participation est restée très élevée, très combative et radicale*", bref révolutionnaire, pour renouer souvent avec le gauchisme ou un aventurisme débridé et dangereux et envoyer des travailleurs et des jeunes inutilement au casse-pipe ou se faire matraquer, c'était faire preuve, comment dire, d'une "grande très grande" irresponsabilité !

Politique.

1- France.

1.1- Une faillite sans "**faillite**".

"*La volonté d'avoir une solidarité gouvernementale sans faille, l'idée d'un pour tous et tous pour un*", c'est un peu ça la feuille de route politique", a dit François Baroin après le premier conseil des ministres de la nouvelle équipe, au lendemain de l'interview télévisée de Nicolas Sarkozy. (Reuters 17.11)

1.2- Les premières gamelles du nouveau gouvernement.

1.2.1- Conflit d'intérêt. Nora Berra défend son ex-employeur.

"*Ses déclarations sur le Mediator sont scandaleuses*", s'insurge Gérard Bapt. Il évoque l'intervention de Nora Berra sur iTele qui déclarait mardi : "*il faudra voir la relation d'imputabilité entre le médicament et ses effets*" alors que le Mediator est accusé, dans une étude présentée par la Caisse nationale d'assurance maladie (CNAM) d'avoir causé 500 décès et 3500 hospitalisations pour des pathologies cardiaques.

"*Ce sont ses premières déclarations en tant que secrétaire d'Etat et elle remet en cause des études de la CNAM et de l'Afssaps. C'est fort !*", poursuit le député, accusant la secrétaire d'Etat de défendre le laboratoire Servier, qui a commercialisé ce produit de 1976 à 2009 en France. (Lepost.fr 17.11)

Les dirigeants du laboratoire Servier devraient être excutés ! C'est cela la démocratie ouvrière.

1.2.2- Il en avait "**assez**" de votre société monsieur Chatel. Un élève du lycée Toulouse-Lautrec de Bordeaux a tenté mercredi de s'immoler par le feu et a été transporté au CHU de la ville dans un état très grave selon les pompiers.

Le lycéen âgé de 18 ans s'est aspergé d'acétone auquel il a mis le feu dans un couloir du premier étage de l'établissement. Les pompiers l'ont transféré au service des grands brûlés du CHU de Bordeaux.

Selon le chef d'établissement, le lycéen, en bac pro de communication graphique, est "*réputé bon élève et rien ne laissait présager son geste*".

"*Juste après, et avant d'être évacué vers l'hôpital, il était conscient et m'a dit qu'il en avait assez*", a ajouté le proviseur.

Le ministre de l'Education nationale, Luc Chatel, annonce dans un communiqué qu'il se rendra sur place "*au cours de la soirée pour s'entretenir avec la communauté éducative et les membres de la cellule psychologique*". (Reuters 17.11)

1.2.3- Karachi, corruption et paradis fiscal : quand le porte-valise s'appelait... Sarkozy !

La piste d'une affaire de corruption pendant la campagne présidentielle de 1995, susceptible d'impliquer Nicolas Sarkozy, a été confirmée par des auditions de justice, notamment celle d'un ex-ministre, Charles Millon.

Par ailleurs, un autre témoin auditionné par le juge Renaud Van Ruymbeke, Gérard Menayas, ancien dirigeant de la DCN, qui construisait les sous-marins, a confirmé que les commissions passaient par le Luxembourg, où deux sociétés, Heine et Eurolux, avaient été créées pour les récolter.

Ce témoin, selon la même source proche du dossier, confirme d'autres éléments du dossier judiciaire, notamment un rapport de la police luxembourgeoise, selon lesquels c'est Nicolas Sarkozy, ministre du Budget (1993-1995) et porte-parole de la campagne Balladur qui avait organisé ce transit au Luxembourg. (Reuters 17.11) (lire l'article en entier dans cette page)

2- Irak.

Le président irakien Djalal Talabani annonce dans un entretien diffusé mercredi qu'il ne signera pas l'acte de condamnation à mort de Tarek Aziz, ancien vice-Premier ministre de Saddam Hussein.

"*Non, je ne vais pas signer l'ordre d'exécution à l'égard de Tarek Aziz et je ne vais pas signer un ordre de ce genre parce que je suis socialiste*", a dit Djalal Talabani à France 24. (Reuters 17.11)

On ne réclamera pas la tête de Tarek Aziz parce que Saddam Hussein devait être socialiste aussi !

3- Afghanistan.

La mission de combat de l'OTAN en Afghanistan pourrait se prolonger au-delà de 2014, date retenue pour le transfert de la sécurité aux forces afghanes, a déclaré mercredi Mark Sedwill, le représentant civil de l'OTAN dans le pays. (AP 17.11)

Social.

1- France.

La Cour des comptes préconise pour financer l'amélioration des transports ferroviaires en Ile-de-France à continuer d'augmenter les tarifs pour les usagers.

Une telle hausse "*apparaît difficilement évitable si les pouvoirs publics font le choix d'un rattrapage rapide du niveau des investissements*", dit Didier Migaud. (Reuters 17.11)

2- Suisse.

Le groupe pharmaceutique suisse Roche a annoncé mercredi son intention de supprimer 4.800 emplois dans le monde ces deux prochaines années, soit 6% de ses effectifs, la plupart aux Etats-Unis. Cette restructuration doit lui permettre d'économiser 1,79 milliard d'euros par an d'ici 2012.

En 2009, le groupe, qui comptait 82.000 employés dans le monde, a enregistré un chiffre d'affaires de 36,3 milliards d'euros.

La multinationale prévoit par ailleurs de transférer 800 postes vers d'autres sites et d'en externaliser quelque 700. Au total, ce sont donc 6.300 emplois qui sont concernés par la restructuration: 3.550 aux Etats-Unis, 1.300 en Europe, et 680 dans d'autres pays du monde.

"*Ces mesures sont nécessaires pour garantir durablement les résultats de Roche*", assure le patron du groupe, Severin Schwan,

cité dans un communiqué publié mercredi par la multinationale.

Le syndicat suisse Unia rappelle que Roche a engrangé l'an dernier un bénéfice de 6,3 milliards d'euros et accru ses profits de 80% en cinq ans. (AP 17.11)

6,3 milliards d'euros + 1,79 milliard d'euros = 8,09 milliard d'euros, c'est mieux ! 4.800 emplois dans le monde en moins aussi !

Economie.

Russie.

Le gouvernement russe a approuvé mercredi un plan de privatisation impliquant la vente d'environ 23,5 milliards d'euros d'actifs publics sur les trois prochaines années.

Il implique la cession de participations dans les deux plus grandes banques du pays, dans son principal producteur pétrolier et dans son monopole ferroviaire. (Reuters 17.11)

Le 20 novembre

Hier j'ai été occupé avec l'affaire de ma maison et il n'y a pas eu d'électricité toute la journée, je n'ai donc pas pu travailler. Je suis sûr à 90% de quitter ce village pourri avant le 10 décembre, je serai fixé lundi en principe. Je ne sais pas encore où je vais aller vivre, j'aurai à peine une semaine pour trouver une location et déménager, etc. Il me reste encore un mois environ pour renouveler l'abandonnement du site au serveur, j'hésite comme tous les ans à continuer, compte tenu que je ne reçois aucune contribution, j'ai très envie de continuer mon activité politique sous une autre forme, à un autre rythme avec moins de contraintes.

Je pensais qu'Internet serait propice à développer une riche correspondance, je me suis trompé. Je pensais également qu'en abordant le militantisme sous un autre angle ou des angles différents, les militants apprécieraient, je me suis trompé aussi apparemment. Bref, j'accorde tellement d'importance à la qualité des relations humaines, que je ne supporte plus du tout celles qui prévalent sur Internet que je trouve futiles ou inutiles. Je ne compte pas perdre mon temps encore longtemps, et si ce travail ne m'aidait pas à réfléchir, j'aurais déjà fermé le site depuis belle lurette. Maintenant, je ne suis pas enchaîné à ce mode d'expression pour progresser ou nourrir ma réflexion. Sur ce, vos partis, vos dirigeants et leurs politiques sont merveilleux, eh bien, je vous laisse en leur compagnie ! Je ne suis pas de mauvaise humeur, le mouvement ouvrier est un véritable cauchemar !

Bon week-end quand même.

Politique.

1- France.

1.1- L'étau se resserre sur Sarkozy et sa cour.

Des familles des victimes de l'attentat de Karachi en 2002 demandent à la justice l'audition comme témoins de Nicolas Sarkozy, de son prédécesseur Jacques Chirac et de l'ancien Premier ministre Dominique de Villepin.

Sandrine Leclerc, porte-parole de familles de victimes de l'attentat, s'est adressée au président de la République devant la presse, rappelant qu'il avait promis d'être à leurs côtés en 2006, mais qu'il refusait maintenant de les recevoir.

"Non seulement vous nous avez abandonnés mais nous nous sommes aperçus que vous nous aviez menti. Aujourd'hui, nous vous demandons des comptes, vous nous devez la vérité, vous ne pouvez plus continuer à mentir de la sorte", a-t-elle dit.

L'Elysée ne fait pas de commentaires, a dit l'entourage du chef de l'Etat. Nicolas Sarkozy a qualifié publiquement de "fable" l'hypothèse d'un lien entre l'attentat et une affaire de corruption, dont il conteste l'existence.

La Constitution semble rendre impossible une audition de Nicolas Sarkozy, puisqu'elle interdit toute poursuite ou interrogatoire du chef de l'Etat sur des faits susceptibles de le mettre en cause.

Me Olivier Morice, avocat des familles de victimes, met le président au défi de se présenter. *"Si Nicolas Sarkozy n'a rien à*

se reprocher, pour quelle raison ne répondrait-il pas à la justice en qualité de témoin, pour expliquer la 'fable' qu'il a exposée ?", a-t-il dit jeudi aux journalistes.

Les dépositions de Jacques Chirac et de son ex-secrétaire général à l'Elysée Dominique de Villepin sont également sollicitées, car Charles Millon a raconté au juge que les services secrets, la DGSE, leur avaient rendu compte oralement et directement en 1995 de leur enquête sur l'affaire.

La DGSE a placé sur écoute l'entourage d'Edouard Balladur et de son ministre de la Défense François Léotard en 1995, a aussi raconté Charles Millon dans sa déposition. (Reuters 18.11)

Le nouveau témoin entendu jeudi, Michel Mazens, un haut fonctionnaire alors chargé par l'Etat français de négocier les contrats d'armements, a déclaré au juge, selon sa déposition relatée à Reuters par une source proche du dossier, que Jacques Chirac avait bien fait cesser les paiements en 1995.

Michel Mazens a aussi indiqué que des intermédiaires recrutés par le gouvernement Balladur, les Libanais Ziad Takiedinne et Abdul Rahman al Assir, ont été privés d'autres commissions de 200 millions d'euros concernant une autre vente de frégates à l'Arabie saoudite.

Michel Mazens, qui agissait selon ses dires sous la direction de Dominique de Villepin, alors secrétaire général de l'Elysée, a expliqué être allé voir un dirigeant de la branche commerciale de la DCN, Dominique Castellan, pour lui faire part de la décision d'arrêt des paiements.

"Il a réagi en me disant que, pour lui, c'était compliqué, car c'était faire courir des risques à ses personnels", dit Michel Mazens dans un passage de sa déposition publié par le site internet d'information Mediapart.

Une nouvelle plainte pour mise en danger d'autrui et homicides involontaires va donc être déposée et elle visera Dominique de Villepin, Jacques Chirac et les anciens dirigeants de la DCN, dit Me Morice. (Reuters 19.11)

1.2- Retour de bâton.

David Sénat, ex-conseiller pénal de Michèle Alliot-Marie au ministère de la Justice, le magistrat soupçonné d'avoir informé un journaliste dans l'affaire Woerth-Bettencourt, a décidé d'assigner en référé Brice Hortefeux, il lui reproche d'avoir enfreint la présomption d'innocence en l'accusant d'être la source d'un journaliste du Monde sur ce dossier.

Le magistrat réclame 10.000 euros au ministre de l'Intérieur et poursuit également Le Figaro Magazine pour diffamation et atteinte à la présomption d'innocence.

David Sénat lui reproche ses déclarations au Grand Jury RTL-LCI-Le Figaro du 17 octobre. Le ministre de l'Intérieur avait alors dit que la *"vérification technique"* avait confirmé qu'un haut fonctionnaire, magistrat, membre de cabinet ministériel, ayant donc accès à des documents précisément confidentiels, avait alimenté un journaliste.

"Je dis que ça tombe sous le coup du non-respect du secret professionnel", avait-il ajouté.

Selon l'assignation déposée par David Sénat, citée par le quotidien, Brice Hortefeux *"a violé, de manière évidente, l'article 9-1 du code civil qui protège la présomption d'innocence des personnes."*

Brice Hortefeux fait valoir qu'*"ainsi qu'il résulte des termes mêmes de l'assignation, le ministre n'a pas cité le nom d'un conseiller de cabinet ministériel"*. Le ministre se réserve la possibilité de répondre à ce référé *"par toutes les voies de droit adéquates"*, ajoute le ministère de l'Intérieur. (Reuters 19.11)

1.3- La vengeance est un plat qui se mange froid... ou chaud, au choix !

Patrick Devedjian accuse Nicolas Sarkozy d'avoir manœuvré pour le priver de la direction de l'UMP des Hauts-de-Seine, au motif qu'il aurait perturbé les ambitions politiques du fils du président, Jean Sarkozy.

Dans un entretien au Monde daté de samedi, l'ex-ministre de la Relance, qui a quitté le gouvernement à l'occasion du récent remaniement, décrit une fédération des Hauts-de-Seine dirigée de l'Elysée au service de Jean Sarkozy.

Nicolas Sarkozy aurait décidé de se venger de Patrick Devedjian lorsqu'il a appris que son fils Jean, 24 ans, avait des opposants lors d'élections internes.

"Le 15 octobre, j'ai été convoqué en urgence par Nicolas Sarkozy à l'Elysée. Il s'est ému que cinq candidats se présentent contre son fils Jean aux élections internes de l'UMP à Neuilly", raconte l'avocat. "Il m'en a rendu responsable. J'ai dit que c'était faux. Il ne m'a pas cru et, très mécontent, m'a dit que j'aurais bientôt 'une surprise'."

Quelques jours plus tard, le député-maire de Chaville, Jean-Jacques Guillet, s'est porté candidat contre Patrick Devedjian pour présider l'UMP dans les Hauts-de-Seine.

Selon Patrick Devedjian, des élus ont reçu des pressions de conseillers de Nicolas Sarkozy ou du chef de l'Etat en personne pour les inciter à voter en faveur de Jean-Jacques Guillet.

Le jour du scrutin, "les électeurs étaient accueillis par Patrick et Isabelle Balkany", proches du président et protecteurs de Jean Sarkozy, "qui leur demandaient pour qui ils allaient voter".

Patrick Devedjian a été battu par 319 voix contre 180, et très largement dans les circonscriptions de Neuilly et Levallois, fiefs respectifs de Jean Sarkozy et du couple Balkany. (Reuters 19.11)

1.4- Hypocrisie.

Jeudi dernier, un suspect a été mis en examen après que les enquêteurs découvrent, à son domicile en Seine-Saint-Denis, une valise contenant 1,5 kg de cocaïne, une kalachnikov, un pistolet-automatique avec silencieux, une centaine de cartouches.

Mardi dernier, au regard des déclarations du trafiquant présumé, une juge des libertés et de la détention de Seine-Saint-Denis a pris la décision de remettre en liberté, parce qu'"Il prétend avoir été dupé", par un ami, mis à la porte de chez lui, qui lui aurait demandé de garder cette valise, rapporte une source proche de l'affaire, selon Le Parisien. (Reuters 18.11)

Sur ce des policiers et leur ministre hurlent au scandale. Mais qu'en est-il vraiment ?

En 1976 un de mes potes qui prenaient de la cocaïne se fournissait auprès de dealers à Boulogne Billancourt (92), dont l'un était fils de banquier et la plupart de ses potes étaient issus du même milieu. Un jour les flics ont arrêté 42 personnes, de simples consommateurs et des petits dealers. Je me souviens encore la réflexion de Jean-Pierre : ils n'ont pas péché les gros poissons, dont le fils du banquier en question.

A peu près à la même époque, ce sont les fils de Giscard et de Poniatovsky qui atterrisaient en pleine nuit au commissariat de police de Saint-Cloud à moitié à poil et le pif bien rempli. Une fois la vérification d'identité terminée, les chauffeurs des ministres en question viendront chercher leurs rejtons.

A Saint-Cloud, une ville de pauvres comme chacun sait, j'y avais loué une chambre de bonne minuscule pour 500 Frs par mois, la moitié de mon salaire de misère, il existait un café qui s'appelait Le beau soleil, situé à deux cent mètres du lycée dans la même avenue, dans une rue parallèle située en contrebas, mais à l'opposé de ce café, se trouvaient les bureaux d'Interpol.

Le Beau soleil était le point de rendez-vous de tous les camés et dealers du coin, des gosses de riches, moi, j'étais coursier en mobylette et je n'avais pas tous les jours de quoi bouffer. Un jour un pote m'a présenté Nono, un type beaucoup plus âgé que nous, la trentaine passée, Norbert était dealer, on pouvait tout lui commander en quantité illimitée. Il nous raconta qu'il fournissait le showbusiness et la Jet-set de l'époque, je me souviens de quelques noms qu'il a cités, Cocatrix, Halliday, le patron du Crazy Horse, etc., il allait directement chercher la marchandise à la descente de l'avion via le Liban très souvent, il roulait dans une modeste 4L blanche dont il avait retiré le siège arrière pour pouvoir installer son chien, un énorme dogue allemand, c'était aussi dissuasif qu'un flingue sans doute, il réglait ses plus grosses affaires dans un appartement qu'il avait loué à un autre nom situé sur le même palier que celui où il habitait. Ces conversations se déroulaient tranquillement dans ce bistrot à deux pas d'Interpol sans qu'il ait jamais été inquiété, et il n'y a jamais eu la moindre descente de flics dans ce café.

J'ai une autre histoire dans le même registre, elle date de 1975. Bon pour le service militaire, j'ai atterri directement à l'infirmerie de la base aérienne de Villacoublay. Je jouais la comédie pour être réformé, je n'avais rien bu ni fumé, mais j'étais tellement déterminé à ne pas rester un jour de plus dans cette caserne que j'ai fini par convaincre les militaires que je risquais de me suicider. Ils m'ont traîné de force pour me passer leur saloperie d'uniforme, pour tenter de casser ma résistance ils m'ont fait deux piqûres de valium, en vain. C'est là qu'ils se sont résolus à m'envoyer à l'infirmerie sans passer par la case coiffeur, j'avais les cheveux frisés et très longs à l'époque, mes modèles étaient Led Zeppelin, Pink Floyd, etc. Un matin au réveil je découvre un paquet de gâteau sur la table de chevet. J'avais entamé une grève de la fin, donc je décide de ne pas y toucher. On frappe, un gradé d'une cinquantaine d'années entre. Il me dit que tout va bien et que c'est lui qui m'a apporté ces gâteaux, qu'il est avec moi. Sur le coup je ne comprends rien, je crois rêver, en fait il était le second officier le plus gradé de la base. Il m'explique qu'il va quitter l'armée pour reprendre des études et qu'il en a plus que marre, qu'il a fait une sacrée connerie en s'engageant... Il devine à mon look que je ne fumais pas que des cigarettes, et là il me raconte une histoire invraisemblable. Quand les Mirages reviennent du Liban ils ne sont jamais vides, ils sont bourrés de came... A qui était-elle destinée, il ne me l'a pas dit et je n'ai pas souvenir de lui avoir

demandé, cela aurait été inutile. Il faudrait poser la question au ministre de la Défense de l'époque, il doit forcément connaître la réponse. Elle était peut-être revendu à des banquiers ou leurs rejetons pour alimenter les caisses du RPR ou de l'UDF, qui sait ? Où alors à de gros dealers comme Norbert. Il m'avait dit récupérer parfois la came directement à la sortie de l'avion, il ne m'a pas dit où ni lequel !

En 1986, j'habitais alors Clichy-sur-Seine, j'ai revendu ma voiture, une Golf 1600, à un jeune policier de la brigade antigang ou antiterroriste. Alors qu'il conduisait la voiture pour l'essayer, j'ai engagé la conversation avec lui sur son métier. Il m'a alors raconté tranquillement qu'ils savaient très bien où nichaient toutes les personnes soi-disant recherchées par toutes les polices de France, il évoqua Action direct, qu'il avait parfois les boules de les croiser dans la rue sans pouvoir les arrêter. A ma question de savoir pourquoi, il m'a répondu qu'il devait attendre les ordres d'en haut, que c'était uniquement un calcul politique, on en arrête un ou deux quelques mois avant une élection par exemple, cela fait remonter automatiquement la cote du parti au pouvoir... Je me rappelle parfaitement cette conversation, car un peu naïf je ne soupçonnais pas que de telles pratiques existaient, et dire que j'avais milité un peu plus de trois ans dans un parti !

Donc, pour revenir à notre affaire du jour, tout se serait bien passé si elle n'avait pas été ébruitée, médiatisée, si elle n'avait pas atterri dans l'oreille de journalistes, à croire que Sarkozy et son gouvernement ont plus d'ennemis qu'ils ne pensent, finalement c'est le produit de la crise qui continue de ronger le régime et contre laquelle Sarkozy est impuissant.

Et puis, comment créer un climat de psychose permanent dans le pays et justifier auprès de la population la présence policière, l'installation de caméras de vidéosurveillance, etc., si on arrête les gangsters avant même qu'ils flinguent dans tous les coins, franchement, c'est une grave erreur stratégique. On est prêt à parier qu'à défaut de pouvoir s'en prendre à cette juge, Hortefeux va se retourner contre les flics qui ont fait un excès de zèle en menant cette enquête, il faut bien que la responsabilité de ce couac retombe sur quelqu'un.

1.5- Il n'y a pas de risque que cela arrive !

Jean-Christophe Cambadélis : "le PS n'est pas en voie de gauchisation", sur son blog le 18 novembre. (Lepost 18.11)

Ouf, ils sont rassurés à la Bourse ! Au FMI ils savent déjà à quoi s'en tenir !

1.5- Cachez-moi ce réactionnaire.

Le président du Parti de gauche (PG) a estimé sur i>Télé que les formations à la gauche du PS ne pourraient se ranger derrière la bannière du directeur général du Fonds monétaire international (FMI).

"Si les socialistes ont la bêtise de désigner Dominique Strauss-Kahn comme candidat et que je ne puisse pas passer devant lui, nous aurons le plus grand mal à rassembler la gauche autour du programme du directeur du FMI", a-t-il dit. (Reuters 19.11)

Exprime-t-il un regret ?

Que le programme du PS soit calqué sur celui de l'UMP qui est lui-même calqué sur la politique préconisée par le FMI n'est pas vraiment un problème pour Mélenchon, il faut seulement éviter de trop l'ébruiter avant 2012. Désolé, c'est trop tard !

1.6- La philosophie au secours du capitaliste pour le légitimer, la fatalité.

Afin d'assurer le "succès" du développement de la philosophie "en seconde et en première", le ministre a cependant posé trois conditions, la première étant qu'il n'ait pas d'impact sur les programmes et les horaires de la classe de terminale.

Une "expérimentation d'un enseignement anticipé de la philosophie" sera lancée à l'échelle nationale, aussi bien en seconde qu'en première, sur la "base du volontariat et d'appel à candidatures", selon le ministre. Les professeurs de philosophie pourront par exemple intervenir de façon ciblée au sein des cours d'autres disciplines pour en "éclairer la portée philosophique". (AP 18.11)

La philosophie n'a pas pour objectif d'interpréter le monde dans la perspective de le changer contrairement au socialisme scientifique. Principalement idéaliste ou matérialiste sans être dialecticien, le philosophe s'emploie à ériger en système l'idée qu'il se fait du monde à partir de la représentation qu'il en a et non à le décrire en partant de l'évolution des bases matérielles qui sont à l'origine de sa transformation.

Jusqu'au début du XXe siècle, plutôt qu'au milieu du XIXe siècle, la réflexion du philosophe était le produit des contradictions des rapports de production de son époque, dans son esprit toute transformation de la société ne pouvait intervenir que dans les limites imposées par ces rapports qui déterminaient l'ensemble des rapports existant. C'est par exemple pour cette raison qu'Aristote pouvait justifier l'esclavage. Souvenons-nous également que le droit ne peut pas être supérieur au

développement économique de la société à une époque donnée.

Le philosophe idéaliste se représente le monde à travers le prisme déformant de son cerveau, pour ainsi dire comme issu de son cerveau, le verbe précède l'action, le monde serait à l'image de l'idée qu'il en a, il serait sa création. Pour le philosophe matérialiste, la transformation du monde serait le produit de l'enchaînement mécanique de faits sans qu'il existe forcément de liens entre eux ou qu'un fil conducteur les relie les uns aux autres. Il fallut attendre le milieu du XIXe siècle et le développement du capitalisme pour qu'une autre interprétation du monde voie le jour et que soit découvert ce fil conducteur qui relie non seulement les faits entre eux mais également les différentes étapes qui ont marqué le développement de la civilisation humaine depuis le néolithique. En découvrant que le développement des forces productives et la lutte des classes étaient les véritables moteurs du développement de l'humanité, Marx et Engels ont démontré que toutes les philosophies élaborées jusqu'à Hegel inclu n'avaient été que le produit inconscient de ces deux facteurs à des époques déterminées.

Jusqu'à l'avènement du capitalisme, les forces productives n'étaient pas suffisamment développées pour permettre de satisfaire les besoins de la totalité de la population, les différentes philosophies s'employèrent à justifier l'existence des classes et de l'Etat ainsi que les inégalités, à défendre les intérêts de la classe dominante au pouvoir ou ceux de la classe qui aspirait à prendre sa place pour exploiter à son tour la plèbe dans un grand élan d'humanisme. Ils étaient impossibles aux philosophes de concevoir autrement la société que diviser en différentes classes sociales, l'une exploitant et opprimant l'autre.

Le passage au mode de production capitaliste qui allait favoriser le développement des forces productives dans des proportions gigantesques, permettait pour la première fois dans l'histoire d'entrevoir la possibilité de délivrer l'humanité de l'exploitation de l'homme par l'homme, dans la mesure où contrairement aux rapports de production précédents, si la classe au pouvoir engendrait sa négation, le prolétariat, elle n'engendrait aucune classe pour la remplacer au pouvoir lorsque les forces productives ne pourraient plus tenir enfermées dans le cadre étroit du mode de production capitaliste, il reviendrait donc à la classe ouvrière de prendre le pouvoir et de libérer les forces productives de toute entrave et ainsi pouvoir satisfaire les besoins de la totalité de la population.

Lorsque Marx et Engels affirmèrent que le système d'Hegel avait signifié la fin de la philosophie, sans doute pensaient-ils que le concept de l'idée absolue développé par Hegel était le plus élaboré ou l'aboutissement de toutes les philosophies élaborées dans le passé, ils faisaient peut-être également référence aux conclusions de leurs propres travaux et à l'élaboration du socialisme scientifique, ce qui ne signifiait pas pour autant que la philosophie allait disparaître du jour au lendemain, il voulait dire par là que toutes les philosophies à venir ne feraient que ressasser les vieux concepts devenus obsolètes et qu'elles auraient forcément un contenu réactionnaire, qu'il en serait ainsi aussi longtemps que le mode de production capitaliste existerait ou que le prolétariat n'aurait pas pris le pouvoir, ce que l'on a pu vérifier depuis à de multiples reprises.

Maintenant, quelle idée peuvent bien avoir derrière la tête les représentants du capital Sarkozy-Chatel en promouvant la philosophie au lycée ? Dans quel contexte ? Nos chers professeurs ne sont pas vraiment des marxistes ne l'oublions pas. Favoriser chez les lycéens la prise de conscience des rapports sociaux (de production) qui régissent la société pour parvenir à la compréhension de la nécessité historique de les liquider ou au contraire les justifier et les légitimer pour qu'ils ne leur viennent pas à l'idée qu'ils ont fait leur temps et que l'heure du combat pour le socialisme a sonné ? Ne s'agirait-il pas de mieux les soumettre au régime, de leur faire admettre que tout n'est pas possible, et que tout ce qu'ils rejettent dans cette société n'est que le produit d'une terrible fatalité dont nous serions tous responsables et contre laquelle finalement personne ne pourrait rien, comme autrefois à l'époque de l'esclavage ou du servage ?

Etats-Unis. Une démocratie ?

Au terme de cinq journées de délibérations, les jurés new-yorkais n'ont retenu qu'une charge Ahmed Khalfan Ghailani, premier détenu de Guantanamo jugé devant un tribunal civil américain, celle d'avoir comploté en vue de détruire des biens américains au moyen d'explosifs. Elle pourrait lui valoir une lourde condamnation - au minimum vingt ans de prison. Le procureur fédéral Preet Bharara a annoncé qu'il demanderait la réclusion criminelle à perpétuité.

Ce Tanzanien de Zanzibar, âgé de 36 ans, était accusé d'implication dans les attentats commis en 1998 contre les ambassades américaines au Kenya et en Tanzanie. L'opération menée par Al Qaïda avait fait 224 morts.

Ghailani a en revanche été acquitté des 276 chefs d'homicide et tentative d'homicide et des accusations de conspiration dont il devait répondre.

"Ce verdict tragique démontre la folie totale de la décision de l'administration Obama de juger des terroristes d'Al Qaïda devant des tribunaux civils", a dénoncé Peter King, élu républicain à la Chambre des représentants.

"Ce verdict est une réaffirmation de ce que le système judiciaire de notre nation est le meilleur qui ait jamais été conçu", s'est félicité son avocat, Peter Quijano. (Reuters 19.11)

Alors que son implication directe dans les attentats contre les ambassades américaines au Kenya et en Tanzanie n'est pas avérée,

il risque entre 20 ans de prison ou la perpétuité, à part cela *"le système judiciaire de notre nation est le meilleur qui ait jamais été conçu"* !

Social.

1- France.

L'usine Renault de Sandouville va encore tourner au ralenti l'année prochaine. Les salariés seront au chômage technique pendant plusieurs mois, a annoncé ce vendredi France Info sur son site Internet.

«*Au premier semestre, les chaînes de l'Espace seront 44 jours à l'arrêt, 35 jours pour la Laguna*», indique France Info. Deux mois de chômage techniques supplémentaires sont prévus l'été prochain en raison de travaux dans l'usine et un autre mois entre septembre et décembre 2011.

«*On nous parle de mévente mais celle-ci a bon dos parce que Renault a préféré faire fabriquer son haut de gamme Latitude en Corée plutôt qu'à Sandouville*», a affirmé à l'AFP Nicolas Guernonprez, délégué CGT.

Il s'agit donc d'une très mauvaise nouvelle pour les salariés. En cas de chômage technique, ils avaient droit jusqu'alors à la totalité de leur salaire grâce à une aide de l'Etat. Mais ce dispositif s'arrête à la fin de l'année. (20minutes.fr 19.11)

Hypothèse : peut-être que si l'Etat ne s'était pas montré si généreux à leur égard, les travailleurs du secteur automobile se seraient davantage mobilisés sur la question des retraites. N'était-ce pas un calcul *"négocié"* entre les dirigeants syndicaux, le gouvernement et le patronat ? Privilégier certains secteurs de la classe ouvrière, diviser pour mieux régner et matraquer à coup de contre-réformes l'ensemble de la classe au bout du compte, autrement dit, réunir les conditions pour arriver à ses fins tout en garantissant la paix sociale dans le pays...

On est évidemment heureux pour ces ouvriers qui ont perçu la totalité de leur salaire quand ils étaient en chômage technique, on l'est moins en constatant une fois de plus que cet avantage ne leur a pas été accordé dans la perspective de continuer le combat contre leur patron et le gouvernement. Là non plus ils n'y sont pour rien, ce sont les dirigeants de leurs syndicats qui portent l'entière responsabilité de leur subordination au régime.

1- Suisse.

Bayer supprimera 4.500 emplois et en créera 2.500 dans les marchés émergents d'ici à 2012, ce qui doit lui permettre d'économiser 800 millions d'euros par an à partir de 2013.

"Pour financer l'expansion de nos activités de croissance, nous devons rediriger les ressources, améliorer l'efficacité et réduire les coûts", dit le président du directoire Marijn Dekkers. (Reuters 18.11)

Economie.

1- France.

1.1- Le Sarkozy nouveau est arrivé... avec un cadeau de 2,5 milliards d'euros aux plus riches.

Sarkozy a décidé de supprimer l'ISF qui a rapporté 3,2 milliards d'euros à l'Etat cette année et le bouclier qui lui a coûté 679 millions d'euros, résultat : un cadeau en perspective de 2,5 milliards d'euros supplémentaires aux plus riches.

1.2- Fumisterie.

Actuellement, la législation française prévoit des limites quantitatives concernant la circulation (1 kg, soit 5 cartouches) et la détention (2 kg, soit 10 cartouches) sur le territoire français de tabac manufacturé, pour les particuliers ayant acheté ces produits dans d'autres pays de l'UE. Or, la Commission européenne a considéré que *"cette situation n'est pas conforme aux principes de libre circulation"* et à la législation, et elle a exigé en novembre 2009 de la France qu'elle assouplisse ces règles avant de décider, en juin, de la traduire devant la Cour européenne de justice.

Pour se mettre en conformité, le gouvernement *"propose de supprimer dans le Code général des impôts toute notion de quantité"*, selon le projet de loi de finances rectificative. La seule limite serait désormais celle de la *"consommation personnelle"* qui n'est pas chiffrée.

En Espagne, en Belgique ou au Luxembourg les cigarettes se vendent 20 à 30 % moins cher que dans le réseau des 28.000 buralistes en France. (Lepoint.fr 18.11)

Je fume un paquet par jour, j'en consomme donc 365 par an, je peux donc passer une fois la frontière avec par exemple la Belgique avec 365 paquets de clopes dans mon coffre, c'est ma consommation annuelle, ce sera légale... une fois par an, avec la Belgique bien sûr !

En réalité ils ne contrôlent plus rien du tout, donc toute législation nouvelle est obsolète avant même de voir le jour.

Réaction d'un internaute désabusé.

Preuve est faite que le libéralisme et la soi-disant libre circulation n'a que faire de la santé ! Il est scandaleux qu'on ne puisse avoir une politique de santé (qui est justifiée).

La déréglementation qui va avec le libéralisme est tout sauf humaine.

Avant d'avoir des règles communes sur le commerce il aurait été juste et intelligent d'harmoniser la fiscalité et les règles sociales ainsi que les politiques sanitaires et règles protectrices de la santé ou de l'écologie.

Car on se saborde !

C'est notre santé, nos emplois, nos systèmes sociaux que l'Europe nous force à sacrifier !

Il est très curieux que l'Europe nous oblige à ne pas réglementer certains biens mais n'oblige pas à ce moment les autres pays à protéger la santé des citoyens en considérant le tabac autrement qu'un biens de consommation.

2- Etats-Unis.

2.1- Le coup monté de Government Motors pour liquider 25.000 emplois.

11 novembre 2008 : General Motors a cumulé 88 milliards de dollars de pertes depuis 2005. Le titre GM plonge immédiatement de 22,94% sur le New York Stock Exchange. La capitalisation boursière du groupe est désormais inférieure à 2 milliards de dollars, soit 85% de moins qu'en novembre 2007.

19 décembre 2008 : la Maison Blanche lâche 9,4 milliards de dollars dans le cadre du plan Paulson pour sauver General Motors. "*Cette mesure aide à préserver de nombreux emplois*", déclare à l'époque le constructeur.

31 mars 2009 : Obama somme le groupe de mettre au point un nouveau plan et de prouver qu'il est viable dans les 60 jours. Sinon, le groupe sera placé sous le régime des faillites. Pas vraiment la pire des punitions.

1 Juin 2009 : Après 77 ans de leadership sur le marché automobile mondial, GM dépose le bilan. C'est sous perfusion de l'Etat qu'il va débiter sa restructuration draconienne. Une nouvelle société est créée pour reprendre les actifs les plus rentables du groupe. L'Etat fédéral américain apporte 30,1 milliards de dollars et contrôle 60% de son capital. L'Etat canadien et la province d'Ontario, où GM possède de nombreuses usines, versent 9,5 milliards de dollars et obtiennent 12% du capital. GM ferme onze sites et en met trois au chômage technique. Le groupe lance un plan de licenciements pour passer de 62.000 ouvriers en 2008 aux Etats-Unis à 38.000 en 2011. GM est renommé Government Motors.

10 Juillet 2009 : Le nouveau General Motors sort du régime de faillite. Pour donner une nouvelle image et une meilleure gestion au groupe, 20% des cols blancs et 35% des dirigeants ont été évincés. Au total, GM aura bénéficié directement ou indirectement de 50 milliards de dollars d'aides. En échange, GM est quasi-nationalisée, et doit commencer à en rembourser une partie des aides, soit 5,8 milliards de dollars. C'est chose faite dès avril 2010.

9 novembre 2010 : Le groupe annonce 2,16 milliards de dollars de bénéfices au second trimestre, ce qui porte à 4,8 milliards ses gains depuis le début de l'année. (20minutes.fr 18.11)

18 novembre 2010 : Le constructeur automobile avait fixé mercredi un cours d'introduction à 33 dollars, soit le haut de la fourchette attendue, ce qui lui a permis de lever 20,1 milliards de dollars (14,8 milliards d'euros), en actions ordinaires et préférentielles, soit le plus gros montant levé en Bourse de l'histoire des Etats-Unis.

Le prix de 33 dollars valorisait GM à environ 63 milliards de dollars (milliards d'euros).

La plus grosse mise sur le marché de l'histoire américaine devrait avoir engendré un total d'honoraires de 273,6 millions de dollars pour les banques, option de surallocation comprise, selon les chiffres fournis par GM.

A 33 dollars l'action, la vente des titres de l'Etat représente une perte d'environ 9 milliards de dollars par rapport à l'investissement initial. L'Etat rentrerait théoriquement dans ses frais s'il parvenait à solder le reste de sa participation à une moyenne de 52 dollars par action, soit 50% de plus que le prix de clôture de GM jeudi.

Cela n'a pas empêché Obama de déclarer à la presse jeudi après-midi : "Le contribuable américain est maintenant en position de récupérer plus que ce que mon administration a investi dans GM". (Reuters 19.11)

2.2- Economie d'armement.

2.2.1- Le président américain Barack Obama a annoncé vendredi que l'OTAN avait accepté son projet de bouclier antimissile élargi en Europe qui protégerait l'ensemble des 28 pays membres de l'OTAN, dont les Etats-Unis. (AP 19.11)

2.2.2- Selon Jennifer Berlin, une des porte-parole de la commission des affaires étrangères du Sénat, le Congrès des Etats-Unis n'a pas soulevé d'objection à une exceptionnelle vente d'armes, d'environ 60 milliards de dollars, pour l'Arabie saoudite, destinée à faire face notamment à la menace jugée croissante de l'Iran. Du côté de la Chambre des représentants, aucune objection n'avait été signalée, vendredi 19 novembre.

Le plan présenté au Congrès prévoit d'autoriser la vente de 84 chasseurs bombardiers F-15 et la modernisation de 70 autres. Il compte aussi 178 hélicoptères d'attaque 70 Apache, 72 Black Hawk, 36 AH-6i et 12 hélicoptères légers d'entraînement MD-530F, selon le département d'Etat. La livraison des armes sera échelonnée sur quinze à vingt ans.

En ces temps difficiles pour l'économie, les parlementaires américains accueillent favorablement les nouvelles créations d'emploi qui devraient résulter du méga-contrat. L'avionneur Boeing, qui produit le F-15 ainsi que plusieurs modèles d'hélicoptères figurant au contrat, prévoit que 77 000 emplois découleront de cette partie du programme, qui pourrait apporter jusqu'à 24 milliards de dollars. (Lemonde.fr 19.11)

Le 21 novembre

J'ai actualisé la page *Défense du marxisme*. La lecture (et étude de préférence) des différents ouvrages que j'ai mis en ligne devrait alimenter la réflexion et la discussion sur l'échec de la bataille sur les retraites et les leçons qu'on peut en tirer.

J'ai l'impression ou plutôt la conviction par expérience, que la plupart des militants se refusent à réfléchir à une question dès lors qu'elle n'a pas été posée par leurs dirigeants ou par une autorité supérieure ou qu'ils considèrent comme telle ou encore qu'elle n'était pas sortie de leur propre tête, ne figurant dans aucune de ces catégories tout ce que je peux écrire n'a strictement aucune valeur, autrement dit, n'a de légitimité pour s'exprimer au nom de la classe ouvrière que ceux qui ont grâce à leurs yeux. Or l'objet du site que j'anime avait pour unique vocation de favoriser la réflexion des militants et non d'apporter - encore moins d'imposer - des réponses toutes faites aux questions que pose la lutte des classes à notre époque.

Si nous prenons la bataille sur les retraites, vous aurez remarqué que j'ai été un des seuls, pour ne pas dire le seul publiquement, à aborder cette question, à analyser la situation en prenant en compte l'ensemble des facteurs qui à mon sens étaient déterminants dont certains ont été systématiquement occultés par les uns et les autres comme s'ils craignaient de regarder la réalité en face et qu'ils seraient possible ainsi d'y échapper, c'était bien sûr se leurrer soi-même, comme si finalement la situation se résumait, pire se réduisait à un rapport de force entre les masses et les appareils, et encore sous un angle étriqué puisqu'ils ont réussi l'exploit de faire disparaître de leurs analyses les dizaines de millions de travailleurs inorganisés ou dont l'existence se réduisait à des sondages !

On aurait pu penser qu'en évoquant certains éléments ou aspects de la réalité qui entraînent en ligne de compte dans les rapports entre les classes et que personne ne voulait voir, des militants réagiraient dans un sens ou un autre, en vain. Je n'ai pas joué au provocateur, j'ai essayé de comprendre la situation, tout simplement. Cette absence quasi-totale de réaction est plutôt inquiétante et augure mal de la suite, car même si une maturation politique était en cours au sein du mouvement ouvrier et particulièrement son avant-garde, elle n'interdisait pas une réflexion et une discussion sur l'ensemble des éléments qui constituent la situation, ne serait-ce que pour mesurer et vérifier qu'on ne les sous-estime pas par exemple, or manifestement ce n'est pas le cas.

On a franchement l'impression que les militants ne veulent pas savoir dans quelle mesure tel ou tel facteur peut influencer l'état d'esprit ou le comportement des masses, cela ne les intéresse pas. Ils agissent comme si les masses partageaient forcément

les mêmes paradigmes qu'eux, or ce n'est pas le cas. Par exemple, vous avez abordé le projet de loi du gouvernement sur le plan politique, admettons-le même si ce n'est pas tout à fait exact, c'était plutôt pour vous une question de principe, de justice sociale, idéologique, tandis que les travailleurs en général l'on abordé sur un plan purement pratique et pas au-delà.

Quels étaient les éléments inclus dans cette approche pragmatique ? Quelles étaient la ou les questions posées par le projet de loi du gouvernement, comment était-il possible de l'aborder ? Sous des angles bien différents en vérité, mais cette vérité bien des militants ont refusé de la regarder en face, car elle posait elle-même un certains nombres de questions auxquelles les militants n'avaient pas réfléchi antérieurement, ils n'étaient pas préparés à les aborder, encore moins à y répondre, du coup il valait mieux les faire passer à la trappe, avec un peu de chance elles n'auraient qu'une influence secondaire sur la suite de la mobilisation, ces militants n'avaient pas de mal à s'en convaincre puisque cela coïncidait avec leur propre état d'esprit.

On se focalise aujourd'hui comme hier sur le seul obstacle des appareils à la grève générale, qui n'aurait pu concerner au départ et dans le meilleur des cas que les travailleurs dont les conditions de travail le permettaient, c'est-à-dire, les fonctionnaires et les travailleurs des grandes entreprises ou celles où existent des syndicats, les travailleurs qui pouvaient se mettre en grève sans craindre de se faire virer. On nous explique en se basant sur l'expérience de 1995, qu'il aurait été ainsi possible de paralyser tout le pays et d'entraîner l'ensemble du prolétariat dans le mouvement, ce qui aurait permis de vaincre Sarkozy. C'était une hypothèse qui méritait d'être étudiée à fond avant d'en arriver à la conclusion qu'elle était forcément vraisemblable.

Pour commencer, il fallait se poser la question de savoir si nous étions bien dans la même situation sociale et politique qu'en 1995, ensuite on pouvait se demander si ce projet de loi concernait bien les mêmes couches de travailleurs et uniquement celles-là, après on devait déterminer si ce projet de loi affecterait les différentes couches de travailleurs de la même manière, si ses conséquences seraient les mêmes pour l'ensemble des travailleurs, au-delà on devait se demander s'il n'existait pas un moyen pour certaines couches de travailleurs de limiter ou réduire au minimum l'impact de cette loi sur leur départ à la retraite, auquel cas, à défaut de pouvoir empêcher cette loi de voir le jour ils feraient avec, dans le même ordre d'idée, on devait examiner combien de millions ou dizaines de millions de travailleurs cotisaient déjà à une retraite par capitalisation auprès d'une banque ou une compagnie d'assurance, quelles couches étaient concernées en particulier, etc. Il fallait ensuite croiser les différentes données obtenues pour voir dans quelle mesure les couches les moins affectées par ce projet de loi étaient ou non les mêmes qui avaient souscrit une assurance vie ou un plan d'épargne quelconque pouvant servir à arrondir leur retraite plus tard, etc.

Refuser tout report du départ à la retraite, exposer notre conception du droit à la retraite en se plaçant strictement sur le plan des intérêts collectifs de la classe, revendiquer le retour à la situation d'avant 1995 était une chose, analyser précisément la situation sous tous les angles en était une autre pour déterminer quelle tactique, quelle stratégie ou quel mots d'ordre adopter, dans quelles conditions nous pourrions vaincre Sarkozy, comment la mobilisation pourrait ou devrait se développer, quel contenu politique elle devrait se donner, comment l'état d'esprit des masses pourrait évoluer, dans quelle direction, jusqu'à quel degré leur conscience politique pourrait s'élever, comment il serait possible d'affaiblir les appareils, d'organiser les travailleurs afin qu'ils prennent le contrôle de leur mobilisation, comment organiser ceux qui ne peuvent pas se mettre en grève...

Un élément, certes intervenu tardivement, permettait de mieux saisir la situation, mais là encore, il a été dénigré ou volontairement sous-estimé, je veux parler des manifestations organisées un samedi. Ces manifestations réunissaient syndicats et partis. Nous avons tous participé un jour à des manifestations organisées un samedi, à des conférences organisées un dimanche ou commencées un samedi et se terminant le lendemain après-midi. L'occasion était donnée aux dizaines de millions de travailleurs qui n'avaient pas pu participer aux manifestations organisées en semaine d'y participer, or tel n'a pas été le cas, l'immense majorité d'entre eux n'ont pas estimé utile de manifester leur opposition à ce projet de loi.

Seule la grève comptait a-t-on pu lire ici ou là, seule la grève pouvait obliger Sarkozy à retirer son texte. Certes, mais ces manifestations permettaient aussi de se compter, de manifester l'unité de la classe, sa formidable puissance face à la classe dominante ultra minoritaire, sa détermination à vaincre, or rien de tout cela ne s'est manifesté à travers ces manifestations qui n'ont pas rassemblé davantage de participants. Dès lors, il fallait se demander pourquoi, encore une question passée à la trappe, trop embarrassante sans doute, car la réponse qu'on aurait pu y apporter ne correspondait pas vraiment avec la ligne politique des uns et des autres, elle nous aurait emmené trop loin dans la réflexion sur les rapports entre les classes, la politique suivie par les différents partis depuis des décennies, etc. Valait mieux dire, manifester un samedi, c'est une connerie, on passe à autre chose. Cet argument ne tenait pas, car le projet de loi du gouvernement concernait la totalité des travailleurs, elle avait donc un caractère politique, tout comme la défense de la Sécurité sociale ou l'opposition à l'occupation de l'Afghanistan par exemple.

Je vais arrêté là, en conclusion, cette bataille sur les retraites a mis en évidence deux éléments déterminants pour la suite de notre combat : d'une part la subordination de l'immense masse des travailleurs au régime et aux institutions, d'autre part la nécessité d'organiser les travailleurs indépendamment des appareils pour qu'ils puissent contrôler leur mobilisation et aller au bout ou le plus loin possible de leur combat.

Un militant de Sud résume bien la situation et la question que nous avons à résoudre, ce qui a manqué lors de cette bataille (IO n° 124 page 4) quand il dit :

"Il était juste de s'adresser comme nous l'avons fait aux confédérations. Mais je me pose une question : une fois que l'on a

constaté que les dirigeants résistent à l'appel de la base, qu'est-ce que l'on fait ? Le rôle des militants qui sont sur le terrain de classe ne se résume pas à une supplique aux appareils, qui devient alors incantatoire. C'est pourquoi, on a vu non seulement des milliers continuer, malgré tout, à manifester lors des journées d'action, mais aussi des milliers de militants de tous bords prendre des initiatives sans directives des dirigeants pour obtenir satisfaction..."

Une fois qu'on s'est adressé aux dirigeants et qu'on a eu leur réponse négative, on passe à autre chose, on ne continue pas sur le même registre, on a pris bonne note qu'ils se situaient au côté du gouvernement et du patronat et qu'ils ne voulaient pas se donner les moyens de les battre, il nous faut dès lors se doter d'organismes politiques indépendant pour organiser travailleurs et militants pour essayer de mener le combat le plus loin possible et vaincre si possible, en combattant à la fois le gouvernement et ses valets, les appareils des syndicats et des partis dits ouvriers qui le soutiennent, sans tomber dans le gauchisme et sans nier l'existence des appareils comme eurent tendance à le faire certains militants.

Ce qu'il a manqué, c'est une direction politique à la classe ouvrière pour la guider tout au long de cette bataille, le parti bien sûr.

Je viens à peine de terminer cette causerie que je m'aperçois que j'ai oublié certains éléments, par exemple, comment les masses ont abordé le projet de loi de Sarkozy, dans quel état d'esprit, comment leur a-t-il été présenté, par les appareils, les médias, les différents partis, le gouvernement ; les mots d'ordre ont évolué au cours de la mobilisation jusqu'au moment ou celui de "retrait" a été repris majoritairement, pourquoi, dans quelle circonstance exacte, suite à l'inflexibilité de Sarkozy ou parce que l'audience des partisans du retrait avait soudainement augmenté ; Il ne fallait pas confondre le fait que la question des retraites avait un contenu politique parce qu'elle concernait l'ensemble de la classe, et l'absence de tout issue politique à la crise du capitalisme et du régime, dans quelle mesure ce dernier élément a pesé sur l'état d'esprit des masses ; quel était leur niveau de conscience politique au début de la mobilisation, en mai, partant de là, jusqu'où pouvait-il évoluer, jusqu'à quel point et quel moment la propagande favorable au projet Sarkozy-Woerth pouvait-elle agir sur leur détermination... (A suivre)

En conclusion, on doit mener le combat sur deux fronts simultanément, à la fois en direction des militants et des travailleurs qui se sont mobilisés sur les retraites et en direction de l'ensemble de la classe pour les organiser, et bien sûr construire le parti, notre priorité absolue.

Comme je suis très loin et que je n'ai pas pu participer directement à cette bataille, j'en profite pour saluer fraternellement l'ensemble des militants qui se sont battus avec une détermination sans faille pour faire échouer le projet de Sarkozy, les camarades de tous les partis et syndicats sans exception, l'heure n'est pas au règlement de compte, mais plutôt à tirer les enseignements théoriques et pratiques de cette formidable bataille.

Manifestement les conditions (objectives et subjectives) n'étaient pas réunies pour vaincre, les masses n'étaient pas prêtes ou mûres non plus sur le plan politique à mener ce combat (sauf pour ceux qui considéraient que la bataille des retraites était une fin en soi, les trente-sixards ou soixante-huitards attardés), il faut en déterminer les causes (les appareils mais pas seulement), tranquillement, sereinement, le temps joue en notre faveur si on l'utilise à bon escient, à nous de voir si nous en serons capables.

En attendant, rien ne vous empêche de participer à la préparation de la conférence ouvrière du 11 décembre avec les militants du POI et d'autres partis, c'est toujours mieux que de perdre son temps à refaire le monde entre militants ou entre quatre murs.

Politique.

1- France. Liberté d'expression surveillée.

Le journaliste et directeur de Backchich, Nicolas Beau, a lui aussi vu ses factures téléphoniques, les fameuses 'fadettes', épluchées dans le cadre d'une enquête judiciaire, écrit samedi le journal Libération, qui publie des documents attestant de cet espionnage. (Lemonde.fr 20.11)

2- L'OTAN va continuer son sale "travail" en Afghanistan.

Les 28 chefs d'Etat et de gouvernement réunis deux jours à Lisbonne ont donné leur aval à une stratégie de sortie d'une majorité de leurs 150.000 soldats à mesure que la responsabilité des combats sera transférée à l'armée afghane, tout en s'engageant à soutenir à long terme le gouvernement de Kaboul.

"Nous avons lancé le processus par lequel le peuple afghan va redevenir maître de sa propre maison", a souligné M. Rasmussen.

Ce passage de relais devrait débiter au plus tard à l'été 2011, et se poursuivre jusqu'à la fin 2014.

"Si les talibans ou qui que ce soit d'autre attend de nous voir dehors, ils peuvent l'oublier. Nous resterons aussi longtemps que nécessaire pour finir le travail", a affirmé M. Rasmussen.

M. Rasmussen a souligné qu'avec le président afghan Hamid Karzaï avait été conclu "*un partenariat à long terme qui va perdurer au-delà de notre mission de combat*". (Libération.fr 20.11)

Social.

Le capitalisme et la paupérisation. Les exclus de la lutte des classes.

Au total, plus de 1,89 million de personnes sont venues chercher de l'aide alimentaire en 2009 dans les permanences d'accueil du Secours populaire et l'équivalent de 81,5 millions de repas ont été distribués.

Sur les 40.747 tonnes de marchandises distribuées par l'organisation, 49% provenaient des collectes ou achats réalisés par les permanences d'accueil et 51% de l'Union européenne (UE) et de l'aide de l'Etat français.

Lors de la publication en octobre d'un livre-témoignage sur les pauvres et les précaires, le Secours Populaire précisait qu'en 2010 il avait déjà accueilli 2,4 millions de personnes depuis le 1er janvier, contre 2 millions en 2009.

De son côté, le Secours catholique vient récemment d'annoncer qu'en 2009, et pour la deuxième année consécutive, le nombre de personnes accueillies par ses bénévoles avait augmenté, atteignant 1,48 million, soit 80.000 personnes de plus qu'en 2008, du fait de la crise économique. (20minutes.fr 20.11)

[Haut de page ↗](#)

Le 22 novembre

Clearstream, Epad, Latran, Bettencourt, Grenoble, retraites, Karachi, la crise du régime s'amplifie mais demeure supportable du fait du soutien du PS et ses satellites qui n'entendent pas remettre en cause la légitimité de Sarkozy, légitimité qui se limite en fait au gang du Fouquet's.

La crise du capitalisme entretient et amplifie la crise au sein de l'UMP, coalition à la fois de différentes formations politiques et de courants politiques divers, mais également au sein du Parti radical, du Nouveau Centre et du Modem, le FN n'est pas épargné avec la guerre de succession entamée pour remplacer Le Pen à sa direction.

Au PS, les prétendants à la candidature en vue de 2012 se bousculent au portillon et fourbissent leurs armes en vue d'un combat fratricide lors duquel il apparaîtra nettement que le PS est un parti du capital. Quel intérêt y aurait-il à l'aider à accéder au pouvoir en 2012 lorsque l'immense majorité des travailleurs savent déjà qu'ils n'ont rien à attendre de bon de ce parti ? Aucun. Si les masses manifestaient de profondes illusions dans ce parti, nous ferions en sorte qu'il parvienne au pouvoir afin que les masses se délivrent de ces illusions, mais tel n'est pas le cas.

A Europe écologie-les Verts, ils ont provisoirement enterré leurs contradictions en se déclarant ni de droite ni de gauche, sachant qu'elles ressurgiront à la première occasion.

Quant au PG, au PCF ou au FG, ils ne peuvent exister qu'en tant qu'appendices ou supplétifs du PS, sans même avoir besoin d'examiner en détail leurs programmes, c'est leur lien avec le PS qui permet de les définir comme des partis contre-révolutionnaires, ils sont donc traversés par les mêmes contradictions, socialiste en parole, capitaliste en acte.

Le PG prône la "*révolution par les urnes*" ou la "*révolution citoyenne*" en prenant pour exemple le régime de Chavez ou Morales, alors que ces pays comptent 40% ou plus de prolétaires pauvres et la classe des capitalistes détient toujours le pouvoir.

Quant au PCF, il ne peut que nous ressortir le Front populaire qui a servi à décapiter le mouvement ouvrier et imposer d'effroyables défaites au prolétariat en frayant la voie au fascisme et à la guerre au cours du XXe siècle. Staliniens for ever !

Je ne suis pas très bien aujourd'hui, j'arrête là.

Politique.

1- France.

1.1- Monnaie de singe.

Le président de Debout la République, Nicolas Dupont-Aignan, qui s'efforce de construire un parti entre l'UMP et le Front national, Debout la République, est la première personnalité politique à annoncer officiellement qu'il brigue l'Élysée.

Lors du discours de clôture du deuxième congrès de son parti, qui s'est déroulé à Paris devant environ mille personnes, Nicolas Dupont-Aignan a justifié sa décision par sa volonté de « rendre le pouvoir aux Français ». « Je veux symboliquement vous présenter le poison qui est en train de tuer la France : l'euro ! », a lancé le candidat à l'Élysée.

« L'euro, c'est la vie chère, a accusé le président de Debout la République. L'euro, ce sont les délocalisations ! L'euro, c'est le chômage ! L'euro, c'est la misère ! Et bien moi, je serai candidat à l'élection présidentielle de 2012 pour en finir avec ce poison ! » Aux sceptiques, Dupont-Aignan a lancé : « Ne vous laissez pas impressionner par ceux qui vont prédire l'apocalypse. La Suède, le Danemark, la Grande-Bretagne, la Pologne et bien d'autres (qui ont conservé leur monnaie nationale, NDLR), sont-ils en enfer ? ». (Lefigaro.fr 21.11)

1.2- Illusionnisme.

Réunis en congrès au Mans, le leader du PG, Jean-Luc Mélenchon, a martelé que le FG n'était pas un "supplétif de circonstance" du PS et qu'il ne participerait "à aucune coalition contre nature, tout en dénonçant les "alliances totalement inacceptables des écologistes et des socialistes contre des sortants" de la gauche radicale aux prochaines cantonales.

La participation de monsieur Mélenchon au gouvernement Chirac-Jospin n'était pas contre-nature, ouf, on aurait pu se tromper en imaginant le contraire !

Contre la politique de Nicolas Sarkozy, il a par ailleurs plaidé pour la nationalisation de "l'eau et l'énergie" et "le partage" des richesses, en "prenant tout ce qui dépasse au-dessus d'une certaine somme".

M. Mélenchon met en garde les électeurs contre "le piège mortel du vote utile du PS" contre Nicolas Sarkozy, voulant "échapper à la +Papandréouisation+ de la gauche". Et de lancer aux socialistes: "si c'est moi qui suis en tête de la gauche au premier tour, à supposer que ce soit moi le candidat, est-ce qu'ils se désistent pour moi au second?". (Libération.fr 21.11)

2- Afghanistan. Le pouvoir en place n'a aucune légitimité.

Vingt et un candidats élus aux législatives afghanes du 18 septembre, soit un sur dix, ont été disqualifiés pour fraude, a annoncé dimanche la Commission des plaintes électorales (ECC).

Deux alliés de Karzaï au moins figurent parmi eux. Il s'agit, en plus de son cousin germain qui dirigeait naguère une entreprise de sécurité, de Haji Niaz Mohammad Lalai, ancien chef de guerre proche du président. L'un et l'autre étaient candidats à Kandahar. (Reuters 21.11)

Le 23 novembre

Pas le temps de causer, en principe la vente de ma maison devrait être finalisée la semaine prochaine, c'est en bonne voie, je commence à visiter des maisons à louer pour être prêt à déménager dès que l'affaire sera conclue. J'aurais alors deux questions urgentes à résoudre, celle du téléphone pour me connecter à Internet et au serveur du site, et la connection au câble ou au satellite pour recevoir TV5Monde Asie. Je vais essayer de faire en sorte que l'actualisation du site n'en soit pas affectée plus de deux jours si possible, mais bon je me casse bien la tête pour pas grand chose j'ai l'impression.

Aucun militant ne m'a adressé de courriels au cours de la mobilisation sur les retraites, en étant à 10.000 Kms de la France, j'étais sans doute censé m'imprégner de l'ambiance sur place et tout comprendre dans la foulée... Vous voulez savoir ce que j'en pense sans juger quiconque. C'est sympathique quoi, alors s'il vous plaît, surtout ne reprochez à personne d'être indifférent à votre situation ! Ce n'est pas un état d'âme de ma part, c'est une question de principe qui dénote un certain état d'esprit, une certaine conception des rapports humains qui n'a pas forcément un lien avec la lutte des classes, c'est peut-être aussi une question d'éducation. Sur ce, salut !

Politique.

Karachigate.

Le Premier ministre François Fillon a refusé vendredi d'autoriser le juge Renaud Van Ruymbeke, en charge du volet financier de l'enquête sur l'attentat de Karachi en 2002, à perquisitionner à la DGSE, a-t-on appris lundi de source judiciaire.

La loi du 29 juillet 2009 de programmation militaire instaure la notion de lieux protégés. Dans la réponse adressée au magistrat instructeur, le directeur de cabinet du Premier ministre, Jean-Paul Faugère, souligne que le président de la CCSDN a donné un avis défavorable à cette perquisition.

Toutefois, il souligne avoir demandé au ministère de la Défense, dont dépend la DGSE, d'identifier les documents sollicités par le juge dans son courrier au président de la CCSDN.

Cette mesure permettra d'engager une procédure de déclassification sur les documents concernés, a précisé à l'AP une autre source proche du dossier.

Le juge Marc Trévidic, saisi de l'enquête sur l'attentat de Karachi, ouverte pour assassinats, a demandé une nouvelle fois la déclassification de documents qu'il avait déjà sollicitée. (AP 22.11)

Social.

1- France

1.1- Dirigeants syndicaux à la soupe chez Parisot !

La CGT, tiraillée par de violents débats sur la ligne suivie lors du conflit -Bernard Thibault est accusé d'avoir accompagné la réforme plus que de s'y être opposé-, entend continuer à donner des gages à ses bastions contestataires. «*La CGT craint de voir une partie de ses opposants rejoindre les syndicats SUD ou de perdre des voix lors des prochaines élections au profit de centrales plus radicales*», analyse un expert en relations sociales.

La FSU, majoritaire chez les enseignants, est dans la même situation. Certains adhérents reprochent à la direction de les avoir poussés à faire grève sans résultat. Mais pas question pour autant de quitter l'intersyndicale, même réduite à cinq membres. Collée à la CGT, la FSU, comme Solidaires, bénéficie d'une exposition médiatique inédite à laquelle elle ne souhaite pas renoncer pour l'instant.

La situation est différente à la CFDT où la ligne suivie n'est pas contestée. La centrale de François Chérèque ne veut pas rompre son idylle retrouvée avec la CGT et ne sortira qu'avec elle de l'intersyndicale. Idem à l'Unsa qui suit, elle, la ligne de la CFDT.

Laurence Parisot devrait toutefois offrir aux syndicats une porte de sortie honorable. Selon nos informations, la patronne des patrons commence dès aujourd'hui ses rencontres bilatérales avec les leaders des centrales représentatives pour tenter de se mettre d'accord sur un agenda social. Jean-Claude Mailly, le secrétaire général de FO, ouvrira le bal à 15h30. (Lefigaro.fr 22.11)

Et c'est reparti pour un tour ! A bas la collaboration de classes !

Ne faites pas comme les crétins qui prennent pour argent comptant la moindre déclaration d'un dirigeant syndical qui semble aller dans le sens des intérêts de la classe ouvrière. Il faut toujours l'analyser en ayant à l'esprit qu'elle se situe dans le cadre de la collaboration de classes, et que tout acquis qui ne se situe pas dans la perspective de l'émancipation du capital se transformera en son contraire et deviendra dans le temps un obstacle à la lutte de classe. Quand le patronat lâche des miettes, il faut toujours se demander qu'est-ce qu'il a obtenu en échange ou de quelle manière il va s'y prendre pour reprendre de la main gauche ce qu'il a dû concéder de la main droite.

Bien entendu que nous sommes favorable à l'amélioration de la condition ouvrière, tout dépend maintenant dans quelles conditions elle a été obtenue et comment les travailleurs l'interpréteront : comme une étape dans la perspective de la liquidation du capitalisme ou comme un juste retour des choses dû à la générosité du régime capitalisme qu'il faut évidemment préserver...

1.2- Comment la pauvreté est légitimée.

Selon une étude du ministère du Travail dévoilée ce lundi par les Echos, 12% des salariés sont encore couverts par une branche dont le premier coefficient est inférieur au minimum légal.

Alors que plus de la moitié des 11 millions de salariés étaient couverts en 2008 par un accord de branche dont la grille salariale commençait en-dessous du SMIC, ils ne sont plus que 12% cette année, après un recul déjà significatif à 23% en 2009, révèle une étude du ministère du Travail remise aux partenaires sociaux, et publiée ce lundi par les Echos.

Sur 175 branches professionnelles passées au peigne fin par le ministère, 21 branches font encore défaut à leurs obligations légales, pénalisant quelques 1,4 million de salariés. Si le SMIC se substitue automatiquement aux rémunérations qui lui sont inférieures, l'application d'une grille qui débute en-dessous pénalise les niveaux de salaire supérieurs, en tassant de fait la grille salariale.

Parmi les 21 branches actuellement récalcitrantes, les Echos citent celle du commerce de détail et de gros à prédominance alimentaire comme étant la principale. Regroupant 653.300 salariés, elle invoque de son côté le coût généré par l'annualisation des allègements de charges pour ne pas procéder à l'alignement demandé par le ministère. Un argument que d'autres branches pourraient également invoquer.

Cependant, lorsqu'au 1er janvier prochain le SMIC sera à nouveau réévalué, probablement de 1,6%, 56 autres branches verront de nouveau leur premier coefficient dépassé par le minimum légal, portant à 6 millions le nombre de salariés non couverts par un accord de branche commençant au SMIC. Sauf si elles augmentent leur plus bas salaire d'ici-là. (Lefigaro.fr 22.11)

Comment est-ce possible, "21 branches font encore défaut à leurs obligations légales", on ne comprend pas, donc le patronat enfreint la loi ouvertement en toute impunité ?

1.3- Dégradation des conditions de travail et d'existence.

Plus d'un Français sur trois a du mal à mener de front les différents aspects de sa vie (travail, couple, famille...) et ne trouve pas suffisamment de temps pour s'occuper de son bien-être, selon une enquête Ipsos rendue publique lundi. Elle relève aussi les difficultés croissantes dans le monde du travail.

A propos de la situation au travail, 70 % des actifs estiment qu'elle s'est dégradée ces dernières années, notamment en ce qui concerne le niveau de stress (52 %), la charge de travail (49 %), d'après cette enquête. L'impression de ne pas réussir peut conduire à un malaise plus profond : les trois quarts des personnes interrogées disent avoir déjà ressenti un réel mal-être ou frôlé le "burn out" (épuisement professionnel).

Si plus d'un Français sur trois (37 %) rencontre des difficultés importantes à concilier les différents aspects de sa vie, les trentenaires sont les plus touchés (51 %) ; les quadragénaires (45 %) rencontrent également des difficultés. La proportion est similaire (46 %) chez les parents d'enfants de moins de 15 ans.

Faute de temps pour mener tout de front, les Français ont le sentiment de négliger leur sommeil (59 %), leur couple (57 %) et leur corps (55 %). Et pour les parents, les loisirs avec les enfants (62 %). D'ailleurs, répondent-ils, s'ils avaient plus de temps, 46 % des Français expliquent qu'ils s'accorderaient plus de détente et de sommeil.

Néanmoins, 77 % pensent qu'en s'organisant un minimum, ils finiront plus ou moins par arriver à concilier tous les aspects de leur vie. Mais, pour plus de la moitié (52 %), c'est l'argent qui manque le plus pour atteindre cet objectif. (Lemonde.fr 22.11)

En comparaison en Inde, hormis les patrons, le pourcentage à toutes ces questions atteindrait 100% ! Il ne peut en être qu'ainsi dans tous les pays où l'on travaille six jours sur sept sans congés payés, sans protection sociale. La vie est véritablement un cauchemar au quotidien pour toutes les couches de la population, de la plus misérable qui fait les poubelles pour survivre à la petite-bourgeoisie ou à la couche moyenne haute dont la vie s'identifie à son travail, à l'exception des oisifs des classes dominantes.

On pourrait commenter les propos d'Evelyne Jardin, journaliste et auteure de «Mutation et organisation du travail» (Bréal), recueillis lors d'un interview par 20minutes.fr.

Question : Les conditions de travail en France se sont-elles vraiment dégradées?

Réponse : Oui, les informations du sondage ne sont pas surprenantes. Les conditions de travail des cadres sont impactées par l'utilisation des nouvelles technologies, qui les obligent à réagir très vite, même en dehors de leur temps de travail, et cela influe sur le stress. Pour les ouvriers et les employés, c'est différent. C'est plutôt l'augmentation des cadences qui est en cause. La France est l'un des pays où l'on travaille le moins, mais où la productivité est la plus élevée, grâce à des cadences élevées. Sans oublier la flexibilité du temps de travail, qui a augmenté et donne beaucoup moins de contrôle aux gens sur leur travail. Résultat, les accidents de travail et les arrêts maladie ne faiblissent pas.

Question : D'autres facteurs que le travail en lui-même existent-ils?

Réponse : Il y a par exemple les temps de transports qui se sont allongés, notamment en région parisienne, l'urbanisation, les lieux de travail qui ne correspondent plus au lieu de vie. Dans une société rurale, on travaille sur son lieu de vie alors que dans une société urbaine, les deux sont complètement disjoints.

Question : Quelle est la génération la plus touchée par ce mal-être?

Réponse : C'est la génération des 30-45 ans qui subit tout parce que c'est la plus active, la plus en charge des enfants, celle qui a le plus de responsabilités. En France, tout est concentré sur cette tranche d'âge à cause d'une mauvaise répartition du temps de travail. (20minutes.fr 22.11) J'avais déjà relevé il y a quelque temps, que le temps de transport s'était considérablement allongé, car du fait du chômage on doit accepter un emploi situé à une heure ou plus de notre domicile, on n'a pas le choix. Voilà un élément important qui n'est jamais pris en compte par les dirigeants syndicaux lors de leur "négociations" avec le patronat et le gouvernement sur le temps de travail, sans doute parce que le Medef ne veut pas en entendre parler, donc les syndicats se couchent, c'est une façon comme une autre de brader nos conditions de travail et d'existence.

2- Le droit à la santé bafoué dans le monde.

L'Organisation Mondiale de la Santé, dans son rapport 2010 sur la santé dans le monde, évalue à 100 millions le nombre de personnes plongées chaque année dans la pauvreté en raison de dépenses de santé qu'elles ne peuvent assumer. Aux Etats-Unis en particulier, 62% des faillites personnelles leur sont imputables, selon une étude de Harvard citée par l'OMS. (Lefigaro.fr 22.11)

Economie.

Etats-Unis.

Selon Warren Buffett, dimanche, sur le plateau de la chaîne ABC, dont la fortune personnelle est évaluée à 47 milliards de dollars, «*les riches n'ont jamais eu la vie aussi facile*».

«*Si on taxe moins les riches et les PME, ils investissent davantage et font croître l'économie*»? «*Les riches vont toujours dire ça. 'Donnez-nous davantage, on va dépenser plus et cela ruissellera sur ceux en dessous'*», répond Buffett. Qui conclut: «*Ça fait 10 ans que cela ne marche pas. J'espère que les Américains s'en rendent compte*». (20minutes.fr 22.11)

Le 24 novembre

Il y a peut-être une chose qu'oublie de préciser ceux qui hurlent à juste titre à la "barbarie" à propos des mesures d'austérité prises aujourd'hui contre les peuples en Grèce, en Irlande, au Portugal et en Espagne notamment par les différents gouvernements au service de l'aristocratie financière, c'est que pendant des décennies la relative stabilité des rapports entre les classes dans ces pays et les améliorations de la condition ouvrière ont été possibles et supportables pour les pays capitalistes dominants dans la mesure où le prolétariat des pays dominés était exploité dans des conditions effroyables dignes de la seconde moitié du XIXe siècle en Europe. La colonisation, puis la balkanisation de l'Afrique, du Proche et Moyen-Orient, de l'Asie et de l'Amérique du Sud, la promotion de régimes dictatoriaux qui devait parachever l'oeuvre des différents impérialistes devait permettre à ces derniers de poursuivre leur politique de pillage des peuples de tous ces continents, afin d'assurer leur développement à venir, d'accroître leur puissance et de conserver leur place prédominante sur le marché mondial.

L'évolution du capitalisme mondial s'est traduite par le développement du capitalisme dans des pays qui jusqu'alors étaient demeurés sous-développés et sous la tutelle des différents impérialistes, jusqu'à l'étape récente où de nouveaux pays aspirent à passer de la catégorie de pays émergents à celle de pays dominants ou impérialistes, tel la Chine, l'Inde ou le Brésil... Cette concurrence accrue entre Etats capitalistes ne s'est pas traduite par l'expansion du marché mondial dans les mêmes proportions, si le gâteau à se partager n'a pas grossi aussi vite que le nombre de milliardaires en dollar à travers le monde, à défaut de pouvoir réduire les coûts de production (principalement celui de la main d'oeuvre) qui sont déjà extrêmement faibles dans les pays dominés et de réduire du même coup le marché dans ces pays-là, les capitalistes des pays dominants n'ont plus d'autre alternative pour conserver leurs parts de marché et concurrencer ces nouveaux venus sur le marché que de s'attaquer à tous les droits sociaux de leur prolétariat respectif et réduire des dizaines de millions de travailleurs au chômage, l'arme de la dette des Etats sert uniquement cet objectif.

Pendant des décennies on a fait croire aux travailleurs en Europe et aux Etats-Unis que le progrès social était le produit du miracle capitaliste, et qu'il en irait ainsi les décennies à venir, pour ne pas dire pour l'éternité, au mieux on leur a expliqué que la lutte des classes s'inscrivait dans cette perspective, pour un peu, pas à pas le capitalisme permettrait d'atteindre les objectifs du socialisme, jusqu'au jour, c'est-à-dire aujourd'hui, où l'on s'aperçoit que le capitalisme est finalement toujours miné par les mêmes contradictions, que c'est un système économique qui fonctionne toujours selon les mêmes lois internes et qu'il ne pouvait pas en être autrement puisque ses fondements sont demeurés inchangés depuis son avènement au milieu du XVIIe siècle en Grande-Bretagne.

Si le nombre de parasites millionnaires en dollar à travers le monde a été multiplié par 10 pour atteindre un chiffre insignifiant par rapport à la population mondiale, le nombre de personnes exclues du marché ou vivant dans un état de pauvreté permanent

se chiffre en milliards d'individus. Temporairement pour éviter l'effondrement du système capitaliste et lui donner un second souffle artificiellement, ils ont permis aux peuples (à ses couches solvables) de s'endetter comme jamais dans le passé, détournant plus qu'hypothéquant les profits de demain pour les jeter sur le marché de la spéculation où une bonne partie s'est volatilisée au cours des différentes crises depuis le début des années 90.

Si chaque sortie de crise s'est soldée par un nouveau développement du capitalisme, elle s'est accompagnée d'une part par la destruction massive de forces productives, par de nouvelles guerres (Irak, Afghanistan, peut-être demain entre les deux Corée), d'autre part par une offensive généralisée du capital contre les droits sociaux du prolétariat, l'augmentation de la productivité et l'amplification de l'exploitation, de la division internationale du travail... L'industrie financière, qui a pris le pouvoir au début des années 90, s'est lancée dans une course effrénée et incontrôlable au profit à court terme destabilisant successivement le secteur industriel, puis le secteur bancaire, ainsi que les Etats qu'elle est en train d'étrangler et de conduire à la banqueroute avec la complicité des différents gouvernements.

Le capitalisme a largement démontré que son existence était inconciliable avec la satisfaction des besoins et des aspirations légitimes des masses laborieuses, qu'il était responsable des souffrances sans nombre que subissent quotidiennement tous les peuples, il doit donc disparaître au plus tôt et céder la place au socialisme.

Les travailleurs devraient être instruits que sous la paix d'aujourd'hui couve la guerre de demain.

Dans un numéro récent d'*Informations ouvrières*, un travailleur faisait la remarque qu'on nous reprenait aujourd'hui tout ce qui avait été conquis ou concédé hier, il se demandait comment cela était possible. On pourrait lui répondre que c'est la faute des appareils ou des partis pourris qui se réclament du socialisme, mais je ne pense pas qu'il serait plus avancé, il vaudrait mieux lui dire que c'est parce que le combat du mouvement ouvrier au XXe siècle pour l'amélioration des conditions de travail ou d'existence du prolétariat n'a pas été subordonné au combat pour en finir avec le capitalisme et les institutions, dans la perspective du socialisme. Pourquoi ?

Tout droit ou acquis social, toute réforme progressiste à notre époque ou disons au cours des six dernières décennies, a été le produit de la lutte des classes ou d'un rapport de force entre les classes quand il était favorable à la classe ouvrière, et la perte d'un droit ou d'un acquis correspondait à une période où ce rapport de force entre les classes s'inversa, aucun acquis ne l'est définitivement et il en sera ainsi aussi longtemps que le prolétariat n'aura pas pris le pouvoir.

Maintenant, on ne peut pas envisager sérieusement la lutte pour le pouvoir sans poser la question de la construction du parti qui permettra à la classe ouvrière de vaincre son ennemi de classe. C'est à cette tâche que nous devons nous ateler résolument, si nous voulons vraiment mettre fin à la barbarie capitaliste. Hier, dans une dépêche de presse on apprenait que 200.000 personnes pourraient être affectées par le choléra en Haïti, combien de dizaines et dizaines de milliers de morts en perspective à mettre encore au compte de l'impérialisme ? Insupportable !

Le POI organise un meeting international contre la guerre et l'exploitation, vendredi 17 décembre 20h, à Paris, Espace Charenton 327, rue de Charenton, Paris XIe - Métro Porte-de-Charenton, nous appelons tous les militants à y participer, ne craignez pas d'y perdre votre *âme* si vous n'êtes pas adhérents de ce parti ! Des meetings auront également lieu en province :

- Vendredi 3 décembre : Lyon
- Mercredi 8 décembre : Lille
- Vendredi 10 décembre : Chartres
- Vendredi 10 décembre : Amiens
- Jeudi 16 décembre : Bordeaux
- Vendredi 17 décembre : Dole
- Vendredi 17 décembre : Marseille
- Samedi 8 janvier : Montchanin
- Mercredi 12 janvier : Dijon
- Jeudi 20 janvier : Rennes
- Vendredi 21 janvier : Chambéry
- Samedi 22 janvier : Le Mans

Politique.

1- Karachigate, suite.

Le député PS de la Manche Bernard Cazeneuve a évoqué à l'Assemblée, lors des questions d'actualité, des éléments de l'enquête judiciaire qui montrent que Jean-Marie Boivin, ancien administrateur de Heine, a sollicité en 2006 et 2007 plusieurs ministres du gouvernement de l'époque, dont Nicolas Sarkozy.

Selon des dirigeants de la DCN interrogés chez les juges, il demandait un dédommagement pour ses anciennes activités.

Plusieurs médias disent qu'il a eu satisfaction en 2009, avec un versement de huit millions d'euros de fonds publics de l'Etat français, dans le cadre d'un accord passé sur le paradis fiscal de l'Ile de Man, sous l'égide du ministère de la Défense.

Les familles de victimes estiment que c'est le fruit d'un chantage fructueux au silence, avant l'élection présidentielle de 2007, et ont déposé plainte pour "extorsion de fonds".

"*Cette transaction a-t-elle eu lieu ? Si huit millions d'euros ont été versés à M. Boivin, quel était le motif de cette indemnisation ?*", a demandé Bernard Cazeneuve.

Le nouveau ministre de la Justice, Michel Mercier, a d'abord répondu: "*Les magistrats instructeurs instruisent ces dossiers librement. le gouvernement veillera à leur fournir l'ensemble des informations qui sont en sa possession*". (Reuters 23.11)

2- Le langage nauséabond de l'hystérique du Palais.

Entretien avec Claude Angeli, rédacteur en chef du Canard enchaîné.

Tout le monde est surveillé. Le Monde, Mediapart, Libé, peut-être d'autres journaux. L'autre jour, le Président a piqué une colère contre Franz-Olivier Giesbert : il l'a traité de « *rat d'égout* » et de « *personnage fétide* ». Je ne sais pas si Giesbert est sur écoute, je n'en sais rien... Mais il y a une espèce de paranoïa contre les journalistes qui se mêlent de ce dont ils doivent se mêler. (Rue89 23.11)

Camarades, franchement, est-ce que nous exagérons lorsqu'il y a quatre ans nous présentions Sarkozy comme le détonateur qui pouvait tout faire péter ? Et quand on pense qu'il y en a encore pour lui donner du "*monsieur le président de la République*" par ci, du "*président Nicolas Sarkozy*" par là... Il en a la taille, mais il n'arrive même pas à la hauteur de Thiers, à croire que les égouts sont plus profonds à Neuilly qu'à Versailles !

3- L'UMP craque de partout.

Pas de groupe, mais un mouvement. Le sénateur UMP et ex-premier ministre Jean-Pierre Raffarin annonce ce mardi qu'il crée avec « *une trentaine de sénateurs* » son propre mouvement, « *République et territoires* », au sein du groupe UMP du Sénat. Ce matin, il a même été reçu à l'Élysée par Nicolas Sarkozy avec 25 élus de la Haute assemblée.

Il officialise ce qui existait déjà en partie : tous les mercredi matin, ses soutiens se retrouvaient au Sénat autour de lui. L'éventualité de créer un groupe différent de celui de l'UMP avait même été évoquée. Finalement, il n'en n'est rien. Certains, à l'UMP, glissent que tous ses soutiens ne l'auraient pas suivi dans l'aventure.

« *Cette initiative s'inscrit dans le prolongement du cercle de sénateurs qui se réunit chaque semaine depuis deux ans et a exprimé à diverses reprises sa différence tant en ce qui concerne la réforme de la taxe professionnelle que les politiques relatives à l'emploi, la santé ou les territoires* », précise le sénateur de la Vienne dans un communiqué, où il rappelle sa « *loyauté à Sarkozy* » mais aussi sa « *liberté de vote* ». « *Les valeurs portées par ces sénateurs sont celles de l'humanisme social et libéral* », ajoute Jean-Pierre Raffarin.

« *Il n'y a pas de volonté de scission. On reste à l'UMP* », précisait ce matin le sénateur. A l'UMP, mais avec un mouvement interne. Manière de peser un peu plus et de faire entendre, pour Jean-Pierre Raffarin, sa propre voix au sein de la majorité. (Publicsénat.fr 23.11)

4- Quand on manque de cran...

Une épine de moins dans le pied de Brice Hortefeux. La plainte pour « *incitation à la haine raciale* » contre le directeur de cabinet du ministre de l'Intérieur qui avait rédigé la circulaire sur les Roms a été retirée, a annoncé ce mardi le président du Cran (Conseil représentatif des associations noires).

Sur lepost.fr, Patrick Lozès explique avoir obtenu d'une part des regrets de Michel Bart, d'autre part l'engagement du ministre Brice Hortefeux de relancer la politique de lutte contre le racisme. Le Cran a ainsi renoncé aux poursuites lors de l'audience, ce mardi, devant le tribunal de Paris.

Michel Bart, énarque et ancien préfet de Basse-Normandie, est le signataire de la circulaire du 5 août dernier sur le démantèlement des camps illégaux de gens du voyage. La missive demandait aux préfets de faire de l'évacuation et de l'expulsion de Roms une « *priorité* », selon des « *objectifs précis* » fixés par le président de la République. Ce texte jugé « *discriminatoire* » avait provoqué un véritable tollé en France et à l'étranger. (20minutes.fr 23.11)

Le Cran doit faire partie de ces associations financées par le Château, on comprend, on comprend...

5- Ils le martèlent... en vain !

Pierre Moscovici (PS) entretient avec le Point, extrait :

Question : Qu'avez-vous retenu du passage à Paris de Dominique Strauss-Kahn la semaine dernière ?

Réponse : J'ai retenu un message : Dominique Strauss-Kahn est de gauche et ne se laissera pas enfermer dans une image droitière. (Lepoint.fr 23.11)

Strauss-Kahn de gauche, ils sont les seuls au PS à encore oser le dire ! Y croire, il ne faudrait pas pousser le bouchon trop loin, car ils savent très bien tous autant qu'ils sont, qu'ils ne sont pas plus de gauche que lui.

6- Utopie.

"Pour parler de la révolution, on ne va pas prendre les armes, on ne va pas aller tuer des gens. Il y a une chose très simple à faire. Le système est bâti sur le pouvoir des banques. Donc il peut être détruit par les banques. S'il y a 20 millions de gens qui retirent leur argent, le système s'écroule", avait ainsi lancé dans un entretien au journal régional Presse Océan celui que les supporters de Manchester United avaient élu *"Joueur du siècle"*.

Le clip, sous-titré en plusieurs langues, a été visionné par plusieurs dizaines de milliers de personnes, faisant ainsi écho aux propos du parrain d'une campagne de la fondation Abbé Pierre sur le *"mal-logement"* en France : *"Au lieu d'aller dans les rues faire des kilomètres pour manifester, tu vas à la banque de ton village et tu retires ton argent. Trois, dix millions de gens, et là il y a une vraie menace. Le système s'écroule : pas d'arme, pas de sang, rien du tout. A la Spaggiari."*

Si nous n'en sommes pas encore là, force est de constater que l'idée séduit. Sur une page du réseau social Facebook, il ne sont pas moins de 12 000 à se dire prêts à participer à l'évènement nommé *"Révolution ! Le 7 décembre, on va tous retirer notre argent des banques"*. (<http://www.metrofrance.com> 23.11)

Social.

1- Journée du 23.

La préfecture a compté 3.200 manifestants dans le cortège parisien composé, comme ailleurs en province, de militants syndicaux plutôt que d'étudiants et lycéens.

Selon les sources, les manifestants étaient entre 1.500 et 6.000 à Bordeaux, 2.500 à 10.500 à Toulouse, 3.500 à 7.000 à Lyon et environ 2.000 à Marseille selon la CGT.

Les rares préavis de grève ont été peu suivis : de source ministérielle, le taux de grévistes était d'environ 1% dans la fonction publique comme dans l'éducation nationale.

"Nous sommes dans une séquence particulière, il y a eu énormément de monde de mobilisé, il n'est pas aberrant et surprenant qu'il y ait besoin de reprendre de la respiration", a dit Bernard Thibault, secrétaire général de la CGT.

En parallèle, le nouveau ministre du Travail, Xavier Bertrand, reçoit à sa demande les dirigeants syndicaux, dont Bernard Thibault mercredi.

"Je n'y vais pas avec un registre de revendications, dans la mesure où nous avons à faire face à un gouvernement qui se fout comme de l'an 40 des revendications syndicales", a dit le dirigeant de la CGT à veille de l'entrevue rue de Grenelle.

"Nous allons maintenant poser toutes les questions qui ont émergé autour des retraites : emploi, salaires, conditions de travail, justice sociale, service public", a dit Bernadette Groison, secrétaire générale de la FSU.

"Aujourd'hui, on est en train de bâtir un socle. C'est le début d'une nouvelle démarche", a-t-elle ajouté.

Le fondateur du Parti de Gauche, Jean-Luc Mélenchon, a répété sa demande à François Fillon de déposer la loi rendant possible un référendum d'initiative populaire sur le sujet : *"La bataille ne finira pas tant qu'on n'aura pas épuisé tous les moyens à*

notre disposition", a-t-il dit à Reuters.

Pour Olivier Besancenot, *"les braises brûlent encore, c'est un piqûre de rappel qu'on est venu faire aujourd'hui"*.

"La mobilisation sociale pourrait parfaitement rebondir, que ce soit sur les retraites, sur les salaires, sur les emplois, sur tous les autres dossiers, comme la dépendance, que le gouvernement a décidé de mettre sur la table", a estimé le porte-parole du NPA. (Reuters 23.11)

Plus cynique que Thibault tu meurs : démission, dehors !

Ta *"piqûre"* de rappel : on achève bien les chevaux !

2- Mouvement social du personnels pénitentiaire.

Les syndicats des personnels pénitentiaires CGT, CFDT, FO et FSU appellent les surveillants de prison à des actions reconductibles à partir de mercredi pour exiger des créations de postes, une revalorisation des salaires, et l'arrêt des fermetures d'établissements "sans concertation préalable". (AP 23.11)

3- Suppression d'emplois chez Thales

Thales devrait annoncer mercredi la suppression de 1.100 à 1.500 postes lors d'un comité de groupe, selon des informations publiées mardi par le site Internet de Challenges qui cite des sources syndicales anonymes.

Des suppressions qui représenteraient environ 1,7% à 2,3% des effectifs de Thales. (20minutes.fr 23.11)

4- On n'est jamais mieux servi que par soi-même.

Une écrasante majorité des banquiers et traders français (89%) s'attendent à recevoir un bonus cette année et une moitié d'entre eux anticipe même une hausse de cette prime par rapport à 2009, selon une étude du site spécialisé eFinancialcareers.fr publiée mardi.

Près de la moitié des financiers français (48%) pensent que leur prime sera plus élevée que l'an dernier, dont quasiment un tiers (14%) qui disent s'attendre à un bond de 50%. Ils sont 29% à la prévoir stable, tandis que 12% l'attendent en baisse.

Les salaires des traders et des banquiers comprennent une part de rémunération fixe et une part variable (bonus, primes et stocks-options) très importante liée aux gains générés individuellement et à la rentabilité de l'institution. (20minutes.fr 23.11)

5- Sénat contre gouvernement, nouvel épisode de la crise du régime.

Les Echos rapportent que la commission des Finances du Sénat a voté la semaine dernière un amendement rabotant de 10 % la prime pour l'emploi (PPE) sur proposition des sénateurs UMP.

Selon le quotidien économique, cette baisse de 10 % sur l'ensemble des taux de la PPE abaisserait le montant maximum de la prime de 960 euros à 864 euros, pour réaliser 300 millions d'économies. Le rapporteur général, Philippe Marini (UMP) a jugé vendredi cet amendement « excellent ». Il a toutefois peu de chances d'être voté en séance, le gouvernement ayant exclu de s'attaquer à la PPE.

Idem pour un amendement voté par la même commission des Finances, visant à ôter pas moins de 600 des 700 millions d'euros du fonds qui finance le RSA. Les sénateurs UMP ont souhaité ponctionner ce fonds excédentaire, mais l'exécutif devrait là encore s'y opposer indiquent Les Echos. (20minutes.fr 23.11)

6- Manipulation. Les chiffres bidons de Sarkozy et Hortefeux.

Selon une étude de l'Observatoire national de la délinquance et des réponses pénales (ONDRP) parue mardi, 4,7 millions de Français ont été victimes de vols ou de tentatives de vol en 2009. C'est trois fois plus que les chiffres officiels. (Lepoint.fr 23.11)

Economie.

1- Irlande.

1.1- Démission, maintenant !

A la crise financière s'ajoute désormais une crise politique en Irlande, où le Premier ministre Brian Cowen est confronté à une rébellion dans ses propres rangs. Il a annoncé des élections pour le début de l'année prochaine, après l'adoption prévue du budget d'austérité pour 2011 qui permettra le déblocage du plan de sauvetage de l'Union européenne et du Fonds monétaire international (FMI).

Le gouvernement doit présenter dès mercredi un programme de coupes claires et de hausses d'impôts destiné à réduire le déficit de 15 milliards d'euros entre 2011 et 2014, en contrepartie de l'aide internationale, qui pourrait s'élever à 100 milliards d'euros.

Sans cet argent, l'Irlande, qui croule sous le poids du sauvetage de ses banques après en avoir déjà nationalisé trois, risque la faillite l'an prochain. Son déficit cette année représente 32% de son produit intérieur brut (PIB), ce qui en fait le plus élevé d'Europe depuis la Deuxième guerre mondiale. (AP 23.11)

Brian Cowen et son gouvernement n'ont aucune légitimité pour adopter et imposer un nouveau plan d'austérité à la classe ouvrière, ils doivent démission maintenant.

1.2- Les prédateurs font du chantage.

Google, IBM, Microsoft, Dell, Bank of America, Intel, le secteur de la pharmacie et de la chimie: de nombreuses entreprises étrangères ont posé leurs valises en Irlande ces dernières années.

«Au début des années 80, l'Irlande a divisé par quatre son taux d'imposition. Il est aujourd'hui à 12,5% contre 25,7% en moyenne dans la zone euro et 34% en France», explique à 20minutes.fr Jacques Le Cacheux, économiste à l'OFCE.

«La loi irlandaise permet en outre de déclarer ses profits dans l'île même si l'entreprise n'a qu'une activité minimale sur le territoire. Cela permet à l'Irlande d'être un petit paradis fiscal en Europe», analyse-t-il.

Une stratégie payante puisque les entreprises étrangères emploient plus de 100.000 personnes sur l'île, soit quasiment 7% de la population active. Ces multinationales réalisent 70% des investissements en recherche et développement et 70% des exportations.

L'Irlande craint donc de voir ce moteur de la croissance quitter le pays en cas de hausse de la fiscalité. Dans une lettre adressée ce week-end au gouvernement, plusieurs sociétés américaines évoquent ainsi une possible délocalisation vers des contrées fiscales plus hospitalières. (20minutes.fr 23.11)

2- Argentine. Fin d'une illusion.

Le Fonds monétaire international a annoncé mardi 23 novembre que l'Argentine lui avait demandé une aide technique pour son indice d'inflation et qu'il allait envoyer à Buenos Aires sa première mission depuis 2006. (Lemonde.fr 23.11)

Le 25 novembre

Quelques réflexions lucides et mesurées d'internautes qui nous ressemblent

1- (En Irlande) "Le salaire horaire minimum sera abaissé de 8,65 à 7,65 euros. Si j'ai bien calculé, cela représente une baisse de 11,56% sur le salaire pour les personnes qui ont déjà le revenu le plus bas. De combien va-t-on diminuer les salaires plus élevés ??? Apparemment pas d'un seul centime!! Et les bénéficiaires des banques ? Et les profits du capital ? Ce sont encore les plus démunis qui vont payer alors que ce ne sont pas eux les responsables !"

Lisez ma causerie d'hier ou plus loin ce qu'a dit hier Fillon à l'Assemblée nationale pour comprendre pourquoi tous les gouvernements en Europe conduisent la même politique : tout pour le capital.

2- "Ce qui se passe actuellement dans le monde est à vomir. Alors que les riches n'ont jamais été aussi riches, ce sont les pauvres et les classes moyennes qui paient. C'est vrai aux US, c'est vrai en Angleterre, c'est vrai en Grèce, c'est vrai en France... et maintenant c'est vrai en Irlande. Nos gouvernants nous prennent pour des cons. Le système capitaliste neo-libéral est entrain de nous exploser à la gueule. Tout est entrain de se mettre en ordre pour une bonne révolte, pour ne pas dire plus."

Ce n'est pas un gros mot, la situation est grosse d'une révolution à des degrés divers dans chaque pays en Europe.

3- "Bien oui, les banquiers ont menti. Les trous sont des abysses. Les prêteurs veulent récupérer leur argent et les intérêts des prêts qu'ils ont consentis. Mais les intérêts ont servis à faire d'autres prêts... On commence seulement à s'apercevoir qu'on nous paie avec de l'argent virtuel. Il faut de l'argent : du vrai... Ce sera bientôt notre tour. Le problème, c'est que les vrais fautifs ne sont pas inquiétés."

Le capitalisme dominé par l'industrie financière a vécu ou plutôt survit à crédit dans des proportions gigantesques pour tenter de masquer et contourner ses contradictions internes, etc., en vain, il arrive forcément un moment où il faut passer à la caisse, et de son point de vue ce sont les classes dominées qui doivent payer l'addition, la petite-bourgeoisie et le prolétariat en premier lieu.

Vous n'avez l'impression qu'une idée rampante fait son chemin lentement mais sûrement ?

Si finalement pour eux, la seule solution c'est de réduire la dette, pour nous, la seule solution c'est la révolution !

Qui l'aurait cru, cela sonne comme un slogan, si des gens que l'on ne peut pas vraiment soupçonner d'être de furieux révoltés ou des gauchistes y pensent, c'est peut-être que quelque part cela commence à correspondre à une aspiration, faire table rase de ce vieux monde pourri par la force, à force de tout tenter en vain sur le plan politique et d'observer que la situation sociale ne cesse de se dégrader, cette idée va bien finir par germer et s'enraciner dans la tête du prolétariat et une partie de la petite-bourgeoisie qui ne se reconnaît plus dans le capitalisme.

Dès lors une question se pose à nos dirigeants : doivent-ils indiquer au prolétariat que c'est le seul moyen pour se débarrasser des institutions, exproprier les capitalistes, prendre le pouvoir pour enfin pouvoir satisfaire tous nos besoins et aspirations, et qu'il faut s'organiser, contruire le parti dans cette perspective ? Seront-ils encore les derniers, à la traîne des masses, à promouvoir la révolution prolétarienne et socialiste, c'est la question légitime que tout militant est en droit de se poser. Leur constat, leurs observations, quelle valeur ont-ils, à quoi servent-ils s'ils ne sont pas capables d'indiquer à la classe ouvrière par quelle méthode elle vaincra ? C'est la question que nous leur posons.

Qu'attendez-vous, les masses sont en train de se dresser en Irlande, en Grande-Bretagne, au Portugal, en Espagne, en Grèce, en Italie et en France contre le pouvoir en place et les institutions nationales et internationales du capital, qu'attendez-vous pour leur indiquer la marche à suivre, qu'il soit trop tard ? Ce ne serait pas encore le moment, en fait ce ne serait jamais le moment... Peut-on espérer que nos dirigeants sortent enfin de la torpeur qui les habitent depuis la main mise du stalinisme sur le mouvement ouvrier puis la disparition de l'URSS et qu'ils se situent enfin sur le programme de la révolution socialiste mondiale ? Faudrait-il laisser la voie libre aux anarchistes et aux gauchistes qui provoquent le régime pour que finalement il organise et justifie la répression contre le mouvement ouvrier, dresse un parti de la classe contre une autre, n'avons-nous pas déjà suffisamment d'obstacles à abattre sur le chemin qui mène au socialisme ?

Les banquiers et assureurs engraisent (à crédit) avec l'argent de leurs clients (450 milliards d'euros environ en France) et celui que leur accordent généreusement les banques centrales, les marchés spéculent (à crédit) avec l'argent qui ne leur appartient pas ou qui n'existent pas, les capitaines d'industrie vivent à découvert et sont couverts de dettes, ils vivent donc à crédit eux aussi, les recettes des Etats sont inférieures à leurs dépenses et s'endettent auprès des marchés, bref, tout ce beau monde n'existe et ne survie que grâce au pouvoir politique qu'il détienne et qui leur permet en toute légalité de s'accaparer la majeure partie des richesses produites par les travailleurs, et comme cela ne leur suffit pas ou plus, il faut en plus qu'ils hypothèquent les richesses qui seront produites par les générations à venir.

C'est cette légalité, cette république du Fouquet's, cette démocratie du CAC40 qui ne profite qu'à l'infime minorité de la classe dominante qui détient tout le pouvoir, que la révolution brisera en socialisant les banques et les compagnies d'assurance, en expropriant les grands propriétaires et les actionnaires, en fermant la Bourse, une fois liquidé de fond en comble l'appareil de l'Etat capitaliste, son appareil bureaucratique, policier, judiciaire et militaire, telle sera la tâche de la révolution socialiste et de l'Etat ouvrier qui se construira sur ses cendres.

De l'audace camarades, après avoir titrer que le gouvernement Fillon bis était un "*gouvernement de combat*", Le Figaro titrait hier après son intervention à l'Assemblée nationale, "*un discours de combat*", ce qui signifie que le capital est bien en guerre ouverte contre la classe ouvrière et qu'il est bien décidé à la mener à son terme.

De deux choses l'une, soit on continue à tergiverser et à faire croire aux travailleurs que tout serait possible en régime capitaliste, ce qui ne peut que contribuer à faire naître ou nourrir dans leur cerveau des illusions dans le capitalisme, car après tout, si tout est possible en régime capitaliste mais que dans les faits tel n'est pas le cas, ce n'est peut-être pas le régime capitaliste qui est en cause mais ses représentants, ses dirigeants politiques, il suffirait alors de changer de gouvernement ou de promulguer quelques lois pour que la situation s'améliore, soit on leur explique que si tout était possible en régime capitaliste cela fait longtemps que cela se saurait et qu'il aurait permis d'éradiquer le chômage, la précarité et la pauvreté en France et partout dans le monde. Or, c'est à exactement l'inverse que nous assistons quotidiennement et qui est la vérité, c'est parce que le profit et l'accumulation du capital (basée sur la propriété privée des moyens de production) est à la fois la seule raison d'être et le seul objectif du système capitaliste, qu'il conduit infailliblement à des crises de plus en plus gigantesques et dévastatrices pour tous

les peuples, à une paupérisation croissante de la population et à la guerre, d'où la nécessité de le faire disparaître.

Il serait possible immédiatement à la fois d'éradiquer le chômage, la précarité et la pauvreté, et de satisfaire la totalité des besoins de la population à partir du moment où la production serait organisée non plus dans le seul objectif d'augmenter le profit d'une minorité de capitalistes, mais en fonction des besoins de la population, ce qu'on appelle encore le socialisme. Pour y parvenir, notre premier objectif doit consister à retirer le pouvoir politique des mains des capitalistes, pouvoir politique concentré au niveau de l'Etat et des institutions, puisque c'est pas ce moyen qu'ils peuvent légalement s'accaparer les richesses produites par les travailleurs, voler le fruit de notre travail.

L'Etat et les institutions, le pouvoir politique étant détenu par des partis politiques au service de la classe qui détient le pouvoir, le pouvoir économique, la classe des capitalistes, pour que le prolétariat parvienne au pouvoir et construise un nouvel Etat, un Etat ouvrier socialiste, il lui faudra renverser les institutions en place et détruire l'Etat qui ont été conçus pour représenter et défendre les intérêts de la classe des capitalistes, mais pour y parvenir il faut impérativement que la classe ouvrière soit organisée, il faut qu'elle dispose d'un parti révolutionnaire qui incarne et défende ses intérêts, qui la guide au cours de son combat, un parti révolutionnaire qui combatte les partis du capital et leurs supplétifs dits de gauche qui sont en réalité ses alliés, qui combatte consciemment pour atteindre cet objectif, étant entendu que sans ce parti elle ne pourra jamais vaincre, et le fait qu'il n'existe pas ou qu'il ne soit pas encore construit permet de comprendre pourquoi le capitalisme est parvenu à survivre à toutes les crises depuis 40 ans. (A suivre)

Politique.

1- Fillon : entre mépris et provocation.

"Contre vents et marées, dans le calme et la tempête, contre les conservatismes et pour vaincre les peurs, l'élan de la réforme est intact" a dit François Fillon mercredi lors de son discours de politique générale devant l'Assemblée nationale.

«Tous ces efforts sont concentrés autour d'un choix politique que nous assumons, le choix de la vertu budgétaire», a-t-il martelé, indiquant qu'il ne sera pas question de dépenser davantage pour la relance.

La crise n'est pas finie. *"L'Europe est menacée de stagnation"* et la crise du surendettement, illustrée par les difficultés de l'Irlande, n'y est pas encore jugulée, a-t-il averti.

Chine, Inde et Brésil avancent à marche forcée et *"ce sont des continents entiers qui se dressent et nous défient"*, a-t-il poursuivi. *"Dans ce contexte, notre but c'est la maîtrise de notre souveraineté (...) La liberté face à une compétition qui dépossède de leur destin les pays insouciants."*

(L'air de rien, il vient de résumer la situation et l'orientation du capitalisme mondiale, ainsi que la situation du capitalisme français - Note du site)

Pas question, donc, de laisser filer les déficits en engageant de nouvelles dépenses publiques pour relancer la croissance, a dit François Fillon, qui propose en revanche de réorienter l'épargne vers l'investissement à long terme.

Dans un signal adressé à la Commission européenne et aux partenaires européens de la France, qui gardent celle-ci sous surveillance, il a également réactivé l'idée de l'inscription dans la Constitution de principes garantissant la maîtrise des finances publiques, un peu à l'image de l'Allemagne.

(Tiens donc, la Constitution, il y a une Constitution en France, ah oui j'oubliais, ils sont les seuls à ne pas l'ignorer ! - Note du site)

Il a ainsi fait de l'emploi une priorité de l'action de son gouvernement d'ici l'élection présidentielle de 2012 et promis le doublement de la formation en alternance pour les jeunes - ils sont actuellement 600.000 concernés.

(De la main d'oeuvre gratuite supplémentaire pour les patrons - Note du site)

Il a confirmé le lancement en 2011 d'une consultation nationale sur une cinquième branche de la Sécurité sociale pour financer l'aide aux personnes âgées dépendantes - une dépendance dont il a évalué le coût à 22 milliards d'euros par an dans un premier temps, 30 milliards plus tard.

(Un cadeau pour le frère de Sarkozy notamment - Note du site)

"Renoncer, douter, serait se parjurer devant l'Histoire", a-t-il lancé à ses propres troupes. *"Ce serait laisser le terrain libre à tous ceux qui avancent des idées fausses et des fausses pistes, ces mirages désastreux que sont le partage du travail, la retraite le plus*

tôt possible, l'endettement sans fin, la diabolisation du capital, le protectionnisme." (Reuters et 20minutes.fr 24.11)

(C'est le parti du capital qui est au pouvoir, voilà ce qu'il a tenu à rappeler. Un propos choquant ? Non, normal dans sa bouche qui pue la haine du prolétariat ! - Note du site)

2- Les méthodes d'un Etat policier.

Amine Benalia-Brouch, l'ex-militant UMP raillé en 2009 par Brice Hortefeux, raconte, un an après avoir défendu le ministre de l'Intérieur, comment des dirigeants du parti lui ont demandé de mentir pour le protéger.

Dans un livre à paraître et dans Le Parisien paru mercredi, le jeune homme d'origine maghrébine, qui avait assuré dans un premier temps que les propos de Brice Hortefeux n'étaient pas insultants, revient complètement sur sa position.

Selon lui, c'est un proche de Brice Hortefeux, le député Edouard Courtial - secrétaire national aux fédérations UMP -, qui lui a demandé de la tourner et a validé le texte.

"Il faut que les gens t'entendent et te voient dédouaner le ministre", aurait-il dit au jeune militant.

De même, il accuse une responsable de la fédération UMP des Landes de lui avoir dicté un texte à communiquer aux médias.

Plus tard, le ministre l'a reçu deux fois, raconte-t-il, pour s'enquérir de sa situation, lui disant notamment qu'il allait l'aider à trouver un emploi.

"Vous avez bien fait de parler des Auvergnats, je n'y aurais pas pensé", lui aurait dit Brice Hortefeux. Le ministre a affirmé, avant que la polémique ne s'éteigne, que le *"prototype"* dont il parlait était celui des Auvergnats.

Un mois avant son procès pour injure raciale, le ministre lui aurait également dit : *"Vous savez, là où il y a justice, il y a danger."* (Reuters 24.11)

Chaque fois que j'ai porté plainte au commissariat de mon district (en Inde) et que j'ai élevé le ton car on ne voulait pas m'écouter, pour faire valoir mes droits, les flics m'ont rappelé mon statut d'immigré en me faisant comprendre qu'en insistant un peu plus j'encourrais le risque d'une expulsion.

3- Ce sera Strauss-Kahn ou son clone en jupon... pour mieux faire passer Sarkozy.

Martine Aubry a assuré mercredi que le pacte de non-agression tenait bon entre elle, Dominique Strauss-Kahn et Ségolène Royal et qu'ils décideraient ensemble d'une seule candidature à la primaire présidentielle. (Reuters 24.11)

Social.

1- France.

1.1-Les salaires sont bloqués.

Six Français sur dix n'ont pas vu leurs revenus augmenter depuis 2 ans. C'est ce qui ressort d'un sondage réalisé par l'institut BVA via Internet, publié mercredi par le mensuel L'Expansion. Plus de 40% des personnes interrogées affirment même n'avoir eu aucune augmentation depuis plus de 5 ans. (20minutes.fr 24.11)

1.2- 3 milliards d'euros d'aide de l'Etat... pour financer la suppression de plus de 7.000 emplois sur 6 ans.

Le projet de Renault de proposer un départ anticipé à la retraite à 58 ans au titre de la pénibilité, qui concerne environ 3.000 salariés sur trois ans.

Entièrement financé par Renault, qui refuse de communiquer sur son coût, ce dispositif, applicable de 2011 à 2013, est ouvert à 3 000 salariés de 58 ans et plus présentant une *"incapacité permanente"* d'au moins 10 % ou quinze années de travail à la chaîne. Ces salariés toucheront alors 75 % de leur salaire net, jusqu'au jour où ils pourront faire valoir leurs droits à la retraite.

Renault a supprimé 4.400 postes sur ses sites français en 2008 et 2009. L'entreprise compte environ 55.000 salariés en France et 121.000 dans le monde en incluant Dacia.

Le secrétaire général de la CGT, Bernard Thibault, a exprimé sa crainte devant ce qui apparaît selon lui comme *"un outil de dégraissage des effectifs"*. François Chérèque (CFDT) soulignait lui une question plus large, celle de la réforme des retraites : ce plan montre qu'il *"faut revoir la réforme. On voit bien que les grandes entreprises, en particulier du CAC 40, ne veulent pas garder les seniors"*.

"Quel syndicat pourrait dire qu'il n'est pas satisfait ? s'interroge Dominique Chavin, de la CFE-CGC. Les salariés qui partent sont gagnants. (...) On pense même que cela va faire des frustrés, car tout le monde ne pourra pas partir."

Dans un contexte de crise économique, la décision de Renault illustre la délicate question de l'emploi des seniors. *"Avec un chômage de masse, on s'aperçoit que faire travailler les seniors plus longtemps, c'est un vœu pieux,"* avance Xavier Timbeau, directeur du département analyse et prévision à l'OFCE. Pour l'économiste, le dispositif du constructeur automobile apparaît comme une forme de plan social moins coûteux : indemniser des salariés près de la retraite, *"c'est moins cher qu'un plan social avec le paiement de reclassement, d'indemnités et de formation, sans parler des tensions sociales"*.

Alors que le prêt de 3 milliards d'euros de l'Etat à Renault était conditionné à l'absence de licenciements et après avoir joué à la marge sur les emplois intérimaires, les décisions du groupe sur l'emploi sont structurelles. *"Cela ne veut pas dire que Renault va arrêter d'embaucher, mais cela signifie très clairement que l'emploi n'est pas porteur"*, estime Xavier Timbeau. *"On voit bien que les seniors ont du mal à rester dans l'emploi : ils sont perçus comme peu productifs dans les entreprises qui veulent s'en séparer."* (Lemonde.fr et Reuters 24.11)

Les travailleurs de chez Renault vont se déchirer entre ceux qui sont favorables à la proposition de la direction et ceux qui privilégient les emplois, on ne peut pas leur en vouloir, leur état d'esprit est le produit de la politique de subordination au capital menée par les syndicats au cours des 65 dernières années.

Si vous dites que vous êtes favorables au départ en pre-retraite de ces 4.000 ouvriers à conditions seulement que Renault embauche 4.000 jeunes ou chômeurs, ceux qui ceux concernés par cette mesure ne vont pas comprendre. Voilà où mène la politique de collaboration de classes, toujours à la même chose : dresser (diviser) les ouvriers les uns contre les autres pendant que le patron ou les actionnaires comptent les points, au lieu de les dresser dans l'unité contre la direction de Renault.

1.3- La révolte de policiers, un régime à bout de souffle.

Explosion du nombre de gardes à vue, suicides, petits arrangements avec les statistiques de l'insécurité, etc., le FPC, un collectif de policiers qui réunit officiers et gardiens de la paix, a mis en ligne trois vidéos sur le site de partage de vidéos en ligne YouTube pour contester le discours officiel. À l'aide d'exemples concrets, ils remettent en cause la course aux chiffres, *"les interpellations à tour de bras"* ou encore le harcèlement des automobilistes en vue de les verbaliser *"alors qu'auparavant, une petite remontrance suffisait"*.

Le ministère de l'Intérieur s'inquiète du nombre croissant de policiers qui s'affranchissent du devoir de réserve. Sont également pointées par la DGPN les inscriptions croissantes de policiers sur les réseaux sociaux. (Lepoint.fr 24.11)

2- Portugal.

Ce mercredi, le mouvement organisé de longue date par les deux principaux syndicats a été massivement suivi. Un événement au Portugal puisque les deux principales centrales syndicales CGTP et UGT sont unies pour la première fois depuis 1988. *«C'est la plus grande grève qui ait jamais eu lieu, plus importante que celle de 1988»*, année de la dernière grève générale unitaire du pays, a ainsi déclaré Joao Proença, secrétaire général de la centrale UGT, lors d'une conférence de presse.

La mobilisation a provoqué la paralysie quasi-totale des transports publics, alors que tous les vols commerciaux au départ comme à l'arrivée au Portugal étaient annulés. A Lisbonne, le réseau du métro était totalement fermé, et seul un bus sur 4 était en circulation à la mi-journée. Le transport fluvial entre les deux rives du Tage était également interrompu, et la compagnie publique des chemins de fer a annoncé la suppression de 75% des trains. A Porto, seule une ligne de métro sur 6 était en service. (JDF 24.11)

Sous la pression des marchés financiers, le gouvernement a adopté un budget 2011 de rigueur, le plus sévère en quinze ans. Hausse de la TVA de deux points à 23%, baisse de 5% à 10% des salaires des fonctionnaires à partir de 1500 euros brut mensuel, gel des retraites, suppression des allocations familiales pour les salaires supérieurs à 600 euros, remise en cause des déductions fiscales sur les dépenses de santé, d'éducation ou de logement... figurent au programme.

Avec un objectif affiché de ramener le déficit de 7,3% cette année à 4,6% en 2011, le Portugal signe l'un des budgets les plus austères d'Europe, après la Grèce, l'Espagne et l'Irlande. Mais cette cure d'austérité devrait peser sur le pouvoir d'achat dans un pays où le salaire moyen est inférieur à 800 euros. Le risque est ainsi de retomber en récession: les prévisions visent au mieux une stagnation en 2011.

3- Grande-Bretagne.

Plusieurs milliers d'étudiants ont manifesté mercredi 24 novembre à Londres et dans le reste de la Grande-Bretagne contre la hausse des droits d'inscription à l'université.

"On va faire tout ce qu'on peut pour arrêter ça. L'austérité veut dire évidemment plus d'inégalités sociales", a expliqué un étudiant de 23 ans, inscrit en allemand au King's College de Londres. "Nous sommes ici pour montrer au gouvernement comment ça se passe quand on est en colère", a déclaré un autre étudiant masqué, après qu'il eut grimpé jusqu'aux fenêtres du Foreign Office. "Je veux aller à l'université, je veux faire quelque chose de ma vie, mais ces coupes vont rendre cela presque impossible. Ma mère vit des allocs et a déjà du mal à joindre les deux bouts", a témoigné une collégienne de 15 ans, en uniforme noir et chemise blanche, qui a manqué les cours de son établissement avec deux amis pour venir manifester.

En tout, ce sont quelque 10 000 étudiants qui ont manifesté sur plusieurs sites londoniens, tandis que les autres villes universitaires du pays ont vu des défilés allant de quelques centaines à 3 000 personnes réunies contre les hausses des frais d'inscription à l'université et le Parti libéral-démocrate du vice-premier ministre, Nick Clegg. Le parti et ses dirigeants sont devenus la cible de la colère des étudiants pour avoir renié leur promesse de campagne électorale de combattre toute augmentation.

Nick Clegg a déclaré à la BBC "*regretter énormément*" d'avoir trahi une de ses promesses électorales, qui était de s'opposer à une trop forte hausse des droits universitaires. Il a ajouté avoir appris à ne pas s'émouvoir outre mesure face aux manifestations estudiantines. (Lemonde.fr et Reuters 24.11)

4- Italie.

A Rome, des échauffourées ont marqué de nouvelles manifestations contre la réforme des universités voulue par le gouvernement Berlusconi. Un groupe de protestataires a notamment tenté d'envahir le Sénat, réussissant à franchir les barrières de sécurité entourant le Palazzo Madama (siège de la chambre haute), avant d'être repoussés par les forces de l'ordre au terme de nombreux accrochages. Les étudiants ont ensuite essayé de forcer un cordon de sécurité lors d'un sit-in devant la chambre des députés, où se déroulait l'examen de la réforme de l'université proposée par la ministre de l'éducation, Mariastella Gelmini .

Les manifestants ont lancé des œufs et des fumigènes vers l'entrée de la chambre haute, aux cris de "*Démissions, démissions !*"

Un autre rassemblement d'étudiants, dans le centre de Rome, s'est terminé par des affrontements avec la police, d'où plusieurs contestataires sont ressortis légèrement blessés. Selon le quotidien La Repubblica, plusieurs d'entre eux se sont également retrouvés devant le Palazzo Grazioli, la résidence de Silvio Berlusconi, l'appelant à quitter son poste.

"*Non aux coupes*", "*Rendez-nous notre avenir*", affichaient les banderoles des étudiants, alors que le texte doit être voté jeudi. La réforme de l'université prévoit notamment la fusion des établissements les plus petits, l'entrée dans les conseils d'administration d'experts externes au monde académique, et réduit le mandat des recteurs. Ses détracteurs estiment qu'elle vise surtout à faire des économies, par exemple via le non-renouvellement des contrats à durée déterminée de dizaines de milliers de chercheurs. (Lemonde.fr 24.11)

5- Irlande.

Suite au plan de rigueur draconien dévoilé mercredi des "*désordres sociaux*" sont à prévoir, a estimé Eamon Devoy, un responsable du TEEU, un des principaux syndicats du pays, qui appellent à une manifestation massive samedi. (Lemonde.fr 24.11)

Economie.

L'Irlande a dévoilé, mercredi 24 novembre, un plan de rigueur draconien qui vise à dégager 15 milliards d'euros d'ici à 2014.

Selon un document remis à la presse, le plan sur quatre ans prévoit 10 milliards d'euros d'économies budgétaires et 5 milliards de revenus supplémentaires, générés par des hausses d'impôts. 40 % du plan, soit 6 milliards d'euros, doivent être réalisés dès l'année prochaine.

Parmi les économies prévues, les dépenses sociales baisseront de 2,8 milliards d'euros d'ici à 2014. Ainsi, les allocations familiales seront réduites de 10 % tandis que l'âge de départ à la retraite sera porté à 66 ans en 2014, 67 en 2021 et 68 ans en 2028. Parallèlement, 24 750 emplois publics seront supprimés, pour revenir au niveau de 2005. Le salaire horaire minimum sera abaissé de 8,65 à 7,65 euros. Enfin, 3 milliards d'euros seront économisés sur les dépenses de santé, d'éducation ou pour l'agriculture.

Du côté des revenus supplémentaires, le taux de TVA doit augmenter de 21 % à 22 % en 2013, puis à 23 % en 2014, dans le but

de lever 620 millions d'euros. Un nouvel impôt sur la consommation d'eau sera créé, tandis que les frais de scolarité des étudiants seront relevés. En revanche, l'Irlande laissera inchangé son taux d'imposition sur les sociétés à 12,5 %, l'un des plus faibles d'Europe la moyenne dans la zone euro est de 25,7 %. *'C'est une pierre angulaire de notre politique économique tournée sur la libre entreprise'*, affirme le document remis à la presse. (Lemonde.fr 24.11)

Le 26 novembre

Notre conception de la lutte de classe ne peut pas être calquée sur celle du passé, c'est mon intime conviction. On ne peut pas la concevoir en 2010 comme on la concevait déjà avec ses nombreuses imperfections au cours de la première moitié du XXe siècle, et reproduire ainsi indéfiniment les erreurs commises tout au long de la seconde moitié du XXe siècle qui nous ont conduits où nous en sommes aujourd'hui.

Elle devrait s'articuler en deux volets distincts :

Le premier reprendrait la conception classique du militantisme que nous connaissons tous : adhésion à un parti, réunion de cellule ou section, diffusion, vente du journal, pétition, tractage, collage, meeting, manifestation, etc. Le tout employant la terminologie politique propre à chaque parti au service de l'agitation et de la propagande, mêlant théorie et politique, sans oublier si possible la formation des militants et des cadres.

Le second consisterait à s'adresser à la population dans un langage plus accessible à chaque travailleur, par lettre qui ressemblerait à un courrier personnalisé ou individuel, dans lequel le lecteur aurait l'impression d'appartenir au même monde que celui des rédacteurs, ainsi il se sentirait en confiance et lirait détendu et sans a priori ce qu'on lui a écrit, de telle sorte qu'il pourrait se reconnaître dans son contenu, il aurait alors plus de chance d'en retenir quelque chose et pourquoi pas d'éveiller sa curiosité et de vouloir en savoir plus.

C'est une approche psychologique des travailleurs différente de celle à laquelle nous sommes habitués, qui nécessiterait pour être efficace de valoriser le lecteur de cette lettre, donc d'être rédigée avec la plus grande attention qui soit, corrigée, lue et relue par plusieurs militants avant d'être distribuée. On pourrait aborder les travailleurs sans au départ traiter forcément de questions politiques ou sans partir de questions politiques, il existe suffisamment de rapports dans la société pour les aborder sous des angles très divers, la culture et les arts, la laïcité, les médias, les sciences et les technologies, l'instruction, l'histoire, la santé et l'alimentation, l'environnement, l'économie, etc.

L'objectif est de leur faire prendre conscience qu'un parti ou qu'un militant n'est pas une machine à faire de la politique, que ce parti et ses militants leur ressemblent, qu'ils ne sont pas seulement intéressés ou qu'ils n'ont pas seulement une opinion sur la politique, mais qu'ils sont capables d'embrasser tous les rapports qui existent dans la société, qu'ils ont la capacité d'analyser tous ces rapports du point de vue du matérialisme dialectique, cela ils l'apprendront plus tard, cependant le but est bien de les familiariser avec cette méthode d'analyse de la société pour qu'ils finissent par se l'approprier ou tout du moins par sentir qu'elle est supérieure à toute autre méthode.

C'est pas à pas, à partir de petites vérités en apparence anodines que l'on commence par pressentir sans forcément les comprendre, puis que l'on apprend à détecter, avant d'y adhérer à l'étape suivante, qu'un grand nombre de travailleurs de milieux fort différents peuvent se convaincre qu'ils ont à faire à un parti et des militants sérieux et cohérents par rapport à la politique qu'ils proposent et défendent.

Il faut partir du constat que les travailleurs sont confrontés à une situation où on s'emploie à leur mentir quotidiennement et qu'ils le savent plus ou moins, plutôt plus que moins d'ailleurs, au point d'être incapables de discerner le vrai du faux et de ne plus croire rien ni personne, de mettre tous les arguments et toutes les personnes sur le même pied d'égalité, pour finalement en arriver à la conclusion que tous les malheurs qui leur arrivent seraient peut-être bien à mettre au compte de cette foutue fatalité dont on leur rebat les oreilles matin et soir dans les médias.

La crise de la direction du prolétariat, c'est aussi une crise du mouvement ouvrier, une crise de confiance aussi de chaque travailleur envers lui-même, s'il ne croit plus dans le monde ou la société, en rien, il ne croit plus non plus en lui-même. On évoque souvent la nécessité de la classe de prendre confiance en elle-même, en sa force, etc. mais sans aller au bout de notre analyse, ce n'est plus qu'une formule creuse, il ne nous vient pas à l'esprit que le manque de confiance en soi commence par frapper individuellement chaque travailleur avant d'atteindre la classe collectivement, or à l'étape où en est le développement de l'avant-garde, négliger cet aspect de la psychologie du travailleur ne peut que freiner la construction du parti (en admettant qu'il existe).

Comment voulez-vous convaincre un travailleur de quoi que soit quand il est convaincu quelque part qu'on lui raconte encore des histoires ? Vous pouvez être un habile orateur ou manier l'art de l'éloquence à merveille, maîtriser la dialectique, etc., vous impressionnez sans doute sur le coup votre interlocuteur qui affirmera adhérer à votre discours et conservera un bon

souvenir de votre rencontre, et après, en quoi a-t-il fait un travail sur lui-même, car c'est bien de cela qu'il s'agit. Qu'est-ce que je veux dire pas là ? Procédons par analogie, vous serez d'accord avec moi qu'il ne suffit pas de lire un livre pour en avoir compris le contenu ou retenu quelque chose. Et bien là c'est exactement la même chose.

On vient de voir que ni vous ni moi ne pouvions permettre à un travailleur de reprendre confiance en lui-même malgré lui, sans sa collaboration, sans que ne saute le verrou du doute qui le mine ne finisse par sauter, on peut l'aider à le faire sauter, mais on ne peut pas le faire sauter à sa place, souvenez-vous, l'émancipation des travailleurs sera l'oeuvre des travailleurs eux-mêmes, et bien cette formule s'applique individuellement à chaque travailleur dès sa première réflexion sur n'importe quelle question qu'il se pose ou qui s'impose à lui.

Les travailleurs sont sans cesse sollicités intellectuellement, les esprits malintentionnés envers les ouvriers rigoleraient sans doute en lisant cela, car ils estiment que s'ils étaient capables de penser, il ne serait pas si facile de les manipuler, nous leur répondrons que si la classe dominante et ses serviteurs se donnent autant de mal pour les induire en erreur, ce n'est pas seulement parce qu'ils craignent qu'ils comprennent trop bien comment fonctionne la société, mais bien parce qu'ils savent que les travailleurs en ont la capacité, et c'est justement cette capacité qu'ils ont en eux et qu'ils doivent libérer. Je ne propose rien d'autre que de les y aider.

Camarades, voyez le chemin que vous avez parcouru individuellement depuis votre adolescence, certains comme moi sont peut-être parvenus au marxisme ou en sont arrivés au militantisme uniquement par leurs propres moyens, alors que rien ne nous y prédisposait au départ, nous ne sommes pas des exceptions ou nous n'appartenons pas à une espèce rare en voie de disparition digne d'être étudiée en laboratoire, c'est uniquement parce que nous nous sommes posés un tas de questions au contact de la société et que nous avons persévéré dans la recherche de réponses satisfaisantes, que nous avons progressé et que notre connaissance de la société s'est améliorée, avec un peu de chance nous avons fait des rencontres qui nous ont permis d'avancer plus vite ou nous ont évité de nous égarer, il n'en demeure pas moins qu'à l'arrivée, nous sommes bien tout seul à maîtriser (ou non) le cours de ce processus, absolument personne ne peut comprendre quelque chose et s'élever à notre place. C'est dialectique du début à la fin évidemment, c'est une expérience formidable qui donne un sens à notre vie, car elle est avant tout pratique, je ne parle pas seulement du militantisme, mais dans tous les actes de la vie quotidienne.

Les sceptiques appartiennent au même monde que les alchimistes qui voulaient transformer le plomb en or, ils ne croient pas que les travailleurs ont la capacité de s'émanciper de l'exploitation et de l'oppression, ceux qui veulent renverser le régime sans les masses ou à la place des masses appartiennent également à cette catégorie inconsistante à l'esprit fertile mais volatile.

On va arrêter là pour aujourd'hui.

Pour conclure sur ce volet du militantisme, j'ai évoqué une lettre adressée à la population, aux gens de son quartier ou de sa commune, en fait elle serait la première d'une longue série qui permettrait de tisser des liens (de confiance) avec les travailleurs et déboucherait sur des rencontres ou des réunions qui seraient animées dans le même esprit, au cours desquelles en fonction de l'avancée des discussions avec chaque travailleur individuellement on avancerait plus loin sur le terrain politique en leur proposant de les associer à notre combat ou de rejoindre un comité ou le parti. Il ne s'agit évidemment pas de remplacer le parti ou les comités regroupement des travailleurs et militants d'horizons divers.

Maintenant on peut s'obstiner à ne voir que l'aspect politique de la situation et continuer d'aborder les travailleurs sans tenir compte de leur état d'esprit. Je pars du constat qu'ils exècrent tout ce qui a un rapport à la politique et qu'ils ne croient plus en rien et que si l'on ne commence pas par s'attaquer à ce problème en le prenant à la base, on ne s'en sortira pas.

Vous me direz que le développement de la lutte des classes peut remédier à un moment à cet inconvénient, je vous l'accorde, mais il faut avoir à l'esprit qu'il ne suffira pas de prendre le pouvoir, il faudra le garder et comme nous savons que le chemin sera long et semé d'embûches avant que le socialisme ait définitivement vaincu le capitalisme, et que nous n'y parviendrons pas dans un seul pays, mais uniquement au niveau mondial, il faudra entre temps que la classe redouble d'efforts et trouvent en elle-même la capacité pour ne pas céder au désespoir...

Autre chose.

Une réponse à ceux qui nous renvoient à 2012 ou nous promettent un jour indéterminé une "*révolution par les urnes*" ou une "*révolution citoyenne*" qui ne s'apparenterait qu'à une révolution de salon.

Extrait de *La révolution et l'Etat* de V.Lénine :

"Il faut noter encore qu'Engels est tout à fait catégorique lorsqu'il qualifie le suffrage universel d'instrument de domination de la bourgeoisie. Le suffrage universel, dit-il, tenant manifestement compte de la longue expérience de la social-démocratie allemande, est : "... l'indice qui permet de mesurer la maturité de la classe ouvrière. Il ne peut être rien de plus, il ne sera jamais rien de plus dans l'Etat actuel."

Les démocrates petits-bourgeois tels que nos socialistes-révolutionnaires et nos menchéviks, de même que leurs frères jumeaux, tous les social-chauvins et opportunistes de l'Europe occidentale, attendent précisément quelque chose "de plus" du suffrage universel. Ils partagent eux-mêmes et inculquent au peuple cette idée fausse que le suffrage universel, "dans l'Etat actuel", est capable de traduire réellement la volonté de la majorité des travailleurs et d'en assurer l'accomplissement.

Nous ne pouvons ici que relever cette idée fausse, en indiquant simplement que la déclaration absolument claire, précise et concrète d'Engels est altérée à chaque instant dans la propagande et l'agitation des partis socialistes "officiels" (c'est-à-dire opportunistes)."

On pourrait dire aujourd'hui que la "maturité de la classe ouvrière" est diluée, le terme est volontairement imprécis, proportionnellement à l'hétérogénéité de la classe et des obstacles qu'elle rencontre pour franchir une nouvelle étape, elle est sans consistance, sans partis de masse et sans direction, sans orientation comment pourrait-il en être autrement ?

Même sur l'interprétation du résultats d'élections, nous trouvons le moyen d'être profondément divisés et nous donnons une mauvaise image du mouvement ouvrier à la classe ouvrière qui tarde à se recomposer sur une ligne politique offensive, on n'ose même pas dire révolutionnaire, à rompre avec les démons du réformisme dans lequel il baigne depuis de longues décennies, à sortir de sa torpeur et à regarder en face la réalité, cette dernier constat s'adresse particulièrement à son avant-garde.

C'est apparemment un exercice fort difficile et périlleux qui va réserver des surprises désagréables à certains, car avec la crise toutes les théories et stratégies vont être mises à l'épreuve, on va vérifier leur validité, leur degré de maturité (conscience), leur profondeur, certains disent leur épaisseur, leur volume, leur ampleur et bien d'autres choses encore...

Quels sont les obstacles qui empêchent la conscience politique du prolétariat de progresser, comment les travailleurs interprètent-ils la situation, quels sont leurs rapports au capitalisme, aux institutions, aux différents partis, à la classe dominante, aux appareils des organisations et des partis dits ouvriers ? En province, à la campagne, dans les communes rurales, en ville, dans les cités ouvrières ; jeunes, adultes, retraités ; dans les bureaux, sur les chantiers, dans les usines, dans les champs, dans les ports ; dans tous les milieux, défavorisé et pauvre, qui arrive à s'en tirer, à l'aise financièrement, privilégié, etc. Quelle est leur attitude face aux élections, aux grèves, aux manifestations, aux conséquences de la crise, au chômage, à la précarité, à la vie chère, aux riches, etc. ? Que pensent-ils de ce qu'on appelle la "mondialisation", la religion, les privatisations, les banquiers, les patrons, le gouvernement, Sarkozy, mais aussi le socialisme, etc. ?

Toutes ces questions, on doit se les poser sans cesse et essayer d'y trouver des réponses satisfaisantes, ce qui n'est pas facile, surtout en étant à 10.000 Kms de la France. Mais peut-être avez-vous une petite idée ? A vos claviers !

Politique.

1- France.

1.1- La régression sociale sans fin est une fatalité !

Tout en respectant le "génie français" et l'art de vivre à la française, les Français doivent comprendre qu'ils vivent dans un monde où la compétition est la règle, a dit le président en déplacement dans l'Allier.

"Nous devons réduire nos dépenses parce que je n'accepterai pas que nous augmentions nos impôts", a-t-il ajouté. (Reuters 25.11)

Réduire les dépenses... parce que les recettes ne cessent de baisser ils oublient de dire volontairement, cadeaux oblige aux banquiers.

Au moins les choses sont claires, vous vous soumettez au capitalisme et vous savez ce qui vous attend, ce que vous vivez au quotidien en pire, soit vous vous révoltez et vous vous organisez pour le combattre, le renverser et faire triompher le socialisme.

1.2- La gamelle, la gamelle, la gamelle !

L'ancien fidèle de Jacques Chirac Jean-François Probst, pense carrément que "Fillon est sur le point d'être candidat à la présidentielle".

Giscard, selon lequel Fillon a toute l'étoffe pour devenir président de la République. "C'est un des rares hommes que la France doit avoir en réserve" pour occuper le palais de l'Élysée, a déclaré VGE mardi à Public Sénat. (Lepost.fr 25.11)

"Karachi, Woerth-Bettencourt... Si les affaires se développent et prennent trop d'ampleur, Fillon pourrait bien prendre la place de Sarkozy en 2012", confie au Post un député UMP, sous couvert de l'anonymat.

"On dit que Fillon vise 2017, comme Copé. Mais franchement, pourquoi ne serait-il pas un recours dès 2012 ?", s'interroge un autre, toujours en off.

"Fillon ou Sarkozy, peu importe le cheval sur lequel il faut miser, l'important, c'est de gagner la présidentielle et les législatives derrière", confie de manière cynique, l'un d'eux, au Post. (Lepost.fr 25.11)

La première gamelle, c'est Sarkozy et les affaires, la seconde gamelle c'est la déroute de l'UMP aux prochaines élections, et enfin la troisième gamelle, c'est celle que l'Etat réserve à ses bons et loyaux serviteurs.

1.3- Copé flingue Bertrand !

Le nouveau patron de l'UMP, Jean-François Copé, a réservé ses premières flèches à Xavier Bertrand, en déroulant, mercredi, sa feuille de route pour le parti, et en se démarquant nettement de son prédécesseur. Exit le point de presse du lundi au siège national, rue La Boétie.

L'ancien patron des députés UMP l'a délocalisé à l'Assemblée nationale et décalé au mercredi, jour du Conseil des ministres. Il prendra lui-même la parole avec ses deux adjoints, Hervé Novelli et Marc-Philippe Daubresse, et entend "réformer en profondeur l'expression publique" du parti. Car un parti "se grandit lorsqu'il exprime des positions de fond beaucoup plus que quand il laisse des porte-parole taper sur les personnes (...) et régler des comptes avec un tel ou tel autre qui a déplu", selon Jean-François Copé.

Exit aussi le "Mouvement populaire" cher à Xavier Bertrand qui avait tenté sans succès d'imposer le nouveau label du parti. "Le problème de la formule Mouvement populaire, c'est que personne ne l'utilisait... en dehors de Xavier bien sûr". Balayé l'objectif du demi-million d'adhérents UMP fixé par son prédécesseur à l'horizon 2012. "500.000, et pourquoi pas 700.000 ? Si on ne l'atteint pas - d'ailleurs Xavier en est un petit peu la victime -, on dit il n'y est pas arrivé. C'est pas sympa !" a ironisé Jean-François Copé, entouré de Marc-Philippe Daubresse et d'Hervé Novelli, tout sourire. (LePoint.fr 25.11)

1.4- Barbie sait de quoi elle cause, elle n'a pas besoin de se forcer !

On la savait énervée, "irritée par les questions" de Chazal et/ou Pujadas et/ou Denisot. Le Parisien rapportait en effet que la première Dame "a levé les yeux au ciel en entendant parler d'écoutes téléphoniques".

A en croire LePoint.fr, elle n'aurait pas simplement levé les yeux... Au moment de la question de David Pujadas sur les vols d'ordinateurs et les écoutes, Carla Bruni aurait lâché : "Mais qu'ils sont cons, ces journalistes !". (Lepost.fr 25.11)

2- Italie.

Des étudiants italiens ont occupé jeudi plusieurs sites touristiques comme la tour de Pise et le Colisée à Rome pour protester contre le projet de réforme de l'université du gouvernement prévoyant des réductions dans les dépenses.

D'autres manifestations ont eu lieu dans des villes de la Péninsule, avec des défilés et des occupations symboliques de bâtiments universitaires. (Reuters 25.11)

3- Grèce.

Deux jours après les demandes d'assouplissement du marché du travail grec formulées par l'UE et le FMI, un rassemblement est prévu jeudi 25 novembre après-midi à Athènes à l'appel des syndicats du privé et du public. Des arrêts de travail dans les transports urbains ont eu lieu jeudi dans la capitale pour protester contre des projets décrits comme 'visant à supprimer les conventions collectives' par les syndicats, qui appellent à une grève générale dans tout le pays le 15 décembre, juste avant la présentation du budget 2011, qui contient de nouvelles mesures d'austérité, au Parlement.

Jeudi, des arrêts de travail de quatre heures en dehors des heures de pointe ont eu lieu dans les transports en commun (bus, métro, tramways, train de banlieue et trolleys) à Athènes. Sous le mot d'ordre 'Non à la suppression des accords de branche', la GSEE, principal syndicat du privé grec, dénonce 'les mesures inacceptables' qui visent à 'donner la priorité aux accords d'entreprise sur les conventions collectives de branche'.

Selon le quotidien Kathimerini, le gouvernement doit proposer le mois prochain un projet de loi permettant aux entreprises de contourner les accords de branche, très protecteurs pour les salariés en Grèce, en cas de difficultés financières. Selon la même source, dans des conditions qui restent à déterminer, les entreprises devraient obtenir la possibilité de réduire les salaires, tout en les maintenant au-dessus du salaire minimum (740 euros en Grèce).

Les responsables de l'Union européenne, du Fonds monétaire international et de la Banque centrale européenne, qui surveillent le programme d'assainissement des finances publiques grecques, ont en effet demandé mardi au gouvernement des mesures additionnelles de rigueur, passant par une réduction du secteur public, une accélération des privatisations et un marché du travail plus "flexible".

Après la réduction déjà effective du salaire des fonctionnaires, le ministre des finances a également annoncé un tour de vis supplémentaire dans le secteur public, avec le non-remplacement de quatre fonctionnaires sur cinq partant à la retraite. (Lemonde.fr 25.11)

Ah décidément ces travailleurs grecques sont des réactionnaires, des ingrats, ils osent s'opposer au FMI dirigé par un homme de gauche, Strauss-Kahn !

4- Brésil. On ne peut pas à la fois rembourser le FMI et s'attaquer à la pauvreté.

Des véhicules blindés ont fait leur apparition jeudi dans les favelas de Rio de Janeiro où forces de l'ordre et narcotrafiquants se sont affrontés pour la cinquième journée consécutive.

Les troubles ont éclaté dimanche par l'attaque de plusieurs postes de police et des incendies de véhicules. Selon le responsable des services de sécurité de Rio, ces actes ont été ordonnées par des chefs de gang emprisonnés en représailles à leur éviction d'une douzaine de favelas, ces deux dernières années.

Parmi les 30 morts recensés par la police militaire figure une adolescente de 14 ans, tuée mercredi par une balle perdue. (Reuters 25.11)

Merci Lula, merci le PT !

5- Corée du Sud.

Le ministre sud-coréen de la Défense a démissionné, a annoncé jeudi le gouvernement deux jours après le bombardement nord-coréen de l'île de Yeonpyeong, qui a coûté la vie à quatre Sud-Coréens, dont deux civils. (AP 25.11)

Social

En bref quelques mouvements sociaux qui vous ont peut-être échappés.

1- Changement de statut du personnel chez Veolia Eau Ile-de-France

L'intersyndicale de Veolia Eau Ile-de-France, CGT et Force ouvrière en tête, a, dans la matinée du mardi 16 novembre, bloqué l'usine de production d'eau de Choisy-le-Roi (Val-de-Marne) en empêchant, notamment, les livraisons de produits de traitement. Deux autres sites, de Méry-sur-Oise (Val-d'Oise) et Neuilly-sur-Marne (Seine-Saint-Denis), ont également été affectés par des grèves.

Les salariés protestent contre leur changement de statut, devant s'appliquer au 1er janvier 2011, à l'occasion de la nouvelle délégation attribuée par le Syndicat des eaux l'Ile-de-France (Sedif) à Veolia et qui concerne 980 de ses salariés.

"Nous bénéficions d'un statut assimilé aux fonctionnaires de la ville de Paris mais nous allons le perdre", déplore Alain Bonnet, représentant FO. "Il y a à peine 10 % de grévistes, rétorque Bernard Cyna, directeur de l'exploitation de Veolia Eau banlieue de Paris, et nous ne comprenons pas leur mécontentement étant donné que l'emploi, les rémunérations et leur évolution sont garantis, même après le changement de statut." (Lemonde.fr 17.11)

2- Un constat d'huissier trafiqué avec la complicité de la direction de La Poste pour virer des syndicalistes.

Sud-PTT a porté plainte mardi contre X pour faux et usage de faux, en accusant la direction d'avoir "revu et corrigé", selon le syndicat, pour sanctionner des militants, un rapport d'huissier réalisé lors d'une grève à la Poste en mai à Asnières (Hauts-de-Seine).

La plainte fait suite à un constat d'huissier réalisé à la demande de l'entreprise lors d'un mouvement de grève au centre courrier d'Asnières (Hauts-de-Seine) le 7 mai, contre un projet de réorganisation des tournées de facteurs. La plainte fait état de "doutes pesant sur la réalité des constatations réalisées par l'huissier" ce jour-là, et cite plusieurs modifications observées entre la première version du constat d'huissier, que Sud-PTT s'est procuré, et la version finale, dont s'est ensuite servi l'entreprise dans des mesures disciplinaires contre deux militants Sud-PTT.

Le texte de la plainte souligne que l'huissier a participé à une réunion avec des responsables locaux de la Poste des Hauts-de-Seine le soir du 7 mai et a ensuite transmis son "projet de procès verbal" à plusieurs de ces responsables, le 9 mai dans un mail. "Le simple fait de solliciter l'avis de ses mandants sur la rédaction du procès-verbal de constat censé relater objectivement des événements (...) est pour le moins suspect", note le texte de la plainte.

Dans sa plainte, Sud-PTT évoque "un travail de relecture" de la direction, observant que la version finale cite à plusieurs reprises le nom des deux syndicalistes, qui ont fait ensuite l'objet de procédures disciplinaires. Le syndicat remarque aussi que dans sa version finale, l'huissier évoque 150.000 plis non distribués, alors qu'il n'en faisait pas état dans son projet initial. Le syndicat souligne aussi que des photos prises lors de la grève vont à l'encontre des constatations de l'huissier. L'inspection du travail, saisie par la Poste d'une demande de licenciement d'un des syndicalistes pour entrave, s'est également appuyé sur ces photos pour refuser le licenciement, ajoute Sud. (Lhumanité.fr 17.11)

3- CB News mis en liquidation, 69 chômeurs supplémentaires.

CB News, magazine hebdomadaire consacré à l'actualité de la publicité et des marques, sera fixé sur son sort jeudi. Le tribunal de commerce de Nanterre doit en effet se prononcer jeudi matin sur la cession ou la liquidation de l'entreprise.

En attendant, les salariés (50 CDI et 19 CDD et pigistes) ont voté une grève de 48h, mardi, inquiets pour leur avenir. «Les offres de reprise améliorées déposées lundi dernier ont confirmé les inquiétudes déjà très fortes des salariés, selon un communiqué publié sur le site de CB News. En effet, aucune de ces deux propositions ne formule de projet d'entreprise clair. Quant aux projets éditoriaux, ils sont inexistantes.». (20minutes.fr 16.11)

Economie

1- Auto-entrepreneur : un statut qui coûte plus qu'il ne rapporte.

De nombreuses personnes inscrites à ce régime viennent en effet de recevoir un courrier leur demandant de régler la CFE, la cotisation foncière des entreprises, qui remplace en partie l'ancienne taxe professionnelle. Une très mauvaise nouvelle pour beaucoup, qui voyaient en l'auto-entreprise un dispositif non imposé, à moins de réaliser un gros chiffre d'affaires.

Grégoire Leclercq, président de la FEDAE (Fédération des Auto-entrepreneurs) chiffre le nombre de personnes qui devront régler cette CFE en cette fin d'année à 100.000, soit «environ un tiers des auto-entrepreneurs». Beaucoup auront alors perdu de l'argent dans l'opération, puisque 51% des auto-entrepreneurs ne font aucun chiffre d'affaires. Ils se sont inscrits pour lancer leur activité, pour arrondir les fins de mois, mais n'ont pas réussi. Et ils vont tout de même devoir sortir leur chèque.

Grégoire Leclercq explique ces mauvaises surprises par un aspect méconnu du dispositif. «Lors de l'inscription au statut, il y a deux choix. On peut s'acquitter d'un prélèvement fiscal de 2%, qui libère alors de l'impôt sur le revenu. Ou alors on peut, sous un certain seuil de revenus et de chiffre d'affaires, choisir de ne pas régler de prélèvement fiscal mais payer un impôt sur ses revenus», détaille-t-il.

Beaucoup de personnes non imposables on choisit la seconde solution, pour éviter toute taxation. D'autres, mal informées, non tout simplement pas coché la case qu'il fallait sur leur fiche d'inscription. Mais, dans les deux cas, très peu savaient qu'ils devraient payer une cotisation foncière après deux ans d'inscription au dispositif. Pire, cette cotisation est variable selon les communes. Elle varie de 200 à 2.000 euros, selon la libre appréciation des collectivités. (20minutes.fr 25.11)

L'Etat réduit les impôts et les taxes des grandes entreprises, il ne peut pas soulager tout le monde enfin, le malheureux prolo qui en avait marre d'être humilié sans cesse par les patrons et du chômage, et qui pensait se démerder tout seul pour survivre en sera pour ses frais, normal, il faut bien que quelqu'un casque, non ? C'est dégueulasse, cela lui apprendra à être trop honnête, il ne lui reste plus qu'à bosser au noir.

2- Immobilier. L'argent va à l'argent ou quand les privilégiés investissent dans la pierre plutôt qu'à la Bourse.

Les prix de l'immobilier à Paris et en Ile-de-France atteignent de nouveaux records. Ils ont connu une hausse sans précédent au troisième trimestre 2010, a révélé jeudi la Chambre des notaires de Paris et de l'Ile-de-France.

Par rapport au second trimestre, le prix du m2 a augmenté en moyenne de 4,1% et de 10% sur un an.

Au-delà des 7.000 euros/m2 à Paris

La hausse est particulièrement soutenue à Paris intra-muros. Le prix moyen du m2 a dépassé la barre symbolique des 7.000 euros, en hausse de 5,1% sur trois mois et de 13,8% sur un an. Désormais, plus aucun arrondissement de la capitale ne propose de

prix médian inférieur à 5.000 euros le m2.

Dans le reste de l'Ile-de-France, la hausse est légèrement plus modérée. Les prix ont augmenté de 4% en petite couronne et de 3,1% en grande couronne ce trimestre. Sur un an, l'augmentation est respectivement de 11,5% et de 8,9%. (20minutes.fr 25.11)

Si l'immobilier retrouve des couleurs et s'emballe même à Paris, c'est aussi en raison de la facilité à emprunter actuellement à bon compte. Les taux des crédits restent bas et le robinet du crédit, qui s'était bloqué au plus fort de la crise, est maintenant largement rouvert aux emprunteurs «solides».

Il est ainsi possible avec un très bon dossier d'emprunter aux alentours de 3% sur 15 ans à taux fixe (le taux moyen se situant à 3,40% sur 15 ans et à 3,55% sur 20 ans selon le courtier Empruntis). Et les particuliers n'ont plus aucune difficulté à trouver des financements. «Les vannes sont ouvertes, les établissements financiers prêtent à des clients qui n'ont que 10% d'apport, voire pas d'apport du tout dans certains cas», relève Mael Bernier chez Empruntis.

Si les banques sont généreuses dans leurs octrois de crédit, on est encore loin d'avoir retrouvé les niveaux de 2007. «Les crédits distribués aux particuliers représentaient 175 milliards d'euros en 2007 et étaient tombés à 145 milliards en 2008 et à 110 milliards en 2009. Ils devraient être de l'ordre de 145 à 150 milliards cette année», rappelle Philippe Taboré, directeur général du réseau de courtiers en crédit Cafpi. (Lefigaro.fr 25.11)

Rassurez-vous camarades, à 5.000 balles le m², ce ne sont pas les ouvriers qui peuvent se permettre d'acheter même une cave dans Paris, par contre ça baigne pour les nantis du régime qui peuvent bénéficier de crédits à taux réduits.

3- Vous êtes au courant ?

Les députés ont définitivement adopté mercredi soir la loi NOME qui réforme le marché de l'électricité. Mais l'une des conséquences directe pourrait être une hausse des prix pour les particuliers.

Transposition d'une directive européenne, le texte prévoit de réorganiser les relations entre le fournisseur historique, EDF, et ses concurrents comme GDF Suez, Poweo ou Direct Energie.

Actuellement, EDF est la seule à pouvoir disposer de son parc nucléaire pour des bas coûts de production. Une situation contraire au droit de la concurrence européen et qui pénalise les nouveaux fournisseurs.

Le texte prévoit qu'EDF devra céder jusqu'à 25% de la production de son électricité d'origine nucléaire à ses concurrents.

La loi ne précise pas cependant le prix de vente. Le gouvernement puis la Commission de régulation de l'énergie (CRE) seront chargés de fixer ce tarif qui pourrait être largement en faveur d'EDF.

Après de multiples tractations, le groupe public devrait pouvoir vendre son électricité à un prix supérieur à ses coûts de production et pouvoir ainsi réaliser les investissements nécessaires à la rénovation et à l'entretien de son parc nucléaire.

Les tarifs réglementés pour les particuliers existeront toujours tandis qu'ils disparaîtront pour les grandes entreprises fin 2015. Mais la facture pourrait bien augmenter. L'UFC-Que Choisir a dénoncé jeudi dernier dans un communiqué un projet de loi «détourné de son objectif initial par des amendements cousus main pour EDF».

Comme le prix de vente de sa production nucléaire devrait être au-dessus de ses coûts de production et du niveau actuel intégré dans les tarifs réglementés, ces derniers vont mécaniquement exploser pour l'associations de consommateurs.

«L'augmentation de la facture d'électricité sera, selon le niveau retenu, de 7% à 11% dès la mise en place de la loi et de 21% à 28% d'ici 2015», précise le communiqué. (20minutes.fr 25.11)

Commentaire d'un Internaute.

Vous avez certainement vu des voitures ERDF / GRDF et des véhicules EDF / GDF. Ils ne sont pas de la même direction. En fait, ERDF s'occupe du réseau de distribution d'électricité alors qu'EDF celui de la vente.

Avec les décisions de Bruxelles, cette solution est souvent adoptée en France car les sociétés avaient le monopole en France : elle gérait à la fois le réseau et la distribution ; Il y avait une peréquation qui permettait de limiter les hausses de tarif. A présent, comme le monopole est tombé, le réseau est loué et cette location se paye pour chaque fournisseur (EDF, Direct Energie ...) en plus de la vente d'électricité.

Pour le coup, EDF ne pourra plus vendre les 25% d'électricité qui provienne de l'énergie nucléaire. Cela va créer un déficit pour eux qu'il va falloir combler ... de fait, le prix au Kw/h monte alors que la production restera identique.

La vraie concurrence (celle que devrait imposer Bruxelles), c'est celle qui installera en France des moyens supplémentaires de production et de distribution, ce qui du coup générera une augmentation de l'offre donc une baisse des tarifs. Nous en sommes encore loin !!!

C'est le même principe qui s'est produit avec l'ouverture de la concurrence du téléphone/internet et qui se produira pour toute entreprise dont le monopole est remis en cause ...

[Haut de page ↗](#)

Le 27 novembre

Je ne peux que vous conseiller de lire attentivement les trois articles du groupe pour la construction du Parti ouvrier révolutionnaire mis en ligne aujourd'hui. En dehors du front unique en direction du PS et ses satellites, je partage leurs analyses pour lesquelles il faut les remercier. On aurait pu penser ou plutôt espérer que l'EIT s'affirmerait comme une organisation internationale regroupant des organisations ou des partis indépendants des Etats et du capitalisme, or, on s'aperçoit que la Conférence d'Alger autorisée par le "démocrate" Bouteflika ne répondra pas à cette exigence.

Les dirigeants du POI justifieront sans doute auprès de leurs militants les positions défendues par le PT algérien en expliquant que l'Algérie n'est pas la France, que des compromis inacceptables en France avec le pouvoir le sont beaucoup moins dans des pays comme l'Algérie, cela leur sera d'autant plus facile que ces militants n'ont jamais vécu dans un pays dominé et qu'ils sont pour ainsi dire incapables de se représenter les rapports entre les classes dans ce type de pays.

Imaginez un instant que je fasse l'apologie du gouvernement de Mahatma Gandhi qui par sa politique policière est parvenu à maintenir l'ordre et l'unité de l'Inde contre les tentatives séparatistes de mouvements islamistes au Cachemire, sans jamais résoudre les problèmes quotidiens auxquels la population doit faire face, vous appuieriez immédiatement sur la touche fermer de votre clavier pour faire disparaître ce site de votre écran et vous auriez raison.

Que dans certaines circonstances, dans des pays sous-développés où la classe ouvrière est faiblement organisée ou représentée, où la révolution prolétarienne n'est pas pour demain ni après-demain, que l'on puisse s'associer temporairement à des couches progressistes de la bourgeoisie pour faire évoluer les droits de l'ensemble de la population, y compris le prolétariat et la paysannerie pauvre, ou pour mener un combat contre le pouvoir en place sur une question spécifique, on peut le concevoir, Marx et Engels l'ont fait en leur temps, Lénine également contre le tsar, mais là nous ne sommes pas dans la même configuration puisque Bouteflika est au pouvoir soutenu par l'armée, pourquoi ne pas soutenir Bismarck ou Nicolas II pendant qu'ils y sont, pourquoi ne pas soutenir demain en France de Villepin ou Bayrou !

L'articles de ces camarades sur le PT algérien est accablant et sans appel, jusqu'à inviter à son 6e congrès l'ambassadeur de la République d'Iran ! Le POI invitera peut-être le "camarade" Medvedev à son prochain congrès !

L'EIT s'inspirerait de la Première Internationale paraît-il. A la différence du milieu du XIXe siècle, on ne peut pas dire en 2010 que le mouvement ouvrier n'existe pas, qu'il ne s'est jamais structuré dans le passé, que la classe ouvrière ne s'est jamais constituée en partis et ne possèderaient pas de syndicats, nous voyons donc que la situation actuelle n'a absolument rien à voir sous aucun rapport avec celle qui a vu naître la Ière Internationale en 1864. Il faut donc en conclure que la méthode - c'est un grand mot quand on a lu la correspondance de Marx et Engels, qui a été employée pour aboutir à la proclamation de la Ière Internationale est obsolète.

Les initiateurs de l'EIT répondront que leur objectif n'est pas de constituer à terme une nouvelle Internationale, et qu'ils en veulent pour preuve qu'ils s'emploient par ailleurs à construire la IVe Internationale. Quel objectif se fixent-ils alors ? Regrouper des partis et des organisations qui se situent sur le terrain du réformisme qu'a abandonné la IIe Internationale social-démocrate ? Le réformisme aurait-il encore un avenir de nos jours ? Le combat pour les revendications démocratiques bourgeoises peut-il se situer dans une autre perspective que la révolution socialiste mondiale ? L'EIT ne combat pas dans cette perspective, dès lors son combat ne peut se situer que sur le terrain de l'adaptation au capitalisme auquel ses participants tenteront de soutirer quelques miettes pour soulager les maux et la colère des peuples, sans à aucun moment poser la question de la remise en cause des fondements du capitalisme et ses institutions politiques. La confusion ou le désarroi dans lequel est plongé le mouvement ouvrier international ne doit pas faire illusion ou nous rendre amnésique. Un jour j'ai écrit que je soutenais l'EIT, parce que je pensais que c'était peut-être une bonne chose d'essayer de regrouper des militants de sensibilités diverses à travers le monde, malgré la participation d'éléments que je jugeais avec d'autres infréquentables, avec aujourd'hui le soutien affiché, confirmé ouvertement et bruyamment du PT algérien au régime de Bouteflika, je me demande si ce n'était pas une erreur.

Que le mouvement ouvrier dans chaque pays et au niveau international ne sache plus où il en est ou qu'il soit entièrement ou presque subordonné au capitalisme, c'est la réalité, qu'il ait été pourri par le réformisme et le stalinisme pour finalement abandonner le combat pour le socialisme, c'est un amer constat que l'on peut faire tous les jours, sans pour autant faire disparaître plus d'un siècle de lutte de classe et considérer qu'il repartirait de zéro.

Voici comment Marx, Engels et Bebel posaient la question des rapports de leur parti à Bismarck.

Extraits : Karl Marx, Friedrich Engels : *La social-démocratie allemande*.

Engels à A. Bebel, 10 mai 1883.

"Si certains de nos députés votaient effectivement pour les lois de Bismarck (1) et répondaient donc à son coup de pied aux fesses en lui baisant le cul, et si ces gens n'étaient pas exclus de la fraction, je serai alors obligé de me désolidariser officiellement d'un parti qui tolérerait des choses pareilles. Pour autant que je sache, c'est absolument exclu la minorité devant voter comme la majorité si elle se conforme aux règles de la discipline du parti. Mais cela, tu le sais mieux que moi."

Note 1- Pour compléter sa législation industrielle et la loi anti-socialiste. Bismarck avait préparé des projets de loi en matière sociale, qui étaient évidemment autant de pièges posés à la social-démocratie. Fin avril-début mai, les projets de loi sur l'assurance-maladie des travailleurs et les compléments à la législation professionnelle furent adoptés en seconde lecture par le Reichstag. Ces deux lois faisaient partie du programme de réforme sociale annoncé à grands cris par Bismarck fin 1881. Le 2 mai, Bebel écrit à Engels que quelques députés sociaux-démocrates voulaient voter pour la loi d'assurance-maladie, et cita les noms de Max Kayser et de Moritz Rittinghausen, dont l'intention était d'engager le parti dans la voie de la politique de réforme. Par discipline de parti, les sociaux-démocrates votèrent contre le projet de Bismarck, mais Grillenberger, par exemple, prononça à cette occasion un discours ouvertement opportuniste.

Ce ne fut pas la bourgeoisie allemande qui, concéda le fameux système d'assurance sociale aux ouvriers allemands, mais Bismarck, le représentant des hobereaux, tout heureux de jouer un mauvais tour à la fois à la bourgeoisie et à la social-démocratie, selon la bonne recette bonapartiste.

Dès 1844, Marx avait dénoncé le caractère fallacieux des mesures sociales prises par des représentants de classe semi - féodales :

« Étant un aristocrate et un monarque absolu, le roi de Prusse déteste la bourgeoisie. Il n'a donc pas lieu d'être effrayé si celle-ci va lui être encore, plus soumise et devient d'autant plus impuissante que ses rapports avec le prolétariat se tendent. On sait que le catholique déteste plus le protestant que l'athée, tout comme le légitimiste déteste davantage le libéral que le communiste. Ce n'est pas que l'athée et le communiste soient plus proches du catholique et du légitimiste, au contraire, ils leur sont plus étrangers que le protestant et le libéral, parce qu'ils se situent en dehors de leur sphère. Ainsi, en politique, le roi de Prusse trouve une opposition directe chez les libéraux. Pour le roi, l'opposition du prolétariat n'existe pas davantage que le roi lui-même n'existe pour le prolétariat. Il faudrait que le prolétariat eût atteint déjà une puissance décisive pour supprimer ces antipathies et ces oppositions politiques, et s'attirer l'hostilité de tous en politique. »

(Marx, Notes critiques relatives à l'article « Le roi de Prusse et la Réforme sociale. Par un Prussien , 7-8-1844, trad. fr. : Marx-Engels, Écrits militaires, Édit. L'Herne, pp. 157 - 158.)

Jamais Marx ou Engels n'aurait soutenu la moindre mesure sociale proposée par Bismarck, le PT algérien : sans hésitation !

Le 24 mars 1884, Bebel fit cette mise au point au Reichstag : *« Certes, ce que le gouvernement veut est clair et simple : il veut que nous formions le chœur inconditionnel de sa réforme sociale. Voici ce que je lis dans les considérants de votre projet de loi : si vous êtes contre les réformes sociales du gouvernement, la loi anti-socialiste sera prorogée, et si vous êtes pour, elle sera abrogée. Messieurs, nous ne vendons pas nos principes, même si vous prolongez dix fois votre loi. ».*

(Le discours de Bebel fut publié sous le titre « *Extraits des débats sur la prolongation de la loi socialiste* » par l'éditeur C. Grillenberger à Nuremberg en 1884.)

On est là très loin de la position du PT algérien : Merci monsieur Bouteflika pour votre Constitution que nous votons ! Et Bismarck était encore plus féroce que Bouteflika !

Engels à Bebel, 6 juin 1884.

"L'ami Bismarck a baissé les culottes plus vite que je ne l'escomptais et a montré le derrière de son droit au travail au peuple rassemblé 1: la loi anglaise sur les pauvres de la quarante-troisième année du règne d'Elizabeth avec tout son arsenal d'embastillement de 1834 ! Quelle joie pour nos Blos, Geiser et Cie [sociaux-démocrates de droite], qui depuis un

certain temps déjà ont enfourché le dada du droit au travail et semblaient se figurer qu'ils avaient déjà pris Bismarck dans leurs rêts ! Or comme j'en suis à ce thème, je ne peux te cacher que les interventions de ces messieurs au Reichstag - pour autant que je puisse en juger d'après de piètres comptes rendus de journaux et dans leur propre presse - m'ont de plus en plus convaincu que moi au moins je ne me situe absolument pas sur le même terrain qu'eux et que je n'ai rien de commun avec eux. Ces prétendus « éléments cultivés » sont en réalité de parfaits ignorants et des philanthropes qui se rebellent de toutes leurs forces contre l'étude. Contrairement aux vœux de Marx et en dépit des avertissements que je prodigue depuis de longues années, on ne les a pas seulement admis dans le parti, mais on leur a encore réservé les candidatures au Reichstag."

Et Engels de s'en mordre les doigts ! Au PT algérien, ils les suceraient comme des sucres d'orge !

Note de Roger Dangeville

La polémique engagée par Bernstein dans le Sozialdemokrat avec l'appui d'Engels est en quelque sorte le rebondissement de l'affaire Kayser, député social-démocrate qui s'était déclaré favorable au projet de loi de Bismarck, tendant à taxer fortement les importations de fer, de bois, de céréales et de bétail. En 1879, Engels avait dénoncé Kayser qui voulait voter « de l'argent à Bismarck comme pour le remercier de la loi anti-socialiste ». L'affaire des subventions maritimes était plus grave encore. Premièrement, la fraction parlementaire social-démocrate commençait à s'engager dans une politique de collaboration avec l'État existant et effectuait ainsi ses premiers pas dans la voie d'une politique de réformes. Deuxièmement, avec les subventions à la navigation à vapeur pour des lignes transocéaniques, la bourgeoisie nationale se lançait dans la politique impérialiste et jetait les bases d'un immense Empire colonial.

En effet, Bismarck projetait rien moins que la création de lignes de liaison maritimes avec les territoires d'outre-mer au moyen de subventions de l'État. La majorité opportuniste se préparait donc à soutenir par ce biais l'expansion coloniale de sa bourgeoisie, et la fraction parlementaire eut le front, à l'occasion de cette affaire, de vouloir contrôler la politique du parti tout entier. Les menaces de scission au sein de la social-démocratie avaient à présent un fondement politique de première importance.

Lors du premier débat, le député social-démocrate Bloss avait déclaré que son groupe voterait pour le projet gouvernemental à condition qu'en soient exclues les lignes avec l'Afrique et Samoa et que pour toutes les autres (vers l'Asie orientale et l'Australie) les grands navires soient strictement construits par les chantiers allemands et des mains... allemandes. Bebel se trouva en minorité dans la fraction. Le reste du groupe parlementaire, conduit par Dietz, Frohme, Grillenberger etc. avait l'intention de voter pour le projet de subvention parce qu'il développait les relations internationales (?!?!). Sous leur pression, le groupe adopta une résolution selon laquelle la question des subventions n'était pas une question de principe, si bien que chaque membre de la fraction pouvait voter à sa guise.

Engels dut intervenir pour soutenir Bebel et la rédaction du Sozialdemokrat. Celui-ci publia pendant des semaines des lettres et résolutions émanant de militants de la base contre l'opportunisme des parlementaires sociaux-démocrates. et leur prétention de s'ériger en puissance dominante dans le parti. Finalement, toute la fraction vota unanimement contre le projet de subvention maritime, et les protestations de la base aboutirent à faire reconnaître par tous que le Sozialdemokrat était l' « organe de tout le parti ». Nous traduisons la déclaration des députés parlementaires fidèlement, dans le style qui leur est propre.

Extrait : Au sujet des compromis - septembre 1917 - V. Lénine - OEuvres t. 25, pp. 333-339, Paris-Moscou)

"Le devoir d'un parti vraiment révolutionnaire n'est pas de proclamer une renonciation impossible à tout compromis, mais bien de savoir rester, à travers tous les compromis, dans la mesure où ils sont inévitables, fidèle à ses principes, à sa classe, à sa mission révolutionnaire, à sa tâche de préparation de la révolution et d'éducation des masses en vue de la victoire révolutionnaire."

Politique.

1- Les dessous d'un "**pacte**" de non-agression... envers le capital.

Ségolène Royal contredit Martine Aubry, qui a annoncé l'existence d'un "**pacte**" de non-agression entre les trois présidentiables du PS aux primaires du PS.

"Il n'y a aucun pacte" entre elle, DSK et Aubry, a assuré Royal jeudi midi, à Europe 1. "Il n'a aucun pacte pour empêcher les primaires. Elles ont été promises aux Français, qui doivent pouvoir venir choisir le candidat de la gauche donc je ne veux pas qu'il y ait de malentendu. Les dirigeants socialistes sont conscients de la nécessité de se rassembler, le moment venu, pour battre la droite." (Lepost.fr 26.11)

Le PS, dernier recours pour la classe dominante en cas de déroute de l'UMP pour assurer la défense des institutions de la Ve République et du régime capitaliste, ses dirigeants n'aspirent qu'à une chose : un poste et les prébendes qui vont avec, ils se foutent bien du reste !

2- Le voile de la crise du NPA tombe.

La candidate voilée du NPA aux dernières élections régionales, Ilham Moussaïd, ainsi que sept autres adhérents dans le Vaucluse, ont décidé de quitter le parti d'Olivier Besancenot, a-t-on appris ce vendredi auprès d'un porte-parole du NPA dans ce département. Sa présence sur les listes du NPA avait engendré une scission au sein des effectifs du parti dans ce département.

Selon un porte-parole du NPA, Jacques Fortin, huit membres de cette équipe, dont Ilham Moussaïd, ont décidé de quitter le parti. Dans une lettre révélée jeudi dans Mediapart et évoquée dans Libération, l'un des chefs de file de ce groupe, Abdel Zahiri, a déploré une «*véritable chasse aux sorcières*» et s'est plaint que lui et ses camarades soient «*montrés du doigt comme des pestiférés*».

«*Ce départ est lié au débat, aux remous qui ont secoué notre organisation suite à la candidature (d'Ilham Moussaïd), sur les questions de religion, le féminisme, la laïcité. C'est un débat qui sera tranché au congrès, on regrette qu'ils soient partis avant*», a-t-elle ajouté.

Le congrès du NPA a déjà été repoussé deux fois. Prévu dans un premier temps du 10 au 14 novembre, il avait déjà été renvoyé, en septembre, au 10-12 décembre. Lors d'un Conseil politique national (CPN, parlement) qui s'est tenu mi-novembre, le NPA a décidé à nouveau de repousser son congrès national aux 4, 5 et 6 février. (20minutes.fr 26.11)

Le NPA traverse une profonde crise qu'il ne peut masquer en repoussant à nouveau son congrès national. En octobre il devait communiquer son nombre d'adhérents, on attendra encore, bien que cela ne nous passionne pas. Ce parti est un vrai bordel, pas sérieux, il peut tenter des jeunes par son côté radical, en apparence seulement, beaucoup moins les travailleurs.

Social.

Bolivie.

A contre-courant de la plupart des pays, la Bolivie du socialiste Evo Morales s'apprête à abaisser l'âge de la retraite de sept ans, à 58 ans, une réforme radicale et controversée à l'impact économique incertain, au delà-des dividendes politiques.

Socialement ambitieux, ou économiquement suicidaire selon les avis, la réforme prévoit la nationalisation des retraites, la fermeture de caisses privées (l'Espagnol BBVA et le Suisse Zurich) qui géraient la retraite de 1,3 million de Boliviens, et l'abaissement de la retraite de 65 à 58 ans.

Pour des travailleurs exposés, comme les mineurs, elle pourrait intervenir dès 51 ans, à 55 ans dans le cas d'une mère de trois enfants. Le système, fondé sur la solidarité, verra l'apport patronal augmenter de 3%, celui des employés de 0,5%, avec une contribution spéciale, «*l'apport solidaire*», des Boliviens gagnant plus de 13.000 bolivianos (1.320 euros). Soit 19 fois le salaire minimum, d'environ 70 euros.

Les défenseurs du projet soulignent cependant qu'une retraite à 65 ans ne signifie par la même chose en Bolivie, où l'espérance de vie est de 66 ans, qu'en France (81) par exemple. (Libération.fr 26.11)

Formidable hurleront les partisans aveugles de Morales, tout dépend du niveau des retraites, et si l'on compare l'espérance de vie en France, 81 ans, et l'âge du départ à la retraite, 62 ans, un travailleur peut espérer profiter de sa retraite pendant 19 ans, 6 de moins dans le cas d'un ouvrier (en moyenne), avec l'espérance de vie en Bolivie, 66 ans, l'âge du départ à la retraite fixé à 58 ne laissera en moyenne aux travailleurs que 8 ans pour profiter de leur retraite, moins encore dans le cas des ouvriers, des mineurs par exemple, ce n'est donc pas la panacée ! Je crois me souvenir que l'année passée Morales avait octroyé une retraite de 40 euros mensuel à quelques centaines de milliers de Boliviens qui n'en avaient pas. Pour le socialisme, les travailleurs boliviens devront attendre encore un peu, beaucoup...

Economie.

1- Irlande.

La crise irlandaise, porte le sceau des banques, tombées dans le piège des «*actifs toxiques.*»

«*Les banques ont investi en Bourse sur la base de crédits qui n'ont pas été remboursés. Leurs actifs boursiers ont donc perdu toute valeur*», détaille Jérôme Creel, économiste à l'Institut OFCE et à l'école ESCP. C'est la première étape de la crise. Elle passe ensuite un cap, et devient un problème européen. «*Parce que le gouvernement irlandais s'est engagé, et que nous partageons la même monnaie*», poursuit l'économiste.

Le mécanisme est simple: pour éviter une panique générale, où «*tous les habitants retireraient leurs économies*», le gouvernement irlandais rachète à ses banques 50 milliards d'euros de dette. Celle-ci devient une dette publique, que compagnies d'assurance et fonds d'investissement peuvent acheter en Bourse. Sur les marchés, cette dette prend la forme de titres de créances, qui promettent un remboursement à une échéance et un taux déterminés.

Plus un pays est endetté, plus son taux d'intérêt grimpe. Le taux de l'Irlande a explosé d'un coup. Et toute la zone euro en ressent les secousses: sur les places boursières, les taux d'emprunt de la monnaie augmentent. «*Tous les pays qui partagent l'euro ont plus de mal à financer leur dette*», explique Jérôme Creel. Il leur faut calmer le jeu en promettant que les Etats forts, Allemagne en tête, soutiendront l'Irlande en cas de défaut de paiement. Les sommes annoncées ne sont pas prêtée : elles sont promises, en cas de besoin.

Pourtant, en France et ailleurs, les plans de soutien ont déjà des conséquences. «*Elles légitiment les restrictions budgétaires, désastreuses pour la croissance, juge Jérôme Creel. Elles sont donc instrumentalisées par les hommes politiques.*» (20minutes.fr 26.11)

C'est la spirale infernale qui va se terminer par l'explosion du marché mondial qui ouvrira la voie à une nouvelle ère de guerres et de révolutions.

2- Venezuela.

Casino, le groupe français de grande distribution, a annoncé vendredi qu'il recevrait 622,5 millions de dollars du gouvernement vénézuélien dans le cadre de la nationalisation des supermarchés Exito dont il était l'actionnaire majoritaire. (Reuters 26.11)

Toujours aussi généreux le colonel Chavez !

[Haut de page ↗](#)

Le 28 novembre

Vous aurez remarqué que je n'ai pas placé le texte de la Convention nationale du PS dans la Tribune libre, mais dans la rubrique "Document", le PS étant étranger au mouvement ouvrier et son combat selon nous. J'avais fait de même avec un document des Verts.

Je vous avoue que je n'ai eu ni le temps ni la patience de lire entièrement ce texte du PS, j'ai seulement parcouru les premières pages, il y en a 46 au total. J'ai relevé qu'ils écrivaient "*nous, socialistes*", "*le projet des socialistes*" par ci "*les socialistes*" par là, bref, en France si vous voulez savoir ce qu'est le socialisme suivez le PS puisqu'ils sont les seuls à s'en réclamer à chaque paragraphe ou chapitre. Idem pour le PCF, nous, les communistes, à ceci près qu'ils ne vous parleront jamais du communisme.

Les dirigeants du PS ne vont pas jusqu'à dire que leur politique s'inscrirait dans la perspective du socialisme, mais ils emploient toujours ce terme à toutes les sauces, simple constat. Alors pourquoi aucun parti ouvrier ne fait de même, je pense au POI, au NPA, à LO, pourquoi désertent-ils ce terrain et laissent-ils seul le PS s'exprimer au nom du socialisme ?

Si dans l'imagination collective le socialisme n'est pas en odeur de sainteté, apparemment il n'effraie pas forcément les masses ou même les petits-bourgeois, dans le cas contraire le PS ferait moins de 5% aux élections. Le socialisme est l'antithèse du capitalisme et la seule alternative possible sur le plan économique et social au capitalisme, et l'on n'a trouvé jusqu'à présent aucun terme assez précis qui pourrait le remplacer.

Dans socialisme il y a la racine "social", ce qui est social se rapporte à l'amélioration des conditions de vie et de travail qui concerne les classes qui vivent de la vente de leur force de travail, la classe ouvrière et la petite-bourgeoisie, donc en est exclue la classe des capitalistes, ce qui présente un caractère social est pour ainsi dire étranger à la classe dominante et c'est compréhensible, on devrait peut-être dire que ce qui présente un caractère social est naturel pour la classe des exploités, puisque tout ce dont elle dispose repose sur ses moyens matériels, financiers et politiques, qui lui permette de définir son mode (niveau) de vie et de satisfaire ses besoins de nature sociale.

Dans le cas du prolétariat, si les choses se présentent sensiblement de la même manière, c'est dans les moyens mis en oeuvre pour parvenir à les satisfaire que l'antinomie avec le capital apparaît, la légitimité des droits sociaux auxquels la classe ouvrière aspire n'est inscrite nulle part et n'est pas le produit ou la conséquence automatique de son travail, elle doit sans cesse combattre le régime en place pour que ces droits sociaux soient reconnus et finalement pour en acquérir ou pour les préserver. C'est

l'aliénation du travail au cours du procès de production qui en est la cause, ce sont les rapports de production capitaliste qui lui rendent étrangers non seulement le produit de son travail, mais aussi ce qu'il est en droit d'en attendre, l'un et l'autre échappant à son contrôle, en réalité le travailleurs est placé dans une situation où il ne maîtrise pas son sort ou son destin, l'aspect social du travail n'a plus qu'une valeur marchande ou basement mercantile en régime capitaliste. Dès lors on comprend pourquoi le prolétaire a tellement de difficulté à se situer sur un terrain de classe distinct de celui des capitalistes. Les droits sociaux auxquels il aspire et qui sont parfaitement légitimes, lui paraissent étrangers, au point de se demander jusqu'à quel point il a le droit de les mettre en avant, de les revendiquer. Combien de millions de travailleurs lors de la bataille sur les retraites ne se sont-ils pas dits que finalement il fallait peut-être bien réformer le régime des retraites, abandonnant par là leur propre terrain de classe ou reléguant leur droit au second plan ?

Le combat pour le socialisme a notamment pour fonction de l'aider à se situer exclusivement sur son terrain de classe, à lui faire comprendre que jusqu'à présent il a abdiqué ses droits au profit de ceux d'une classe dont finalement les prétentions ou les droits ne sont pas supérieurs aux siens, que la légalité et le maintien en place du régime capitaliste et de ses institutions politiques reposaient uniquement sur son ignorance des rapports sociaux (de production) qui régissent l'ensemble de la société et de son incapacité à se regrouper avec sa classe pour faire valoir ses droits. Tout a été fait pour qu'il en soit ainsi depuis sa naissance dans cette société.

Pour remédier à cette situation, face à une classe puissamment organisée qui lui impose des conditions de travail et un mode de vie qu'il déteste, mille frustrations, humiliations, peines et souffrances sans fin, il doit s'organiser et se battre, pas seulement pour améliorer sa condition puisqu'un jour ou l'autre les capitalistes lui imposeront de nouvelles régressions sociales, mais pour que sa classe prenne le pouvoir et réorganise la société sur de nouvelles bases économiques et sociales, dans la perspective de mettre fin à l'exploitation et à l'oppression qui va avec.

Le socialisme est basé sur la satisfaction des droits et des aspirations de l'ensemble des travailleurs que foulent aux pieds le PS et ses satellites, tandis que le capitalisme est par nature antisocial. Le PS et ses appendices s'emploient à donner un visage humain au capitaliste, à tromper les travailleurs sur sa véritable nature pour assurer sa survie, il faut donc les combattre à mort, au nom du socialisme !

Lors de la bataille sur les retraites, le PS s'est aligné ouvertement sur l'UMP en acceptant l'allongement de la durée de cotisation, et tous ceux qui s'y sont associés s'en sont faits les complices, dès lors aucun de ces partis n'est en droit de parler au nom de la classe ouvrière ou du socialisme, les travailleurs doivent se détourner de ces partis et les combattre pour entrevoir un jour une vie meilleur. L'heure n'est pas aux compromis avec les valets du capital ou aux alternoiements, encore moins au renoncement, mais à la guerre de classe !

Partant du constat et du principe que les travailleurs ne renonceront jamais définitivement à leurs droits et aspirations, la légitimité est du côté du socialisme et nous sommes sûrs qu'il finira par triompher sur le capitalisme. La crise actuelle du capitalisme qui ne cesse de s'approfondir et de s'étendre va alimenter la lutte des classes à travers le monde dans les mois et les années qui viennent, elle est annonciatrice des prochains affrontements entre les classes, affrontements qui ne pourront prendre que la forme d'une lutte pour le pouvoir... C'est uniquement dans cette perspective que peut se situer notre combat, le socialisme vaincra la barbarie capitaliste à l'échelle de l'humanité.

Souvenez-vous camarades, le temps joue contre notre ennemi, l'avenir appartient au socialisme, place au socialisme, vive la révolution socialiste mondiale en marche !

Il fallait bien remonter le moral des troupes après la défaite que nous venons de subir, ce ne sera pas la dernière. Pourquoi le prolétariat doit-il encaisser autant de défaites ? Ce serait trop long ici à expliquer, mais rassurez-vous camarades, une victoire politique remportée par le prolétariat efface ou vaut davantage que mille défaites !

J'écris tellement et j'y passe tant de temps que je ne prends même plus la peine de me corriger, je parle des fautes d'orthographe ou de frappe.

Bon dimanche à tous.

Politique.

1- Recadrage de Sarkozy par les barons de l'UMP : chut, c'est un secret !

Patrick Balkany, vendredi sur Europe 1: «*Dans la Ve République, personne n'impose quoi que ce soit au président.*» Nicolas Sarkozy «*a réfléchi. Sans doute (le choix de Fillon) n'était pas son premier choix, effectivement. Il a fait un choix qu'il jugeait être le meilleur, considérant une situation politique globale*», a déclaré Balkany. (20minutes.fr 27.11)

Il n'a rien choisi du tout l'avorton, ce sont ceux qui tirent les ficelles au sommet de l'appareil de l'UMP qui lui ont imposé Fillon et

les ministres aux postes clés, ils ont sifflé la fin de la récréation au morveux de Neuilly-sur-Seine, l'illusion a fait long feu !

2- La République bonapartiste n'a rien "**à cacher**".

Le Monde révèle samedi le témoignage de Patrice Molle, préfet et ancien membre de la DGSE (les services de renseignement extérieur français), qui travaillait au sein du cabinet de François Léotard. Il faisait partie des hauts fonctionnaires mis sur écoute par les services sur ordre de Charles Millon, ministre de la défense de Jacques Chirac.

Il dit avoir eu vent de ces écoutes, mais précise : "*je n'avais rien à cacher. Tout Paris sait qui a imposé les intermédiaires libanais dans le dossier Agosta, Renaud Donnedieu de Vabres traitait tout cela directement, il référait en personne au ministre. Les rétrocommissions, ça ne passe pas par le cabinet officiel, ça s'est joué dans les circuits parallèles.*" (Lemonde.fr 27.11)

Social.

1- France.

Le froid est probablement à l'origine de la mort d'une femme âgée d'une quarantaine d'années sans domicile fixe dont le corps a été retrouvé samedi à Marseille, a-t-on appris de source policière. (Reuters 27.11)

2- Irlande.

De 50.000 à 150.000 Irlandais, selon les estimations, ont manifesté dans le centre de Dublin samedi contre un plan de rigueur draconien présenté comme la condition d'un vaste plan d'aide qui devrait faire l'objet d'une réunion des 27 à Bruxelles dimanche.

Les syndicats avaient appelé à une marche jusqu'à la Poste centrale, QG de l'insurrection irlandaise d'avril 1916 où fut proclamée la république et symbole de l'indépendance du pays.

Le Congrès des syndicats irlandais (Irish Congress of Trade Unions-ICTU), qui regroupe plusieurs fédérations représentant environ 832.000 membres, avait appelé à cette manifestation nationale, dernière chance selon lui pour peser sur ce budget. (20minutes.fr 27.11)

3- Autriche.

D'après la police, 4.000 personnes ont défilé dans les rues de Vienne contre les mesures d'austérité du gouvernement autrichien, jusqu'à proximité des bureaux du chancelier Werner Faymann.

Les mesures d'austérité doivent toucher l'éducation, la santé et les allocations familiales.

Tandis que la manifestation se poursuivait, le gouvernement a annoncé que certaines de ces mesures, qui devaient entrer en vigueur le 1er janvier prochain, seraient reportées de plusieurs mois.

Les organisateurs prévoient de défiler de nouveau mardi, lorsque le projet de loi sera discuté au Parlement autrichien. Le gouvernement souhaite réduire les dépenses publiques de 1,6 milliard d'euros en 2011. (AP 27.11)

Société.

Manipulation au sommet. Neuilly-sur-Seine : la poudrière !

Environ 110 kg cocaïne, dont le montant est évalué à 7 millions d'euros à la revente, ont été saisis dans la nuit de vendredi à samedi par la brigade des stupéfiants de la police judiciaire parisienne à Neuilly-sur-Seine (Hauts-de-Seine), a-t-on appris de sources policière et judiciaire.

Deux hommes et une femme ont été arrêtés et placés en garde à vue. Deux autres personnes sont en fuite.

Selon les enquêteurs, la drogue a été découverte dans un appartement appartenant à une famille saoudienne actuellement absente.

Un homme qui disposait de la clé de l'appartement fait partie des deux personnes en fuite. (Reuters 27.11)

Coïncidence, dans une causerie ces derniers jours j'évoquais un souvenir de plus de 30 ans où je parlais des rejetons de banquiers et autres grandes fortunes de la banlieue ouest de Paris revendeurs de came. La meilleure planque, ce n'est pas à Saint-Denis dans le 9-3, mais bien à la source dans les quartiers chics où se cotoient les voyous de la finance et la Jet-set, les plus fortunés et gros consommateurs de cocaïne notamment. A Neuilly rouler en Ferrari passe inaperçu, aucun flic n'osera vous demander vos papiers, alors qu'à Montreuil c'est tout de suite suspect !

Cette dépêche de Reuters précisait qu'un homme "*disposait de la clé de l'appartement*" où était entreposée la came, ils n'allaient pas la stocker dans un squat ouvert au premier venu, normal. Ce qui l'est moins c'est la dépêche de l'Associated Press qui blanchit le propriétaire des lieux, dicit la juridiction interrégionale spécialisée (JIRS) :

Les trafiquants présumés utilisaient cet appartement en travaux inoccupé appartenant à une grande famille moyen-orientale. Celle-ci n'est pas mise en cause par l'enquête. "*C'était simplement un lieu de stockage*", a-t-on ajouté de même source. (AP 27.11)

Explication. La dépêche de Reuters a été mise en ligne 4h30 avant celle de l'Associated Press (AP) et leur source est identique, apparemment entre temps la JIRS a rectifié le tir, sur ordre d'en haut sans doute.

La "*famille saoudienne*" de l'agence Reuters est devenu entre temps dans celle d'AP "*une grande famille moyen-orientale*", pourquoi pas irakienne, iranienne, libanaise, et AP donne une nouvelle version des faits qui blanchit le propriétaire de l'appartement et fait disparaître la clé de ce mystère qui n'en est pas un : ce n'est pas le petit caïd qui roule en BMW qui dispose de millions de dollars pour acheter la drogue et la faire acheminer en France, mais bien des hommes très fortunés, rappelons pour finir que le marché de la drogue est le troisième au niveau mondial, alors le pétrole, l'armement, etc., pourquoi pas la drogue, après tout, le marché c'est le marché !

Le 29 novembre

Une info personnelle. La vente de ma maison est pour ainsi dire acquise, je devrais déménager d'ici deux semaines au plus tard. Ainsi je pourrai assurer ma retraite et faire face à la hausse continue des prix en Inde. Je vais placer cet argent (fixed deposit) à ma banque (d'Etat évidemment), il me rapportera entre 7 et 8% par an. J'ai loué une maison avec un petit jardin pour mon chien à 10 mn de la ville natale de Mageswary, à 1km de la mer, dans un village où je ne devrais pas rencontrer de problèmes en principe, sur le territoire de Pondichéry dont l'organisation et l'administration ont été héritée de la colonisation française (mairie, juge d'instruction, police, etc.) et non plus au Tamil Nadu qui est un Etat voyou complètement pourri par la corruption. C'est un vrai soulagement, mon cauchemar s'achève enfin, je revis !

Je n'aurai aucun regret de quitter l'endroit où je vis actuellement et de redevenir locataire, pour moi l'essentiel était de ne plus avoir la mer à moins de 100 mètres de mon lit après le tsunami, de quitter ce village pourri et de retrouver une certaine tranquillité d'esprit pour pouvoir continuer mon activité politique dans de meilleures conditions. J'aurai certes davantage d'argent pour vivre, mais cela ne changera absolument rien à mon quotidien. Je vais juste me doter d'une seconde ligne téléphonique et acheter un ordinateur portable que je connecterai en réseau, afin de ne connaître aucune rupture dans l'actualisation du site. En fait ma seule "folie" consistera à investir un peu d'argent supplémentaire dans le site ! Je viens de régler l'abonnement du site au serveur pour 28,56 euros TVA inclus. Que cela ne vous empêche pas de participer à son financement surtout en cette période de fin d'année, de primes ou de 13e mois...

Les articles de presse (avec table) et la causerie de novembre seront disponibles au format pdf le 1er ou le 2 décembre.

Pas le temps de causer politique, j'ai commenté quelques infos. Je suis en train de lire *1905* de Trotsky, à propos de la révolution d'octobre 1905 en Russie, c'est passionnant sur la création des premiers soviets cette année-là, on en parlera plus tard.

Bonne semaine et bon courage à tous.

Politique.

1- France.

1.1- Instrumentalisation à but électoral. Neuilly sous la neige.

Que signifie la saisie de 110 kg de cocaïne dans l'appartement d'une princesse saoudienne, à Neuilly-sur-Seine, fief de Sarkozy ?

On devrait commencer par se demander à qui profite-t-elle, dans quel contexte social et politique intervient-elle. Réponse : quelques semaines après la fin de la mobilisation sur les retraites et le vote de la loi, quelques jours après le remaniement

du gouvernement et le lancement de la campagne de Sarkozy pour sa réélection en 2012. On sait aussi que Sarkozy va devoir sortir l'artillerie lourde pour avoir une chance de l'emporter en 2012, tant il est impopulaire dans le pays, certains diront pour pouvoir simplement se représenter.

Essayons d'aller plus dans notre analyse.

L'élection et peut-être la réélection de Sarkozy a été ou sera le produit de plusieurs facteurs, avec à l'origine l'ignorance dans laquelle baigne à la fois la classe ouvrière, le mouvement ouvrier et la petite-bourgeoise incapables de saisir qu'historiquement le capitalisme a fait son temps et qu'il doit céder la place au socialisme.

Parmi cette masse ignorante, il y a ceux qui sont les plus faibles et qui sont particulièrement réceptifs aux discours sécuritaires et répressifs, sinon racistes ou xénophobes de Sarkozy et d'Hortefeux, en première ligne desquels on trouve les vieux qui sont à la retraites et que le gouvernement a tenu soigneusement à épargner (provisoirement) dans sa contre-réforme des retraites.

Il y a en France 13,2 millions de plus de 60 ans, dont 5,2 millions ont plus de 75 ans, 1,3 million ont plus de 85 ans, tandis qu'il y a 33,1 millions environ d'habitants de 20 à 59 ans et 16 millions ont moins de 20 ans. Donc, environ 30% des 46 millions d'électeurs sont des vieux. Sarkozy est donc en droit d'estimer qu'il pourrait avoir une chance d'être réélu s'il parvenait à influencer le vote des vieux.

D'autre part, Sarkozy est présenté (à juste titre) comme le président des riches, de la bande du Fouquet's qui loge forcément dans les quartiers chics, dont Neuilly-sur-Seine où il fut maire. On peut imaginer que par ce coup politique savamment relayé par les médias, Sarkozy aurait envisagé d'atténuer, à défaut de pouvoir s'en débarrasser totalement, cette image calamiteuse qu'il traîne comme un boulet auprès de la classe ouvrière, dans le genre : voyez, je ne ménage pas les riches quand ils se conduisent mal pour employer son langage, ajoutons, quand même pas jusqu'à mouiller un prince saoudien.

On ne sait pas si celui-ci, dont l'identité n'a toujours pas été révélée, appréciera d'être mêlé à un coup monté par le ministère de l'Intérieur et donc l'Élysée, même s'il a été innocenté sur le champ. Gageons qu'en échange de sa réserve ou de sa coopération sous une forme quelconque, il récupérera au moins l'équivalent de ce qu'il a perdu dans cette affaire, s'il n'en a pas été informé dès le départ et s'il n'en est pas le complice, car on voit mal Sarkozy prendre le risque d'exposer ainsi une personnalité saoudienne à un scandale, l'argument du bouc émissaire ne tient pas la route dans ce cas de figure, rien à voir ici avec un Rom ou un jeune de banlieue issu de l'immigration. On n'imagine encore moins une vengeance de Sarkozy après que l'Etat saoudien a passé un énorme contrat d'armement avec les Etats-Unis, car l'Etat français demeure un des principaux clients des monarchies du Golfe en matière d'armement.

Bref, cela ressemble à un coup politique de Sarkozy en campagne pour regagner des voix 18 mois avant les élections.

En attendant, s'il peut compter sur une grande partie des voix des vieux en 2012, les commentaires souvent lucides des internautes qui suivent les articles consacrés à cette affaire, démontrent que ce coup tordu qu'il a orchestré ne trompe pas grand monde, après toutes les affaires auxquels lui ou les membres de son gouvernement ont été mêlés les derniers mois, il lui est difficile, voir impossible de se refaire une santé politique.

En complément à cette analyse, je joins quelques réactions d'internautes :

- L'enquête débute et la "princesse" est déjà hors de cause. Quelle célérité !
- Elle est princesse, saoudienne, donc arabe, saoudienne donc susceptible de passer commande à la France, donc je pense qu'elle n'y est pour rien... Je maîtrise bien le politiquement correct non ?
- Surtout, ordre est donné (en haut lieu) à la hiérarchie policière de ne pas se montrer trop indiscret quant à ladite princesse saoudienne et le mode d'acheminement de la coke. Quand valise et immunité diplomatique ne font qu'un...
- Dingue comment a été mise "hors de cause" la famille possédant "l'appartement". Bizarre : comment on ne veut pas se salir les mains sur ces princes et princesses saoudiens intouchables
- Eh oui en fait, la drogue touche plus les milieux huppés que les smicards qui se lèvent à 5 heures pour aller bosser...
- Neuilly est un quartier défavorisé, une zone de non droit qu'il faut nettoyer au Kärcher ! La cocaïne, ça permet d'être super actif non ?
- Rien d'étonnant puisque tous les enquêtes disent que Neuilly s/Seine est devenue au cours des 30 dernières années la 'capitale française de la cocaïne' en nombre d'usagers, devant Paris 16e et Paris 7e. Qui était le maire de la ville durant ce laps

de temps d'ailleurs ? Un type de gauche laxiste sûrement, non ?...

- Les plus gros dealers ne seraient pas dans nos belles cités HLM mais dans le microcosme de délinquants (abus de social, corruption, vols d'argent public etc.) de la grande bourgeoisie française. (Lepoint.fr 28.11)

1.2- Demain la France sera... le 51e Etat des Etats-Unis.

Concernant un éventuel retour de DSK en France avant la fin de son mandat au FMI pour participer aux primaires, M. Fabius affirme dans un entretien au "Parisien-Dimanche" : *"je suis d'un tempérament volontaire et optimiste"*. (AP 28.11)

Interrogé par Radio J, Vincent Peillon a estimé dimanche que Dominique Strauss-Kahn est *"une chance pour les socialistes comme pour la France"*.

Pour M. Peillon, si DSK *"est capable"* d'amener ce pays *"à se rendre compte des réalités"*, *"avec évidemment un engagement à gauche qui a toujours été le sien et à proposer des solutions"*. (20minutes.fr 28.11)

Et le peuple grec et irlandais de scander : à bas le FMI ! Au PS, ils s'en foutent, ils ont d'autres préoccupations, ils sont conquis au FMI depuis sa création, franchement, sinon pourquoi Strauss-Kah aurait été désigné pour en prendre la direction !

2- Egypte.

Les électeurs égyptiens doivent désigner 508 élus dont 64 femmes.

L'opposition égyptienne a crié à la fraude dimanche lors d'élections législatives qui devraient sans surprise reconduire une majorité d'élus du parti présidentiel, le PND bien décidé à empêcher les Frères musulmans de rééditer leur succès de 2005 où ils avaient obtenu un cinquième des sièges.

Dans certains cas, des électeurs ont été refoulés sous divers prétextes, ont affirmé des groupes de défense des droits de l'homme et des militants d'opposition. Dans d'autres, les électeurs ont constaté que les urnes étaient pleines à ras bord quelques minutes seulement après l'ouverture des bureaux de vote.

"On ne peut pas parler d'élections, tout est truqué, c'est une honte", a dit Hassan Sallam en sortant de l'isoloir à Raml, un quartier d'Alexandrie, dans le nord du pays. *"Les urnes étaient déjà pleines."*

Le PND du président Hosni Moubarak est au pouvoir depuis près de trente ans et sa victoire ne fait aucun doute. Ces dernières semaines, les arrestations se sont multipliées dans les milieux d'opposition.

En 2005, la participation officielle avait été de seulement 22% des électeurs inscrits. Selon des groupes de défense des droits de l'homme, elle n'avait même pas dépassé les 12%. (Reuters 28.11)

3- Haïti. Ils ont le choléra, on leur promet la peste !

Les Haïtiens devaient élire leur président, les 99 députés de la Chambre et onze des trente membres du Sénat. Dix-huit candidats à la présidence, 120 au Sénat et 900 pour la Chambre des députés étaient en lice.

Douze des 18 candidats à l'élection présidentielle haïtienne, dont le premier tour avait lieu dimanche, ont réclamé son annulation en faisant état de fraudes massives.

L'appel des douze candidats fait suite à des scènes de chaos et de confusion dans de nombreux bureaux de vote de Port-au-Prince, la capitale, où des électeurs furieux de ne pas pouvoir voter ont saccagé au moins un bureau de vote.

Dans le camp de réfugiés de La Pista, où sont regroupés plus de 50.000 rescapés du séisme de janvier qui a fait 250.000 morts, Harold Clerg se plaignait, comme nombre de ses camarades, de n'avoir pu obtenir les nouveaux papiers d'identité qui lui auraient permis d'aller voter.

"Le gouvernement dépense beaucoup d'argent pour faire campagne et larguer des tracts par avion mais nous, nous vivons dans les débris, la misère et la faim", a-t-il dit à Reuters. (Reuters 28.11)

Le plus dingue, c'est que le choléra qui pourrait toucher plus de 200.000 Haïtiens selon l'OMS, déclaré d'une extrême virulence par le corps médical, pendant qu'il continue de se répandre, l'ONU et l'UE ont décrété que les élections devaient absolument avoir lieu à

la date fixée au lieu de les reporter, permettant ainsi de regrouper des foules immenses qui ne peuvent que favoriser la propagation de l'épidémie.

4- Etats-Unis. WikiLeaks. Info ou intox, "fuite" orchestrée à Washington, manipulation à l'échelle planétaire ?

Le *New York Times* explique que les câbles lui sont parvenus «*il y a plusieurs semaines*» et que les documents susceptibles de «mettre en danger» des individus ou de «*compromettre la sécurité nationale*» n'ont pas été publiés. Le journal ajoute avoir travaillé avec l'administration Obama à ce sujet. «*En commun, les cinq journaux ont soigneusement édité les textes bruts utilisés afin d'en retirer tous les noms et indices dont la divulgation pourrait entraîner des risques pour des personnes physiques*», précise Le Monde. (Lemonde.fr 28.11)

Ces "révélations" n'auraient-elles pas pour seul objectif de faire monter d'un cran la tension internationale déjà palpable dans certaines régions du monde, au Proche-Orient et dans la péninsule coréenne pour n'en citer que deux ? Mettre en porte-à-faux certains régimes pour mieux pouvoir les manipuler ensuite ? C'est possible. S'agit-il plutôt d'un règlement de compte entre démocrates et républicains ? Cette dernière hypothèse est à écarter, Obama a conservé l'équipe de militaires de Bush, dont Robert Gates. Un produit de la décomposition de l'impérialisme américain qui ne parvient même plus à maîtriser ses propres troupes ? C'est plausible, à l'instar des fuites dans l'affaire Woerth et bien d'autres en France.

Economie.

1- Irlande. Lagarde : il faut "**s'aligner**" sur le FMI.

L'Union européenne a présenté dimanche un vaste train de mesures destiné à arrêter la contagion de la crise irlandaise au reste de la zone euro et à rassurer les marchés sur les règles en vigueur après 2013.

Comme cela était largement anticipé, les Vingt-Sept se sont également mis d'accord sur un plan d'aide à l'Irlande de 85 milliards d'euros sur dix ans.

Sur cette enveloppe, 35 milliards d'euros seront destinés à assainir le secteur bancaire, dont 10 milliards seront consacrés à des injections immédiates de capital et 25 milliards seront conservés dans un fonds de réserve.

L'Irlande y contribuera elle-même à hauteur de 17,5 milliards d'euros, puisés sur un fonds de retraite national, le reste étant assumé à parts égales de 22,5 milliards d'euros par le FMI, le Fonds communautaire de stabilité et la Facilité intergouvernementale de stabilité financière dont l'effort sera complété par des prêts bilatéraux de la Grande-Bretagne, de la Suède et du Danemark.

Le taux d'intérêt moyen auquel cette aide sera fournie devrait s'établir autour de 5,8% et le plan d'austérité de 15 milliards d'euros annoncé cette semaine par le gouvernement de Brian Cowen, sera complété en trois points.

Le secteur bancaire irlandais subira une intense cure d'amaigrissement et sera recapitalisé, les ajustements budgétaires se poursuivront jusqu'en 2015 au lieu de la date de 2014 envisagée par Dublin et de nouvelles réformes structurelles seront mises en oeuvre, notamment une réforme du marché du travail irlandais.

"*Il était nécessaire d'avoir une clarification complète de la doctrine. Il devait être clair que nous appliquerions en Europe la doctrine du FMI (...) c'est-à-dire sans aucune participation ex-ante (du secteur privé)*", a-t-il déclaré.

"*Le message aux marchés c'est : un, nous sommes solidaires au sein de la zone euro ; deux, nous sommes capables de prendre des décisions ; trois, nous produisons les grands principes d'un mécanisme permanent de résolution des crises aligné sur le FMI*", a dit la ministre française de l'Economie, Christine Lagarde. (Reuters 28.11)

2- Portugal.

Anticipant un éventuel report de l'attention des marchés vers le Portugal, la Commission a annoncé qu'elle plancherait dans les prochains jours avec Lisbonne sur un plan de réformes plus large, avec notamment de nouvelles mesures visant le secteur de la santé et des transports.

"*Les efforts seront intensifiés*", a insisté le commissaire européen aux Affaires économiques et monétaires, Olli Rehn. (Reuters 28.11)

3- Espagne.

L'Espagne a de son côté renouvelé son engagement à mettre en oeuvre de manière résolue les mesures déjà annoncées, comme la restructuration de ses caisses d'épargne régionale d'ici fin décembre et la réforme des retraites d'ici la fin du premier trimestre

2011. (Reuters 28.11)

4- Grèce.

Enfin, quant à la Grèce, les prêts octroyés en mai pourront être remboursés sur une plus longue période de sept ans et demi, qui ne commenceront qu'au terme de la période initiale de trois ans, en échage d'un taux d'intérêt porté à 6,05%. (Reuters 28.11)

Le 30 novembre

Politique.

1- Nicolas Sarkozy De Nagy-Bocsa, le président du lumpenprolétariat de la bourgeoisie : dehors !

Dimanche, la Suisse a adopté l'expulsion automatique des criminels étrangers.

En France, des députés UMP se sont fendus d'un communiqué, où ils approuvent vigoureusement cette mesure :

"C'est une vraie leçon de bon sens de nos amis Suisses administrée à leurs voisins européens confrontés aux mêmes problèmes de délinquance."

"Le principe est clair ; les étrangers qui respectent les lois du pays d'accueil sont les bienvenus, ceux qui les violent doivent faire l'objet d'une procédure d'expulsion après avoir purgé leur peine."

Parmi les signataires de ce texte, on trouve, entre autres, les députés Lionnel Luca et Christian Vanneste. Ces élus font partie de la droite populaire (NDP), rassemblant 35 députés UMP parmi les plus à droite. Et la droite populaire souhaite la même chose chez nous : *"La France devra bien, elle aussi, changer sa législation à ce sujet"*. (Lepost.fr 29.11)

2- Ambiance nauséabonde à l'UMP.

Lors du discours de politique générale de François Fillon, mercredi 23 novembre à l'Assemblée nationale, Jean-François Copé *"il a tout fait pour me signifier que ce que je disais ne l'intéressait pas"*, aurait lâché François Fillon devant un député, venu le féliciter, selon le Figaro de samedi.

"Je suis désolé de cette histoire." C'est un Jean-François Copé apparemment tout en contrition qui était l'invité de France Inter ce lundi matin. Jean-François Copé a visiblement senti qu'il était allé un peu loin.

Grands vainqueurs du remaniement, François Fillon et Jean-François Copé se marquent au plus près pour savoir qui incarne le leadership de la majorité, derrière Nicolas Sarkozy. Qui sera l'animateur de la campagne présidentielle de 2012? *"Ce n'est pas de ma compétence de le décider, et si ça doit être lui [François Fillon, ndr] ce sera formidable"*, a-t-il ajouté.

De la pure langue de bois copéiste... Car de sa prise du parti à l'élection de son ami Christian Jacob à la tête des députés, en passant par sa décision symbolique de tenir le point presse de l'UMP tous les mercredis matins à l'Assemblée, tout indique que Jean-François Copé entend être le pivot de la majorité pour peser sur les thèmes de campagne. (Lexpress.fr 29.11)

3- L'UMP ou la fosse à purin du régime.

Il est très original de «recevoir des leçons de savoir-vivre» de la part des époux Balkany, a expliqué hier l'ancien ministre Patrick Devedjian sur Radio J. Après avoir réussi à faire évincer Devedjian de la présidence de l'UMP des Hauts-de-Seine, Patrick Balkany avait jugé vendredi que *«beaucoup de conseillers généraux»* étaient en mesure de remplacer Devedjian comme président du conseil général. Ce que l'intéressé a volontiers admis, ajoutant que Balkany était lui *«tout à fait irremplaçable»* car *«il a une grande originalité»*.

Député-maire UMP de Levallois-Perret, Patrick Balkany avait été en 1996 condamné à 15 mois de prison avec sursis, et son épouse, Isabelle, à la même peine, pour prise illégale d'intérêts. (Libération.fr 29.11)

4- Le ministre de la police est un délinquant.

Le ministre de l'Intérieur, Brice Hortefeux, a été jugé en référé lundi à Paris pour "violation de la présomption d'innocence", à la demande d'un magistrat suspecté d'avoir informé la presse dans le dossier Bettencourt.

Ce plaignant, David Sénat, reproche au ministre des propos tenus le 17 octobre lors de l'émission Le Grand Jury RTL-LCI-Le Figaro, dans lesquels il lui imputait une violation du secret professionnel.

David Sénat, écarté après cette affaire de son poste au cabinet du ministre de la Justice, réclame 10.000 euros de dommages et intérêts au ministre, ainsi que la publication de la décision. Le tribunal a mis sa décision en délibéré au 17 décembre.

Si le ministre, absent de l'audience, était condamné, ce serait sa seconde sanction judiciaire dans le cadre de ses fonctions. Il a déjà été frappé de 750 euros d'amende en juin dernier pour injure raciste envers un militant maghrébin de l'UMP, sanction dont il a fait appel. (Reuters 29.11)

5- Elle a dû entendre une voix... C'est déjà beaucoup !

Ségolène Royal a annoncé sa candidature aux primaires du Parti socialiste. L'ancienne candidate à la présidentielle rejoint donc Manuel Valls et Arnaud Montebourg sur la liste des candidats déclarés. (20minutes.fr 29.11)

6- Question ordure, le PS en connaît un rayon ou quand le président PS du conseil général des Bouches-du-Rhône a voulu réquisitionner le personnel communal affecté au ramassage des ordures.

Dans les Bouches-du-Rhône, la justice soupçonne la mise en place d'un système occulte de surfacturation et de trafic d'influence dans l'attribution de certains marchés publics, particulièrement celui des ordures.

Lundi, plusieurs hauts fonctionnaires territoriaux, mais aussi Alexandre Guérini, frère de Jean-Noël Guérini, le président PS du conseil général des Bouches-du-Rhône ont été placés en garde à vue à Marseille, rapporte La Provence.

Alexandre Guérini est l'ancien responsable de plusieurs sociétés spécialisées dans le traitement des déchets.

Bakchich donne le nom d'autres personnes interrogées lundi : Rémy Bargès, directeur de cabinet de Jean-Noël Guérini, Gilbert Gaudin, directeur de la communication du même, et Michel Karabadjakian, directeur général adjoint à la propreté de la communauté urbaine de Marseille. Au total, il y aurait au moins 8 personnes en garde à vue. (Lepost.fr 29.11)

Social.

1- France.

1.1- Encore un crime à mettre au compte du capitalisme.

Un homme de 78 ans, sans domicile fixe, a été retrouvé mort de froid, lundi 29 novembre après-midi, à l'entrée d'un centre commercial d'Ivry-sur-Seine, dans le Val-de-Marne.

On estime à 100.000 le nombre de personnes sans domicile fixe en France. Selon le collectif Morts dans la rue, 270 d'entre eux sont décédés depuis le début de cette année. (Lemonde.fr et Reuters 29.11)

1.2- Où y a de la gêne, y a pas de plaisir !

Une riche propriétaire a réclamé ce lundi, devant le tribunal de grande instance de Paris, plus de 460.000 euros à huit étudiants qui avaient squatté son immeuble situé 69 rue de Sèvres à Paris, dans le VIe arrondissement, entre mars 2008 et juin 2009.

« Quand la propriétaire des lieux le laisse vide plus de dix ans et possède également d'autres logements, dont une villa à Neuilly-sur-Seine, vide depuis 25 ans, et qu'elle n'avance aucun projet sur ces bâtiments, c'est une aberration », dénonce dans un communiqué le collectif Jeudi Noir, qui se bat pour l'accès au logement. Et, ajoute-t-il, « quand cette propriétaire est multi-millionnaire et domiciliée fiscalement en Belgique, alors qu'elle réside en France, c'est une caricature ». (20minutes.fr 29.11)

1.3- Le capitalisme conduit toujours à la paupérisation. Pendant que les patrons du CAC40 se goinfrent.

Plus de 25 ans après l'idée lancée par l'humoriste Coluche, les Restos du coeur disent avoir de plus en plus de bouches à nourrir pour leur 26e campagne d'hiver, complétant une présence tout au long de l'année.

Prévue au départ pour durer un an, l'initiative de Coluche en faveur des plus démunis s'est avérée indispensable dans un monde où persiste et, parfois, s'aggrave la précarité.

En 2009-2010, les Restos du coeur, dont la campagne d'hiver a débuté ce lundi, ont accueilli 830.000 personnes - soit une hausse de 20% en deux ans - et distribué 103 millions de repas.

Cette aide s'ajoute à celle d'autres associations, comme la Banque alimentaire qui a organisé une collecte nationale ce week-end dans les supermarchés.

Près de 12.000 tonnes de denrées, soit 24 millions de repas, ont été collectées à cette occasion, une hausse de 7 à 8% par rapport à 2009, annonce-t-elle sur son site internet.

Les Restos du coeur, qui disposent aujourd'hui de 58.000 bénévoles, contre 4.500 à leurs débuts, maillent tout le territoire.

Pour la campagne 2010-2011, ils insistent sur "*la nécessité absolue*" de "*sauver l'aide européenne*", menacée, selon eux, dans la perspective de la réforme de la Politique agricole commune (PAC) pour 2013.

Depuis 1987, le Programme européen d'aide aux plus démunis (PEAD) reste le "seul élément de la politique sociale sur notre continent en offrant une aide aux 80 millions d'Européens vivant en dessous du seuil de pauvreté", disent-ils dans un communiqué.

L'association redoute également une éventuelle réduction de l'aide complémentaire du gouvernement français alors que s'installe la crise économique, parallèlement à une remontée des cours des matières premières. (Reuters 29.11)

1.4- Le tram est muet !

Après avoir empêché la mise en service commerciale de la première ligne de tramway de Toulouse, prévue lundi matin, les conducteurs de tram ont voté la reconduction de la grève pour mardi, a-t-on appris auprès des syndicats Sud Transports et CGT.

La poursuite de la grève a été votée en assemblée générale, à l'issue d'une réunion avec la direction de Tisséo, par une quarantaine de personnes selon les syndicats. Une autre rencontre devrait avoir lieu mardi. (AP 29.11)

2- Etats-Unis .Obama : le président de Wall Street

Barack Obama va proposer lundi de geler pendant deux ans les salaires de la fonction publique fédérale, sauf ceux des militaires. Un «*sacrifice*» destiné à lutter contre un «*déficit budgétaire massif*», a annoncé la Maison Blanche.

«*Le président a décidé de proposer un gel des salaires des employés fédéraux civils pendant les années (budgétaires) 2011 et 2012*», a expliqué la présidence américaine dans un communiqué.

La Maison Blanche espère que cette mesure permettra d'économiser 2 milliards de dollars au titre de l'année budgétaire 2011, qui se terminera le 30 septembre prochain, 28 milliards dans les cinq prochaines années et 60 en dix ans. (20minutes.fr 29.11)

Economie.

Ils nous prennent pour des amnésiques ou pire encore.

De Nicolas Sarkozy à la ministre de l'Economie, Christine Lagarde, en passant par le ministre du Budget, François Baroin, tous l'assurent: la France n'est pas menacée.

"*Il faut que tout le monde, les investisseurs, entendent le message de l'Europe: nous sauverons l'euro*", a déclaré lundi le ministre du Budget François Baroin.

Pour la France, "*il n'y a aucune peur, il n'y a aucun risque et il n'y a aucune menace*", a insisté le porte-parole du gouvernement. "*Nous sommes l'une des meilleures signatures dans ce monde instable (et) nous avons un système bancaire parmi les plus solides*".

"*La France n'est ni menacée, ni visée (...) Il faut rassurer mais il faut être déterminé dans la réduction de nos déficits. Les fondamentaux (économiques de la France) sont bons et nous menons une politique déterminée d'inflexion de notre dette publique*", a ajouté le ministre. (Reuters et 20minutes.fr 29.11)

[Haut de page ↗](#)